

REVUE
DES
DEUX MONDES

C^e ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

TOME LVIII. — 1^{er} JUILLET 1930.

D

REVUE

DES

7419

DEUX MONDES

C^e ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

TOME CINQUANTE-HUITIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 13

—
1930

054

R3274

1930, v. 4

OCT 29 1930

278438

R.P.

LA COMÉDIE ANIMALE

DEUXIÈME PARTIE (1)

I

INCAPABLE de dormir, le Maître des arbres descendit, siffla le chien qui était libre et se dirigea vers l'agglomération des travailleurs, à quelque huit cents mètres de sa maison. Au temps des travaux ordinaires, il lui arrivait d'aller s'y promener pour assister aux danses éclairées par la lune, surveiller l'hygiène des cases et s'enquérir au sujet des enfants et des femmes. Ce soir, il lui semblait qu'il partait en reconnaissance au cours d'une expédition nocturne.

Pas le moindre bruit, pas le moindre jeu de ces petites guitares qui griffent le silence et réveillent les conversations. Derrière une clôture, un chien reconnut le passage d'un congénère et grogna. Un homme, à son tour, grogna et imposa le silence. Des vagissements s'élevèrent, suivis d'une berceuse naïve en quatre mots, toujours les mêmes, assourdis par le chaume et le bambou.

Le village était un village neuf. Bâti depuis cinq ans aux confins des pépinières, de la plantation et de la brousse libre, ses cases rondes n'avaient pas encore brûlé; elles n'avaient pas davantage connu d'épidémie, de ces maux soudains et contagieux qui font gonfler les hommes en trois jours et les condamnent à périr sans une plainte. Ce n'était pas un de ces villages séculaires, paisibles ou guerriers, dont l'emplacement choisit

Copyright by André Demaison, 1930.

(1) Voyez la *Revue* du 15 juin.

près d'une plaine fertile s'exhausse lentement sur les débris de foyers et de cuisines. Mais il était assis sur une base formidable de coutumes surprenantes et de mesures d'une courtoisie ambiguë, sur un fond de pratiques superstitieuses accumulées par les âges, par les religions surgies du sol et les rites apportés du dehors. Cinq ou six cents Noirs environ l'habitaient, à ras de terre.

Le Maître des arbres s'arrêta devant les cases de Malan Koma. Une faible lueur passait à travers le bambou tressé. Cependant, tout y était silencieux.

— Les palabres des termites, le lion ne risque pas de les entendre! dit une voix basse à côté de l'homme blanc.

C'était Amadou Silla.

— Que fais-tu ici, à cette heure? demanda le Directeur.

— Je poursuis mes créances... Tant qu'un espoir reste, il ne faut jamais faire honte en public à un débiteur... Ces gens-là sont des fous, ils préfèrent aller voir le sorcier et lui payer très cher du museau d'hyène qui écarte les réclamations des prêteurs. Ils feraient mieux de me rembourser. Mais, dit-il encore, ton Malan... tu devrais t'en méfier... Secouer la tête ne sépare pas un âne de ses oreilles, Toubab! Passe la nuit en paix, Maître des arbres!

« L'homme que m'a confié ton semblable, ajouta-t-il, son corps n'est pas en paix! Et cela met les gens du pays en colère... Mais son souffle est dans la main de Dieu!

Et il disparut en effleurant la terre.

Originaire d'hommes clairs, les Sarakollés, — Sara, venu d'en-haut, qui ne mange que du miel et de la farine, — cet homme aux paroles sérieuses tenait les Koma pour des esclaves, bien que ceux-ci fussent devenus propriétaires de champs et de troupeaux. Les Koma, qui méprisaient la mort à la bataille, gardaient aux Silla une rancune tenace de leur opinion et du refus de s'allier avec eux. Il était donc naturel qu'un Silla prit le parti de l'homme blanc contre un Koma qui était mêlé à sa vie, lui servait la nourriture et remplissait son verre. À côté de sa boutique, Amadou s'était installé pêcheur, ou plutôt chef de pêcherie, — car il faisait travailler pour son compte de jeunes garçons, comme doit le faire un homme âgé capable de comprendre la vie. Il vendait du poisson séché aux tribus de l'intérieur, mais ses égards allaient à un client tel que

l'homme blanc capable de nourrir des centaines de travailleurs avec du poisson frais de rivière. Son autorité était grande chez les Noirs auxquels il faisait crédit en attendant la paye de fin de mois. Par le jeu des mêmes intérêts, par la bonhomie et l'amitié qu'il apportait dans ses règlements, il était devenu le plus intime familier de la maison du Directeur, recevant de celui-ci les menus cadeaux qu'un chef d'entreprise sait distribuer autour de lui et qui s'ajoutaient aux profits de la pêche et de la boutique. Assuré d'une telle protection, il en profitait pour prendre de l'avance sur ses semblables. « Approcher l'or du roi te donne de l'éclat », répétait-il, à ceux qui l'enviaient ou qui lui faisaient un grief de sa fidélité. Par lui, le Toubab apprenait beaucoup d'événements, voire d'intentions que même sa parfaite connaissance de la langue ne lui aurait jamais révélées. Amadou Silla lui montrait l'envers des choses. Quand le Toubab l'écoutait, les visages surgissaient de derrière les masques, les regards obliques trahissaient leur véritable sens.

Le Directeur leva les yeux. Le ciel était dégagé, les arbres immobiles. Des oiseaux de nuit échangeaient des appels discrets, d'une branche à l'autre. Une tristesse infinie, faite de lâcheté nocturne, l'envahit. « La pluie ne sera pas pour demain », murmura-t-il par diversion. Et il reprit le chemin de sa chambre.

Un balaphong fit entendre son jeu lointain. Mais, au lieu de bondir, les notes trébuchaient dans la nuit. Le Directeur, au moment de quitter le village, heurta une calebasse abandonnée qui fit un bruit de crécelle sur les cailloux du chemin. Les chiens se mirent à hurler. Ces bas serviteurs qui, ailleurs, sont les amis de l'homme, qui connaissent et utilisent ses habitudes, ne sont ici que des esclaves farouches qui craignent la forêt plus que les coups de leurs maîtres noirs, et préfèrent au produit hasardeux de la chasse les restes qu'on leur jette. Pour une cause futile, voilà que tous ces fous aboyaient dans la nuit contre le seul être qui fût capable de les gratifier d'une caresse.

La lampe de veille brillait, suspendue au coin de la véranda. La lueur se divisait à travers les branches indisciplinées des arbres libres. Le Directeur pensa à Julot qui dormait, et aussi à ce stupide Malan qui s'avérait jaloux du chimpanzé ! Évi-

demment, parmi ces gens qui s'abritaient dans leur hutte en terre battue ou en bambou couvert de chaume, il pourrait dresser un jeune garçon capable de devenir un Malan automatique et buté... Avec du temps, trop de temps, et une patience dont on n'est jamais riche à la saison des pluies. En tout cas, pas avant la venue de celle qu'il attendait.

Et puis, tout ce monde parut sournois à celui que l'on appelait le « Maître des arbres » et qui se trouvait tout d'un coup aux prises avec les forces brutales de la forêt et la résistance cachée des hommes. Il en vint à se réfugier dans l'espoir qu'Amadou Silla l'aiderait de ses conseils, le renseignerait. Il l'associa même à l'idée de Rome qui trouvait toujours, dans ses conquêtes, les hommes d'une caste pour trahir la caste concurrente et se rapprocher des vainqueurs.

Et il monta les marches de l'escalier, lourd de regrets pour l'Europe et ses soirs inégaux.

Julot dormait, perdu dans la couverture brune. C'est Julot qui, seul, le distrairait au moment que les pluies allaient l'isoler du reste du monde. Il ne s'en était pas beaucoup occupé depuis trois ans; mais il avait d'abord fallu vivre, assurer l'avenir. Ce n'est pas une mince affaire que d'abattre des centaines d'hectares de forêt, d'installer des pépinières, de faire creuser des milliers et de milliers de trous bien alignés pour recevoir les jeunes plants de palmiers à huile. L'embauche, la direction technique, la paye de centaines d'ouvriers et manœuvres: cela constituait un problème sans cesse posé et dont les solutions demandaient du doigté, de la diplomatie et un cœur ferme. Il est si peu commode, en effet, de choisir les contremaîtres qui doivent se faire obéir par des hommes affiliés au clan des Oiseaux, au clan du Poisson, au clan de la Panthère ou de la Cigogne, quand ils sont eux-mêmes protégés par l'Hippopotame ou l'Éléphant.

A cela s'ajoutait la construction des flottilles de transport, le montage des magasins. Il fallait en outre surveiller les troupeaux de bœufs qui se régalaient de ces jeunes plants d'un accès facile, remplacer les ratés, semer et rafraîchir cette herbe rampante qui détruit les produits indisciplinés du sol. Il fallait par-dessus tout soigner les hommes.

Sans la question de prestige personnel, — « Chacun sait que

tu veux bien ce que tu veux et que tu tiens beaucoup à ce que tu possèdes, » disaient les Noirs et Malan lui-même, — Julot lui serait apparu ce soir d'un intérêt presque inférieur.

Il fut tiré de ses réflexions par les aboiements des chiens. Le gardien de nuit montait le rejoindre pour lui dire :

— Amadou Silla vient d'envoyer un de ses jeunes gens avertir que l'homme abimé par les singes est mort.

II

HEUREUSEMENT pour votre Julot, et peut-être pour vous, que le boy n'est pas très vicieux. Il y a tant d'autres façons d'empoisonner, bien connues des sorciers, des femmes jalouses et, comme dans tous les pays du monde, des hommes impatients d'hériter d'un vieux parent trop lent à disparaître ! Ainsi, Malan aurait pu mêler au riz le fin duvet recueilli avec précaution sur la face interne des feuilles de bambou. Ça aurait gentiment perforé les intestins de votre Julot vers le troisième mois du régime. Répétée pendant une semaine, une potion de laurier-rose, — votre couron est pleine, — lui aurait décomposé les entrailles l'année suivante. Mais cela est lent, trop lent. La racine de *tali* va plus vite : l'affaire d'une nuit. Il y a encore le jus de viande pourrie qui ne laisse aucune trace de son passage, ou la décoction de fourmis rouges qu'ils mettent sur leurs flèches et dont il aurait pu piquer le chimpanzé avec une épine ou une de vos aiguilles... C'eût été plus malin que des pointes de phonographe !...

Celui qui parlait ainsi au jeune maître de Julot était considéré comme un homme âgé : ses trente-cinq ans en imposaient dans le pays aux autres Blancs qui n'avaient pas, en général, atteint leur vingt-huitième année. Il portait une barbe pleine qui lui donnait du prestige au milieu des Noirs, pour lesquels le menton garni est signe de sagesse ; mais, surtout, il faisait la loi dans la brousse parce qu'il tirait au cours de l'année le plus grand nombre de cartouches que l'Europe lui expédiait par milliers, par caisses entières. Aussi l'appelaient-on, de préférence à son nom propre : « le Chasseur ».

Depuis quatorze ans, il parcourait les hautes futaies et les savanes, se déplaçant au gré des saisons et du gibier. Il n'usait guère de balles, pour la raison qu'une brochette de merles

mordorés ou un paquet d'aigrettes lui rapportait plus d'argent qu'un hippopotame ou un petit éléphant. Il expédiait les oiseaux de plumage aux fournisseurs de mode parisiens, et il gagnait plus de trois cent mille francs par an avec les singes à fourrure dont il donnait la chair à manger à ses serviteurs. Par les sentiers, il allait, monté sur une bicyclette garnie de caoutchouc increvable : les merles et tous les oiseaux de la brousse le regardaient passer, et ne s'enfuyaient pas devant cet étrange cavalier, ignorant qu'il avait massacré quelques milliers de leurs semblables dans la province voisine.

Quant aux Noirs, ils le respectaient aussi pour sa carrure, pour son endurance et surtout « parce qu'il ne tirait, assuraient-ils, que ce qui était marqué pour la mort ».

Le Chasseur était arrivé le matin même et avait dit simplement :

— Mon cher Directeur, je descends chez vous...

Il en avait « plein les jambes » de la route ! Il rentrait se reposer et allait prendre le bateau, à l'embouchure du fleuve, pour descendre à Dakar. Ainsi serait-il fin prêt pour la saison prochaine. Quand la tornade aurait dépassé le pays, il filerait. Il n'y a que la première tornade qui soit dangereuse. C'est elle qui fauche les arbres morts ou touchés par la maladie. Quand la première épreuve, qui est presque toujours la plus sévère, est faite, la forêt tient bon et ne craint plus que le feu du ciel. En attendant, ça pourrait bien envoyer quelque grosse branche pourrie sur la tête du Chasseur, n'est-ce pas ?

— Et alors, ce serait la vengeance des oiseaux et des singes ! ajoutait-il avec un faux sourire. Qu'en dites-vous, monsieur le Maître des arbres ?...

— Quant à votre ami l'Inspecteur, dit-il après avoir longuement écouté les circonstances de l'accident, c'est un véritable fou ! A-t-on idée de tirer sur des cynocéphales ? La peau ne vaut rien, la chair n'est pas mangeable même pour les hommes aux dents limées en pointe. Et puis... et puis... je vous affirme bien qu'il vaut mieux tirer sur trois paires de lions en train de diner d'une antilope, que sur une compagnie de ces énergumènes !

Le Directeur ne regardait que Julot. Il but quelques gorgées de son apéritif et dit lentement :

— Et ceux-là, les tuez-vous aussi quand vous les rencontrez ?

— Est-ce que vous me prenez pour un assassin, par hasard?... Ça m'est pourtant arrivé une fois, voyez-vous... une seule fois, par erreur. J'avais mal distingué les formes du gibier et j'ai tiré... Quand je suis arrivé, j'ai vu une femelle de chimpanzé accroupie, avec les deux mains appliquées sur sa poitrine pour retenir le sang... Elle ne disait rien, me regardait sans haine, et geignait... Je n'étais pas fier... Elle ne me quittait des yeux que pour surveiller sa fille, toute petite, qui allait, revenait, folle de terreur... Je l'ai fait enterrer sur place, au pied d'un grand arbre... pour que les bêtes n'y touchent pas... J'ai adopté la fille... J'aurais mieux fait, peut-être, de la laisser dans sa brousse... Je vous dirai ça une autre fois...

Le Chasseur but pour se calmer, voulut continuer, hésita comme s'il était arrêté en plein chemin par un obstacle imprévu.

— Vous ne savez pas ce qu'est l'être que vous avez chez vous... Non ! n'insistez pas... vous ne pouvez pas savoir. Vous êtes trop jeune et vous ne connaissez que votre Julot, comme votre Julot ne connaît plus que vous. Mais si vous saviez... Avez-vous entendu parler de Gaspard, le chimpanzé de Toupénay ? Écoutez-moi ça... Gaspard mange avec son maître et la femme de son maître. Comme il a toujours fini avant eux, il ne bouge pas d'une ligne tant qu'ils restent assis. Il croise ses bras sur la table et les regarde. Un soir qu'ils étaient silencieux, — ça arrive après quelques années de mariage, dit-on, surtout à la Côte, n'est-ce pas ? — il a pris la main de la femme, puis celle de son maître, et les a réunies en les regardant. Il a évidemment *pensé* quelque chose en unissant ces mains blanches, en faisant ce geste qu'il n'avait *jamais vu faire*... Et puis, ajouta-t-il en considérant Julot, je me souviens aussi de cette famille d'oranges que j'ai vue un jour dans un Zoo. Le père distrait, la mère pleine d'attentions pour un petit d'un an qui s'abandonnait entre ses bras. Leur face jaune, ridée, leurs yeux tirés, me reportaient irrésistiblement à l'humanité de l'Extrême-Orient, dont ils sont proches, comme le gorille puissant, naïf et brutal, me rappelle la race primitive africaine. Pour votre Julot, il me représente assez bien certaines races sémites, avec sa grande lippe, ses oreilles décollées et son teint mat plaqué de taches sombres.

Longuement, à voix grave, l'esprit lointain, avec des accents

qu'on n'aurait pu supposer chez un homme de cette trempe, de cette rudesse, le Chasseur se laissait maintenant aller à raconter la vie des familles chimpanzés dans la forêt : leurs alliances et leurs luttes intestines, les batailles rares mais terribles au moment des amours, les vieux que l'on abandonne parce qu'ils retardent la marche à terre et la grimpée dans les arbres, les morts dont on s'écarte après quelques gémissements, et les danses au rythme syncopé après une ripaille de fruits.

Évidemment, un tel homme ne touchait pas à l'existence des bêtes par les seuls moyens de mort.

— C'est une poussière de petites tribus disséminées, disait-il encore, un peuple qui a perdu son âme. Je crois bien que, dans la grande famille, ce sont des cousins qui ont mal tourné. Les Noirs prétendent même que c'est par paresse... Mais tout ceci n'a rien à voir avec votre Julot, n'est-ce pas ? et ce que vous m'avez dit m'inquiète un peu. Cependant, — il avait remarqué le service exact et correct de Malan, — ne pensez-vous pas que les aiguilles avaient pu être ramassées avec les balayures de riz dont on fait d'ordinaire la ration de la basse-cour ?

— C'est bien ce que le boy a répondu à mes questions.

— Sinon, ce serait à devenir enragé et à faire un accident de chasse !... Mais on ne peut tout de même pas tuer un homme pour un chimpanzé !...

Malan apporta la bouteille de cognac. Le Chasseur tendit son petit verre. Il dégustait tout doucement.

— Un singe, dit-il, n'y eût pas coupé. Un vrai singe, gourmand, goinfre, qui empile la nourriture dans ses bajoues et l'avale comme s'il craignait toujours qu'on la lui vole.

A ce moment, Julot arriva en trotant. Légèrement de côté, il lançait vers le sud-est de l'horizon de grands gestes de la main. Une inquiétude lui crispait la face. Près de son maître, il se mit à pousser des cris sourds et allongés, tandis qu'il tournait vers le même point de l'horizon ses yeux dilatés, sa face ruisselante de sueur.

Le maître se pencha sur la balustrade. Le ciel, bleu dix minutes auparavant, s'était subitement couvert. Les feuilles des arbres étaient figées. Au loin, un énorme bourrelet noirâtre avançait au-dessus de la forêt. Tout le monde se mettait en alerte. Le cuisinier fermait ses portes. Malan rabattait les persiennes et manœuvrait les crémones. La cloche avertissait

les travailleurs qu'il fallait d'urgence tout mettre à l'abri, attacher les clôtures affaiblies et ramener les enfants sous les cases. Des sons de trompe couraient dans la plantation ; tandis que les oiseaux aquatiques se précipitaient vers les marais et que des crapauds se traînaient déjà le long des murs. La chienne qui avait perdu ses petits, et l'autre que les siens avaient abandonnée pour mener leur propre existence, venaient se réfugier sous l'escalier, sous la table. Les ombrettes, gonflant leur corps, s'avançaient vers le jardin, hors des arbres, en marche oblique, dans l'espoir de rafraîchir leur plumage roux et desséché. Un brouhaha confus se rapprochait.

Le bourrelet noir, rouleau gigantesque, était presque sur la plantation quand, tout à coup, les arbres furent secoués frénétiquement et le vent s'abattit sur la maison, sur le jardin, continua ses bonds en avant, poussant, bousculant tout sur son passage. En quelques secondes, tous les déchets de la saison sèche étaient soufflés, enlevés, emportés dans une sarabande où se mêlaient les pailles, les branches, des tuiles, des tôles ondulées et des oiseaux qui n'avaient pas eu le temps de s'agripper à un tronc, à une écorce rugueuse.

Julot avait suivi son maître et le Chasseur dans la salle à manger. Il se cachait entre les deux hommes, leur confiant un destin qu'il jugeait en péril comme s'il voyait aujourd'hui sa première tornade.

— Mon pauvre Julot, dit l'homme barbu, tes frères ne sont pas à leur aise en ce moment.

Julot poussa deux soupirs comme s'il avait compris, proféra quelques syllabes confuses et serra de plus près les habits des hommes qui seuls, pour lui, représentaient tout ce qui marche sur deux pieds et ne s'envole pas.

Au premier déluge glacé qui suivit le vent, succéda une pluie fine et régulière. Les deux hommes et Julot sortirent sur la véranda où Malan réinstallait les fauteuils et la table.

Groupées en rond, dans la cour, les grues couronnées dansaient déjà la danse de la pluie. A intervalles réguliers, l'une d'elles se détachait du cercle, venait au centre, se soulevait verticalement en s'aidant des ailes et retombait sur une patte, pour bondir à nouveau et retomber sur l'autre patte, jusqu'à ce qu'elle soit remplacée par sa voisine aussi stupide qu'harmonieusement habillée. Tout cela parce que leurs ancêtres avaient

toujours tiré profit de l'eau. Quant aux poules et aux canards, ils se comportaient comme tous les canards et les poules du monde et offraient leur plumage à la pluie dans l'espoir d'être délivrés de leurs poux.

Il semblait que cette eau du ciel, lente et rigoureuse en ce moment, lavait les poussières de l'âme comme celle des objets, et qu'un poids descendait des épaules. Malan paraissait calme et soumis. Il est vrai qu'il servait deux Blancs à la fois et qu'il n'y a rien à entreprendre contre un groupe de ce qui pourrait être comploté contre un homme seul. Son maître le trouva plus obtus, plus massif. Amadou Silla respectait la présence de l'hôte, et s'il passa dans la cour entre deux averses, ce ne fut qu'en faisant une simple salutation de la main, pour faire entendre qu'il était toujours près de son Toubab.

Et la terre, pendant toute cette nuit de juillet, reçut la fécondité, passive et insatiable.

Le lendemain, la pluie avait cessé, faute de nuages. Au lever du soleil, le Chasseur remonta sur sa bicyclette aux caoutchoucs increvables, disant :

— Je repasserai vers la fin de l'hivernage, ou peut-être plus tôt si je perds au baccara...

— Rapportez-moi un couple de dindons du Cap-Vert pour la Noël. Je ne puis jamais réussir à les élever ici avec les poules et les canards...

— Entendu ! Mais surtout ne sacrifiez pas trop votre tranquillité à un chimpanzé. Cependant, ajouta-t-il, méfiez-vous de l'hivernage pour sa santé. Ils attrapent facilement des furoncles et des éruptions de boutons, comme toutes les vieilles races fatiguées par les mariages consanguins... Au revoir, Directeur !

Le chasseur mit son fusil en bandoulière et poussa la pédale, suivi de ses porteurs et de ses domestiques qui riaient de marcher sur un sol raffermi, rafraîchi, laissant le « Maître des arbres » avec sa brousse, ses Noirs têts et arriérés, ses bêtes familières ou sauvages, ses arbres domestiqués qui ne produisaient plus en fantaisie, avec son boy au mécanisme déréglé et son Julot qui avait perdu le chemin de la forêt.

Tandis que, dans la savane et le long des vallées, les proies commençaient à se réjouir de ne plus être obligées d'aller aux rendez-vous mortels près des eaux rares et inévitables.

III

La masse d'électricité de l'atmosphère s'était répandue sur les hommes. En temps normal, le matelot blessé mortellement par les singes eût été enseveli hors du village, sans cérémonie spéciale. On dirait aujourd'hui que le pays entier s'est rassemblé. Malan lui-même, après avoir servi le petit déjeuner, est parti en courant. Pour ce mort inconnu la tribu voisine s'est jointe aux hommes du camp, afin de ressusciter les coutumes des grandes funérailles. On a exposé le corps toute la matinée, sur la place publique. Les femmes, couvertes de cendres, ont chanté lamentablement :

« Il ont voulu l'empêcher de continuer la race !

« C'est aux fils de nos enfants qu'ils ont fait la guerre ! »

Le Directeur, en visitant sa cour, s'est aperçu de la disparition du singe à gueule de chien. Questionnés, le cuisinier, le marmiton, les manœuvres, n'ont pu rien lui dire. Il voulait sortir, fort en colère. Mais Amadou Silla est entré précipitamment :

— Ne va pas là-bas, ils sont fous ! C'est eux qui ont pris ton singe et qui en ont pris d'autres dans la brousse. Ils les percent à coups de lance devant l'homme mort...

Et il explique qu'ils ont placé dans la savane des calebasses d'eau alcoolisée et sucrée, et qu'ils se sont emparés ainsi de plusieurs familles de singes endormis par l'ivresse. Évidemment, la mort ne pouvait se racheter que par la mort...

Une grande pluie aurait dispersé tout ce monde et apaisé les absurdes rumeurs. La pluie n'est pas revenue. Alors, quand l'exposition du corps a été finie, la foule exaltée est passée, portant le cadavre, près de la maison du Directeur. Un des hommes, plus fou que les autres, a essayé d'exciter les travailleurs et les étrangers.

— Personne n'a le singe pour tanna, criait-il. Ton Julot est une bête de malheur. Il n'est pas d'accord avec les tannas de notre race !

Une troupe de gens se rapprochait pendant que le mort continuait son chemin. Le frémissement qui passe dans la chair des hommes quand le sang coule, les agitait encore. Pour tous, la vie du Toubab, sa maison, ses animaux, étaient d'ordi-

naire un spectacle qui les tirait de leurs pensées monotones. Pour les Sonko, les Ouâgane, les Sané et les Thialis, mêlés aux Kamara et aux Diané, qui se pressaient là comme des abeilles fixées à l'entrée d'une ruche, c'était un sujet fréquent de ces conversations étirées pendant lesquelles les mains s'occupent à la recherche de la vermine dans les vêtements plissés et chargés de crasse. Aujourd'hui, à la vue de Julot qui se distrait mollement sur le bord de la véranda, les paroles sautèrent de l'un à l'autre, brusquement, à coups de gosiers : il y était question de singes, des légendes qui s'y attachent, et de bêtises sans fin par quoi l'humanité moyenne fait montre de savoir et de crainte déguisée. Et leurs fanfaronnades, leurs questions saugrenues arrivaient dans la chaleur humide jusqu'au maître de Julot.

Tourmenté par le poids de la température, celui-ci en eut assez de voir défilér ces vêtements bleus, blancs, noirs, ces gens peu vêtus qui encombraient la cour et qui répétaient au sujet de Julot les mêmes naïvetés. Il se pencha sur la balustrade et leur cria, d'un ton moqueur et agressif à la fois :

— Les semblables de Julot n'attaquent pas les hommes. Ils ne sont pas plus des singes que vous-mêmes. D'autres Noirs, qui sont vos cousins et les fils de vos cousins, vivent dans les forêts que vous ne connaissez pas. Ils sont courts, avec des jambes faibles et des bras longs, — comme celui-ci, ajouta-t-il en indiquant Julot. Ils grimpent aux arbres et ne savent pas pétrir la terre pour faire des cases...

Et il se laissait aller à leur démontrer que ces Noirs de petite taille ne parlaient eux aussi que par cris, et qu'ils n'avaient pas trois cents mots à leur disposition, — ce qui, en d'autres temps, aurait paru énorme à des gens qui en possédaient pourtant plus de quatre mille.

— Je vous jure qu'ils se grattent comme vous, de bas en haut! ajouta-t-il en manière de preuve finale.

Et il se renferma dans sa chambre, pendant que les gardiens chassaient la foule.

Ces propos n'étaient pas tout à fait à leur place. Mais le jeune Directeur croyait que ses paroles n'avaient pas d'importance. Il avait aussi l'habitude de se fier à l'apathie des Noirs, à la faveur du sort qui fait que tout s'arrange pourvu qu'on ne fasse rien de définitif et qu'on sache attendre. « Rien ne

va jamais ni si mal ni si bien qu'on se l'imagine », se dit-il en faisant la sieste.

Il avait compté sans l'ébranlement des croyances. Il avait surtout compté sans l'hivernage dont les premières averses faisaient râler les souples panthères parce que l'eau collait leur pelage, — comme si elles n'allaient pas profiter plus que personne de la future bombance des antilopes alourdies par l'herbe fraîche et la graisse nouvelle.

Quand à Julot, il ne se doutait de rien : depuis longtemps, il n'avait plus de personnalité. Les dangers, les joies, les désirs, tout se fondait dans la fréquentation de son maître qui lui avait fait perdre toute défense, même celle qu'ont ses parents dans la forêt quand, à l'approche des grands félins, ils crient et se dressent en agitant les bras pour ressembler à l'homme redouté de la nature entière. Julot n'était que l'ombre de son maître, au centre de ce travail humain qu'était la plantation, au milieu de cet univers qui les épiait et qui, dès ce premier soir d'hivernage, les écrasait de sa puissance.

La pluie, en effet, qui rendait les hommes noirs silencieux à cause du labeur à fournir, qui attristait l'homme blanc par sa monotonie, remplissait de joie la brousse presque entière. Les bourgeons se trémoussaient obscurément sous l'écorce pour atteindre le jour; dans la nuit enténébrée, la plainte humide des grenouilles saluait la saison nouvelle; et les insectes endormis jusque-là sortaient de terre pour envahir l'atmosphère.

Au moment où Julot allait se coucher dans sa caisse, après que son maître eut joué avec lui, Amadou Silla apparut à un bout de la véranda. A sa vue, le boy s'éloigna sans saluer, prétextant qu'il rentrait plus tôt chez lui pour réparer les dégâts de la tornade.

— Je ne sais pas ce que ton Malan veut faire contre ce « garçon-là » qui se couche devant nous, murmura le vieux Noir en montrant le chimpazé, mais il a dit, avant-hier, dans une maison voisine de ma boutique : « L'œil qui a vu cette bête ne la verra plus jamais ! »

— Mais que lui veulent-ils donc ? demanda le Directeur. Qu'est-ce donc qui les pousse à vouloir ainsi ravager ma maison ? Croient-ils que je me laisserai faire ?

— Ce n'est pas la faute de Malan tout seul... Les paroles

que tu dis trop facilement ont passé par d'autres lèvres, et les bouches qui les ont remâchées les ont trouvées amères.

— Parle, Silla ! fit le Directeur impatienté.

— Ne te presse pas d'entendre, Toubab ! Mais sache que les hommes à qui tu as refusé de l'argent peuvent retourner contre toi-même tes propres paroles.

Amadou expliqua tout d'un trait que le mal venait du petit marabout-sorcier qui s'était installé dans le pays, en amont de la plantation, au début de la saison sèche. Il excitait les gens contre le Toubab, disant que ce dernier occupait une terre qui ne lui appartenait peut-être pas, et d'autres histoires semblables. Il arrive ainsi de l'Est d'anciens disciples ou même des esclaves de vrais marabouts musulmans trop éloignés pour révéler l'imposture, qui exploitent la crédulité des Noirs par des pratiques de sorcellerie autant que par la vertu du Coran. Celui-ci se faisait appeler Ma-Lamine Touré. Son dernier nom devait être celui de son maître, car il ne se découvrait jamais en public et ne dénouait pas davantage le turban qui lui enveloppait les joues, les oreilles et le cou, — dans la crainte qu'il avait, sans aucun doute, de révéler à ses fidèles les signes qui sont d'ordinaire marqués au couteau sur la face des enfants nés en servitude.

Il était venu demander une audience au Maître des arbres, suivi seulement de deux ou trois disciples. Il avait prétendu simplement le saluer selon le devoir d'un nouveau venu à l'égard des anciens. Tout cela était très bien ; mais où l'affaire s'était gâtée, c'est quand il avait sollicité une avance d'argent à valoir sur les récoltes de ses disciples ou apprentis-marabouts, qui devaient travailler pour leur professeur, comme il est d'usage, pendant que ses prières leur garantissaient une place de choix dans l'autre vie.

En Afrique, on ne doit jamais dire : non. On dit oui, et l'on ne fait ou l'on ne donne rien. L'honneur de celui qui quémande est ainsi satisfait. Faute de savoir cette maxime, le jeune directeur avait refusé toute avance, prétextant que ses commanditaires ne l'y autorisaient pas. Mais comme également, en Afrique, on ne connaît que le patron visible, Touré n'avait rien voulu comprendre aux commanditaires et avait cru que le possesseur de la plantation lui était hostile. Après quelque insistance suivie d'un autre refus, il était parti, très digne,

imposant et sérieux comme un homme qui vient d'obtenir un crédit aussi illimité qu'irrévocable. Et le Directeur s'était félicité de sa résistance.

Ce soir même, en écoutant les dires d'Amadou il haussa encore les épaules et affirma sa confiance dans son droit, dans son travail et dans sa situation d'homme blanc.

— Toubab, dit le Noir en lissant sa barbe, tu es bon et capable d'aider un homme juste comme moi... et ce ne sont pas ces paroles qui ont abîmé tes affaires avec les gens du pays. Mais il y a autre chose encore, des mots que tu as dits et qui n'étaient que des rats et dont ce Ma-Lamine a fait des éléphants...

— Quoi donc ?

Le Noir, d'un geste calme de la main, lui montra Julot qui écoutait, accoudé sur le rebord de sa caisse.

— Tu as de l'amitié pour lui comme pour un homme. Que tu aies raison, que tu te trompes, mon chemin ne passe pas par là. Mais n'insulte plus les mères et les pères de ceux qui t'entourent en le comparant aux hommes. Tu fournis des flèches aux arcs de ceux qui refusent ta présence...

— Explique-toi, Silla.

— Il est grande nuit, Toubab !... Réfléchis dans ton esprit, et passe la nuit en paix ! Ces gens-là ont sûrement tort, ajouta le Noir au moment de partir, mais on dit chez nous que lorsque l'hyène veut dévorer son petit, elle prétend qu'il sent la chèvre !...

Après une nuit lourde, comme le Directeur pénétrait dans son bureau pour mettre à jour ses écritures, il trouva Julot installé sur sa chaise, gravement occupé à feuilleter un registre. Dès que les feuillets étaient épuisés dans un sens, Julot reprenait l'exercice en sens contraire, portant son index aux lèvres comme il faisait lui-même lorsque le vent de l'intérieur lui desséchait les doigts et rendait le papier glissant. Il s'appretait à le gronder, ou même à le corriger d'une tape légère, quand un garçon d'Amadou Silla se présenta. Son maître l'envoyait appeler le Directeur : « Qu'il vienne au débarcadère, car je n'ose pas aller chez lui. »

— Ne t'étonne pas, Toubab, dit le maître de pêche. Dieu n'a rien envoyé dans mes filets qui puisse surprendre. Mais ce

que je vais te dire ne doit pas être entendu ni ressembler à des paroles que l'on cache.

Et il comptait, rangeait sur des nattes les carpes, les mulets et les congres qui se prennent dans tous les filets de rivières. Près d'eux, les petits vautours familiers, dans l'attente d'un débris ou d'une tête de poisson, sautillaient comme s'ils étaient en caoutchouc légèrement vulcanisé.

— Il y a des choses qui remuent du côté où tu ne regardes pas, Toubab! ajouta le Noir lorsqu'il eut éloigné ses aides. Écarte de ta maison les gens que tu ne connais pas depuis longtemps. Et sache que tes paroles sont comme les balles que tu lances dans la brousse : tu ne sais pas toujours où elles tombent... Ton Malan est un homme fort! Il a dit hier soir devant les femmes, pour hausser sa tête : « Je suis celui qui tue un éléphant avec une tige de mil et qui l'écorche avec mes doigts sans hache ni couteau! » En vérité, ton Malan se croit un homme fort! dit-il avec un rire amer.

Et le patron de pêche apprit au Maître des arbres que le petit marabout, enhardi par quelques guérisons faciles, s'était cru rapidement un envoyé du Prophète en même temps qu'une réincarnation des défunts les plus puissants de la contrée.

— Il prétend que vous n'êtes pas les maîtres de la terre; et que vous n'êtes que des locataires de passage rapide, et que vous disparaîtrez comme les premiers possesseurs de ce pays.

— Quels premiers maîtres, Amadou Silla?

— Ce sont des choses dont on ne parle pas, répondit le pêcheur en détournant les yeux d'un air gêné. Un homme de ma sorte n'y fait pas attention... Notre race vient d'en-haut... Pour cultiver le mil nous n'avons pas eu à tuer les petits hommes sans armes qui occupaient ces terres. Au contraire, les gens qui habitent la forêt et le bord de la mer n'aiment pas beaucoup qu'on leur parle des premiers possesseurs du sol qui en sont les vrais maîtres.

— Mais enfin, qu'est-ce qui donne du pouvoir aux plaisanteries de cet esclave de marabout?

— Peut-être la vérité, Toubab! Et puis, ses paroles ont pris de la force avec la pluie!...

Il expliqua. Au moment où le retard des eaux compromettait les semailles, l'homme rusé avait fait des simagrées et prédit

la pluie dans les trois jours suivants. Il s'était fait verser quelques dons, véritable ouverture de jeu. En cas d'insuccès, il ne risquait qu'une explication mystique ou un exode nocturne. Il eut de la chance : la pluie tomba au jour dit. Cela lui avait évidemment donné une autorité considérable chez des gens qui n'avaient, en pareil cas, d'autre ressource que de planter quelques arbustes la tête en bas et les racines en l'air pour montrer clairement aux génies que la terre avait besoin d'eau.

— Ses paroles ont pris de la force, en vérité ! répétait Silla qui faisait mine de compter distraitemment ses poissons. Tu as bien vu hier comment il est capable de soulever les hommes et de les exciter à refaire des choses oubliées...

De retour à la maison, le Directeur décida qu'il ferait partager à Julot sa nourriture. Défense à quiconque de lui donner à manger en dehors des repas. Ainsi tout empoisonnement devenait impossible.

Cependant, un étranger n'aurait aperçu aucun changement dans la conduite du boy. Il ne cessait de soigner les fleurs auxquelles il ne comprenait rien, et de dresser la table à heures fixes. Il chassait les moustiques de la chambre à coucher et accomplissait les besognes domestiques avec des gestes rituels. Quand il suivait son maître sur la plantation, celui-ci lui confiait ses cartouches et ses fusils, qu'au retour il astiquait et rangeait avec méthode. Toutefois, un oubli répété : Malan omettait les cure-dents qu'un boy digne de son emploi n'oublie jamais de tailler lui-même dans des fibres de bambou.

IV

Le début du mois suivant, qui était celui de la « Lune des Graines en terre », sembla donner raison au Directeur et satisfaire son besoin de sécurité. Les vents qui remontent, les vents qui descendent, s'étaient fixés avec la « Lune des Vents rapides », enfin calmés maintenant qu'ils avaient conquis l'atmosphère. Il y avait bien, de temps à autre, des éclats dans le ciel, de sonores disputes des quatre points cardinaux ; mais la pluie monotone et dure abattait ces colères et faisait place, le soir, à des crépuscules incandescents où l'horizon s'emplissait de fantasmagories.

Les Noirs oublièrent les palabres et les pensées troubles pour se répandre dans les champs. Tous ces hommes ignorants et musclés, qui n'avaient guère d'avance sur les bêtes que par la culture des céréales et par le feu, tous les ouvriers, leurs grands fils et leurs femmes, se répandaient dans les champs : ils confiaient les semences économisées sur la récolte passée au sol humide et tiède qui devait les leur rendre au centuple. Comme ils ne gardaient de leurs habits que l'élément indispensable, car la peau luisante sèche plus vite que les cotonnades, ils ressemblaient ainsi davantage aux bêtes. On les voyait se grouper par clans, selon le *tanna* de leurs ancêtres, auxquels ils pensaient plus que jamais quand ils apercevaient une échine rousse ou un pelage mal défini s'enfuir à la lisière des bois. Ainsi, chaque année, faisaient-ils le partage provisoire d'une terre qui appartient à tout le monde.

À la maison du Directeur, la cour restait vide. Les employés préparaient leurs cultures vivrières avec ce fatalisme intéressé du paysan. Malan lui-même s'absentait pour surveiller le travail de sa famille. Ce calme qui ramenait le Maître des arbres à ses livres fatigués et à la lecture des journaux de France vite rétrospectifs, cette solitude qui lui permettait de s'égarer parmi ses souvenirs et de jouer avec ses bêtes familières, tout cela lui procurait un sentiment de paix durable et un peu nonchalante.

Il recevait aussi des lettres, qui se croisaient si régulièrement avec les siennes que les réponses ne correspondaient pas souvent avec les demandes qu'il avait faites, avec les questions qu'il avait posées. L'un de ces papiers venait du Périgord et disait :

« ... Le niveau du puits a baissé. La source qui est en bas de la prairie, si abondante à l'ordinaire, ne donne plus qu'un filet d'eau bien pauvre. Voilà deux mois que nous sommes privés de pluie. La colline flambe littéralement, et les vallées que l'on découvre du perron sont roussies avant leur époque d'automne. Les légumes se dessèchent et Marianne se tourmente tous les jours pour le menu. L'air est immobile, et l'on entend la chute rythmée des poires qui s'écrasent sur le sol.

« Les chênes du parc tiennent bon. Ce sont toujours les vétérans que vous aimez pour leur force et leur ombre fluide. Ils vous attendent, mon grand sauvage ami, ou plutôt ils nous

attendront quand nous rentrerons ensemble de là-bas. Tiéko et La Perle jouent sous les arbres ; ils reviennent de garder les bœufs qui ont travaillé et les moutons qui broutent les dernières touffes d'herbe. Les poules sont ébouriffées, les canards souffrent, tournent un œil vers le ciel qu'ils trouvent injuste. Les pintades, comme toujours, se résignent mal à être domestiquées et courent dans la châtaigneraie. Elles n'ont pas accepté *la loi*, comme vous dites, depuis si longtemps que les autres : elles sont moins fatalistes que les bœufs et les moutons, et gardent le goût de l'aventure. Au contraire des poules, elles savent que leurs ailes peuvent encore servir.

« Tout ça me rappelle votre vie, et vos bêtes de brousse dont vous vous plaisez à modifier l'instinct, à qui vous faites abdiquer toute volonté, à qui vous faites oublier leur propre naturel. Je sais que nous serons bien d'accord à ce sujet... Êtes-vous toujours aussi satisfait de votre boy ? N'oubliez pas de me donner des nouvelles de Julot. Serrez-lui la main pour moi, donnez-lui un coup de peigne à ma place. Dites-lui qu'il ne renverse pas l'encrier, qu'il n'abîme pas votre plume, et qu'il ne vous fasse pas oublier celle qui... »

Les cigales avaient été remplacées par la pluie. Hormis quelques bandes de canards et de sarcelles, les oiseaux se taisaient. Les arbres seuls chantaient sous la pluie. Il fallait même lutter contre les paroles monotones des arbres dans la nuit. C'était le grand hivernage. Juché sur la balustrade de la véranda où il habitait de préférence, Julot se réjouissait à la vue de l'herbe nouvelle, à cause de la promesse des fruits que son instinct et sa jeune expérience recueillaient de la nature. Mais quand les pluies se firent persistantes, son maître le surprit à grelotter. L'entrée en scène des grands vents, les passages de l'humidité à la touffeur le chargeaient de fatigue. Détaché, il se réfugiait alors près de l'homme, tendait ses lèvres, lui prenait les doigts et les serrait doucement dans sa bouche. D'autres fois, il essayait de taquiner la guenon à poil gris-vert et à gueule noire, langoureuse et bornée, ou encore il agaçait le singe pleureur en tirant ses favoris rouges. Mais leurs jeux, trop rapides et trop impulsifs, le lassaient bien vite, le mettaient en colère. Alors, il revenait sous la véranda jouer avec des douilles de cartouches et autres menus objets ; jusqu'au moment où, balayant tout d'un revers de sa longue main, il

retombait dans la tristesse futile qui pèse sur cette race trop vieille.

Un jour que son maître le couvrait pour l'abriter d'une tornade, Julot eut une telle explosion de reconnaissance que celui-ci décida de l'habiller. Un pantalon court et une espèce de bourgeron furent vite confectionnés par une laveuse de linge. Julot se laissa faire. Bien mieux, sa physionomie s'éclaira, ses yeux couleur de noisette s'emplirent de joie. Il fit même une danse à sa façon, un martèlement rythmé du plancher. Entraîné par le plaisir de Julot, son maître ajouta à cet accoutrement un collier de verroterie que, par la suite, il ne put lui enlever.

Le soir même, l'humeur de Malan redevint pire que jamais. Des assiettes furent cassées. Il mit l'accident sur le compte du vent. A une remontrance, il répondit :

— Je ne suis pas de ceux qui mangent de la main gauche et qui voient de l'œil gauche ! Bientôt, tu auras un serviteur qui marche du pied gauche et qui pourra me remplacer ! Ce que vous voulez, vous le voulez jusqu'à la mort ! Notre terre est votre terre, et je n'y puis rien...

Et d'autres histoires de cette qualité. La jalousie du boy envers Julot, même exploitée par un sorcier, paraissait si stupide que le Directeur mit encore ce détraquement sur le compte de la période de vie où Malan était engagé. C'est à l'âge de quarante-cinq ans que le mysticisme s'empare aisément des Noirs qui ne tournent pas à la grossièreté. A ce moment, l'homme excité peut passer tout d'un coup de l'apathie intégrale à la plus haute exaltation.

Le maître de Julot, sans voir si loin, était plus que jamais décidé à se mettre en travers de cette humeur. Il suffisait qu'on s'attaquât à un être qui lui appartenait pour qu'il le défendit, alors qu'auparavant il pouvait paraître hors de son attention. Il se plut même à exciter le boy par tous les moyens, car les vibrations de l'atmosphère, la régularité des pluies, la montée des insectes que la terre enfantait par myriades, lui faisaient perdre une mesure qui n'est jamais bien en règle sous les tropiques. Il en vint à se disputer avec Malan comme s'il eût été un parent dont il ne pût écarter la présence. Il agit de sorte à faire crever un orage qu'il sentait prêt à éclater et dont il méprisait l'importance.

Amadou Silla était monté lui dire bonsoir. Devant lui, le

Directeur cria à Malan que ceux de sa race et Julot n'étaient pas si éloignés qu'ils le prétendaient, qu'ils étaient les uns et les autres indolents et résignés dans la maladie, également ignorants de la valeur du temps passé et de l'avenir. Il lui démontra avec passion qu'ils se montraient également impulsifs, capables d'exposer leur vie pour satisfaire un simple désir, susceptibles de manifestations bruyantes de joie.

Il savait tout cela par le Chasseur. Il savait aussi que les membres d'une tribu de chimpanzés hurlent tous par une seule bouche quand un des leurs est en souffrance, blessé ou malade ; et, sans se tromper, il pouvait comparer à ces habitudes les funérailles des Noirs de la forêt, larmoyantes et sanguinaires, auxquelles on venait d'assister. Toutefois, il n'aurait pas dû le dire dans la langue maternelle de Malan, avec des yeux agrandis, comme s'il avait eu 39° au début d'un accès de fièvre. Ce sont là des choses qu'il aurait dû taire.

Mais comment se retenir ? Quand on a envie de parler, on ne peut pas clamer des mots devant un auditeur sceptique ou indifférent, ni devant les quatre murs d'une chambre.

Malan ne répondait pas, subissait les invectives. Le Directeur se figura que son boy découvrait ce qu'il n'avait jamais aperçu, parce que les Noirs sont enclins à considérer sans cesse l'heure présente et à se pencher sur leur nombril, et qu'ils estiment que les Toubabs sont des êtres hors cadres. Il sut plus tard que ses paroles avaient été détestées et redoutées comme des paroles qui enchainent la destinée.

La pire chose est qu'il avait proféré ces comparaisons vexantes et motivées devant témoin.

— L'aigle est notre tanna, dit Malan simplement. Les oiseaux sont les vrais maîtres des arbres...

Et il sortit.

— Tu l'as touché, dit Amadou Silla. Ces gens du bas pays craignent les singes plus que les lions. Méfie-toi de lui, Toubab, et de ses semblables : ils se réunissent tous ces jours-ci et disent que tu veux changer la face de l'univers et la possession de leurs terres.

— Ils sont fous, dit le Toubab en riant, toute colère dénouée.

— Quand la folie pénètre dans leurs cervelles, ils sont capables de choses dont on n'a jamais entendu parler.

— Même de tuer ?

— Par la vérité toute blanche, ce n'est pas à ta vie qu'ils feront du tort... Ton « esclave » (et il appuya sur le mot en souvenir de l'ancien temps), ton esclave dit partout que c'est Dieu seul qui a le pouvoir de t'enlever le souffle de vie... Mais ils peuvent l'atteindre dans ce qui t'entoure... Si ce garçon-là était seul, il ne serait pas plus à craindre qu'un chacal. Mais un homme noir ne parle pas longtemps avec soi-même, la nuit, ou avec son ombre, le jour...

— Que veux-tu dire ?

— Peu de choses... Surtout quand un étranger est venu, se disant envoyé de Dieu, avec la bouche pleine de paroles faciles et agréables à entendre... Ce Ma-Lamine, ajouta-t-il, prétend que ton Julot, avec son gros ventre et ses longs bras couverts de poils, est le monstre annoncé dans les livres...

Quand il s'enferma dans sa moustiquaire, le Maître des arbres pensa qu'avec ces Noirs le scepticisme insouciant n'était plus de mode et qu'ils prennent au sérieux les choses les plus imprévues.

Le lendemain, Malan arriva très en retard pour prendre son service. Vers l'heure du thé seulement. Non pas le Malan Koma vêtu d'un grand boubou flottant et blanc, d'un boubou garni de menues broderies et qui voilait une culotte blanche à fronces innombrables, mais un homme déguisé en épouvantail, habillé d'un de ces pagnes en fibres naturelles effilochées, jaune paille, qui servent par coutume ancienne aux danses rituelles des semailles et des récoltes.

A la vue de ce représentant inattendu de la forêt, Julot se mit à danser, poussa quelques hurlements et courut après un des petits chiens de la cour pour lui tirer la queue et le faire tourner. Il était comme les enfants qui jouent pendant que les parents se ruinent.

— C'est l'habit de nos ancêtres ! répondit Malan aux questions qui lui étaient posées. J'ai le droit de le porter, car les pères de mes grands-pères ont eu la maîtrise de la terre depuis des années que l'on ne compte plus !

Le Directeur ne lui en demandait pas tant et se figurait que l'humidité de l'air n'avait pas permis à sa femme de faire sécher le linge. Puis il réfléchit aux paroles d'Amadou Silla et se dit :

« Attention ! On n'affirme son droit que lorsqu'il est en cause !... »

Et, d'un coup, la colère monta en lui. Il se vit la risée de ses manœuvres, des tribus voisines, de ses semblables quand ils apprendraient la chose en saison sèche, à l'époque où l'on juge tout avec le sourire.

— Va te mettre au service de ceux qui possèdent la terre ! dit-il à Malan. Je t'ai quitté ! Je n'ai plus besoin de toi qui te crois le fils de ma propre mère !

Et il régla son compte sur-le-champ, remettant des papiers porteurs d'effigies, de signatures précieuses et d'allégories incomprises, à cet homme qui s'identifiait à la nature primitive.

On écrit peu sous le Tropique, hormis pour établir les rapports indispensables. Nulle part le style télégraphique n'est plus en honneur. C'est que chacun ne se croit pas un être exceptionnel, et que l'existence d'un homme blanc, si pleine de surprises quotidiennes, finit même par être acceptée pour la vie normale.

Ce soir-là, pourtant, le Directeur écrivit en France :

« Ma tendre amie,... Je reste seul avec Julot. J'ai dû chasser Malan. Il devenait insupportable. Je le regrette, car il aurait fait votre affaire mieux que tout autre boy qui m'ait jamais servi. Sans doute, va-t-il cultiver à côté du village quelque champ, car il est trop tard pour voyager. Il ne pourrait emmener sa famille dans son pays et chercher un autre emploi. Non seulement il avait voulu tuer Julot, mais il se laissait influencer par ses semblables, par mes adversaires, pour certaines idées plus ou moins mystiques auxquelles je n'ai pas encore saisi grand chose.

« Toutefois, je crois bien qu'il s'agit de superstitions très anciennes qui doivent revenir au jour, par périodes. Rien d'inquiétant. Les humains, voyez-vous, diffèrent entre eux, et les gens sont ce qu'ils sont. Mais je n'aurais jamais cru que les bêtes puissent occuper une telle place dans la vie intérieure de ces Noirs. Ce n'est pas la place sensible que tiennent chez nous les chiens et les chats dans les foyers privés d'enfants. Il ne s'agit pas non plus de l'amour que le cavalier peut avoir pour sa monture, ni de la crainte physique inspirée par des animaux puissants ou pernicioeux qui d'ailleurs s'attaquent plus volon-

tiers aux brebis, aux chèvres et au jeune bétail qu'aux hommes. Ici, les bêtes sauvages ont une importance préhistorique, celle qu'avaient le bison, le tigre, l'auroch pour nos hommes des cavernes, importance dont vous trouvez la trace encore au moyen âge sur les blasons. La louve de Rome les tracasse, et je sens bien que tout le jeu de notre civilisation est en déroute devant ces vieilles croyances.

« De mon côté, je suis porté par la force des choses à me rapprocher des bêtes. Toutes celles de ma cour me paraissent plus précieuses. Quand à Julot, il devient le compagnon de mes heures libres. On dirait que, depuis le départ du boy, il veut s'ingénier à rendre des services. Si j'avais besoin d'animal protecteur, — de tanna, comme ils disent, — c'est lui que je choisirais, rien que pour contrarier ces stupides cervelles qui redoutent cet être, je ne sais encore trop pourquoi.

« Et dire, chère et tendre amie, que tout cela se passe à trois jours du point d'arrivée des paquebots; pendant qu'à Dakar, à Rufisque, à Saint-Louis et tout le long des voies ferrées, des Noirs portent faux-col et complet veston, et que les gens à boubous brodés répandent sur leur tête et sur leurs vêtements des flacons entiers d'Houbigant et de Coty à 120 francs!

« Il est vrai que ces « évolués » pratiquent des sorcelleries bien plus subtiles, où l'usage du poison est autrement avisé. Il est également vrai que là-haut, où vous êtes, l'Hispano-Suiza est contemporaine des superstitions paysannes d'Auvergne ou du Périgord et de l'entêtement féroce des montagnards des Alpes et des Sierras espagnoles.

« Ici, côte à côte, marchent sur le même chemin, travaillent aux mêmes travaux, des hommes que séparent entre eux des milliers d'années, tant au physique qu'au moral. Après six mois de séjour, vous reconnaîtrez ceux qui sont à quelques degrés de nous et les autres qui ont encore à franchir de vastes espaces déserts. Ceux-ci ont une âme triste de naissance. Leurs joies sont faites de rapine coléreuse. Leur inquiétude d'aujourd'hui est celle d'hier : c'est toujours une inquiétude auprès de laquelle le tourment des jeunes générations qui suivent les grandes guerres est une joie enfantine. C'est l'inquiétude du chacal qui terrorise le lièvre et qui redoute l'hyène, de l'hyène qui domine le troupeau et qui fuit la panthère, de la panthère méprisée par le lion et qui enrage d'avoir peur avec ses griffes

terribles et sa mâchoire brutale; c'est la terreur du lion à la vue d'un inoffensif reptile et de l'éléphant qui fuit devant un rat...

« Par bonheur, ces nègres ne sont pas difficiles à conduire... Mais que de complications avec leurs histoires de bêtes! Ils en sont encore à l'âge où les hommes se couvraient de dépouilles poilues en invoquant leurs victimes... Ils ne se sentent pas en sécurité dans leur propre peau... »

Le Directeur s'arrêta pour éponger sa main qui tachait le papier et termina par les mots que tous les jeunes hommes, même peu expansifs, écrivent aux jeunes femmes dont ils désirent la société et l'amour.

La lettre partit sans précaution, par le premier Noir qui allait au chef-lieu du district et qui aurait tout risqué plutôt que de détruire un papier sur lequel le roseau avait tracé des paroles humaines.

Il y était écrit, de plus, que Julot présentait ses devoirs et ses hommages à sa future maîtresse.

V

Les graines étaient en terre. Jusque là, il pleuvait la nuit ou le jour : maintenant il pleuvait la nuit et le jour. Le fleuve était gonflé, envahissait les berges, débordait dans les plaines et les rizières. C'était le règne de la fange et du moustique, de tout ce qui prend joie et vie dans l'eau. Les crocodiles serraient moins fortement la gorge : ils ne risquaient plus que de « dépasser leur soif ». Les brochets livraient les dernières batailles aux requinots venus de l'Océan, tandis que s'éloignaient les marsouins égarés qui s'étaient mêlés aux lamentins doux, prudents et mystérieux. Tous les poissons d'eau douce, refoulés par l'eau de mer pendant la « Lune des pieds brûlants », descendaient avec les flots jaunes qu'apportaient les ravins et les sentiers creux : ils reprenaient ainsi possession des domaines pillés par les monstres venus de la côte et qui aiment l'eau amère. La limite qui les séparait reculait à leur avantage. Il leur fallait lutter pour tenir en place contre le courant, mais c'était là un travail de paix. Et c'étaient des filets plus légers que lançaient les jeunes gens d'Amadou Silla le pêcheur, pour alimenter le pays et la plantation.

Les graines étaient en terre : il n'y avait plus rien à faire qu'à attendre.

Les orages qui brisent les sens redonnaient des secousses à toute la nature. Les chasseurs et les bûcherons profitaient de leurs derniers loisirs pour faire des palabres vides et indéfinies avec le boutiquier et le griot. Les mères et les épouses ne dormaient plus au cours des longues nuits pluvieuses où l'on se retourne sans cesse sur les lits moites et picotants. C'était la « lune des bouches fermées » qui venait, amenant l'inquiétude chez les hommes en train d'épuiser leurs réserves, mal soutenus par l'espoir de reprendre au sol les maigres richesses qu'ils lui avaient confiées. La rivière, les torrents qui coupaient les routes, tout se liguaient pour isoler ces Noirs, déjà très écartés, et leur Maître des arbres qu'ils ne regardaient plus en face.

C'est l'époque des sorciers et des thaumaturges. En saison sèche, l'homme à qui ils parlent répond : « C'est la vérité de Dieu ! » et il continue son chemin. Aujourd'hui, l'homme interpellé s'assoit et trouve le ciel plus lourd, et la terre plus perfide. Les idées sont alors comme les semences qui deviennent vite des tiges de mil, et les boutures des arbres capables de lutter contre un éléphant. Les forces de la nature dominent les hommes comme les bêtes. La brousse et la forêt retentissent de doléances après la joie des premières pluies ; les termites poussent des galeries nouvelles hors des terres idonnées, de minuscules « mètres » où se développe la race multiforme ; les fourmis organisent de meilleures positions d'attaque et de défense ; les serpents réveillés cherchent leur proie, la tête oscillante ; cependant que les abeilles dont les ruches sont inondées par la pluie attendent, irritées, la trop lente naissance des fleurs utiles.

A ce moment, l'inspecteur de l'agriculture passe de nouveau, en tournée. Il doit faire des rapports sur les prévisions de récoltes indigènes, comme en France on calcule le rendement des blés. La nature offre de quoi réjouir tous les inspecteurs agricoles du monde... Il y a même trop d'abondance à venir. Point n'était besoin de se déplacer pour le savoir. Mais l'inspecteur touche des frais supplémentaires qui améliorent le sort de sa famille. Pour le moment, il ne peut parler d'autre chose que de la pluie. Et voilà qu'il raconte au Directeur, pendant le dîner, les folies qui pénètrent plus ou moins sous

le crâne des hommes. Ici, un administrateur a interdit et fait entourer le cercle « l'Amical » par ses miliciens à l'heure de l'apéritif, parce qu'un nouveau membre a été élu contre son vote. Ailleurs un colon, atteint de folie sournoise, a tenté d'égorger sa femme qu'il aime : la pauvre créature a contracté la phobie des couteaux, et les boys doivent découper le repas en menus morceaux hors de sa vue. Plus loin, des passeurs noirs ont froidement assommé dans leur pirogue et jeté au fleuve un petit groupe de travailleurs qui revenaient de la colonie anglaise et rentraient dans leur pays pour cultiver leurs champs : toute cette cruauté à seule fin de les dépouiller de leurs effets et de leurs économies.

Le malheur est que ces histoires, et d'autres encore plus ou moins travesties, circulaient déjà au hasard des piétons et des cavaliers, de case en case, de tribu à tribu. Ces incidents, grossis sans mesure ni conscience des réalités, étaient colportés par le vent d'hivernage et augmentaient le déséquilibre autour du Maître des arbres.

C'est pourtant le moment qu'il a choisi pour chasser son domestique privé, pour le rejeter parmi les hommes dont la tête ne pense guère toute seule, au milieu des responsabilités imprécises, dans le fouillis des interdits de toute sorte.

Le Directeur est un homme jeune : il n'en est pas à sa première maladresse.

— Je vais avertir le district, lui déclare l'inspecteur.

— Ne faites pas ça ! s'écrie-t-il. Pour qui me prendrait-on ? J'aurais l'air de reculer.

Et il a laissé partir ainsi l'Inspecteur. « Ici, on se connaît trop, malgré les distances », pense-t-il. Et puis il croit toujours qu'il peut braver impunément les hommes primitifs et les bêtes toutes proches d'eux, qu'il peut indéfiniment dominer cette brousse où les plantes vivent trop vite, où les frontières entre les espèces ne sont pas toujours en ligne droite.

Amadou Silla lui a prêté un de ses garçons, tout jeune et qu'il appelle familièrement son fils. C'est un enfant qui travaille de son mieux et ne trouve rien de mieux à faire que de regarder son maître et le cuisinier qui lui enseignent les rudiments du service.

Son patron l'excuse :

— Toubab, dit-il, celui-ci du moins ne volera pas la viande dans les plats...

Et le Directeur apprend, aujourd'hui seulement, lorsque Malan n'a plus à remettre les pieds dans la maison, que son boy avait un jour tiré du plat une aile de poulet et l'avait mangée sur la véranda avant de servir. A cette vue, Julot s'était précipité pour la lui arracher.

— Grande dispute entre eux, Toubab! Depuis ce temps, ton Julot n'a jamais été d'accord avec Malan...

Julot sait bien que l'enfant n'est pas un obstacle entre lui et son maître, et il s'affaire maintenant autour d'eux. On dirait qu'il offre son emploi. Il approuve lorsque le gamin noir dépose timidement sur le bord de la table une pile d'assiettes; il pousse des cris éperdus quand, tout à coup, un verre échappe et se brise sur le parquet. Habitué depuis des milliers d'années à saisir une branche à toute volée, à cueillir un fruit de justesse sans l'écraser, Julot s'indigne de la maladresse des jeunes hommes, comme par amitié il s'indignait des larcins de Malan.

L'apprenti garçon ne sait pas non plus allumer les lampes. Dans les cases, par économie, on use surtout de la lueur du foyer, — parfois de la bougie, dans les grandes circonstances. La lampe de la boutique, c'est la femme d'Amadou Silla qui la garnit de pétrole et qui l'allume. Alors, l'enfant met le carbure de calcium et l'eau tout ensemble dans le compartiment inférieur de la lampe à acétylène. Et rien ne va, rien ne se produit qu'une odeur nauséabonde.

On ne s'était pas jusqu'ici aperçu de ces inconvénients, parce que le service était bien fait.

Le maître de Julot, lui, ne fait pas un geste imprécis pour provoquer la flamme qui lui obéit. Julot suit tous ses mouvements et admire l'homme blanc, habillé de blanc, qui crée le feu tous les soirs. Il a même remarqué que ce feu venait d'une petite boîte. Chaque soir, il apporte les allumettes, et salue cette lumière blanche qui met des éclats dans les yeux des chiens.

Julot possède la foi des vrais croyants et ne cherche pas d'explications : sinon, il se demanderait si tout se passe ainsi dans la brousse qu'il a oubliée, qu'il a reniée, et qu'il regarde vaguement, le jour, ruisselante sous la pluie. Cependant, certaines nuits,

à un arrêt des eaux, quand le silence remplit d'inquiétudes les branches sombres et la maison vide, Julot se réveille en sursaut, pousse des cris de terreur que l'on entend jusqu'au village, des cris qui déchirent l'obscurité. Est-ce un rat palmiste qui a glissé de son abri pendant son sommeil et qui a griffé l'écorce? Est-ce un passage de girafes ou d'éléphants en route pour les pâturages vierges du Ferlo? Une panthère qui a rôdé? une panthère vraie, aux épaules en saillies, qui rampe, souple sur ses quatre pattes de velours? Ou l'un de ces hommes singuliers, qui revêtent des dépouilles d'animaux pour se faire redoutables et participer ainsi à la puissance nocturne des bêtes?

Le maître se réveille à son tour, trop facilement, se précipite tout en moiteur, calme Julot qui a le poil collé de sueur, l'aide à se recoucher.

Puis tous deux s'endorment, isolés : l'un a tout oublié, l'autre n'a pas tout compris.

En bas, le gardien rallume une lampe éteinte et retombe dans son indifférence.

VI

Les heures s'assemblaient ainsi, soudées par la pluie. Les courriers étaient rares. Les hommes s'écartaient de la maison. Chacun pour soi : on ne pensait qu'à assurer la cuisine à venir. En travers de ses rapports hebdomadaires, le Directeur aurait pu inscrire le mot : Pluie, comme dans les ministères on fait des états : Néant. Il n'avait qu'à attendre la fin du déluge. Le ciel fécondait son travail que les hommes avaient préparé durant la saison sèche. Plus d'arrosages de pépinières. Quant aux palmiers, bien partis ou arrivés en forme, leurs racines puisaient largement dans le sol une nourriture facile. Il n'y avait pas un seul arbre qui souffrit, comme souffrent les arbres transplantés dans une terre étrangère : ils poussaient en pleine chair de la terre.

Les hommes seuls pâtissaient, et Julot que l'alternance de pluie et de vent finit par affecter et qui se mit à tousser. Son maître fit doubler son vêtement supérieur. Inutilement : la toux continuait. Il toussait même la nuit quand les lucioles promenaient leurs petites lueurs dans l'obscurité. Les remèdes furent essayés, ceux que tout homme d'ici possède dans son armoire.

Julot se laissa badigeonner le torse de teinture d'iode, levant les bras, courbant l'échine. Il ne savait pas trop si c'était une parure ou un procédé qui remplaçait le tub et le savon ; mais lorsque la chaleur commença de le pénétrer, il voulut à toute force embrasser son maître à pleines lèvres.

Le résultat ne se fit pas attendre. A la quatrième application, la toux disparut. Et Amadou Silla qui ignorait les vétérinaires, et dont les semblables laissent périr les animaux de maladie, s'écria :

— Aujourd'hui, j'ai vu pour la première fois soigner un fils de la forêt !

Ce que le vieux Noir n'avait pas remarqué, malgré sa sagesse, c'est que le fils de la forêt avait pris de telles habitudes d'homme que, depuis longtemps, il ne passait plus la main derrière un miroir pour saisir son autre soi-même, comme s'obstinent à faire les singes, et qu'il recherchait plus que jamais les surfaces brillantes, les boîtes en fer blanc et même les flaques d'eau, pour contempler sa tenue, ses habits, son collier de verroterie.

Il ignorait aussi que Julot admirait beaucoup sa propre face et la trouvait en tout point semblable à celle de son maître, — car les miroirs sont des bienfaiteurs qui rendent toujours plus qu'ils ne reçoivent.

Les hommes de la région, sans paie régulière, recherchaient des racines tendres et des tubercules nouveaux, l'oseille sauvage et les jeunes pousses qui ne coûtaient rien : nourritures délaissées après les récoltes, à cause de l'amertume, mais qui aujourd'hui leur faisaient suivre les mêmes pistes que les bœufs, les moutons et les bêtes de la brousse.

Pendant ce temps, le même Maître des arbres se croyait tranquille entre ses familiers qui le flattaient et lui racontaient des histoires, son jeune boy qui cassait les assiettes et faisait le lit à l'envers, son Julot avec qui il jouait à cache-cache autour de la véranda, et Amadou Silla qui n'osait pas lui dire la vérité.

Des rixes éclataient entre les travailleurs de la plantation, dont le Directeur ne démêlait pas les causes véritables. Les gens qui revenaient dans sa maison, par besoin ou pour le travail, avaient pour lui la contrainte dans les gestes, les

regards fuyants et gênés qu'ont pour la famille les « relations » venues par politesse à un enterrement. Parfois, une colère s'élevait sans cause, à sa face. On lui cherchait des querelles soudaines à propos d'incidents futiles, mais qui font que, tout d'un coup, entre hommes qui se croyaient amis, on se crie ses « quatre vérités ».

Cependant, le jeune Directeur se figurait encore être le plus fort, et négligeait les signes et les avis. Quand Amadou l'avertissait en termes trop vagues, il l'écoutait avec l'intérêt léger que l'on accorde à un fait divers. « Les sanctions du gouvernement, la paie de fin de mois et tout cet argent liquide que laisse une exploitation conduite par un homme blanc, étaient ses meilleures sauvegardes », affirmait-il. Ces fragiles barrières, il ne voulait pas réfléchir qu'elles pourraient être aisément renversées par une foule de nègres à mâchoire saillante et paresseux d'esprit, qui avaient adoré la Comète de 1910, qui croyaient au caractère divin du Soleil bienfaisant et de cette femme acariâtre qu'est la Terre, et aux vertus de la chair humaine. Il était tout simplement en train de perdre le contrôle du jeu.

Julot, comme s'il eût senti, mieux que son maître, l'hostilité des hommes aussi bien que les soubresauts de la nature, tendait vers lui ses longues mains, ses humbles regards, et le remerciait avec une effusion, accrue chaque jour, des marques d'intérêt qu'il lui portait. Pour lui épargner l'humidité de la cour, le Directeur lui fit confectionner par un cordonnier une paire de petites bottes, pareilles à celles qu'il portait lui-même le soir pour se garantir les chevilles des moustiques qui rôdent sous les tables. Trois jours après, Julot méprisait les Noirs qui allaient nu-pieds aux champs et à leurs occupations. Quand ils passaient, du haut de la véranda Julot déversait sur leur tête ses cris les plus détestés.

Voilà qui n'était pas pour faire oublier sa présence, à l'heure même où un aide-charpentier qui coupait du bois en forêt, plus confiant dans son destin que dans la solidité des cordes, était tombé d'une branche haute et s'était cassé les deux jambes...

A la nuit obscure, Amadou Silla est venu, l'œil aux aguets.
— Ma-Lamine, ce menteur, ce fils de mesquins, est en

train de tout abîmer dans le pays, dit-il. Il sent le fruit des récoltes et veut attirer à lui l'argent et le pouvoir. Fais attention ! Il relève la tête et la fait relever à des gens qui ont la « cervelle gluante ». Il est venu au village, et il a dit que sa vue dépassait la tienne et celle des autres hommes, qu'une année de sommeil comptait seulement pour une de ses nuits, qu'il galopait à travers le monde sans trouver son pareil... Il a dit aussi que tous les malheurs du pays venaient de ton Julot, que c'est à cause de ton Julot que l'homme est tombé de l'arbre.

Et le pêcheur-boutiquier a fini par révéler que l'on recherchait dans les villages un bouc noir, des poules noires, et que l'on rassemblait les vases à lait, — la plus proche image du sein maternel.

— Il y a une herbe, dit Amadou Silla, si on la brûle les sorciers viennent raconter leurs crimes...

« Je chercherai cette herbe, par la puissance de Dieu ! » ajouta-t-il en s'éloignant dans la nuit ; pendant que Julot s'endormait à nouveau dans son lit-caisse, laissant sur le qui-vive, dans les bois touffus, ses semblables, victimes de la négligence des veilleurs autant que des fruits mal choisis et du froid matinal.

Le lendemain, au moment où le Maître des arbres achevait son petit déjeuner, le gardien de nuit qui remettait sa consigne s'approcha et demanda la parole.

— Viens voir, dit-il, ce qu'ils ont apporté pendant la nuit devant l'entrée de la cour, du côté de la rivière !...

En travers de la porte, était couché un des palmiers de la plantation, un palmier de quatre ans coupé à ras du sol, déjà gros comme le corps d'un homme et issu d'une des meilleures pépinières.

Les intentions du pays se précisaient. Pour silencieuse qu'elle fût, le Maître des arbres ne pouvait plus douter de la menace.

ANDRÉ DEMAISON.

(La dernière partie au prochain numéro.)

UNE CORRESPONDANCE INTIME

DE LOUIS XVIII

(1789-1794)

LE COMTE DE PROVENCE ET MADAME DE BALBI

« Les lettres du Roi à Anne de Caumont La Force sont encore entre les mains d'un de ses nombreux petits-neveux. Tous ces billets délicieusement tournés..., qui eussent éclairé d'une façon si piquante cette fin du XVIII^e siècle, ne verront malheureusement jamais le jour et demeureront dans les archives familiales, où ils sont conservés avec un soin jaloux... Si on ne peut que s'incliner devant cette décision irrévocable, il est tout au moins permis d'en déplorer la rigueur. »

Ainsi parle M. le vicomte de Reiset dans le livre très captivant qu'il a consacré à M^{me} de Balbi (1). Vingt ans ont passé depuis la publication de cet ouvrage. La décision dont il déploie « la rigueur », n'a pas été « irrévocable ». Voici, en effet, les « lettres du Roi », voici les « billets délicieusement tournés ». Je suis heureux de les offrir aujourd'hui aux lecteurs de la *Revue*. J'en dois la communication à mon cousin M. le marquis de Chabrillan, qui les tient de sa trisaïeule Antoinette-Françoise-Marie de Caumont La Force, sœur de M^{me} de Balbi. La correspondance s'ouvre à Versailles le 4 août 1789 et se termine à Vérone le 3 novembre 1794. Elle comprend trente-trois lettres.

(1) Anne-Jacobé de Caumont La Force (1758-1842), mariée en 1776 au comte de Balbi, des marquis de Piovéra, noble génois, colonel en second du régiment de Bourbon-Infanterie. Elle avait pour père le marquis de Caumont La Force, premier gentilhomme de la chambre de Monsieur (depuis Louis XVIII), frère du Roi, et pour mère Adélaïde de Galard de Brassac de Béarn, marquise de Caumont La Force, gouvernante des enfants du comte d'Artois.

Si le nombre n'en est pas plus considérable, c'est que beaucoup ont été perdues ou détruites; c'est surtout que le comte de Provence et M^{me} de Balbi n'étaient pas souvent séparés. Monsieur possédait à Paris le Luxembourg, que Louis XVI lui avait donné. Il habitait le Petit-Luxembourg, qui dresse le long de la rue de Vaugirard ses hautes fenêtres cintrées, magnifique hôtel ajouté, dans les dernières années du règne de Louis XIV, à l'ancien palais Médicis. Madame (1) avait ses appartements dans l'aile droite du Grand-Luxembourg et M^{me} de Balbi, sa dame d'atours, avait auprès d'elle un logement de neuf pièces, qu'une galerie reliait au pavillon de Monsieur. Le prince fit bientôt bâtir pour M^{me} de Balbi, par l'architecte Chalgrin, à l'angle de la rue de Fleurus et de la rue Madame, un hôtel dont le jardin communiquait avec le palais, puis il l'installa somptueusement au rez-de-chaussée du Grand-Luxembourg, à gauche de l'entrée principale. A Versailles, elle logeait dans l'appartement du feu duc d'Orléans, au premier étage du château, dans l'aile du Midi. Elle se trouvait à deux pas de l'appartement de Madame, au-dessus de l'appartement de Monsieur, dont les fenêtres regardaient la terrasse de l'Orangerie.

Le comte de Provence avait confié à Chalgrin le soin d'édifier, pour M^{me} de Balbi, un pavillon délicieux, rue de Satory, à l'orée des bois, non loin de la pièce d'eau des Suisses. Entouré de sa cour de poètes et de gens de lettres, il venait chez elle tenir bureau d'esprit. Blond, court et rose, les yeux bleus, les traits nobles et réguliers, le futur Louis XVIII entraînait en se dandinant. Son embonpoint l'y obligeait déjà, bien qu'il n'endurât pas encore ce qu'un humoriste a appelé « le martyre de l'obèse ». Il était loin de cette corpulence qui, sous la Restauration, faisait dire à un parent de Gavroche, tout ébaubi devant la berline royale lancée au triple galop et bondissant, avec son énorme occupant, sur le pavé des faubourgs : « C'est ce gros-là qui est le gouvernement! »

M^{me} de Balbi, pendant l'été de 1789, accompagnait sa sœur la comtesse de Mesnard, qui, épouvantée de la prise de la Bastille, allait faire ses couches à La Haye. Attristée par l'absence, le prince de trente-quatre ans couvrait de sa fine écriture poin-

(1) Joséphine de Savoie, comtesse de Provence, fille de Victor-Amédée III, roi de Sardaigne (1753-1810).

tue; facile à lire, bien qu'horriblement serrée, deux ou trois petites pages : il écrivait à la voyageuse.

Je possède un portrait qui la représente brune et vive, la bouche petite et malicieuse, le nez mince, les yeux veloutés, exprimant la finesse de l'esprit et l'énergie de la volonté. Un large ruban cramoisi éclate dans la chevelure sombre qui ombrage cette tête charmante. La jeune femme est vêtue d'une robe de linon; d'un geste gracieux, ses doigts ramènent sur son sein un voile de gaze, qui laisse voir une épaule ronde et pleine.

Nous ne savons si quelque portrait de l'absente décorait la chambre où écrivait le comte de Provence, mais il est certain que le prince n'eût pas mandé à M^{me} de Balbi comme son aïeul Henri IV à Gabrielle d'Estrées : « Je vous écris, mes chères amours, des pieds de votre peinture, que j'adore seulement pour ce qu'elle est faite pour vous, non qu'elle vous ressemble. J'en puis être juge compétent, vous ayant peinte en toute perfection dans mon âme, dans mon cœur, dans mes yeux. » Les lettres du comte de Provence ne sont pas « courtes, fraîches, matinales » comme tant de billets radieux d'Henri IV, « écrits le pied levé et déjà sur l'étrier »; elles sont calmes, graves et dignes; elles s'égaient parfois d'un sourire; elles finissent par des formules élégantes, sans aucune verdeur. On ne peut dire que ce style ne soit pas « tel sur le papier qu'à la bouche », car c'est ainsi que parlait le comte de Provence : « Agréez, je vous supplie, disait-il, mon tendre et respectueux hommage »; ou « Adieu, Madame, vous connaissez mon tendre et respectueux attachement »; ou encore « Respect, tendre amitié, je mets tout à vos pieds »; ou enfin « Daignez agréer l'hommage du tendre respect qui m'attache à vous pour la vie. »

Il faut qu'il soit remué par de très grands événements, pour oser un peu davantage. Quand il croit savoir, le 8 octobre 1793, — huit jours avant l'exécution de la Reine! — que Marie-Antoinette a quelque chance d'échapper à la guillotine; quand le chevalier de Tinténac vient lui annoncer en Westphalie que les commandants de l'armée catholique et royale supplient le comte d'Artois de se mettre à leur tête, ces bonnes nouvelles lui donnent toutes les audaces et il écrit : « Si j'avais été auprès de vous, quand elles sont arrivées, je n'aurais pas pu m'empêcher de vous embrasser; permettez-moi d'en agir de même ici. »

Il est respectueux comme le héros d'une tragédie de Voltaire. Quel singulier amant ! Au fait, est-il l'amant de sa favorite ? Il lui jure à elle-même qu'il ne l'est pas ; il va même jusqu'à se féliciter de ne pas l'être. Est-il sincère ou veut-il seulement être prudent ? Le jour où il lui faisait cette étrange déclaration, M^{me} de Balbi était sur la route de Turin, accompagnant la comtesse de Provence, qui s'en allait chez le roi de Sardaigne, son père : « Le vide du cœur ne peut pas se remplir, lui écrivait-il. Je m'en vais vous dire une chose qui peut paraître extravagante, mais que je crois que vous entendrez : si j'étais votre amant aussi bien que je suis votre ami, je sentirais moins ce vide ; les absents ont toujours tort ; un objet en remplace un autre et rien ne ressemble autant à une jouissance physique qu'une jouissance physique. Mais l'amitié est dans un cas bien différent : rien ne remplace ses jouissances purement morales ; une lettre console, soutient un moment, mais, l'instant d'après, l'effet en est passé et les besoins de l'amitié se renouvellent sans cesse ; le vide reste toujours le même. »

Ah ! qu'on est loin de la fougue du Béarnais : « Mes belles amours, ce sera demain que je baiserais ces belles mains par millions de fois ; je ressens déjà du soulagement en mes peines par l'approche d'un tel heur que je tiens cher comme ma vie ; mais, si vous me le retardez d'un jour seulement, je mourrai. »

* * *

Le comte de Provence nous fait assister dans ses lettres à plus d'une scène curieuse ou émouvante. Nous voici, par exemple, aux Tuileries, quelques semaines après les journées des 5 et 6 octobre 1789. En cette matinée du 15 novembre, le Roi et la Reine reçoivent une malheureuse femme, veuve d'un boulanger que le peuple ameuté pendit le 21 octobre à la fatale lanterne. Cette femme, qui était grosse, pensa mourir de saisissement, quand la populace lui apporta la tête ensanglantée de son mari. Conduite par le médecin qui l'a soignée, le fameux Guillotin, le député philanthrope qui vécut jusqu'en 1814, refusant sa tête à l'instrument de supplice auquel il s'était contenté de donner son nom, la pauvre veuve vient remercier Louis XVI et Marie-Antoinette des bontés qu'ils ont eues pour elle depuis ses malheurs. Elle pleure et le comte de Provence est attendri jusqu'aux larmes.

Un peu plus tard, c'est l'émigration. Nous sommes au château de Schönbornlust, à une demi-lieue de Coblentz, où Clément-Wenceslas de Saxe, archevêque électeur de Trèves, oncle maternel de Louis XVI, vient d'installer le comte et la comtesse de Provence ainsi que le comte d'Artois. Monsieur occupe toute l'aile droite du château ; Madame, le rez-de-chaussée de l'aile gauche. La grande salle des fêtes, qui remplit le pavillon central, sépare leurs appartements, où paraded les gardes du corps de Monsieur en habit rouge, gilet blanc, étincelants avec leurs épaulettes et leurs aiguillettes d'or, les cuisses serrées dans la culotte bleu de roi et les jambes dans les hautes bottes noires. M^{me} de Balbi remplit auprès de Madame sa charge de dame d'atours et, comme elle ne ménage personne, elle achève de détruire sa propre réputation par la bouche et la plume de tous les gens qu'elle a offensés.

Écoutons le comte de Contades (1), qui la regarde d'un oeil impartial : « M^{me} de Balbi, nous dit-il, a trop marqué à Coblentz, pour que je ne parle pas d'elle et ce sera, je le jure, avec la plus grande franchise. Jamais femme peut-être n'a été plus généralement détestée, sans que j'aie pu découvrir un fait justifiant cette haine universelle. Je n'allais ni dans un lieu public ni dans une société particulière, que je n'entendisse dire du mal d'elle, lui adresser même les reproches les plus graves et je n'ai jamais vu en prouver un seul. Je la défendais toujours, car je ne regarde pas comme un tort de ne pas plaire à un public malintentionné et je voulais, d'ailleurs, mettre dans le cas de prouver les faits que l'on avançait contre elle. Ils n'étaient jamais appuyés que sur des on-dit ou des propos des *Trois Couronnes* (2). L'on ne doit, du reste, bien souvent l'aversion ou la bienveillance générale qu'à quatre ou cinq personnes. Le bon ton à Coblentz était de dire du mal de M^{me} de Balbi, qui ne faisait point de frais pour faire changer cela. Haute et fière, sûre de l'attachement de Monsieur, elle bravait l'opinion publique et souriait de voir le soir tout ce Coblentz malveillant à ses pieds. Si M^{me} de Balbi a donné des conseils à Monsieur, ils se sont ressentis à coup sûr de l'énergie

(1) Erasme-Gaspard, comte de Contades, pair de France (1758-1834). Il était, en 1792, aide de camp de Monsieur.

(2) Principal hôtel de Coblentz, où se réunissaient les émigrés.

de son caractère. Plût à Dieu qu'une semblable énergie se fût communiquée à tous les souverains et qu'on eût toujours écarté les conseillers trop timides! Que de femmes à Coblentz ont fait plus de mal que M^{me} de Balbi et cependant ont trouvé grâce devant le public, parce qu'elles le soignaient davantage (1)!»

Le 12 novembre 1791, les princes, chassés par le froid, quittent Schönbornlust pour Leyen-Hof, le palais que le comte de Leiningen met à leur disposition dans Coblentz même. Puis, le 11 avril 1792, Madame, accompagnée de Monsieur, qui la reconduit jusqu'à Mayence, gagne Turin, où son père, le roi de Sardaigne, lui donne asile. M^{me} de Balbi, qui remplit toujours sa charge, suit la princesse et, dès le 4 mai, Monsieur, revenu à Leyenhof, reprend la plume qui l'aide à supporter tant bien que mal « les tourments de l'absence ». Il conte à M^{me} de Balbi les menus événements de sa cour, entre autres la grande colère du Père Elysée, qui use du langage des crocheteurs, lorsqu'il a quelque querelle. C'est ce même Père Elysée, frère de la Charité, de son vrai nom Vincent Talochon, qui, devenu en 1797 premier chirurgien de Louis XVIII, entrera avec lui aux Tuileries en 1814, aura logement au haut du pavillon de Flore, pension de trente mille francs, traitement de dix mille, table, carrosse et domestique aux frais du Roi. On pourra le voir en ce temps-là revêtu de son costume mi-religieux mi-laïc, sortant de l'appartement royal après les soins donnés à son maître. S'il est incommodé par ses rhumatismes, il appellera d'une voix bouffonne : « Le carrosse du Père Elysée, premier chirurgien du roi de France! » Une chaise roulante avancera dans la galerie. Notre Talochon y montera : Hue! criera-t-il à l'adresse de son coursier et la petite voiture, traînée par M. Hue, premier valet de chambre du Roi, s'ébranlera au milieu des rires.

Le futur Louis XVIII, en ce mois de mai 1792, conte sans nul enthousiasme les succès des Alliés. La défaite des Français ne saurait réjouir un prince du sang de France. Elle attriste autant le frère de Louis XVI au milieu des émigrés que la bravoure des Anglais à la bataille de la Hougue réjouissait le roi détrôné d'Angleterre Jacques II au milieu des troupes de

(1) Coblentz et Quiberon. Souvenirs du comte de Contades.

Louis XIV : « Ah ! mon Dieu, s'écrie le comte de Provence, la vilaine chose qu'une révolution ! »

Une lettre du 22 juillet 1792 nous montre Monsieur faisant la connaissance du roi de Prusse, dont il apprécie la franchise et la loyauté, mais s'amusant fort de son costume et riant de la déconvenue des prussomanes, sans doute « bien étonnés de voir le roi de Prusse avec un chapeau et des bottes qui ne sont nullement à la prussienne ». Leçon méritée par ces jeunes « snobs » (si l'on peut user d'un mot aussi moderne) qui oublièrent que la France donnait le ton et ne devait pas s'engouer des modes étrangères. Le XVIII^e siècle n'avait-il pas été le siècle français et, huit ans plus tôt, dans *Intrigue et Amour* de Schiller, un pauvre musicien, désirant pour sa fille le comble de l'élégance, ne lui souhaitait-il pas de porter (1) *einen Kidebarri*, un « cul de Paris », qui ne pouvait venir que de chez un grand couturier des bords de la Seine.

Le comte de Provence suit des yeux les péripéties du drame de la Révolution. De son regard pénétrant il en juge les acteurs, même les simples comparses et notamment le jeune duc de Chartres, le futur Louis-Philippe : « C'est à mon sens le plus dangereux de sa famille et de son parti », écrit-il à M^{me} de Balbi. Les plus sombres dates de 1793, l'« épouvantable année », défilent devant nous. Témoins de la douleur du comte de Provence puis du procès du Roi, qu'il apprend à Hamm en Westphalie, où il s'est retiré, nous voyons bientôt son désespoir lorsqu'on lui annonce le régicide. Comme pour lui retourner le fer dans la blessure, la nouvelle lui en arrive deux fois, fausse d'abord, le 22 décembre 1792, vraie hélas ! le 26 janvier 1793. Puis ce sont les angoisses au sujet de la Reine, de Madame Élisabeth, de Madame Royale, de Louis XVII. La nouvelle du meurtre de sa sœur vient lui percer le cœur à Vérone, le 30 mai 1794. Il exhale sa douleur dans plusieurs lettres : voilà celles où il montre de la passion. Le respect pour la sainte qu'il a perdue, l'amitié fraternelle le font atteindre à l'éloquence. Régent depuis le 21 janvier 1793, il va de catastrophe en catastrophe. La couronne se rapproche de lui, cette couronne qu'il a convoitée du temps où Louis XVI n'avait point encore de fils. Avec une luci-

(1) Voir *la Jeunesse de Schiller*, par le comte R. d'Harcourt.

dité admirable, il analyse son propre état d'âme. Il appréhende le meurtre de sa nièce et du petit Roi son neveu. Quand sa régence sera terminée, il aidera encore quelques années Louis XVII « à porter un fardeau trop lourd pour des épaules de treize ans ». Bientôt l'enfant en aura vingt; lui-même en aura cinquante, âge où l'on doit « commencer, dit-il, à mettre un intervalle entre la vie et la mort ». Mais si Louis XVII meurt comme son père?... Le malheureux Régent se sent déjà écrasé par la charge de la couronne qu'il lui faudra porter jusqu'à son dernier soupir.

La charge ne paraissait pas moins lourde à Henri IV, vainqueur de la Ligue et pacificateur du Royaume, quand il écrivait gaillardement à Gabrielle d'Estrées, le 12 septembre 1598 : « Mes belles amours, deux heures après l'arrivée de ce porteur, vous verrez un cavalier qui vous aime fort, que l'on appelle Roi de France et de Navarre, titre certainement honorable, mais bien pénible. Celui de votre sujet est bien plus délicieux. Tous trois ensemble sont bons, à quelque sauce que l'on les puisse mettre et n'ai résolu de les céder à personne. »

Sous son calme apparent, le comte de Provence, lui aussi, est résolu de ne céder à personne le titre de roi de France et de Navarre. Lorsque Bonaparte voulut, en 1803, lui faire « un sort brillant en Europe », s'il cessait de prétendre à la couronne, il lui répondit, avec une noblesse et une grandeur que n'eût pas désavouées Henri IV : « Je ne confonds pas Buonaparte avec quelques-uns de ceux qui l'ont précédé; j'estime sa valeur, ses talents militaires; je lui sais gré de quelques actes d'administration, car le bien qu'on fait à mon peuple me sera toujours cher. Mais il se trompe, s'il croit m'engager à transiger avec mes droits. Loin de là, il les établirait même, s'ils étaient litigieux, par la démarche qu'il vient de faire. »

* * *

Onze ans plus tard, Louis XVIII rentrait aux Tuileries et disait à Metternich : « Il faut avouer que Napoléon est un excellent locataire : il m'a arrangé le tout à merveille. » Il y avait alors vingt ans qu'il n'avait vu M^{me} de Balbi et « le tendre attachement qui l'attachait à elle pour la vie » n'était plus qu'un souvenir. Mais si M^{me} de Balbi n'était plus l'amie du monarque, elle était toujours l'amie de la monarchie. Nul ne se réjouit plus

qu'elle de la naissance du duc de Bordeaux. La lettre qu'elle écrivit à son frère aîné (1) le matin du 29 septembre 1820, n'est pas moins triomphante que la fameuse ode de Lamartine :

Il est né l'enfant du miracle,

Il est né l'enfant du martyr.

Voici cette lettre vraiment lyrique dans sa simplicité : « J'ai été réveillée à deux heures et demie par un valet de pied de M. de Mesnard (2), qui me donnait la nouvelle que nous possédions un gros garçon. Jugez, cher ami, de notre joie. Celle de Paris est à son comble. A cinq heures, j'ai été au château ; j'ai embrassé tout ce que j'ai rencontré, même, je crois, l'évêque Bombelles (3) en grand camail... Les soldats de la garde royale sont enchantés ; on les a fait passer douze par douze devant le duc de Bordeaux : ils en ont assez vu pour assurer qu'il serait un fier luron, mais en termes plus énergiques. L'un d'eux a été un peu embarrassé de ce qu'il venait de dire, mais le prince l'a rassuré en lui disant : « Va, on peut tout dire aujourd'hui. » Je vous voudrais ici, cher ami. En vérité, Paris fait plaisir à voir. Pour moi, je ne sais ce que je dis, ce que je fais. Ma lettre n'a pas le sens commun ; mais vous vous mettez à notre place (4). »

Cet échantillon du style de M^{me} de Balbi nous fait regretter la perte des réponses qu'elle adressait au comte de Provence. On comprendrait, en les lisant, que Monsieur ait trouvé tant de plaisir en sa compagnie. Lamartine n'était pas loin de la vérité, quand il écrivait à propos de Louis XVIII, dans l'*Histoire de la Restauration* : « M^{me} de Balbi, sa favorite, femme dont il aimait l'esprit plus que les charmes... »

LA FORCE.

(1) Louis-Joseph-Nompar de Caumont, duc de La Force, pair de France, maréchal de camp, qui commandait à Montauban (1768-1838).

(2) Le baron Charles de Mesnard, né en 1769, chevalier d'honneur de la duchesse de Berry.

(3) Marc de Bombelles, évêque d'Amiens, aumônier de la duchesse de Berry (1744-1821).

(4) Archives de Luppé (communication de M. le marquis de Luppé).

LETTRES A LA COMTESSE DE BALBI

*A Madame,
Madame la comtesse de Balbi,
à l'hôtel de l'Aigle noir, à Spa.*

A Versailles, ce 4 août 1789.

Je ne vous ai point mandé avant-hier, Madame, que M. Thouret avait été élu la veille président de l'Assemblée nationale à la place de M. le duc de Liancourt, dont les quinze jours étaient expirés, parce qu'on m'avait dit qu'il refuserait cet honneur et que je ne voulais pas vous mander une nouvelle qu'il faudrait démentir le lendemain. Il a refusé, en effet, et, sur son refus, M. Chapellier a été élu et a accepté; cette promotion a fait vaquer une place de secrétaire de plus; vous vous rappellerez sans doute que, lorsque MM. l'abbé Grégoire, de Clermont-Tonnerre, de Lally, Chapellier, l'abbé Sieyès et Mounier ont été faits secrétaires, il a été réglé qu'il en sortirait d'abord trois d'exercice par la voie du sort et ainsi de suite tous les quinze jours. Ceux qui sont sortis sont MM. l'abbé Grégoire, de Clermont-Tonnerre et de Lally, mais l'élection de M. Chapellier a fait, comme je vous l'ai dit, vaquer une place de plus et ce sont MM. Treteau, l'abbé de Montesquiou, Émery et Pétion de Villeneuve qui ont été élus.

Le Roi a fait ce matin part à l'Assemblée nationale qu'il a donné les sceaux à M. l'archevêque de Bordeaux, le département de la guerre à M. le comte de La Tour du Pin-Paulin, la feuille des bénéfices à M. l'archevêque de Vienne et une place de ministre d'État sans département à M. le maréchal de Beauvau.

Le beau temps est enfin de retour et comme, Dieu merci, les pluies, quoique abondantes, n'avaient pas été assez continues pour faire tort aux moissons, nous avons tout lieu d'espérer, si le temps se soutient comme il y a grande apparence, que la récolte sera bonne.

Ma santé continue à l'être; je fais des vœux pour qu'il en soit de même de vous. Adieu, Madame, je ne puis pas finir sans vous parler de mon tendre et respectueux attachement.

A Versailles, ce 15 août 1789.

Je me suis donné aujourd'hui, Madame, un véritable plaisir, ce qui ne m'était pas arrivé depuis longtemps : la promotion de M. le baron de Serocourt au grade de maréchal de camp et son remplacement en qualité de colonel par M. le chevalier de Bernes ayant fait vaquer une place de major en second dans le corps des carabiniers, j'ai proposé au Roi M. votre frère (1) pour la remplir et Sa Majesté a bien voulu l'agréer. Au moment où je vous écris, je balance si j'écirai ou non à M^{me} d'Ossun (2) pour lui apprendre cette nouvelle. Je sais bien que, vis-à-vis de toute autre, cela serait plus poli, mais vis-à-vis d'elle, je n'en sais rien, parce que cela l'obligera à une réponse, ce qui est la chose qu'elle déteste le plus au monde; ainsi, toute réflexion faite, je ne lui écrirai pas. Seulement, si par hasard sa mère, elle ou sa fille vous en écrivait, je vous serai sensiblement obligé de lui dire le désir que j'avais et la raison qui m'a retenu. Je ne pouvais pas manquer de vous faire ma cour en cette occasion, car M. de Chabrillan (3) m'avait proposé Hippolyte (4), dont j'aurais même été fort aise de récompenser la conduite sage et mesurée à Nancy, mais j'avais sous les yeux l'ordonnance et la promesse que je vous ai faite cet hiver; aussi n'a-t-il pas même insisté, quand je lui ai dit comme quoi j'étais lié.

J'ai vu avec peine qu'Armand (5) n'a pas obtenu de prix à l'Université cette année, quoiqu'il y ait eu deux écoliers de Navarre et de la même classe que lui qui en aient obtenu. Je vous prie de vouloir bien lui en faire mon compliment de condoléance et de lui ajouter que j'espère que, l'année prochaine, il aura plus de bonheur ou, pour mieux dire, plus de mérite, car je suppose que c'est toujours l'équité qui dicte ces arrêts.

Le temps continue à être beau et ma santé à être bonne; je

(1) Le duc de La Force.

(2) Geneviève de Gramont, comtesse d'Ossun, dame d'atours de Marie-Antoinette. Le duc de La Force avait épousé sa fille en 1784.

(3) Joseph-Dominique de Moreton, marquis de Chabrillan, capitaine des gardes de Monsieur.

(4) Hippolyte-César-Guigues de Moreton, comte, puis marquis de Chabrillan et pair de France, gentilhomme de la chambre du Roi, marié en 1784 à Antoinette-Françoise-Marie de Caumont La Force (1767-1835).

(5) Armand, comte de Balbi, fils du comte et de la comtesse de Balbi (1778-1839).

vous souhaite l'un et l'autre, mais surtout le dernier : il n'y a que cela qui puisse m'adoucir les tourments de l'absence. Agréé, je vous supplie, mon tendre et respectueux hommage.

A Versailles, ce 31 août 1789.

Je viens, Madame, de recevoir deux lettres de vous, dont l'une est un peu vieille, car elle est du 21 de ce mois, ce qui m'a d'autant plus étonné, que j'en avais reçu, il y a deux jours, une du 24. Je ne sais d'où est venue cette interversion, mais cela m'est égal : anciennes ou nouvelles, les marques de votre souvenir me sont aussi précieuses. La seconde m'a fait plus de plaisir, parce que j'y ai vu l'entrée de Barot à Spa et que par ce moyen je suis éclairé sur votre marche; aussi cette lettre sera la dernière que je vous y adresserai. Désormais j'aurai l'honneur de vous écrire poste restante à Ostende, jusqu'au moment où il faudra adresser mes lettres à Londres. J'ai fort bien reconnu l'écriture de votre secrétaire et je vous prie, si M. de Biné est encore à Spa, de le remercier de ce qu'il a ajouté à votre lettre.

C'est grand dommage pour Armand que vous soyez partie deux jours trop tôt; mais, comme son malheur n'a pas eu d'autre cause, j'espère que l'année prochaine sa gloire n'en sera que plus brillante.

Je vous ai parlé avant-hier du chaud; aujourd'hui, c'est du froid que je serais tenté de vous entretenir: il est survenu hier un orage, qui n'a pas été fort, mais qui a changé le temps du tout au tout. Au reste je n'en suis pas fâché pour votre voyage et pour celui de la comtesse d'Artois (1), qui part d'ici le même jour que vous de Spa.

Adieu, Madame, vous connaissez mon tendre et respectueux attachement pour vous.

A Madame la comtesse de Balbi, à La Haye.

A Versailles, ce 24 septembre 1789.

Je suis charmé, Madame, de vous savoir enfin arrivée à La Haye, mais je prévois avec douleur que, d'ici à la réception de cette lettre, vous m'accuserez de paresse et même, je dois en convenir, avec quelque apparence de justice, quoique au

(1) Le comte d'Artois avait émigré le 17 juillet 1789.

fond j'en sois parfaitement innocent. Cela vient de ce que la poste part, comme vous me l'avez mandé, trois fois par semaine de La Haye pour Paris, au lieu qu'elle ne part que deux fois de Paris pour La Haye. J'espère que d'après cela vous me rendrez justice et que, si vous avez formé sur moi quelque jugement téméraire, vous m'en ferez intérieurement réparation.

Je voudrais que votre bonne dame (1) arrivât promptement, car, n'ayant pas accepté la proposition de M. d'Osmond (à quoi je n'ai pas reconnu votre prudence accoutumée), je crains bien que M^{me} votre sœur (2) ne soit dans le cas d'accoucher dans une méchante auberge et, quoique cette aventure sente le roman, elle n'en est pas plus agréable pour cela.

Vous aurez peut-être su que le Roi et la Reine ont envoyé leur vaisselle à la Monnaie, que l'Assemblée nationale, instruite de ce sacrifice, a envoyé son président pour supplier le Roi de ne pas l'achever et que le Roi, après avoir témoigné combien il était touché des sentiments de l'Assemblée, n'en a pas moins persisté dans sa résolution. Cette dispute généreuse honore également les deux parties.

Le temps s'est raccommodé et radouci et j'espère que nous allons avoir de beaux jours d'automne; ce qui sera fort utile pour les labours, car les pluies que nous venons d'avoir ont assez humecté la terre pour n'en pas désirer davantage.

Adieu, Madame, recevez, avec votre bonté ordinaire, l'hommage des sentiments de l'homme du monde qui vous est le plus tendrement attaché.

A Paris, ce 22 octobre 1789.

Je suis aussi aise que vous, Madame, que M^{me} votre sœur ait pris le parti de faire ses couches hors de France : cela lui a épargné une grande frayeur et à toutes les deux de voir une scène au moins désagréable (3). Il s'en est passé hier une à Paris qui n'était guère moins triste; un malheureux boulanger ayant été soupçonné de cacher du pain, on est entré dans sa boutique, on n'y a rien trouvé; néanmoins on l'a conduit à l'Hôtel de ville. Là le peuple s'est emparé de lui; on l'a

(1) Sage-femme.

(2) Joséphine de Caumont La Force, née en 1769, mariée en 1784 au comte de Mesnard, qui fut fusillé dans la plaine de Grenelle le 12 octobre 1797.

(3) Les journées des 5 et 6 octobre.

pendu à la fatale lanterne; ensuite on a coupé sa tête, qu'on a d'abord portée à sa femme, qui était grosse et qui en est morte de saisissement; après quoi, on a promené cette tête dans tout Paris, excepté aux Tuileries et au Luxembourg. Cela a produit non pas une émeute, mais un attroupement considérable à la Grève; la garde nationale s'y est portée en force; on a chargé les fusils à balle devant tout le monde, et on a invité les bons citoyens à se retirer, en déclarant qu'on allait faire feu sur les séditieux.

Sur-le-champ tout s'est dissipé; on a arrêté l'homme qui avait pendu le boulanger, ainsi qu'un autre qui avait tâché d'exciter une émeute dans le faubourg Saint-Marceau, et un troisième, qui, à tort ou à raison, portait l'uniforme de la garde nationale et qui a coupé la tête du cadavre.

Les deux premiers ont été pendus aujourd'hui, et j'imagine que le troisième le sera demain. Il faut espérer que ces exemples, faits à propos, joints à une loi martiale assez semblable à celle d'Angleterre, que l'Assemblée nationale a décrétée hier, rétabliront enfin le calme dans Paris.

Adieu, Madame, agréez l'hommage de mon respectueux et tendre sentiment.

A Paris, ce 29 octobre 1789.

J'espère que vous aurez vu, Madame, dans la lettre dont vous avez la bonté de m'accuser la réception, que vous m'auriez fait une injustice en me grondant, et que je n'ai pas le plus petit reproche d'inexactitude à me faire, mais j'avoue qu'en lisant jusque vers la fin de la vôtre que vous n'aviez point encore de mes nouvelles, j'ai commencé à soupçonner qu'on voulait de gaieté de cœur me faire une tracasserie avec vous: heureusement, mes soupçons ont été promptement dissipés.

Je ne suis point du tout surpris du bon compte qu'Armand vous a rendu de son voyage en Nord-Hollande, car j'ai vu peu d'enfants de son âge avoir autant d'esprit et le coup d'œil aussi juste. Vous prenez un grand parti à son égard; je sens ce qu'il doit vous en coûter, mais je crois que ce parti est sage; je voudrais seulement que vous profitassiez de ce moment pour lui faire une confidence délicate, mais qu'il faudra bien lui faire tôt ou tard, et en voici la raison. Le malheureux

état de son père (1) n'est ignoré nulle part; s'il ne l'a pas appris à Navarre, c'est en vérité un grand hasard ou bien peut-être parce qu'un enfant du même pays qui entre dans un collège, n'y excite pas une grande curiosité, au lieu qu'à Oxford ou à Cambridge, l'arrivée du petit étranger sera nouvelle; on s'informerait de sa famille, et de là il y a à parier qu'on lui parlera de ce qu'il vaut mieux qu'il sache d'avance. Je soumets cependant cette idée à vos lumières.

Je ne suis pas étonné que vous trouviez votre neveu laid (2), surtout en comparaison de Zénobie (3), qui est un amour : jamais un enfant de quinze jours n'a eu figure humaine; mais ce n'est pas une raison pour qu'il ne devienne pas fort joli par la suite.

Je voudrais que vous eussiez en Hollande le temps que nous avons ici : il n'est ni froid ni chaud, mais dans un juste milieu; aussi je m'y porte très bien. Adieu, Madame, je mets à vos pieds mon respectueux et tendre hommage.

A Paris, ce 15 novembre 1789.

Je souhaite de tout mon cœur, Madame, que vous ayez eu pour votre passage un autre temps que celui que nous avons depuis deux jours : c'est une espèce de tempête et je crois que la Manche qui, dit-on, ne vaut pas grand chose dans ses moments d'humeur, doit en avoir beaucoup. Le vent est au sud-ouest et pourrait fort bien envoyer en Norvège ceux qui voudraient risquer le passage.

Nous avons eu ce matin aux Tuileries un spectacle vraiment touchant : la veuve de ce malheureux boulanger qui a péri le 21 octobre dernier (et que je crois même vous avoir mandé, d'après une fausse nouvelle, qui était morte aussi) est venue remercier le Roi et la Reine des bontés qu'ils lui ont témoignées depuis cette catastrophe. M. Guillotin, que vous connaissez et qui l'a traitée dans la maladie que la révolution qu'elle a éprouvée lui a causée, portait la parole pour elle, car elle ne pouvait s'exprimer que par ses larmes. Il était bien difficile de

(1) Le comte de Balbi, devenu fou, était enfermé à Senlis, depuis le 1^{er} octobre 1781, dans un asile d'aliénés, où il mourut en 1835.

(2) Ladislas, comte de Mesnard, mort au service de la Russie pendant la campagne de 1812.

(3) Zénobie de Mesnard, plus tard marquise de Lordat (1786-1865).

retenir les siennes à une pareille vue. Je n'ai pas pu m'empêcher de réfléchir sur la différence qu'un instant a apportée dans la situation de cette infortunée. Jeune, adorée d'un mari qu'elle chérissait également et qui jouissait de l'estime générale, voilà quel était son sort ; une heure après, un peuple naturellement bon, mais trompé, lui apporte la tête sanglante de son mari ! Ah ! Madame, qu'un moment d'erreur de la part de ceux qui ont la force en main, peut coûter de larmes à ceux qui aiment véritablement ! Mais je ne veux pas m'appesantir sur ce sujet qui n'est que trop propre à faire faire de tristes réflexions, j'aime mieux vous dire que je me porte aussi bien que je souhaite que vous vous portiez.

Agréez, je vous en supplie, l'hommage de mon respectueux et tendre sentiment.

A Paris, ce 23 novembre 1789.

J'ai reçu, Madame, votre lettre du 17 de ce mois presque en même temps que celle que vous aviez chargé le marquis de m'écrire de votre part ; ainsi je vous remercie en une seule fois de cette double marque de bonté.

J'ai lu avec plaisir la lettre de la duchesse de Devonshire (1), j'admire son courage de rester si tranquillement à Bruxelles ; mais j'avoue que, si j'étais de ses amis, j'aimerais beaucoup mieux la savoir à Londres qu'au milieu de cette bagarre. Vous avez su sans doute que les patriotes se sont emparés de Gand ; que toutes les troupes impériales se sont retirées sur Bruxelles ; que l'archiduchesse est partie : tout cela me fait croire que, s'il y a encore des coups de fusil tirés dans ce pays-là, ce sera à Bruxelles, raison de plus pour croire que ceux qui n'y ont que faire, seraient mieux ailleurs.

J'ai vu l'autre jour M. Arnott, qui avait reçu une lettre d'Albany (2), qui lui mandait qu'il avait eu l'honneur de vous recevoir *in his little cottage* (c'est l'humble nom qu'il donne à sa maison). Vous sentez bien qu'après avoir parlé de vous, il a bien fallu qu'il me dit un mot de miss Beverley et ce mot a duré trois quarts d'heure. Il persiste dans son opinion, et je persiste à croire qu'il a toute espèce de raisons.

(1) Georgiana, duchesse de Devonshire, fille de Jean, comte de Spencer (1757-1806). Son intelligence égalait sa beauté. Elle est l'auteur d'un *Passage du mont Saint-Gothard* que traduisit Delille.

(2) Charles-Edouard Stuart, comte d'Albany.

Adieu, Madame, je mets à vos pieds mon respectueux et tendre hommage.

A Paris, ce 29 décembre 1789.

Vous serez peut-être surprise, Madame, de l'imprimé qui est joint à cette lettre, mais je vous avouerai que je l'y ai joint pour vous épargner l'ennui d'un long récit et un peu aussi celui de copier mon discours. J'aurai seulement l'honneur de vous dire qu'ayant lu vendredi au soir le papier qui y est relaté et qui courait dans tous les clubs, j'ai cru qu'il le fallait pour étouffer la calomnie dans sa naissance, et qu'en conséquence, m'étant rendu le samedi à l'Hôtel de ville, j'y ai prononcé le discours que vous lirez, si vous voulez vous en donner la peine. Il faut, cependant, que j'ajoute ici pour l'intelligence de ce que j'ai dit après le discours de M. Bailly, qu'il rendit compte à l'Assemblée que trois de ceux qui avaient fait courir le libelle étaient arrêtés (1).

Je me sais bon gré d'avoir écrit au marquis de Jaucourt (2) plutôt qu'à vous sur l'accident du comte François; je n'en avais su aucune nouvelle depuis, mais je suis très aise que cet accident soit moins grave qu'il n'avait d'abord été annoncé.

J'ai vu hier M. Arnott : son front était un peu déridé et il m'a dit que cela venait de ce qu'il avait reçu une lettre de miss Beverley qui ne lui disait pas un mot de son projet, ce qui lui fait espérer qu'elle commence à goûter les raisons qu'il lui a données. Ce serait pour lui un si grand bonheur et miss Beverley ferait si bien de suivre ses conseils que, d'après le tendre intérêt que je prends à tous les deux, je serais le plus heureux du monde, s'il venait un beau jour m'apprendre que l'affaire est décidée au gré de ses désirs.

Adieu, Madame, agréez, je vous en supplie, mon tendre et respectueux hommage.

A Coblenz, ce 20 avril 1792.

J'ai reçu hier, Madame, votre lettre d'Ulm et je vous remercie de m'avoir donné de vos nouvelles; j'en avais déjà

(1) Ce libelle était ainsi conçu : « Le marquis de Favras a été arrêté avec Madame son épouse, dans la nuit du 24, pour un plan qu'il avait de faire soulever trente mille hommes pour faire assassiner M. de La Fayette et M. le maire, et ensuite nous couper les vivres. Monsieur, frère du Roi, était à la tête. »

(2) Gentilhomme d'honneur de Monsieur, pair de France sous la Restauration (1757-1832).

reçu une de Madame, d'Heidelberg. Celle que je vous ai écrite moitié de Bingen, moitié d'ici n'était pas gaie. Je ne le suis pas devenu davantage; j'ai bien l'espoir de vous revoir d'ici à peu de temps, mais ce ne sera qu'un moment! Et qu'est-ce qu'un moment? Enfin ce sera toujours une consolation.

Mes amis me soignent beaucoup et, je le dis avec plaisir, d'une manière vraiment aimable; le vide de mon temps est rempli, mais ce n'est que la moitié et la très petite moitié: le vide du cœur ne peut pas se remplir. Je m'en vais vous dire une chose qui peut paraître extravagante, mais que je crois que vous entendrez. Si j'étais votre amant, aussi bien que je suis votre ami, je sentirais moins ce vide: les absents ont tort, un objet en remplace un autre et rien ne ressemble autant à une jouissance physique qu'une jouissance physique. Mais l'amitié est dans un cas bien différent: rien ne remplace ses jouissances purement morales; une lettre console, soutient un moment, mais l'instant d'après l'effet en est passé et les besoins de l'amitié se renouvellent sans cesse; le vide reste toujours le même.

J'ai dit hier quelques mots à nos Messieurs pour leur ordonner d'aller à leurs cantonnements et les engager à s'occuper moins de discussions politiques. Cela devenait nécessaire; j'espère que cela produira un bon effet. Il y avait eu mardi une bataille entre M. de Montausier et M. d'Ambly dont vous avez vu un jour la femme, dont toutes ces misérables discussions étaient la cause. On a dit M. d'Ambly blessé, mais je l'ai vu hier et il m'a paru très bien portant. La semaine prochaine, nous commençons la tournée des cantonnements.

J'avoue que, d'après l'échantillon du matin, je ne m'attendais pas que la journée se terminerait aussi bien, mais, puisqu'il n'y a rien eu de nouveau jusqu'à Ulm, j'espère que le reste ira bien. J'avoue cependant que je crains Augsbourg: jamais *Bacchus* ne fait tant le diable à quatre que quand il peut avoir des témoins d'une certaine considération.

Adieu, Madame, agréez les hommages de celui qui vous est le plus tendrement attaché.

A Coblenz, ce 27 avril 1792.

Mille et mille remerciements vous soient faits, Madame, de la bonté que vous avez eue de me donner aussi exactement

de vos nouvelles, mais cette bonté même me fait sentir plus vivement votre éloignement par le temps qu'il y a que vos lettres sont écrites quand je les reçois. Il faudra que le vicomte (1) vous fasse aller d'une belle lenteur, si la lettre que je vous ai écrite en arrivant ici vous trouve encore à Milan ; je suis presque fâché de n'avoir pas fait comme M. d'Avaray (2), qui, vous ayant écrit le même jour que moi, a adressé la lettre à Turin.

Je suis curieux de savoir ce que la politique de M^{me} de Boisgelin (3) dit de la déclaration de guerre et si elle imagine que ce petit événement donnera un peu d'activité aux troupes autrichiennes et prussiennes ou bien si elle les condamne encore à l'immobilité. Quant à moi, je vous avoue que j'en suis ravi, car je ne vois plus rien qui puisse empêcher les grandes opérations de commencer : mais il y a encore des moments où j'ai peine à croire que l'Assemblée ait été assez dépourvue de raison pour faire une semblable levée de boucliers. Encore verrons-nous ce tant beau pays de France : il est vrai qu'il y a actuellement bien à parier que ce ne sera que là, où j'aurai le plaisir de vous revoir, mais je fais volontiers le sacrifice d'un plaisir passager à l'espoir d'un plaisir durable.

Je connais fort bien ce M. de Riolle que vous avez vu à Augsbourg ; après le « Père Éternel » des petites maisons, il n'y en a pas un plus fol : à l'entendre, c'est lui qui fait tout, tant dans le Royaume que dehors. Heureusement il ne faut pas plus d'un quart d'heure de conversation pour le connaître et en être revenu pour jamais.

Nous avons possédé ici, pendant quelques jours, la duchesse de Fitz-James (4) ; elle m'a fait éprouver ce que c'est que de revoir quelqu'un de connaissance en pays étranger : j'ai eu

(1) Nicolas-Alexandre, vicomte de Virieu, né en 1767, gentilhomme ordinaire de Monsieur, chargé de conduire Madame et sa cour à Turin, avait quitté Coblenz avec la princesse et M^{me} de Balbi le 11 avril. Le comte de Provence les avait accompagnés jusqu'à Mayence puis était retourné à Coblenz. On n'atteignit Turin que le 1^{er} mai.

(2) Antoine-François-Louis de Bésiade, comte d'Avaray (1767-1810).

(3) Marie de Boisgelin, chanoinesse de Remiremont, sœur du cardinal de Boisgelin, émigrée en Autriche. Intelligente et énergique, elle fut pendant l'émigration, l'amie et la correspondante de la baronne de Goertz, femme du diplomate prussien accrédité longtemps près de la diète de Ratisbonne.

(4) Silvie de Thiard de Bissy, duchesse de Fitz-James, dame de la Reine. Elle voulut revenir auprès de Marie-Antoinette au mois de juin : Fersen l'en dissuada.

une joie et je me suis senti pour elle une tendresse vraiment incroyable.

Dimanche le chevalier (que vous devinerez) s'est trouvé à dîner à la résidence, avec ses deux objets ; le comte Charles, qui était à côté de la plus jeune, lui a glissé que l'autre était un ancien attachement : « Oh ! pour cela, bien ancien, a-t-elle dit, car je crois qu'elle a cent ans. » Elle a cependant tort, car elle a l'air rajeunie et jamais, ou au moins depuis bien longtemps, je ne lui ai trouvé aussi bon visage.

Le cardinal de Montmorency (1) est arrivé avant-hier et la duchesse de Laval (2) hier ; ils s'en vont à Cologne, peut-être à Düsseldorf : je crois que la duchesse a eu peur qu'on ne vint faire paf paf à Trèves et que c'est ce qui l'a déterminée à s'en aller. J'ai vu le cardinal hier ; il m'a paru bien vieilli ; il a pris perruque et il ressemble actuellement à son frère comme deux gouttes d'eau. Quant à la duchesse, je ne la verrai que ce soir, ainsi je ne pourrai pas vous en rendre compte. J'oubliais de vous dire que sa belle-fille (3) est arrivée avec le cardinal. Ses couches ne l'ont pas embellie, mais en revanche elle est devenue cent fois plus minaudière qu'elle ne l'était auparavant. Si cela dure, dans un an il ne sera plus possible de la regarder.

Je dois vous avouer que j'ai senti un petit mouvement de joie de la querelle de l'*Écrevisse* et de *Bacchus* : il y a des choses qu'on ne connaît bien que lorsqu'on en use. Quant à la douceur de votre société, c'est l'effet naturel du voyage ; un loup, pris dans une fosse, devient doux comme un petit chien.

Je me suis acquitté de vos commissions au moins autant que je l'ai pu. Le comte d'Artois me charge de vous dire mille choses. MM. de Flachslan, d'Avaray, d'Hautefort (4) se mettent à vos pieds ; M. de Romanzoff (5) n'est pas ici. Votre frère est bien sensible à votre souvenir et vous embrasse comme il vous aime.

(1) Louis-Joseph de Montmorency-Laval, évêque de Metz, né en 1724.

(2) Jacqueline de Bullion-Fervacque, mariée en 1740 au duc de Laval-Montmorency.

(3) M^{lle} de Boullongne, fille de l'ancien trésorier de l'extraordinaire des guerres, mariée au vicomte de Laval, premier gentilhomme de la chambre de Monsieur.

(4) Louis, comte d'Hautefort, qui avait obtenu la survivance de premier gentilhomme de Monsieur.

(5) Nicolas, comte Romanzoff, né en 1750, envoyé de Catherine II, qu'il représentait à Coblenz.

Adieu, Madame ; respects, tendre amitié, je mets tout à vos pieds.

A Coblenz, ce 4 mai 1792.

Je sens actuellement bien vivement ce que c'est que le mal de l'absence : il y a huit jours que je n'ai eu de vos nouvelles, Madame, et je ne puis accuser que cette absence ennemie. Depuis onze ans que j'ai le bonheur d'être votre ami, pareille chose ne m'était pas arrivée. Paris et Londres, c'étaient les deux points les plus éloignés où nous nous fussions trouvés ; un bonheur si continu gâte. Mais je ne sais quoi me dit que cette séparation ne sera pas bien longue : du moins MM. les patriotes travaillent à l'abrégé. Quelle pétaudière !

Voici ce qui m'est revenu sur l'affaire de Tournay. Ces messieurs y allaient comme au bal, croyant que tout allait se déclarer pour eux et chantant de toutes leurs forces *Ça ira* ! Quand ils ont aperçu les Autrichiens, qui étaient en bon ordre, leurs voix ont commencé à devenir un peu discordantes et, avant la fin de l'air, la bataille était perdue. A Quiévrain, ils ont été encore mieux repoussés. M. de Lambesc (1) les a reconduits jusque sur le glacis de Valenciennes et on croit que le général Beaulieu (2) aurait déjà pris cette place, s'il n'avait eu ordre de Bruxelles de retourner à nous.

Je ne sais si vous avez été comme moi, mais, quand j'ai lu dans la relation : *Les Français ont été battus*, je n'ai pas pu me défendre d'un petit mouvement de tristesse. Il est vrai que je me suis bien vite dit que ces Français-là étaient de vrais usurpateurs d'un aussi beau nom. Quand je lisais dans l'histoire que Jacques II, voyant au combat de la Hougue les Anglais monter à l'abordage d'un de nos vaisseaux, les applaudissait et disait : *Je reconnais bien là mes braves Anglais*, je ne pouvais pas le croire... Ah ! mon Dieu, la vilaine chose qu'une révolution !

Il y a cinq ou six jours que je disais : *Si M^{me} de Balbi était ici, elle conviendrait qu'il y a de beaux jours à Coblenz*. Effectivement il est impossible d'imaginer un plus beau temps ; il ressemblait en beau et en chaud à celui que nous avons eu à Mayence... Point du tout, c'est que voilà l'hiver revenu et je

(1) Le prince de Lambesc, pair de France sous la Restauration (1751-1825).

(2) Jean-Pierre de Beaulieu, général autrichien (1730-1825).

suis presque bien aise que vous ne soyez pas ici, car vous auriez une raison ou du moins un prétexte pour injurier encore ce pauvre climat-ci.

M. de Sainte-Hermine est tombé en paralysie hier ; il est un peu moins mal aujourd'hui, mais sa maladie a été l'occasion d'une querelle entre Devergnès et le Père Élysée (1). Je ne la sais que par le rapport du premier, mais il paraît qu'elle ressemblait beaucoup à une querelle de crocheteurs et qu'ils se sont à peu près parlé comme Vert-Vert.

Vous aurez été sûrement fâchée d'apprendre la mort du pauvre M. d'Espiennes. On dit qu'il a été empoisonné, mais vous savez bien qu'aujourd'hui il n'est plus permis de mourir de sa mort naturelle.

Le comte de Romanzoff est arrivé lundi ; je me suis acquitté de vos commissions pour lui : il a laissé votre sœur à Mayence en bonne santé, mais s'y ennuyant beaucoup et regrettant Coblenz. Je crois que c'est un compliment pour ses habitants, mais, y fût-elle, elle n'y retrouverait pas ce qui à mon sens en faisait tout le charme.

J'ai reçu une très aimable lettre de milady Malmesbury (2), mais je ne sais où lui répondre, parce qu'elle me marque fortement qu'elle va quitter Rome. Si vous la voyez ou si vous êtes plus instruite que moi de sa marche, vous serez bien aimable de me rappeler à son souvenir et de lui dire qu'aussitôt que je saurai où la prendre, *I shall lay myself at her feet by pen and ink* (3).

Adieu, Madame, daignez recevoir avec votre bonté coutumière l'hommage de mon tendre, respectueux et inaltérable attachement.

A Bingen, ce 22 juillet 1792.

J'ai fait ce matin, Madame, la connaissance du roi de Prusse ; il nous avait fait dire hier qu'il viendrait ici en allant de Mayence à Coblenz et qu'il nous demanderait à déjeuner et qu'il voulait voir nos troupes. En conséquence nous avons fait disposer sur le port notre cavalerie, consistant dans nos gardes du corps, les officiers de carabiniers, ceux de nos régiments de dragons et

(1) Le Père Élysée, chirurgien de Louis XVIII (1753-1817).

(2) Femme de James Harris, premier comte de Malmesbury.

(3) « Je me mettrai à ses pieds par écrit. »

les Auvergnats. Dans l'intérieur de la ville étaient le régiment de Berwick, deux compagnies de la marine, celle du régiment de Champagne et celle du régiment de Vexin.

Le Roi est arrivé sur les onze heures; il m'a paru content de ce qu'il a vu; j'ai assuré mes fonctions de général en le priant, ce qu'il a fait de très bonne grâce, de me donner le mot; ensuite nous avons déjeuné; il a passé dans mon cabinet, où nous sommes restés, le comte d'Artois, lui et moi, pendant plus d'une heure.

J'en ai été parfaitement content; on ne peut pas s'exprimer mieux qu'il ne l'a fait pour nous, ni plus mettre dans ce qu'il a dit le caractère de la franchise et de la loyauté. Il est ensuite reparti pour Coblenz, où nous l'irons voir après-demain, et mercredi ou jeudi nous assisterons à la revue générale de son armée. Ce ne sera qu'à ce voyage de Coblenz que nous saurons positivement quand nous nous mettrons en marche; j'aurai l'honneur de vous le mander, dès que j'en serai instruit.

Cette fédération s'est passée plus tranquillement qu'on n'aurait osé l'espérer, mais Pétion est rétabli et c'est une chose qui me tracasse toujours, surtout après qu'il a dit à l'Assemblée que, comme le département avait servi le Roi en le suspendant, le Roi avait servi le département en confirmant sa suspension. C'est, à mon avis, une déclaration de guerre, la plus formelle qui se soit jamais vue et comme, dans ce moment-ci, Pétion a l'avantage, je crains qu'il ne le pousse chaudement.

Je ne me souviens plus si la prussomanie était déjà commencée parmi nos jeunes gens avant votre départ; en tout cas, ils doivent être bien étonnés de voir le roi de Prusse avec un chapeau et des bottes qui ne sont nullement à la prussienne. Le Prince royal a bien les bottes, mais non pas le chapeau; il en a un comme je suppose que le duc de La Force, votre bisaïeul, en portait, car il ressemble beaucoup à celui de feu M. de La Vauguyon, qui était à peu près le contemporain du duc de La Force.

J'ai appris du *Butque* la *Marcassite* ne veut plus voir un seul Anglais; M. Arnott lui a écrit sur cela pour qu'elle traitât mieux ses compatriotes. Je ne sais pas encore quel effet produisent ses très humbles, très respectueuses et très péremptoires remontrances.

Adieu, Madame, je mets à vos pieds l'hommage de mes tendres et respectueux sentiments.

*A Madame la comtesse de Balbi, poste restante
à Aix-la-Chapelle.*

A Bastogne, ce 17 octobre 1792.

J'ai bien joué de malheur aujourd'hui, Madame; le chevalier de Puységur est parti pour Spa, d'où je conjecture, je ne sais pourquoi, qu'il ira faire un tour jusqu'à Aix-la-Chapelle. Je voulais lui donner une lettre; à la vérité j'avais oublié de l'en prévenir, mais je comptais que son diner me donnerait le temps dont j'avais besoin. Point du tout, il est parti plus tôt que je ne comptais.

J'ai trouvé le chemin de Martelange ici si mauvais pour les voitures, que je suis en vérité fort aise que vous ayez pris l'autre route; du reste, je continue à me bien porter. Demain nous allons à Romont, après-demain à Marche, samedi à Ochain et dimanche à Liège, d'où, si je n'ai pas de nouvelles de mon établissement futur, j'irai promptement vous faire ma cour à Aix-la-Chapelle.

Adieu, Madame, permettez-moi de mettre à vos pieds l'hommage d'un sentiment aussi respectueux qu'il est tendre.

Au Val, ce 5 novembre 1792.

J'ai eu l'honneur de vous mander l'autre jour, Madame, qu'il y avait quelques doutes pour le voyage de M. Arnott chez la princesse; il me paraît de plus en plus douteux; cependant rien n'est encore bien positivement décidé à cet égard.

Je crois que nous allons faire un mouvement, cette abbaye-ci étant fort incommode à habiter lorsque la Meuse déborde, et, quoique le temps soit fort beau, il est difficile au mois de novembre de se promettre beaucoup de constance de sa part. En conséquence nous avons repris les négociations pour avoir la commanderie du Vieux Jonc près de Tongres, dont on dit que l'établissement est fort bon et, sous deux ou trois jours, il y a à parier que nous y serons.

J'ai été diner hier chez l'évêque de Liège: j'ai été fort content de lui et de beaucoup de chanoines qui y étaient et même assez de ce que j'ai pu voir des dispositions du peuple liégeois; je trouve que, quand on est dans le malheur, on est plus sensible à ces choses-là. Je l'ai été beaucoup aussi au diner

de l'évêque, qui m'a rappelé celui de l'électeur de Mayence, tant il était bon. Du reste, je me porte bien. J'avais cru, il y a quelques jours, que la goutte voulait me reprendre : le pouce du pied gauche, qui est l'endroit fatal, ne me faisait pas précisément mal, mais je le sentais. Dieu merci, il n'en est plus question.

Adieu, Madame, daignez agréer l'hommage du tendre respect qui m'attache à vous pour la vie.

A Liège, ce 24 novembre 1792.

Ce n'est que demain, Madame, que nous partons pour Aix-la-Chapelle; après-demain nous irons à Düsseldorf, où nous resterons deux jours. De là nous irons, soit à Wesel, soit dans le comté de Marck, pour y attendre de petites choses utiles pour ceux qui aiment à voyager.

Je prends la liberté de vous adresser quelques exemplaires de nos adieux à nos pauvres émigrés. Cette lettre vous expliquera mieux que je n'aurais le temps de le faire, la position très peu riante où nous nous trouvons. Je crois que vous verrez bientôt Albany, qui vous dira des choses relatives au voyage de M. Arnott dans un certain pays.

Adieu, Madame, je suis si las d'avoir signé quatre ou cinq cents fois mon nom aujourd'hui, que ma tête, ma main et mes yeux n'en peuvent plus. Je mets à vos pieds mon tendre hommage.

*A Madame la comtesse de Balbi,
Chez M. le chevalier de Revel, ministre de Sardaigne à La Haye*

A Hamm, ce 22 décembre 1792.

Tout est perdu, Madame, mon malheureux frère ne vit plus; je ne le sais encore que par une lettre venue de Francfort en date du 8, mais elle contient des détails trop vraisemblables, pour que j'en puisse douter. Adieu, je suis accablé de douleur et la seule consolation que j'aie est la certitude que vous la partagez.

A Hamm, ce 26 janvier 1793

Le crime est consommé, Madame, je n'en puis plus douter cette fois; je suis le plus malheureux des hommes. Je prends,

puisqu'il le faut, le titre (1) qui ne m'appartient que trop. Adieu, Madame, votre amitié vous fera sûrement partager ma douleur.

A Hamm, ce 27 janvier 1793.

Je vous ai écrit hier, Madame, à l'instant où je venais de recevoir la fatale nouvelle. Chaque instant aigrit ma plaie par les nouveaux détails qu'il m'apprend et encore ne les sais-je pas tous. Mais, comme il est écrit que je n'aurai jamais de repos même dans le malheur, mes inquiétudes, qui s'étaient toutes réunies sur mon pauvre frère, se reportent à présent avec encore plus de fondement sur le reste de ma famille. Ce n'est pas pour les enfants que je crains : leur sort sera affreux, mais je crois leur vie en sûreté. Mais la Reine, mais ma sœur même (car je ne sais si je vous ai mandé que le duc de Choiseul m'a dit qu'on ne la respectait, depuis le 10 août, pas plus que les autres). Ah ! Madame, quels tourments ! la douleur d'un côté, la crainte de l'autre, plaiguez-moi, conservez-moi votre amitié ; elle m'est plus nécessaire que jamais.

Fragment de lettre à la comtesse de Balbi.

... premier acte de cette exécration tragédie. Mais, si je pouvais encore goûter quelque consolation, j'avoue que M. de Malesherbes m'en ferait jouir : je ne connais rien de beau, d'attendrissant, de respectable comme sa conduite ; j'ai pleuré comme un enfant en lisant sa lettre au président de la Convention. Les détails de tout cela me font un mal que je ne puis pas vous rendre ; mes larmes sont souvent au moment de couler ; l'horreur vient les arrêter et changer l'attendrissement en indignation ; avec cela, quand je trouve des papiers qui en parlent, c'est une lecture dont je ne puis m'arracher.

Adieu, Madame, je mets à vos pieds mon tendre et inviolable attachement.

A Madame la comtesse de Balbi, à Amsterdam.

A Hamm, ce 8 mars 1793.

J'imagine, Madame, que la défense de Wilhelmstadt n'est pas actuellement la seule chose qui rassure Leurs Hautes Puis-

(1) Le titre de Régent.

sances et qu'elles sont un peu satisfaites de la besogne que le prince de Saxe-Cobourg vient de faire. Je n'en ai guère vu de meilleure; mon seul regret est que ce ne soit pas M. de Clerfayt qui l'ait faite, parce que je l'aime personnellement et que je sais qu'on n'a pas rendu justice, même dans son armée, à la superbe et difficile campagne qui a arrêté les progrès des ennemis et préparé cette grande victoire. Au reste, je n'en suis pas moins aise de la chose et j'espère que les Pays-Bas ne seront plus bientôt sous la domination des démagogues ni Bruxelles sous le commandement d'un caliborngnon. Je suis sûr que vous comprendrez facilement mon amour pour ce pays-là : c'est là où j'ai commencé à respirer librement et j'ai transporté à Mons presque tout l'amour que je portais à l'ingrate ville de... vous diriez Paris ; moi, je dis Versailles.

J'ai reçu une lettre du comte d'Artois du 1^{er} mars, de Leipzig : il y était arrivé la veille en fort bonne santé. J'espère que la poste m'aura justifié ; en tout cas, je lui déclare que c'est elle seule qui est coupable et que, comme je trouve très bon qu'elle ouvre et qu'elle lise mes lettres, j'ai le droit de trouver très mauvais qu'elle ne les rende pas, fût-ce toutes décachetées.

Comme vous ne me mandez pas de cesser de vous écrire à Amsterdam, je vous y adresse celle-ci et il en sera de même de la prochaine : l'avis m'arrivât-il d'agir autrement, il arriverait trop tard.

Adieu, Madame, je suis à vos pieds.

A Hamm, ce 12 avril 1793.

Je crois, Madame, que les politiques de La Haye ont raison et vous aussi ; mes craintes pour le Temple sont pareilles aux vôtres ; mais c'est surtout le premier effet qu'aura produit la nouvelle de la révolte de Dumouriez (si je puis m'exprimer ainsi) que je redoute. Il est certain que, d'un côté, la Reine avait plus de liberté, et que, de l'autre, les motions contre elle recommençaient avec plus de fureur ; je crains que le parti d'Orléans ne l'accuse de connivence avec le général et ne pousse le peuple à la rage, de peur de le laisser tomber dans le désespoir. L'affaire de Dumouriez manquée, ils se verront plus de temps devant eux, et peut-être commenceront-ils à sentir l'importance des otages qu'ils ont trop malheureusement entre les mains.

Quant au fond de l'affaire, je ne crois pas Dumouriez prisonnier de guerre ; du moins, ce n'est pas ainsi qu'il est présenté dans les bulletins que j'ai reçus ; mais je vous avouerai que je le trouve bien où il est, et que je ne voyais pas sans inquiétude le sort de la France entre les mains de cet homme, dont la morale m'est plus que suspecte. D'un autre côté, je ne vois pas avec plaisir M. de Valence (1) et compagnie porter librement la cocarde tricolore au milieu de l'armée autrichienne ; quant à M. le duc de Chartres, je l'aime mieux dehors que dedans : c'est à mon sens le plus dangereux de sa famille et de son parti, mais, une fois sorti, le danger cesse.

Je ne sais plus si dimanche je savais les succès du roi de Prusse du côté de Mayence et, par conséquent, si j'ai pu vous les mander ; en tout cas, vous en savez actuellement aussi long que moi sur cela, ainsi je ne vous en parle pas. Je n'ai plus reçu de nouvelles du comte d'Artois depuis Riga, mais j'attends de moment en moment le courrier qui a dû être expédié peu après son arrivée à Pétersbourg.

Adieu, Madame, mille tendres et respectueux hommages.

A Hamm, ce 28 juin 1793.

Je n'ai reçu qu'hier, Madame, votre lettre du 19, et c'est la troisième depuis que vous êtes à Bruxelles. La première était du 9, la seconde du 15. De votre côté, vous auriez dû, le 19, en avoir reçu trois, du 7, du 9 (celle-là, vous m'en avez accusé la réception dans celle du 15) et du 14. Depuis, je vous ai écrit le 16, le 21 et le 23 ; c'est pour cela que je mets à celle-ci le numéro 7. Messieurs de la poste voudront bien faire attention que, comme il y a aussi des occasions indépendantes d'eux, les éclaircissements sont faciles et par conséquent, je les supplie très humblement de vouloir bien ne plus interrompre le cours des numéros.

Mon rhume continue pianissimo : je mouche beaucoup, je tousse un peu ; mais je ne suis plus tout à fait imbécile ; c'est toujours cela de gagné.

Je ne crois pas le citoyen Égalité guillotiné, mais je le crois en bon chemin de l'être, et je me fonde, pour le croire,

(1) Cyrus-Marie-Alexandre de Timbrune-Thiembroune, comte de Valence, lieutenant général (1757-1822). La Restauration le fit pair de France. Il était le gendre de M^{me} de Genlis.

sur l'absurdité des reproches qu'on lui fait. Quand je le vois accusé d'avoir eu une correspondance avec le comte d'Artois et moi; quand je vois qu'on produit des lettres de Mirabeau où dans l'une il parle des frères du Roi comme absents, tandis qu'il est mort plus de deux mois avant mon départ; où il nomme l'Assemblée *Assemblée constituante*; où il compare M. le duc d'Orléans aux Antonins; quand je vois une lettre de celui-ci où il dit : *Mon Palais-Royal*; quand je vois dans l'acte d'accusation cent pauvretés de cette espèce, je me rappelle avec horreur le procès de mon malheureux frère, et je me dis que ce n'est que contre un accusé condamné d'avance qu'on peut produire de pareils griefs. D'ailleurs, moi qui vois toujours le doigt de Dieu dans toute notre malheureuse affaire, je me dis que l'exemple sera bien plus frappant, si ce grand criminel périt par l'autorité illégale qu'il a lui-même tant contribué à établir, que s'il périssait sous le glaive de la véritable justice, comme tant d'autres scélérats qui l'ont précédé.

Je suis fort aise que milady Kerry soit à Bruxelles et que vous ayez fait la connaissance de M. de Metternich; je vous prie de me rappeler à leur souvenir. Quant à M. votre frère, je suis bien sûr qu'il mène une triste vie loin de vous, mais je sais qu'il n'est pas plus instruit que moi du moment où il pourra se rapprocher de vous.

Adieu, Madame, je mets à vos pieds mon respectueux et tendre hommage.

A Hamm, ce 8 octobre 1793.

La journée d'hier, Madame, a été fertile en choses heureuses : d'abord j'ai appris le retour de la Reine au Temple et, quoique ces gens-là aient habillé cette reculade du mieux qu'ils ont pu pour eux, je n'en ai pas moins senti une des plus vives joies que j'ai senties depuis longtemps, car actuellement, je regarde ses jours comme en sûreté. J'attends avec impatience, sans cependant trop espérer de les avoir, les détails de la réunion avec ses enfants, ou du moins ma nièce et ma sœur. Je me mets à leur place et je sens tout ce qu'elles ont dû sentir du premier bonheur qui leur soit arrivé depuis quatre ans. Cette première joie était dans toute sa force, lorsqu'il nous est arrivé un gentilhomme breton, appelé M. de Tinténiaç (1),

(1) Alphonse, chevalier de Tinténiaç, tué, en 1795, près du château de Coëtlogon, alors qu'il venait de battre les républicains.

que le gouvernement anglais avait fait passer en Poitou, qui nous a apporté des détails intéressants sur la Vendée, mais mieux que cela, une lettre au comte d'Artois, des commandants de l'armée catholique et royale, qui le demandent à grands cris ou au moins un officier général envoyé par nous pour les commander. Il pleurait en me racontant les transports d'amour pour le Roi et pour nous que tous ces bons paysans ont fait éclater en sachant qu'il allait nous joindre. Un autre gentilhomme, appelé M. de la Gaudinière, m'apportait une pareille lettre, mais malheureusement, il s'est noyé en arrivant à Guernesey. Les principes de cette armée sont purs comme sa conduite : Dieu, le Roi, l'ancien gouvernement, c'est tout ce qu'ils désirent. Je ne finirais pas, si je vous répétais tout ce que M. de Tinténiaç m'a dit, pour vous donner seulement une idée de la pureté des principes de ces gens-là : ils se fâchent quand on prononce seulement le nom de la Vendée et, dans la lettre au comte d'Artois, ils lui rappellent qu'il est comte de Poitou et vous savez bien que parler d'apanage, c'est le superfin de ce qu'on appelle aristocratie.

Vous aurez vu, par ma lettre du 2, que j'ai pensé au sort de ceux qu'on a forcés de marcher et je vous avoue que je suis ravi d'avoir eu la même pensée que vous.

L'incertitude où je suis sur la marche du marquis de Jaucourt, est cause que je ne lui écris point, mais, s'il est auprès de vous, j'espère que vous voudrez bien lui donner toutes ces bonnes nouvelles.

Adieu, Madame ; si j'avais été auprès de vous, quand elles sont arrivées, je n'aurais pas pu m'empêcher de vous embrasser ; permettez-moi d'en agir de même ici.

A Hamm, ce 22 octobre 1793.

Vous savez sûrement, Madame, les dernières nouvelles de Paris et vous pouvez juger de ma douleur. Je ne crois pas qu'il soit possible de ramasser plus d'atrocités et d'absurdités qu'il n'y en a dans l'acte d'accusation : ces gens-là veulent, comme quelqu'un me disait fort bien hier, laver leurs mains dans son sang. Si vous avez lu aussi l'enquête qu'ils ont faite au Temple, les cheveux ont dû vous dresser à la tête ; elle m'a fait d'autant plus de mal que j'ai cru y voir qu'ayant de sinistres projets contre ma sœur, ils veulent lui faire perdre le

respect qu'ils savent bien que leur peuple même lui porte. C'est une cruelle chose que de ne voir jamais qu'un malheur après un autre malheur; du moins, quand on perd l'espérance, on devrait perdre aussi la crainte, mais point : ici c'est un supplice prolongé et qui se renouvelle sans cesse.

Les événements publics ne sont guère plus agréables ; la prise de Lyon et la levée du siège de Maubeuge sont les deux événements les plus fâcheux qui pussent arriver dans cette circonstance. Il n'y a que du côté de Toulon que cela aille bien : le pavillon blanc y flotte ; on y a pris la cocarde blanche et ce sont les sections elles-mêmes qui l'ont désiré. On a envoyé à Gènes une petite escadre composée de deux vaisseaux anglais, deux espagnols et un français mis à la française. Les Anglais ont pris dans le port même la frégate *La Modeste*, qui portait le pavillon tricolore et qui depuis six mois ne cessait de faire des insolences.

La lettre du duc de Laval m'a touché jusqu'au fond du cœur ; je lui ai répondu tout de suite directement.

Adieu, Madame, je me suis acquitté de votre commission pour M. d'Avaray ; il me prie de le mettre à vos pieds et je prends la liberté de m'y mettre aussi.

A Vérone, ce 12 décembre. 1793.

J'ai reçu, Madame, votre lettre du 26 d'Aix-la-Chapelle. Si vous êtes partie promptement de cette ville pour Bruxelles, je doute que vous y ayez trouvé la lettre que je vous ai écrite de Cassel, mais au moins n'a-t-elle pas dû se faire attendre bien longtemps.

J'ai été depuis ma dernière lettre voir toutes les curiosités de cette ville : il y a, comme partout ailleurs, du bon et du mauvais et plus de mauvais que de bon, mais en revanche j'ai trouvé le bon très bon et le mauvais pas trop mauvais. Les arènes m'ont surtout paru la plus belle chose du monde ; j'avais vu celles de Nîmes, qui sont peut-être mieux conservées quant à l'extérieur, mais quelle différence pour l'intérieur (1) !

Ensuite de cela, j'ai été très content de la façade du Théâtre philharmonique, de la Porte Stupa, de la collection des antiques

(1) Un historien de Louis XVIII nous dit à propos du comte de Provence à Vérone : « Il ne faut pas l'imaginer admirant les arènes rutilantes au soleil » Voilà, dans cette lettre, la réponse du Roi.

du marquis Maffei, du cabinet d'histoire naturelle et surtout des poissons pétrifiés du comte Gazzola, des tableaux du marquis Gherardini et des vues du haut de la Porte Neuve et du Bastion d'Espagne. Vous voyez que je ne connais pas mal Vérone, pour n'y être que depuis quatre jours; encore vous fais-je grâce de bien des choses moins intéressantes.

J'ai reçu des nouvelles de ma famille qui m'affligent bien (car je n'ai même plus la ressource d'être inquiet) et d'autant plus, que leur ancienneté me fait prévoir tout ce qui a dû se passer depuis leur date.

Le marquis de Jaucourt et le baron de Flachslanden (1) sont arrivés ici hier au soir en fort bonne santé.

Adieu, Madame, daignez agréer mon respectueux et tendre hommage.

A Vérone, ce 29 mai 1794.

J'apprends dans l'instant, Madame, que la poste que je croyais qui ne partirait que demain, va partir tout à l'heure; je n'ai que le temps de vous dire que les horribles nouvelles que j'ai lues dans la *Gazette de Milan* ont porté à mon cœur le dernier coup qu'il pût recevoir; je cherche en vain à me faire illusion; je suis au désespoir.

Adieu, Madame, agréez mon respect et ma tendresse.

A Turin, ce 30 mai 1794.

Je suis un peu plus inquiet que jamais, Madame: le dernier courrier n'a apporté de vos nouvelles, ni de votre main ni d'aucune autre. Je n'en conjecture pas que vous soyez plus incommodée, mais je souffre de ne rien savoir. Ah! la révolution, la révolution, mon Dieu! que c'est une vilaine chose!

Toutes mes instances ayant été inutiles auprès du Roi (2) pour le suivre à son armée, je pars mardi pour Parme; j'y passerai quelques jours et de là j'irai à Vérone. C'est là que je vous prie de m'adresser vos lettres, jusqu'à ce que je puisse vous donner une autre adresse. Je pars bien affligé de laisser ce pays dans un si grand danger, sans pouvoir le défendre; le col de Tende et le fort de Mirabone, qui défend l'entrée de la

(1) Le baron de Flachslanden, maréchal de camp, membre du Conseil de Monsieur pendant son séjour à Vérone, mort en 1797.

(2) Le roi de Sardaigne.

vallée de Lucerne, sont forcés. Dieu veuille qu'on soit plus heureux en plaine que dans la montagne! Adieu, Madame, je mets à vos pieds mon tendre et respectueux hommage.

A Vérone, ce 30 mai 1794.

Lorsque je vous ai écrit, hier, Madame, je cherchais à me faire illusion, plus que je ne me la faisais réellement, et il y avait trois jours que j'étais dans cet état. Mon départ de Turin m'ayant rompu pour quelque temps tout fil de correspondance, j'avais appris lundi l'horrible nouvelle par la *Gazette de Milan*. Il y avait des circonstances qui rendaient la chose trop vraisemblable. Mais, comme il y avait aussi dans cette gazette le supplice de M. de Montmorin, l'ex-ministre, je m'appuyais sur cette circonstance pour conserver un reste d'espérance. Mais, à peine la lettre que je vous ai écrite était-elle partie, que j'ai reçu la funeste confirmation. Il y avait quelque temps qu'un bulletin secret et d'ordinaire très véridique m'avait menacé de ce coup : la justesse accoutumée de sa prédiction m'effrayait, mais je ne pouvais cependant croire qu'on commit de sang-froid, sans objet ni prétexte, un meurtre abominable. Je me trompais, je jugeais mal l'âme de tigre de l'abbé Sieyès, qui dirige à présent le Comité de Salut public. Ce dernier malheur renouvelle toutes mes douleurs avec plus d'amertume encore. J'ai perdu dans ma sœur le dernier bien qui me restât en France; si j'y retourne jamais, je n'y retrouverai plus rien, ce ne sera qu'un exil prolongé : cette pensée est affreuse et c'est peut-être la plus difficile à soutenir dans notre position. Vous ne pouvez pas vous figurer ce que j'ai souffert pendant ces trois jours d'incertitude; enfin, hier, j'ai pu pleurer, je souffre bien encore, mais cela est plus supportable.

Mais mes souffrances ne m'empêchent pas de sentir celles des personnes qui m'intéressent, et je vous prie de dire à tous les Lamoignon, et en particulier à votre belle-sœur (1), combien je prends de part à leurs peines, j'en juge par les miennes.

Vous savez sûrement la conspiration qui a été découverte à Turin peu de jours après mon départ. Il aurait fallu être aveugle pour ne la pas voir, et je la voyais tous les jours, mais

(1) Marie-Constance de Lamoignon, mariée en 1788 à François, comte de Caumont, puis duc de La Force et pair de France (1772-1854). Sa sœur, M^{me} de Sénozan, venait d'être guillotinée avec Madame Élisabeth.

sans pouvoir rien spécifier. Enfin Dieu a permis que la mèche fût éventée. Je ne sais pas encore de grands détails, je crois seulement qu'il n'y allait pas de moins que de massacrer le Roi (1) et toute la famille royale, de se saisir de l'arsenal et de la citadelle et de livrer la ville et tout aux patriotes, qui, vraisemblablement, à l'époque où la conspiration devait éclater, comptaient avoir pénétré jusqu'auprès de Turin. On dit, et je n'en suis pas surpris, que c'est un avocat qui était à la tête de la conspiration, mais on ajoute qu'il y a beaucoup de gens considérables impliqués dans cette affaire. Je ne voudrais pas faire de jugements téméraires, mais, si j'apprenais que M. Ylumola est du nombre, je le trouverais fort simple.

Adieu, Madame, agréez l'hommage de mon tendre respect (2).

A Vérone, ce 2 juin 1794.

Je savais déjà, Madame, les nouvelles que vous avez la bonté de me donner, mais je ne vous suis pas moins obligé de me les avoir données et, si j'étais resté à Turin et qu'il ne fût pas venu de courriers, je crois que vous me les auriez apprises; ainsi ma reconnaissance est toujours la même. Votre West-Flandre me déplait et il me tarde fort d'apprendre que les patriotes en sont chassés.

Je suis bien triste : l'image de ma pauvre sœur est toujours présente à mes yeux et, quand je me dis que je ne la reverrai plus, mon cœur se serre à un point extrême. Je ne concevrai jamais comment ces monstres ont pu exécuter un pareil crime, car, du projet que je savais qu'ils avaient formé à l'exécution, l'intervalle est immense. Ils ont vu cet ange devant leurs yeux et ils l'ont condamné et ils l'ont massacré; c'est de tous leurs crimes le plus inexpiable. Je me rappelle l'histoire de cette femme (3) qui, voyant entrer son confesseur, s'écria qu'il venait lui apprendre la mort d'un de ses trois fils : « De tous les trois », répondit le confesseur, et il eut raison. Je le sens bien, trois déchirements de cœur, séparés l'un de l'autre par un assez long intervalle, pour laisser un peu consolider la plaie, sont un supplice effroyable et plus cruel cent fois que si les trois coups étaient portés à la fois.

(1) Le roi de Sardaigne.

(2) Archives de La Force.

(3) Antoinette de Vichy-Champrond, marquise de Chabrilan, qui apprit ainsi la mort de ses trois fils tués à la bataille de Hochstaedt en 1704.

Je vous remercie des nouvelles que vous voulez bien me donner de votre santé; j'espère qu'elle ira désormais de mieux en mieux.

Adieu, Madame, recevez mon tendre et respectueux hommage.

A Vérone, ce 30 juin 1794.

Je suis bien aise, Madame, de l'effet que vous me mandez qu'a produit à Bruxelles la mort de ma malheureuse sœur, mais vous avez tort de croire que ce fût le dernier crime que ces monstres eussent à commettre ou le dernier malheur que j'eusse à redouter. Je ne parle pas seulement de ma pauvre nièce, qui était déjà assez grande, quand je l'ai quittée, pour que son caractère fût déjà développé et pour que son meurtre, que je prévois, me fît une véritable peine de cœur; je parle du Roi (1). Certainement, sa mort ne me causerait pas un déchirement comparable à celui de la mort de mon frère et de mes sœurs, mais ce serait pour moi le plus grand des malheurs.

Je n'ai jamais désespéré de la fin des malheurs de ma patrie; j'en désespère moins que jamais: j'ai prévu les événements; j'ai calculé qu'après avoir eu la qualité de Régent pendant quelques années, il m'en faudrait encore sacrifier quelques autres à aider le Roi, mon neveu, à porter un fardeau trop lourd pour des épaules de treize ans; j'ai pensé que jusqu'à vingt ans je pourrais lui être nécessaire. Alors, j'aurai cinquante ans: c'est l'âge où il faut, quand aucun devoir n'en empêche, songer à soi et commencer à mettre un intervalle entre la vie et la mort. Alors je me retirerais avec la pensée consolante d'avoir au moins fait tout ce que j'aurais pu pour bien remplir mon devoir. Mais la pensée de porter jusqu'à la mort, sans aucune ambition, une charge comme celle de la couronne me tourmente à un point que je ne puis vous dire. Si ce malheur arrive, il faudra bien porter la charge de mon mieux, mais c'en sera un très réel et très grand pour moi.

Le bulletin que vous avez joint à votre lettre, me tranquillise sur le nouveau passage de la Sambre et je ne crois pas que les Carmagnoles parviennent à s'établir à la rive gauche de cette rivière; mais, rive gauche pour rive gauche, je voudrais, en attendant mieux, les savoir à celle de la Somme. La victoire navale des Anglais me fait plaisir: je crois qu'elle

(1) Louis XVII.

rendra les Carmagnoles un peu discrets sur l'exécution du barbare décret de la Convention.

Vous ne me parlez point de votre santé, j'en tire un bon augure et je ne puis que continuer de vous exhorter à l'obéissance envers M. Prévenaire.

La lettre que vous m'avez envoyée est une comique chose. Comment! son auteur était colonel d'un régiment de hussards, il l'a quitté au commencement de la dernière campagne et il voudrait aujourd'hui qu'on demandât pour lui la levée d'un nouveau corps! A vous dire le vrai, j'aurais autant aimé que vous lui eussiez fait ces observations-là avec l'esprit et la grâce que Dieu vous a donnés, mais de manière à le détourner de m'en faire la demande. D'ailleurs, j'ai un autre embarras : je crains qu'à l'endroit où il me mande qu'il ira, l'on ne fasse pas ces réflexions et que, d'un premier mouvement d'obligeance, on n'ait déjà fait la démarche qu'il désire. Tout cela rend ma réponse assez délicate, je tâcherai pourtant de m'en tirer du moins mal qu'il me sera possible.

Adieu, Madame, je mets à vos pieds tous les sentiments que vous m'avez permis de vous vouer.

A Vérone, ce 17 juillet 1794.

Je n'ai point reçu de lettres de vous, Madame, par le dernier courrier et ce qui va vous surprendre, c'est que j'en suis bien aise, parce que cela me prouve que vous êtes partie de Bruxelles. Je crois bien, comme je vous le mandais, à ce que je crois, l'autre jour, qu'il n'y arrivera rien ; mais, comme vous n'auriez contribué en rien à la défense, j'aime toujours beaucoup mieux vous savoir en sûreté. J'ai appris l'autre jour par hasard que M^{me} de Maurepas est morte, il y a six mois ; je voudrais bien savoir ce que sont devenues M^{mes} de Flamarens et de Seguin.

Adieu, Madame, la chaleur est pire que jamais ; je mets mon tendre et respectueux hommage à vos pieds (1).

(1) Le 1^{er} septembre 1794, le comte de Provence adressait au comte de Viomesnil la lettre suivante :

J'ai un très grand plaisir à vous demander, Monsieur, c'est de prendre le comte Armand de Balbi en qualité de volontaire dans votre régiment et de vouloir bien être son mentor. Il a quinze ans et demi ; il promet beaucoup ; j'espère que vous en serez content. Vous connaissez la tendre amitié qui m'unit depuis longtemps à M^{me} sa mère et je vous dirai tout franchement que, si je connaissais de meilleures mains, je l'y mettrais ; ce n'est point un compliment, c'est la pure vérité. Soyez bien persuadé, Monsieur, de tous mes sentiments pour vous.

A Vérone, ce 3 novembre 1794.

Je suis bien fâché, Madame, des nouvelles que vous me donnez de votre santé; je croyais bien que vous étiez quitte de tout au moyen des remèdes que vous faites; mais je ne suis pas de l'avis de vos médecins : ce n'est pas un climat chaud qu'il vous faudrait, c'est un séjour tranquille, car rien n'est plus malsain que d'être ballotté, de ne savoir si on pourra rester huit jours où on est, comme cela vous arrive depuis six mois, ainsi qu'à tous ceux qui sont auprès du théâtre de la guerre. Ceux qui se portent bien n'en sentent que le désagrément, mais ceux qui souffrent s'en ressentent d'une façon plus fâcheuse et cela augmente bien mes regrets de ce que vous n'avez pas passé en Angleterre en même temps que M. de Mercy; je ne puis me persuader qu'il n'en soit plus temps et, si vous le pouvez, je vous le conseille.

J'espère que vous êtes assez satisfaite de la petite leçon que le général Tersen vient de donner à Kosciuzko; j'ai envie de fonder dans quelque université une chaire de professeur d'anti-républicanisme et de la donner à ce général Tersen. J'en connais plus d'un qui ne ferait pas mal de prendre un peu de ses leçons.

Rien de nouveau de nos côtés : si l'on voulait... mais voudra-t-on ? c'est là le hic.

Adieu, Madame, daignez recevoir mon tendre et respectueux hommage.

LOUIS-STANISLAS-XAVIER.

SOUVENIRS D'ALGÉRIE

1830-1870

II. — LES DEUX SIÈGES DE CONSTANTINE (1)

LA PREMIÈRE EXPÉDITION

Après l'expiration de mon congé, je fus nommé au 8^e cuirassiers et pris part au siège d'Anvers. De retour en France, je m'efforçai vainement d'être envoyé en Algérie, mais je n'y parvins qu'en 1836. Le général de Rigny, qui partait pour Bône, accepta de m'emmener comme officier d'ordonnance, et je l'accompagnai au ministère de la Guerre pour faire ratifier son choix. Malheureusement, le ministre avait déjà désigné un autre officier, et je partis très désappointé.

Dans la cour, je rencontrai le général Brô, qui commandait une brigade à Alger. Je l'avais vu plusieurs fois et savais qu'ayant reçu dix-sept coups de sabre sur la tête à Waterloo, il faisait preuve depuis d'une grande nervosité. Tout le monde l'estimait, mais on évitait de lui confier aucune mission importante. Ce n'était donc pas l'homme auprès duquel j'aurais désiré servir. Je l'abordai et lui fis connaître les difficultés que j'éprouvais à aller en Algérie, lui demandant s'il ne pourrait m'indiquer un général algérien auquel je puisse m'adresser avec chances de réussite. Il me répondit qu'il en connaissait un, mais qu'il ne savait pas s'il me conviendrait.

Copyright by le comte Guy de Miribel, 1930.

(1) Au moment où allait paraître la première partie des *Souvenirs* du maréchal de Mac Mahon, nous apprenions avec une douloureuse émotion la mort du général comte Emmanuel de Mac Mahon, son fils. Nous tenons à rappeler que ce précieux document paraît à la *Revue* en exécution de ses plus chers désirs.

— Est-ce un honnête homme? lui dis-je.

— Oh! pour cela, je vous en réponds.

— Est-il brave?

— Je n'en connais pas de plus brave.

— Dans ce cas, je ne vois pas pourquoi je ne m'entendrais pas avec lui.

— Eh bien! ce général c'est moi.

Je me trouvai pris et dans l'impossibilité de reculer.

Aussitôt, le général Brô alla avec moi faire sa demande au ministre de la Guerre. Celui-ci m'engagea par signes à ne pas accepter et nous congédia en disant au général qu'il lui rendrait réponse le lendemain. Puis, m'ayant fait rappeler, le ministre insista pour m'empêcher de partir. Je lui fis observer que je ne savais comment me retirer sans froisser le général et, qu'au reste, plutôt que de demeurer en France, je préférerais prendre ce poste, quitte à trouver plus tard un emploi plus conforme à mes goûts.

Le général Brô m'attendait dans la cour du ministère. Il me demanda si j'acceptais et, sur ma réponse affirmative, nous remontâmes chez le ministre et l'affaire fut conclue.

Le lendemain, je reçus ma nomination et, le soir même, je me mis en route pour rejoindre à Toulon mon général qui était parti. Je ne trouvai de place ni dans la malle-poste, ni dans la diligence; mais, comme j'étais pressé, sachant que les troupes expéditionnaires étaient déjà en route pour Bône, je pris la poste, changeant de véhicule à chaque relais. J'arrivai ainsi à Saulieu, à quelques lieues de chez moi. Là, je ne trouvai point de chevaux, tous ceux du maître de poste ayant été réquisitionnés pour conduire les voitures du duc de Nemours qui venait de passer, se rendant à Toulon.

J'étais d'autant plus pressé de continuer ma route. J'obtins un cheval de labour et arrivai à Sully où j'avais besoin de prendre quelque argent. J'y trouvai une dépêche du général Perrot, commandant la place de Paris, m'informant que le duc de Nemours me faisait demander. Comme j'étais sûr que le Prince était passé à Saulieu, je partis aussitôt, payai double guide au postillon et arrivai à Chalon-sur-Saône un peu après le duc de Nemours, qui déjeunait à l'hôtel de la Poste. Je me présentai à lui aussitôt; il me dit que, croyant avoir le commandement d'une brigade d'infanterie, dans le corps expédi-

tionnaire de Constantine, il avait eu l'intention de me prendre comme officier d'ordonnance, mais que le ministre avait changé d'avis et qu'il se rendait là-bas sans commandement. Toutefois le Prince m'offrit de faire route avec lui si je le désirais.

J'acceptai avec reconnaissance et partis dans une des voitures de sa suite avec le sous-lieutenant Bourbaki, sorti la veille de l'École militaire.

En arrivant à Bône, le prince s'établit avec ses officiers dans la maison qu'avait laissée vacante le général Trézel, commandant la subdivision.

J'avais une petite chambre où le duc de Nemours vint me dicter une lettre de service; j'étais en ce moment occupé à décharger un pistolet à deux coups chargé depuis nombre d'années; persuadé que j'en avais retiré les deux balles et voulant le faire flamber, j'abattis le chien. Une forte détonation se produisit et une balle, allant frapper contre la muraille, vint ricocher avec force au-dessus de la tête du prince, auquel elle enleva un morceau de son képi.

A Bône, j'accompagnai le duc de Nemours dans une visite qu'il fit au maréchal Clauzel, commandant le corps expéditionnaire. Le maréchal se rappela m'avoir décoré en 1830 et m'accueillit avec bienveillance. Ayant auprès de lui un nombre insuffisant d'officiers, il demanda au Prince de me mettre à sa disposition. Celui-ci y consentit et je restai près du maréchal jusqu'au jour où il rentra à Alger.

Le commandant en chef avait pensé que, pour obtenir la soumission de l'Est, il était nécessaire de s'emparer de Constantine qui en était le bastion. Pour mener à bonne fin cette expédition, il avait réclamé des troupes et les moyens nécessaires. Mais le gouvernement, bien qu'approuvant en principe le projet, refusa les renforts, ne voulant pas demander aux Chambres de nouveaux crédits. Le maréchal fut donc avisé qu'il devait se contenter des troupes et des moyens d'action dont il disposait en Algérie. Le ministre ajoutait que si les moyens lui paraissaient insuffisants, le commandant en chef pouvait rentrer en France et que le général Damrémont le remplacerait. Le maréchal, piqué au vif par cette réponse, se décida à diriger l'opération.

D'Oran à Alger, il fit diriger sur Bône toutes les troupes

qui n'étaient pas indispensables à la sécurité des deux provinces et les mit en marche sur Constantine. L'effectif total de la colonne comprenait sept mille Français et treize cents indigènes.

L'artillerie se composait de six pièces de campagne et de dix de montagne. Les moyens de transport étaient insuffisants; une partie des convois de l'administration dut être cédée à l'artillerie et au génie pour porter les munitions et les outils, de sorte qu'il ne resta pour les ambulances et les vivres que trois cents mulets et treize prolonges.

La marche de la colonne fut très pénible. Dès le début, la pluie ne cessa de tomber jour et nuit. Comme le pays que nous traversions était complètement dépourvu de bois, les hommes étaient obligés de porter sur leurs sacs non seulement quatre-vingts cartouches et huit jours de vivres, mais encore les fagots nécessaires pour faire la soupe. En outre, ils étaient obligés de passer de nombreux ruisseaux devenus des torrents, en ayant de l'eau jusqu'à la ceinture, et arrivaient trempés au bivouac où ils ne pouvaient se sécher. On parvint ainsi péniblement, le 20 novembre au soir, jusqu'à Summa, à dix kilomètres environ de Constantine.

La pluie s'était transformée en neige, qui tombait à gros flocons; il avait fallu traverser deux fois le Bou Merzoug, dont le courant était si fort que l'on avait dû tendre des cordages pour empêcher les hommes d'être entraînés. Ceux-ci étaient épuisés de froid et de fatigue, beaucoup manquaient de vivres. Personne n'avait de tente et, dans tout le camp, il n'y avait qu'un feu d'allumé : celui du maréchal. Des malades se pressaient autour et le lendemain, au point du jour, en secouant la neige de mon manteau, je découvris trente cadavres étendus raides autour de ces restes de braises !

Le 21 novembre, au matin, le maréchal se porta sur Constantine.

Il était absolument persuadé que cette ville lui ouvrirait ses portes. Aussi fit-il lire aux troupes un ordre du jour indiquant que dans la journée même elles entreraient dans la place, que le général Trézel en prendrait le commandement, et que le général du Verger, chef d'état-major, serait chargé d'assurer le logement dans les différents quartiers.

Le maréchal marchait en tête de l'avant-garde. Arrivé à

hauteur du marabout de Sidi-Mabrouck, il ordonna au général de Rigny de traverser le Bou Merzoug et le Rummel, près de l'ancien aqueduc romain, et de marcher ensuite sur le Coudiat-Aty, qui domine la ville à l'ouest; au général Trézel de porter ses troupes sur le plateau de Mansourah.

Ces ordres donnés, il se rendit avec son état-major et une faible escorte sur le Mansourah, séparé de la ville par le Rummel, qui avait creusé son lit à travers des escarpements infranchissables. Il se dirigeait vers le pont d'El-Kantara d'où il s'attendait à voir déboucher une députation lui apportant les clefs de la ville. Il était de très bonne humeur; je chevauchais à ses côtés, et lui dis :

— Vous souvenez-vous, monsieur le maréchal, qu'il y a aujourd'hui six ans, vous avez enlevé le col de Mouzaïa?

— Oui, répondit-il, et tout à l'heure nous allons entrer à Constantine, mais d'une manière moins périlleuse.

A ce moment précis, nous entendîmes un coup de canon tiré de la ville. Le maréchal crut que c'était une salve d'honneur, mais, peu après, une bombe énorme vint éclater à ses pieds... Elle expliquait clairement la manière dont nous allions être reçus !

Un grand drapeau rouge traversé d'un cimeterre blanc fut arboré sur la Casbah. Le maréchal, sans témoigner la moindre émotion, continua sa reconnaissance; du plateau, il pouvait se rendre compte exactement de la position. Il envoya au général de Rigny l'ordre de se porter, dès qu'il aurait traversé le Rummel, sur les hauteurs qui se trouvaient devant lui et de gagner, en se défilant du feu de la place, la seule langue de terre par laquelle on pût pénétrer de ce côté dans la ville : le Coudiat-Aty. Il lui donnait pour point de direction le minaret d'une mosquée qui s'apercevait de tous côtés et qui, dans le tableau d'Horace Vernet de la prise de Constantine, est représenté en avant de la brèche.

Le général de Rigny eut beaucoup de peine à franchir les deux rivières, dont les eaux étaient profondes et rapides. Ses pièces de campagne ne purent pas passer, et durent rétrograder sur le Mansourah.

Les défenseurs de la place, voyant les difficultés que nous éprouvions, sortirent en grand nombre dans l'espoir de nous arrêter. Quelques compagnies du bataillon d'Afrique et la

cavalerie, ayant gagné la rive gauche, les ramenèrent jusqu'au Coudiat-Aty.

Pendant ce temps, le maréchal indiquait les positions que devaient occuper les troupes du général Trézel. Le 22, il rectifia les emplacements des batteries de campagne arrivées seulement à l'entrée de la nuit. Une demi-batterie devait contre-battre les batteries turques d'El-Kantara; l'autre demi-batterie, que l'on parvint à faire descendre sur un petit plateau au-dessus du tablier du pont d'El-Kantara, devait abattre les portes de la place. Enfin toutes les batteries de montagne et une batterie de fuséens devaient tirer sur la ville pour l'incendier.

Leurs projectiles ne produisirent qu'un effet insignifiant. Une légère fumée s'échappait du toit des maisons atteintes, mais se dissipait presque aussitôt, sans provoquer d'incendie.

Dans la matinée, un officier du 62^e de ligne se présenta au maréchal. Il était envoyé par le colonel du régiment qui, depuis le départ de Guelma, servait d'escorte au convoi de l'administration. L'officier déclara qu'après avoir traversé l'oued Akermin, les voitures s'étaient embourbées dans des fondrières d'où il avait été impossible de les retirer. Il ajouta que son régiment, réduit à trois cents hommes, était attaqué par de nombreux contingents arabes, et résistait avec peine. Le maréchal lui répondit avec un ton ironique qu'il prenait volontiers dans de pareilles circonstances : « Eh bien! monsieur, puisque le convoi ne peut venir à l'armée, je devrai donc conduire l'armée vers le convoi! » Puis il ajouta plus sérieusement : « Dites à votre colonel d'amener ses voitures coûte que coûte et que je n'ai pas de troupes à lui envoyer. »

Toutefois, après le départ de l'officier, le maréchal envoya Yusuff avec toute sa cavalerie au-devant du colonel. Mais, en atteignant le convoi, nos cavaliers trouvèrent les voitures abandonnées. Plus de cent hommes de l'escorte, ayant entendu donner l'ordre de continuer la marche en abandonnant les voitures, avaient défoncé les barils d'eau-de-vie, et étaient tombés à côté, ivres morts. Les Arabes les avaient massacrés, et avaient emporté leurs têtes en triomphe à Constantine. Nous entendîmes les cris de joie poussés par les habitants à la vue de ces trophées.

Dans ce moment, je me trouvais près du duc de Nemours et de l'interprète en chef, M. Zacchar. Une bombe vint tomber à

quelques pas de nous et l'excellent interprète, plus remarquable par sa connaissance de la langue arabe que par sa bravoure, jeta un cri d'effroi et se précipita tout de son long dans une flaque d'eau. Le duc de Nemours ne put s'empêcher de partir d'un grand éclat de rire.

A la nuit, le maréchal voulut faire constater l'état dans lequel se trouvait la porte d'El-Kantara. Le capitaine Haquette fut chargé de cette mission. Il s'avança sur le pont avec quelques sapeurs en faisant le moins de bruit possible; les défenseurs ayant aperçu ces hommes dirigèrent sur eux un feu des plus violents. Ils prirent le pas de course et parvinrent ainsi à la porte, où ils se trouvaient à l'abri. Lorsque le capitaine eut reconnu l'état du passage, il se retira assez vite, ne perdant qu'un ou deux hommes.

La porte extérieure avait bien été abattue par nos boulets, mais, retenue par de grosses pierres placées derrière pour la soutenir, elle n'avait laissé entre elle et la voûte qu'un espace de soixante centimètres environ. Derrière, se trouvait un passage fermé par une seconde porte qui était restée intacte.

D'après ces renseignements, le maréchal arrêta l'assaut pour le lendemain soir.

Le 23, il fit distribuer tous les vivres dont l'administration pouvait disposer : une ration de riz et d'eau-de-vie. Ce fut la dernière distribution faite jusqu'au retour à Guelma. Les chevaux et les mulets ne touchaient depuis plusieurs jours qu'une ration d'orge d'un kilo et quelques brassées d'herbe. Au bivouac, ces malheureuses bêtes, mourant de faim, mangeaient les crins de leurs voisins de piquet.

Dans la soirée, le maréchal donna ses instructions pour l'attaque du Coudiat-Aty (colonne de Rigny) et d'El-Kantara (colonne Trézel).

Le général de Rigny, après avoir reconnu les trois portes de la muraille défendant la partie de la ville qu'il avait devant lui, se décida à attaquer la porte du centre : Bab Reiba. Elle était précédée d'un faubourg, composé d'une grande rue bordée de boutiques arabes, au centre desquelles se trouvait la mosquée dont nous avons déjà parlé. Cette rue, contenant une trentaine de maisons, était tortueuse et ne permettait de distinguer la porte qu'à une faible distance de la muraille.

Un peu avant l'heure indiquée, le général fit former la

colonne d'assaut commandée par le colonel Duvivier. En tête, devait marcher un détachement du génie d'une vingtaine d'hommes portant des sacs à poudre, des haches et des pioches, sous le commandement du capitaine Grand. Puis venaient le bataillon d'Afrique et deux pièces de montagne, les seules dont pût disposer le général, sous les ordres du lieutenant Bertrand.

A minuit, le colonel Duvivier mit sa colonne en mouvement dans le plus grand silence, mais dès que celle-ci arriva aux premières maisons du faubourg, les défenseurs l'aperçurent et firent pleuvoir sur elle une grêle de balles et de mitraille qui abattit un grand nombre d'hommes. Arrivé près de la mosquée, le lieutenant Bertrand mit ses pièces en batterie, mais ne put faire exécuter qu'une seule salve qui resta sans effet.

Le colonel Duvivier, le capitaine Richepanse et le capitaine Grand furent arrêtés par la porte qu'ils ne purent ébranler. Ils crièrent aux porteurs de sacs à poudre de venir les rejoindre, mais ne reçurent aucune réponse. Au bout de dix minutes, le colonel voyant l'impossibilité d'abattre cette porte donna l'ordre de se retirer. Le capitaine Richepanse, exaspéré, renouvela le fait d'armes du chevalier de Malte, Ponce de Savignac, qui avait piqué son épée dans la porte d'Alger, lors de l'attaque de cette ville par Charles-Quint. Richepanse planta son sabre dans la porte de Constantine; il fut grièvement blessé en se retirant.

Le colonel Duvivier, arrivé à la mosquée, arrêta son monde, fit ramasser les blessés et se remit en marche seulement après s'être assuré que ceux-ci avaient tous été relevés. Ses attelages de mulets ayant été tués, Bertrand s'attela à ses pièces avec ses hommes et les ramena ainsi au camp.

Nos pertes s'élevaient à trente-trois tués et cent blessés.

Au Mansourah, le général Trézel disposa ses troupes pour l'attaque du pont d'El-Kantara. Dans un ravin qui débouchait près du pont, il plaça un détachement du génie commandé par le capitaine Ruy; les hommes étaient porteurs de sacs à poudre, de sacs à terre et de pioches. En arrière, venait la compagnie de Blangini, suivie du bataillon d'Afrique et des 59^e et 63^e de ligne. Les sapeurs avaient mission de faire sauter successivement les deux portes et de débayer la route qui les séparait,

route reconnue la veille par le capitaine Haquette. Aussitôt après avoir entendu la seconde détonation marquant l'écroulement de la deuxième porte, la compagnie Blangini devait rejoindre les sapeurs. Les deux régiments avaient ordre de suivre cette compagnie. Toutes ces troupes devaient entrer dans la place et l'enlever coûte que coûte.

Le général Trézel s'était établi de sa personne à quelques mètres de l'extrémité du pont. Il avait avec lui ses deux officiers et moi, chargé par le maréchal Clauzel de le prévenir dès que la ville serait occupée.

A minuit, Trézel donna l'ordre d'attaquer : les sapeurs se jetèrent sur le pont ; aussitôt, de toute la ligne des remparts, un feu des plus vifs éclata. Les sapeurs tombèrent de tous côtés, quelques-uns arrivèrent avec le capitaine jusqu'à la porte. Ruy constata que d'énormes pierres bouchaient l'ouverture reconnue la veille par le capitaine Haquette, ainsi que le passage entre les deux portes. Il appela les porteurs de sacs à poudre, mais inutilement, car tous avaient été tués ou blessés.

Cependant, la compagnie Blangini, sur on ne sait quel ordre, se mit en mouvement pour rejoindre les sapeurs. Elle s'élança sur le pont, mais l'encombrement causé sur cet étroit passage de deux mètres cinquante par les morts, les blessés, les sacs à terre, ralentit la marche. Le feu des assiégés devenait à chaque instant plus vif, grâce à l'arrivée de nouveaux combattants. Nos hommes tombaient les uns sur les autres : ce fut bientôt un encombrement et un désordre complets.

Dans ce moment, le général Trézel reçut une balle qui lui traversa le cou et le renversa sans connaissance. Le colonel Lemer cier, commandant le génie, prit le commandement de la colonne. C'était certainement un des hommes les plus braves de l'armée, mais, voyant l'impossibilité de s'ouvrir un passage, il ordonna la retraite après avoir fait enlever les blessés. Le capitaine Ruy se retira le dernier ; en passant sur le pont, il fut frappé d'une balle qui lui cassa une cuisse et vint se loger dans l'autre jambe.

Dès que les sapeurs eurent repassé le pont, je regagnai avec eux le plateau où j'avais laissé mon cheval et j'allai, en hâte, rendre compte au maréchal. Je le trouvai tranquillement endormi dans une espèce de gourbi. Il se leva et partit de suite dans la direction du pont d'El-Kantara. Après avoir

entendu le colonel Lemer cier, Yusuff et le commandant de l'artillerie, il se décida à ordonner la retraite. Le général de Rigny devait commencer le mouvement, suivi ensuite par les troupes du Mansourah.

Le colonel Tournemire, ne pouvant faire enlever les trois pièces qui avaient tiré directement sur le pont, vint en prévenir le maréchal. Celui-ci se montra fort surpris.

— J'ai vu jadis, dit-il, des pièces de campagne traverser le mont Saint-Bernard et j'imaginai à tort, sans doute, cette montagne plus difficile à gravir que cette malheureuse pente de trente mètres ! Mais puisque vous me déclarez le transport des pièces irréalisable, vous allez réunir auprès d'elles tous les officiers d'artillerie du corps expéditionnaire et vous leur démontrerez sur place cette impossibilité. Vous ajouterez qu'il est pénible d'abandonner ainsi son artillerie à l'ennemi, mais que l'honneur sera sau f, puisque vous vous ferez tous mas-sacrer sur vos pièces !

Le général en chef le quitta sur ces mots en le saluant. Peu de temps après, les canons étaient remontés sur le plateau.

Les habitants de Constantine ne tardèrent pas à remarquer le mouvement de retraite de l'armée. Les muez zins montèrent sur les minarets pour appeler les fidèles à la prière et, selon l'habitude, s'écrièrent : « Il n'y a pas d'autre Dieu qu'Allah, et Mahomet est son prophète ! » Tous les habitants répétèrent cette prière en ajoutant : « Qu'Allah soit loué de la victoire qu'il nous a accordée sur les infidèles ! »

Trois fois, les muez zins répétèrent leur invocation et trois fois le peuple leur répondit.

Ces actions de grâces de toute une population dans le silence de la nuit nous impressionnèrent vivement.

Du Mansourah, le maréchal indiqua l'emplacement que chaque corps devait occuper avant de commencer la retraite. Les troupes furent disposées en un grand rectangle, un premier bataillon en avant, un second formant l'arrière-garde, sous les ordres du commandant Changarnier.

A droite et à gauche, les autres bataillons constituaient deux colonnes destinées à protéger les flancs du convoi. Le dernier bataillon de chacune de ces colonnes devait soutenir le bataillon d'arrière-garde, en marchant à peu près à sa hauteur. Au centre du rectangle, se trouvaient les ambulances et les moyens

de transport de l'administration. Ceux-ci étant devenus insuffisants, par suite du grand nombre de blessés et de malades, le maréchal prescrivit de réquisitionner les chevaux de main des officiers et tous ceux de la cavalerie.

Le général de Rigny mit sa brigade en mouvement vers six heures. Son arrière-garde fut vivement attaquée par les défenseurs de la ville qui sortirent par toutes les portes, dès qu'ils virent s'esquisser la retraite. Le commandant Changarnier dut faire plusieurs retours offensifs et franchit, à neuf heures seulement, le Bou Merzoug, pour se porter sur un petit mamelon d'où il empêcha l'ennemi de traverser la rivière.

Le chargement des blessés, le transport difficile de la batterie sur le plateau, l'obligation de visiter les réduits souterrains où les hommes s'étaient réfugiés, occasionnèrent des retards considérables. La colonne n'évacua le Mansourah que sur les dix heures. Quelques abris furent négligés et une trentaine d'hommes y furent massacrés. Les habitants de la ville traversèrent le pont d'El-Kantara à la vue du premier mouvement de nos troupes, pour commencer la poursuite. De nombreux goums, restés à l'extérieur, vinrent bientôt les rejoindre et se jetèrent sur l'arrière-garde. Changarnier forma un carré et rappela ses tirailleurs, puis prescrivit de ne faire feu qu'à son commandement. Lorsque les cavaliers furent à soixante mètres environ, il cria : « Attention, vive le Roi ! » Tous ses hommes répondirent : « Vive le Roi ! vive le commandant ! » Les Arabes étonnés ralentirent leur mouvement. Changarnier commanda : « Commencez le feu. » Un grand nombre de cavaliers ennemis tombèrent à cette décharge, exécutée presque à bout portant. Quelques braves se jetèrent sur le carré et furent tués à coups de baïonnettes, mais le reste fit demi-tour et s'enfuit en désordre.

Changarnier reforma la colonne en maintenant l'ennemi à distance.

Arrivés au ruisseau d'Akermine, un certain nombre d'hommes restés en arrière trouvèrent deux prolonges abandonnées et, croyant qu'on allait les atteler, grimpèrent dessus. On eut beau leur dire qu'il n'y avait pas de chevaux pour tirer ces prolonges et qu'il leur fallait descendre sous peine de tomber aux mains de l'ennemi, une vingtaine de soldats restèrent dans les voitures. Nos cavaliers les frappèrent à coups de plat de sabre

pour les forcer à s'en aller; ce fut inutile. Enfin, après les avoir attendus une demi-heure, l'arrière-garde, menacée par de nombreux contingents, dut se retirer. Aussitôt les Arabes se précipitèrent sur ces malheureux et les massacrèrent.

Un peu plus tard, on aperçut la fondrière où étaient restées embourbées les prolonges de l'administration. Les cadavres des hommes, décapités et couverts de sang, présentaient un spectacle effroyable et, cependant, au moment où il passait là, le maréchal Clauzel vit une quarantaine d'hommes qui s'étaient jetés sur les tonneaux d'eau-de-vie et qui buvaient à pleines gorgées. Des officiers et cinq ou six cavaliers durent frapper ces soldats à coup de plat de sabre pour les faire partir.

La colonne bivouaqua sur le plateau de Summa. Pour y arriver, la pente était assez raide; le mulet portant le capitaine Richepanse s'abattit et la secousse fut si violente que le malheureux, presque aussitôt, rendit le dernier soupir. Je le connaissais depuis de longues années, c'était un homme d'une énergie extraordinaire.

Un jour, étant en garnison à Valenciennes, il alla avec mon frère Joseph voir le champ de bataille de Waterloo. Très émus de cette visite, ils rentrèrent à Bruxelles et allèrent dîner au restaurant. Là, se trouvaient six Anglais qui venaient d'accomplir le même pèlerinage. Ils avaient le verbe haut et, au milieu du repas, ils clamèrent que leurs troupes avaient toujours battu les nôtres et qu'un Anglais valait cinq ou six Français. En entendant ce propos, Richepanse se leva furieux et, soutenu par mon frère, tomba à coups redoublés sur les six Anglais qui, surpris par cette brusque attaque, furent contraints à la retraite et quittèrent la salle.

Le nombre des indisponibles devenant chaque jour plus considérable, on chercha à utiliser les voitures abandonnées et on les attela avec les chevaux des officiers montés. Je vis là le duc de Mortemart et le duc de Caraman, tous deux volontaires, conduire eux-mêmes leurs chevaux, sur lesquels on avait hissé un ou deux blessés. Le soir, le duc de Caraman, dont j'étais proche parent, me dit qu'il n'avait rien mangé depuis la veille et qu'il mourait de faim. Je lui fis don d'un biscuit de distribution et il le dévora avec joie.

Cependant, le bey de Constantine avait réussi à mettre quatre petites pièces d'artillerie en batterie sur la hauteur

dominant la route suivie par notre colonne. Les obus, mal dirigés, n'atteignirent personne ; mais un intendant qui marchait avec nous s'en montra ému. « Vous avez, dit-il au maréchal, une lourde responsabilité : celle de la vie d'un Fils de France. Ne pensez-vous pas qu'il serait préférable d'entrer en pourparlers avec l'ennemi pour qu'il nous permette de nous retirer sans combat ? » Le maréchal lui répondit avec le plus grand calme : « Je crois, monsieur l'intendant, que vous avez raison et nous ne pouvons faire de trop grands sacrifices pour sauver, comme vous le dites, la vie d'un Fils de France. Vous voyez, sur la hauteur, le bey lui-même, avec ses étendards et ses canons. Eh bien ! partez immédiatement au galop et faites-lui toutes les propositions que vous jugerez convenables. » Le duc de Nemours ne put s'empêcher de rire et l'intendant désormais se tint coi.

A la nuit, nous parvinmes à un emplacement où se trouvaient de nombreux silos remplis de blé et d'orge. Les grains furent distribués aux hommes et aux chevaux. Comme il n'y avait pas de meules pour moudre le blé, les soldats firent griller le grain dans leurs gamelles, au feu de têtes d'artichauts ; cette nourriture malsaine les empêcha cependant de mourir de faim.

Le 26, l'armée se remit en marche, l'arrière-garde maintenant à distance les cavaliers ennemis. Mais, le 27, à peine avions-nous commencé notre mouvement que, des bandes nombreuses de Kabyles se ruèrent sur le bivouac. Le capitaine Morris, laissé à l'arrière-garde avec deux escadrons de chasseurs d'Afrique, se jeta sur eux au galop, en sabra plusieurs et fit un grand nombre de prisonniers. Enfin, le 28, après un léger engagement avec des Kabyles, qui avaient voulu défendre le col de Ras-el-Ak-Ba, la colonne traversa la Seybouse et s'arrêta à Medjez-Amar.

La place de Guelma, éloignée de quelques kilomètres, nous envoya des vivres dont nous avions un pressant besoin et reçut nos malades et nos blessés.

Ainsi s'acheva cette expédition malheureuse.

Le soir, le maréchal Clauzel partit pour Bône, laissant un ordre du jour ainsi conçu : « C'est avec une émotion profonde que le maréchal gouverneur général félicite les braves troupes sous ses ordres, du courage et de la résignation qu'elles ont

montrés dans leur mouvement sur Constantine, en supportant avec une admirable constance les souffrances les plus cruelles de la guerre. Honneur soit rendu à tous. »

Le 29, le corps expéditionnaire vint camper sous les murs de Guelma. Le duc de Nemours visita l'ambulance. Au moment où il en sortait, un docteur me prévint que le capitaine Ruy témoignait un grand désappointement de ce que le Prince ne lui eût point adressé la parole. Sans même prévenir le duc de Nemours, je retournai dans la salle et demandai à haute voix où se trouvait cet officier. On me conduisit à son lit. Je lui dis qu'en sortant de l'ambulance, le Prince s'était informé de sa santé, regrettant de ne pas l'avoir reconnu. J'ajoutai que son Altesse Royale avait demandé pour lui la Croix d'honneur. Cette nouvelle produisit un grand effet sur ce brave capitaine et contribua certainement à sa guérison.

J'ai raconté précédemment comment, arrivé au milieu du pont d'El-Kantara, Ruy avait eu la cuisse brisée par une balle qui avait en même temps traversé l'autre jambe. Il resta sur place, dans l'impossibilité de marcher ni d'attirer l'attention des troupes qui se retiraient. Bientôt retentirent les cris de joie des habitants; puis le capitaine entendit qu'on déblayait le passage entre les deux portes et il comprit le sort qui l'attendait. Faisant alors un suprême effort, il se traîna jusqu'à une voûte naturelle située au-dessus du Rummel et appela de toutes ses forces. Une compagnie du bataillon d'Afrique l'entendit heureusement; on vint le chercher et, transporté à l'ambulance, il put encore subir avant le départ l'amputation de la cuisse.

Le capitaine Ruy obtint la croix demandée en sa faveur.

Le 30 novembre, le corps expéditionnaire se remit en marche pour Bône, où il arriva le 1^{er} décembre. Il avait eu dans ces journées 454 tués, 176 blessés; de plus, 105 hommes avaient les pieds gelés et le nombre des malades s'élevait à 3 000.

Le maréchal s'embarqua pour Alger sur le *Marengo*, avec le duc de Nemours. Pendant la traversée, le colonel Lemerrier, chef du génie de l'armée, mourut de la dysenterie. Il avait accompagné le maréchal dans toutes ses expéditions et avait partout fait preuve d'une compétence, d'une activité, d'une énergie indiscutables. Tout le monde l'aimait et l'estimait. Le

commandant du bateau fit jeter son corps à la mer. Le maréchal en conçut une grande irritation, partagée par tous les camarades du colonel.

Avant de s'embarquer, le duc de Nemours m'avait proposé de me prendre près de lui comme officier d'ordonnance. Je lui répondis que j'étais très touché de cette marque de bienveillance, mais que je désirais continuer à servir en Afrique. Je demeurai avec lui pendant les quelques jours qu'il resta à Alger, puis je rejoignis mon chef, le général Brô.

Le gouvernement, craignant une interpellation sur l'échec de Constantine, sacrifia le maréchal Clauzel auquel il avait refusé les renforts nécessaires pour cette opération. Toute l'armée d'Afrique regretta son commandant en chef; c'était un homme d'une grande expérience et d'une haute capacité. Dès son arrivée en Algérie, en 1830, il avait compris les mesures à prendre, non seulement pour faire la conquête du pays, mais ce qui était plus difficile, pour en assurer la sécurité. A cet effet, il voulait faire occuper, dans le Tell, les points stratégiques les plus importants. Les garnisons auraient maintenu l'ordre dans la zone dont elles occuperaient le centre et assuré en outre le ravitaillement des colonnes mobiles. Le maréchal avait commencé l'exécution de ce plan, en occupant Médéah et en marchant sur Milianah; mais il fut obligé de renoncer à ses projets lorsque le gouvernement ne lui accorda plus que dix mille hommes pour toute l'Algérie. Après 1840, ses successeurs reprirent le même plan, quand ils eurent à leur disposition les forces suffisantes.

Dès 1830, Clauzel avait compris que, pour assurer la conquête complète du pays, il fallait le coloniser et, pour cela, y attirer des colons sérieux, possédant des capitaux. Il accorda la concession d'une grande ferme du Beylick à une société anonyme qui devait en faire une ferme modèle, appellation sous laquelle elle a toujours été connue depuis. Il engagea non seulement des civils, mais encore des officiers, à prendre des actions de cette affaire. Moi-même, sur ses instances, j'en pris deux. J'ai lieu de penser que la société ne réussit pas, car, depuis, je n'en ai jamais entendu parler.

Le maréchal facilita à un Polonais, le prince de Mir, l'achat de propriétés considérables près de la Rassanta; mais celui-ci, n'ayant que peu de fonds disponibles, fut bientôt

déclaré en faillite. Il soutint également M. Melbos, qui acquit dans la Mitidja des domaines importants. Ce dernier, riche négociant lyonnais, était très entendu en affaires et fort économe. Comme je déjeunais un jour au café de la Régence, à Alger, il vint s'installer à côté de moi et demanda une tasse de café. Quel ne fut pas mon étonnement de le voir mettre deux morceaux de sucre dans sa poche ! Le lendemain, il revint et commanda une tasse de café, mais sans sucre ; quand on lui apporta sa note, indiquant le prix habituel, il se récria avec énergie et exigea qu'on lui diminuât le prix du sucre qu'il n'avait pas demandé.

OPÉRATIONS CONTRE LES HADJOUTES

Lorsque je rejoignis le général Brò, il commandait le camp de Douéra, grande redoute en terre où l'on pouvait loger deux bataillons, deux escadrons et une batterie de montagne. Le service se faisait avec une régularité poussée jusqu'à l'excès. C'est ainsi que la diane battait une heure avant le lever du soleil et, quelque temps qu'il fit, les hommes, sac au dos, venaient se ranger en armes devant les parapets. Au jour, les reconnaissances de cavalerie sortaient du camp et exploraient au loin tout le pays. Elles ne rentraient souvent qu'après plus d'une heure d'absence.

Pendant ce temps, les hommes restaient l'arme au pied. Toutes les nuits, le général faisait lui-même plusieurs rondes, suivi de son aide de camp qui, réveillé en sursaut, trouvait ces tournées fort peu de son goût. Parfois, il surprenait un factionnaire endormi, lui enlevait son fusil sans le réveiller et attendait que les chefs de corps vinssent lui rendre compte de la perte de cette arme.

Une nuit, on vint me prévenir qu'une sentinelle avait entendu dans les broussailles un bruit inexplicable. Je fis prendre les armes au poste. Tout à coup, nous aperçûmes, à huit ou dix mètres de nous, une masse noire brisant tout sur son passage, suivie d'une autre masse qui bondissait derrière. Presque au même moment, nous entendîmes un cri terrible ; je commandai le feu, nous nous lançâmes de ce côté et découvrîmes un sanglier qui avait les reins cassés par un énorme lion dont on retrouva seulement les traces.

Dans le mois de mars 1837, le général Brô reçut du général Rapatel, commandant la division d'Alger, l'ordre d'organiser une colonne avec mission de s'emparer de la Zaouïa Sidi-el-Habchi, école installée sur un contrefort de l'Atlas, où se trouvaient une quarantaine d'élèves qui prêchaient la guerre sainte dans les tribus. Il fallait surtout chercher à se saisir du marabout, directeur de l'école.

Le général mit sa colonne en route sur les onze heures du soir, de façon, pensait-il, à arriver au pied du contrefort avant le jour. Pour surprendre l'ennemi, il avait défendu aux hommes de fumer et prescrit le plus profond silence. Ayant entendu un homme parler à voix basse, il se mit dans une colère violente et, malgré tout ce que je pus lui dire, il cria de toute sa force à plusieurs reprises : « Faites donc silence ! » Ce fut probablement lui qui donna l'alarme.

On n'arriva qu'une heure et demie après le lever du jour. Naturellement, le marabout et ses élèves ne nous avaient point attendus et il fut impossible de les rejoindre. On brûla tout ce qu'il y avait dans l'établissement, sauf le catafalque en bois où le corps du marabout Sidi-el-Habchi était déposé. En se retirant, la colonne fut suivie par quelques Kabyles qui parvinrent à blesser quatre ou cinq hommes.

Retré à Douéra, le général adressa son rapport au général Rapatel. Celui-ci en envoya un extrait au journal d'Alger. Mon chef, en lisant l'article, estima qu'il faisait insuffisamment ressortir l'importance de cette opération et l'ardeur témoignée par les troupes. Montant aussitôt à cheval, il partit avec moi pour Alger. Nous arrivâmes vers les cinq heures du matin à l'hôtel de la division et le général fit dire au général Rapatel qu'il désirait lui parler pour une affaire importante. Ce dernier, qui avait passé une partie de la nuit au bal, trouva qu'on le réveillait de trop bonne heure. Dès qu'il aperçut le général Brô, il l'interpella : « Qu'avez-vous donc à me dire de si pressé ? » Le général commençait à lui exprimer son indignation pour la manière peu flatteuse dont son expédition avait été exposée au public, lorsque, l'interrompant, le général Rapatel s'écria : « Je suis depuis assez longtemps fatigué de vos réclamations, il est temps que vous m'en rendiez raison. » Et prenant deux pistolets chargés qu'il avait dans sa chambre, il entendit un à mon chef et me prescrivit de commander le feu.

Le général Brô répondit au général Rapatel qu'il lui brûlerait volontiers la cervelle, mais qu'étant son inférieur il n'avait pas le droit de le faire. « Je vous donne cette autorisation, répondit l'autre, et votre aide de camp Mac Mahon en témoignera si je suis tué. » Je me jetai entre eux et, confirmant le dire du général Brô, je réussis à les séparer et à ramener mon général à son logement, où il s'enferma sans voir personne. Quant à moi, j'allai déjeuner à bord du bâtiment commandé par un ancien camarade d'école, le capitaine d'Herbinghem, devenu vice-amiral. J'y trouvai un de nos amis communs qui servait dans la cavalerie. Au moment de se mettre à table, d'Herbinghem lui dit : « Placez-vous, je vous prie, à côté de moi, à babord. » Cette phrase ne tomba pas dans l'oreille d'un sourd. Quelques jours après, le cavalier invita à son tour le marin et lui indiqua ainsi sa place : « Veuillez vous asseoir auprès de moi, du côté hors montoir ! »

Après une inspection à Bône, le général Brô rentra à Douéra, où il apprit que des Hadjoutes avaient paru dans la plaine, cherchant à enlever les troupeaux d'une de nos tribus. Le général fit marcher contre eux un bataillon de zouaves sous les ordres du commandant Lamoricière et un peloton de chasseurs d'Afrique, commandé par son fils, lieutenant de cavalerie. Le commandant reprit les troupeaux enlevés et réussit à les ramener au camp sans encombre. Mais le peloton de chasseurs qu'il avait laissé à l'arrière-garde fut soudain attaqué par les Hadjoutes, renforcés d'un goum d'une centaine de cavaliers. Le lieutenant Brô dut faire replier ses hommes à toute allure. Resté le dernier pour assurer la retraite, il eut son cheval tué et reçut une balle dans la cuisse.

Les Arabes, en le voyant tomber, se précipitèrent le sabre à la main pour lui couper la tête. Il en tua deux à coups de pistolet et en blessa plusieurs de son sabre, mais il allait succomber sous le nombre, lorsque le commandant Lamoricière arriva avec quelques-uns de ses officiers et le dégagea. En se repliant, les chasseurs n'avaient pas remarqué l'accident arrivé à leur lieutenant, mais Lamoricière avait aperçu la scène de loin et, ralliant tous les officiers montés de son bataillon, ils s'étaient élancés au secours du blessé.

En rentrant à Douéra, le lieutenant Brô fit connaître à son père ce qui s'était passé. Le général fit appeler Lamoricière, le

prit dans ses bras et l'embrassa en pleurant. Il était tellement ému qu'il ne put prononcer la moindre parole.

Le général Damrémont succéda au maréchal Clauzel comme gouverneur général et débarqua à Alger au commencement d'avril. Ce fut à ce moment qu'Abd-el-Kader remonta la vallée du Chélif vers Milianah, puis vers Médéah et obtint sur son passage la soumission de toutes les tribus. Il se proposait de descendre dans la Mitidja et déjà Blidah lui avait envoyé une députation pour solliciter l'aman. A ces nouvelles, le général réunit une partie des forces dont il pouvait disposer et se porta sur Blidah qui lui ouvrit ses portes.

Dans l'est de la Mitidja, Ben Zamoun, le même qui, en 1830, avait attaqué Blidah, défendue par le général Rulhière, réunit de nombreux contingents kabyles et vint razzier quelques-unes de nos tribus soumises. Le gouverneur envoya contre lui le colonel de Schauenbourg, commandant le 1^{er} régiment de chasseurs d'Afrique. Celui-ci rencontra l'ennemi près de l'oued Sebaou, mais tellement en forces qu'il ne put le déloger. Entouré de tous côtés, le colonel était dans une situation critique, lorsque deux bataillons d'infanterie, envoyés par le gouvernement, arrivèrent par mer et lui permirent de rejeter l'ennemi dans les montagnes.

Le colonel de Schauenbourg était le type de l'officier de chasseurs d'Afrique, très intelligent, d'une bravoure et d'un calme remarquables à l'ennemi. Issu d'une famille princière d'Allemagne, il avait grand air. Il était estimé de tous, malgré son caractère original.

Un jour, lorsque j'étais aide de camp du général Brô, je vins lui apporter un ordre et le trouvai en train de faire son rapport. L'adjudant-major lisait le compte rendu de la journée. « Le cavalier Bourgeois : deux jours de consigne, mis par le capitaine Mézanges, pour s'être promené en ville avec un fantassin. » — « Oh ! s'écria le colonel, je n'avais point encore vu une punition pour un pareil motif ; mais elle me paraît juste et je l'augmente de deux jours. »

Appelé à déposer comme témoin devant un conseil de guerre, le colonel de Schauenbourg s'était montré sévère pour l'accusé. L'avocat de celui-ci voulut affaiblir la portée d'une déposition peu favorable à son client et prit aussitôt la parole : « Je ne

dirai pas que... » L'interrompant, le colonel l'apostropha dans ces termes : « Monsieur l'avocat, prenez garde ! je vous déclare que je tiendrai pour bien dites les paroles que vous annoncez ne pas vouloir prononcer. » L'avocat, interdit, modifia son discours.

Schauenbourg était déjà très malade quand il fut nommé général. Il était mourant quand on lui apporta l'uniforme de grande tenue qu'il avait commandé dès sa promotion. Cependant il eut encore la force de se faire habiller, de mettre son chapeau sur sa tête et de demander un miroir. A peine s'était-il regardé dans la glace qu'il s'affaissa et rendit le dernier soupir.

Les Hadjoutes, dirigés par le bey de Milianah, continuaient leurs attaques. Le gouvernement résolut de les poursuivre jusque dans leurs repaires, les bois marécageux et difficiles de Karesas, et il confia cette mission au général Négrier, à la tête de quelques bataillons et de cinq escadrons. Mais nos troupes furent repoussées et durent battre en retraite sur la Chiffah, d'où Négrier demanda des renforts au général en chef.

Dans ce mouvement, le général Brô, à la tête de la cavalerie, fut chargé de former l'arrière-garde. Il la plaça d'abord en bataille et exécuta en bon ordre une retraite par échelons. Les Hadjoutes se maintinrent à distance, n'engageant que quelques tirailleurs. Le général était enchanté et manifestait bruyamment sa joie. Une idée baroque me traversa l'esprit. « C'est absolument, lui dis-je, la manœuvre d'Épaminondas à la bataille de Leuctres. » Lui, ravi, se mit à crier : « Ce sont les mouvements d'Épaminondas à Leuctres ! Ce sont les mouvements d'Épaminondas à Leuctres !... Au fait, me demandait-il, que fit donc Épaminondas ? » Comprenant qu'il serait en droit de se fâcher si j'avouais mon ignorance, je lui racontai que le général thébain avait, par son habileté, culbuté des forces de beaucoup supérieures aux siennes... J'espère qu'il n'aura jamais consulté les auteurs anciens sur ce sujet.

Le gouverneur, en recevant la demande de renforts du général Négrier, rassembla toutes les unités dont il pouvait encore disposer et vint nous rejoindre sur la Chiffah.

Le 8 juin, les troupes reprirent l'offensive, traversèrent les bois de Karesas et allaient envelopper les populations de Hadjoutes, acculées au lac Alloula, lorsque deux envoyés du bey

de Milianah se présentèrent avec le drapeau des parlementaires.

Ils remirent au général une lettre d'Abd-el-Kader, lui annonçant que la paix avec la France avait été signée à Oran, au nom du Roi, par le général Bugeaud. Copie du traité était jointe à la lettre.

Par l'article premier, Abd-el-Kader reconnaissait notre souveraineté en Afrique. Dans la province d'Oran, la France conservait seulement un territoire limité par les marais de la Makta, le Sig, la rive sud de la Lebka et l'oued Mala jusqu'à la mer, plus Mazagran et Mostaganem.

Dans la province d'Alger, nous nous réservions la Mitidja, limitée de l'ouest à l'est par une ligne comprenant Coléah, le cours de la Chiffah et la crête du petit Atlas, y compris Blidah, jusqu'à l'oued Khadra. Cette formule vague permit à Abd-el-Kader de prétendre qu'il ne s'était jamais reconnu vassal de la France et de revendiquer tout ce qui était à l'est de l'oued Khadra et même la province de Constantine. Il y avait loin de ce traité au pacte qu'avait conclu le général de Bourmont avec les beys de Titeri et d'Oran !

Après avoir pris connaissance du traité de la Tafna, le gouverneur, malgré le mécontentement qu'il en éprouvait, ne crut pas devoir poursuivre ses opérations et rentra à Alger avec ses troupes.

Il était vivement froissé de l'attitude du général Bugeaud, qui avait conduit toutes ces négociations sans même le consulter. Désapprouvant les termes du traité, dont il prévoyait les conséquences fâcheuses, il adressa au ministère des Affaires étrangères un rapport où il développait toutes ses objections et à la fin duquel il donnait sa démission. Mais il reçut au moment même où ce pli allait partir une lettre du duc d'Orléans. Ce prince lui disait que, pour l'instant, l'opération la plus importante était sans contredit celle qui devait venger notre échec de Constantine. Or c'était lui, Damrémont, qui avait été désigné par le Roi pour conduire la nouvelle expédition et cette circonstance n'avait pas permis de lui donner la direction de l'ouest et, par suite, de conclure un traité avec Abd-el-Kader. Le duc d'Orléans ajoutait : « Je comprends combien vous avez dû souffrir dans votre patriotisme ! »

Cette lettre toucha profondément le commandant en chef et il envoya son rapport en supprimant sa demande de démission.

DEUXIÈME EXPÉDITION DE CONSTANTINE

Dès lors, le général Damrémont donna tous ses soins aux préparatifs de la deuxième expédition de Constantine.

Il obtint du gouvernement les renforts nécessaires et, le 23 juillet, alla s'installer à Bône pour mieux surveiller les derniers préparatifs. Malgré toutes ses instances, le général Brô ne put obtenir de faire partie du corps expéditionnaire. Quant à moi, le gouverneur m'offrit de m'emmener comme aide de camp.

Il m'était pénible de quitter ainsi mon chef, qui avait toujours été plein de bonté pour moi. J'allai donc le trouver et lui exprimai que mon désir le plus vif était de faire campagne et que je venais, comme il l'aurait fait lui-même dans un cas semblable, lui demander l'autorisation de le quitter jusqu'à la fin des opérations. Il comprit mon sentiment et me laissa ma liberté entière.

Je rejoignis le général Damrémont à Medjez-Amar. Le gouverneur avait dirigé sur ce point les différents corps de troupe et le matériel d'artillerie et du génie.

Le corps expéditionnaire se composait de 13 bataillons d'infanterie (7000 hommes environ), 9 escadrons de cavalerie, 9 sections d'artillerie de campagne ou de montagne, et 10 compagnies du génie. L'ensemble constituait 4 brigades sous les ordres du duc de Nemours, du général Trézel, du colonel Duvivier et du colonel Combes. Quant au parc d'artillerie, il comprenait 4 canons de 24, 14 canons de 16, 6 obusiers, 3 mortiers, approvisionnés à 200 coups par pièce.

L'artillerie était commandée nominativement par le général de Caraman, mais en réalité par le général Valée qui était considéré avec raison comme le premier artilleur d'Europe. Ce dernier était beaucoup plus âgé que le général Damrémont. On n'avait pas cru devoir le mettre sous les ordres du général en chef, et on lui avait donné le titre d'officier d'ordonnance du duc de Nemours.

Le lieutenant général Rohault de Fleury commandait le génie; le général Perréaux était chef d'état-major.

L'administration avait à sa disposition plus de 2500 chevaux ou mulets, transportant quatre jours de vivres pour toutes

les troupes. En outre, les hommes portaient sur eux huit jours de vivres, et un fagot de bois.

Le corps expéditionnaire se mit en marche le 1^{er} octobre 1837. Le 3, il arriva sous les murs de Constantine sans avoir été sérieusement attaqué. Vers Sidi Mabrouck, l'avant-garde aperçut 3 ou 4000 Kabyles paraissant disposés à défendre le plateau de Mansourah. Elle marcha contre eux, et les rejeta sur le port d'El-Kantara.

Le général en chef établit son quartier général à Sidi-Mabrouck. Pendant qu'il donnait ses instructions pour l'installation des ambulances, des parcs et des autres services, les généraux Valée et Rohault de Fleury, accompagnés du colonel Tournemire qui, l'année précédente, avait commandé l'artillerie du corps expéditionnaire, firent la reconnaissance des abords de la place. Ils jugèrent, comme on l'avait fait en 1836, que le seul et véritable point d'attaque était le contrefort du Coudiat-Aty et vinrent en rendre compte au général Damrémont. Aussitôt, celui-ci dirigea deux brigades sur ce point, conservant les deux autres sur le Mansourah.

Il laissa au général Valée le soin de placer les batteries de siège comme il l'entendrait. Ce dernier décida que deux batteries seraient établies sur le Coudiat-Aty, et trois autres sur le Mansourah, avec mission de neutraliser les batteries de la Casbah, et de prendre à revers les défenseurs du front d'attaque. Le duc de Nemours fut nommé commandant du siège.

Dès la première nuit, l'artillerie commença la construction de ses batteries, et le génie, celle des retranchements du Coudiat-Aty, destinés à couvrir les troupes.

Le 7, les assiégés firent deux sorties simultanées, l'une par El-Kantara, l'autre par le Coudiat-Aty. La première, qui n'avait pour tout débouché que le pont, fut repoussée immédiatement. La seconde fut plus sérieuse : 3 ou 4000 Turcs et Kabyles, faisant irruption par les trois portes du front d'attaque, parvinrent jusqu'au sommet derrière lequel se trouvaient les retranchements de la Légion étrangère. Dès les premiers coups de fusil, le commandant Bedeau, qui commandait le bataillon, fit rompre les faisceaux. Les hommes se précipitèrent sur les assaillants et les rejetèrent dans la place en leur faisant éprouver des pertes sensibles.

Ces mouvements des assiégés avaient été combinés avec ceux de la cavalerie du bey. Celle-ci, forte de 3 à 4000 hommes, déboucha tout à coup de la vallée, mais dut presque aussitôt rétrograder sous le feu de nos fantassins et de nos batteries. Une charge de deux escadrons de chasseurs d'Afrique, vigoureusement conduite par le commandant du Berne, acheva leur déroute.

Je causais de cette affaire avec le colonel Maumet, comme moi aide de camp du général Damrémont, lorsque nous vîmes une bombe de gros calibre tomber à une vingtaine de mètres de nous. Elle n'éclata pas, et se mit à rouler juste dans notre direction. Je sautai de côté, mais mon compagnon qui était assis vit qu'il n'avait pas le temps de se relever et s'étendit à terre de tout son long. La bombe allait l'atteindre, et je le voyais déjà coupé en deux, lorsqu'une petite pierre que nous n'avions pas même remarquée fit ricocher le projectile par-dessus le corps du colonel. J'aimais beaucoup ce dernier, car je le connaissais depuis de longues années, et je ne pus m'empêcher de sauter à son cou et de l'embrasser.

Dans la soirée, une pluie abondante se mit à tomber et continua pendant plusieurs jours sans interruption.

Au Coudiat-Aty, la construction de la batterie de brèche présentait de grandes difficultés. On rencontrait le rocher à fleur de terre, et l'on fut obligé d'employer des sacs à terre que l'on remplissait d'une boue sans consistance. L'armement des batteries du Mansourah fut également très pénible.

Une pièce de 24 et une de 16 tombèrent au fond d'un ravin tellement abrupt et profond que l'on eut le plus grand mal à les remonter. Ce fut le colonel Lamoricière, avec ses zouaves et le 2^e léger, qui parvint, après trois jours et trois nuits de travail, à les amener enfin sur le plateau. Le général Damrémont, se rappelant que Bonaparte avait fait distribuer 500 francs par pièce ayant traversé le Mont-Cenis, accorda aux zouaves et au 2^e léger la même gratification.

Le 9, à sept heures du matin, toutes nos batteries ouvrirent le feu. Celles des assiégés répondirent d'abord avec vivacité, mais une grande partie de leurs pièces furent démontées et, vers une heure, l'artillerie ennemie fut définitivement réduite au silence. Le général Valée avait pensé que ce bombardement et les incendies provoqués par les obus amèneraient la des-

truction de la place, mais, comme dans le premier siège, l'effet du tir demeura à peu près insignifiant.

Le même jour, le général Damrémont alla visiter les travaux du front d'attaque. Un peu avant d'y arriver, il vit, sortant des trois portes de la ville, des bandes nombreuses se portant sur le Coudiat-Aty sans être aperçues des troupes qui le défendaient. Il me donna l'ordre d'aller en prévenir le commandant Bedeau. Celui-ci fit aussitôt prendre les armes à son bataillon, et le forma en colonne précédée d'une compagnie de voltigeurs en tirailleurs. Je lui fis remarquer qu'ayant été au siège l'année précédente, je connaissais le terrain dans tous ses détails. « Votre colonne, ajoutai-je, peut être dirigée de manière à prendre les assaillants en flanc, et à en rejeter une partie à gauche, dans des escarpements d'où il leur sera difficile de s'échapper. » Le commandant Bedeau, avec lequel j'étais lié depuis longtemps, voulut bien m'autoriser à me mettre à la tête de ses voltigeurs. Dès que ses troupes furent formées, elles se lancèrent en avant, culbutèrent l'ennemi, et le rejetèrent sur les escarpements ou dans la place qu'il ne put atteindre qu'avec de grandes pertes. Dans leur mouvement de retraite, trois Kabyles se jetèrent dans une des maisons du Coudiat-Aty. Je les vis, et voulus les faire prisonniers. Je courus à la porte ; la chambre n'avait pour autre issue qu'une fenêtre étroite et basse. Deux des Kabyles, me croyant soutenu par mes voltigeurs, essayèrent de s'échapper par là : ils y arrivèrent à grand peine, mais fermèrent le passage à leur camarade. Celui-ci me mit en joue ; je me jetai de côté au moment où il fit feu, et la balle ne m'atteignit que légèrement au côté. En voulant tirer son yatagan, il se découvrit, et j'en profitai pour lui plonger mon sabre sous l'aisselle et le tuer raide.

L'affaire terminée, j'allai en rendre compte au général en chef et, de là, je gagnai l'ambulance pour me faire panser. En y arrivant, je demandai un docteur que je connaissais ; on m'indiqua la tente dans laquelle il était en train d'opérer. Au moment où j'y entrai, je reçus brusquement dans les jambes la cuisse d'un de mes amis, le capitaine Raindres, que l'on venait d'amputer !

Le général Valée assura que le lendemain matin la brèche serait praticable. Le commandant en chef voulut faire une dernière sommation aux assiégés. Elle était ainsi conçue :

« Mes canons sont au pied de vos murs qui vont être renversés et mes troupes entreront dans votre ville. Si vous voulez éviter de grands malheurs, soumettez-vous pendant qu'il en est temps encore. Je vous garantis, par serment, que vos femmes, vos enfants et vos biens seront respectés et que vous pourrez continuer à vivre paisiblement dans vos maisons. Envoyez des gens de bien pour me parler et convenir de toutes choses et ce que je promettrai, je le tiendrai avec exactitude. »

Un jeune soldat du bataillon turc se chargea de porter cette missive. Le drapeau parlementaire à la main, il arriva au pied des remparts, on lui jeta une corde et il fut ainsi hissé dans la citadelle.

Ce ne fut que le lendemain matin qu'il revint au quartier général, apportant cette réponse de Ben Aïssa :

« Si les chrétiens manquent de poudre, nous leur en enverrons; s'ils n'ont plus de biscuits, nous partagerons les nôtres avec eux; mais tant qu'un de nous sera vivant, ils n'entreront pas dans Constantine. »

A cette lecture, le général Damrémont s'écria : « Voilà de braves gens! Eh bien! l'affaire n'en sera que plus glorieuse pour nous! »

Le lendemain, 12 octobre, vers huit heures du matin, le général Damrémont se rendit sur le Coudiat-Aty pour reconnaître par lui-même l'état de la brèche. Il descendait dans cette direction lorsqu'un boulet de fort calibre vint frapper la terre à quelques mètres en avant de lui, ricocha et le traversa de part en part. Il tomba foudroyé. Me trouvant à ses côtés, je le couvris de son burnous.

Le général Perrégaux, son chef d'état-major et ami, se jeta sur lui en s'écriant : « Ah! mon Dieu, mon général! » Une balle vint le frapper entre les deux yeux et il mourut quelques jours après sur le bâtiment qui le transportait en France.

Le général Rulhières fut blessé au même moment.

Le corps du général Damrémont fut d'abord porté à l'ambulance, puis, le soir, conduit au marabout de Sidi-Mabrouck, sous l'escorte d'une compagnie du 2^e léger.

Le général Valée, le plus ancien des lieutenants généraux, prit le commandement. Il fit continuer le tir d'artillerie et, vers six heures du soir, on vit s'écrouler une partie de la muraille. La brèche paraissant alors praticable, le général

indiqua la composition des colonnes d'attaque, telle qu'elle avait été arrêtée par le général Damrémont. Les colonnes étaient au nombre de trois, commandées par les colonels Lamoricière, Combes et Corbin, et formées de détachements de toutes les troupes d'infanterie du corps expéditionnaire.

Le 19 octobre 1837, à quatre heures du matin, le général Valée se rendit à la batterie chargée de faire la brèche, accompagné des officiers de l'état-major général et de ceux de l'état-major particulier du général Damrémont qui, tous, avaient demandé à être mis à sa disposition.

Il prescrivit, selon l'ancienne coutume, de donner une double ration d'eau-de-vie aux troupes et, avant d'ordonner l'assaut, demanda si tous les hommes avaient touché ce supplément. La distribution n'ayant pas encore été faite au bataillon d'Afrique, le commandant en chef pria qu'on le prévint aussitôt que cette distribution serait terminée. Mais, en entendant ces paroles, les zéphyr s'écrièrent : « Non, non, pas d'eau-de-vie, l'assaut ! »

Le général en chef prescrivit alors au duc de Nemours de donner le signal et celui-ci, se tournant vers le colonel Lamoricière, lui dit : « Quand vous voudrez ! »

Une hache à la main, Lamoricière monta sur la tranchée en criant : « Zouaves, en avant ! Vive le Roi ! »

Tous se jetèrent sur la brèche, colonel en tête. A ses côtés marchait le commandant Vieux, du génie, le même qui, à Waterloo, avait placé le sac à poudre qui fit sauter la porte de la ferme de Hougomont. Haut de six pieds, cet officier cherchait à devancer Lamoricière, mais celui-ci lui cria : « Si vous ne restez pas à ma hauteur, je vous casse la tête avec ma hache ! »

Lamoricière, le commandant Vieux, le capitaine Gardereins et un officier portant l'uniforme blanc de l'armée autrichienne, M. Russel, arrivèrent les premiers au sommet de la brèche. Gardereins y planta le drapeau de la France.

Au milieu de tous ces débris de muraille, Lamoricière ne put trouver d'issue. Enfin, sur sa droite, le capitaine Sauzet finit par découvrir un passage. Il s'y précipita avec ses hommes et arriva dans une batterie couverte où les Turcs se défendirent avec l'énergie du désespoir. Maître de cette batterie, Sauzet voulut continuer sa marche : il fut bientôt arrêté par le feu d'une grande maison crénelée à plusieurs étages. C'était la

caserne des Janissaires, où les défenseurs luttèrent également avec fureur.

Sur la gauche de la brèche, le commandant de Sérigny, du 2^e léger, avait aussi fini par trouver une issue. Il s'était élancé dans cette direction, mais un mur, ébranlé par le canon, l'ensevelit jusqu'aux épaules en s'écroulant. Sérigny cria à ses hommes, qui voulaient s'arrêter pour le dégager : « En avant ! En avant ! » Ils lui obéirent ; les premiers évitèrent de l'atteindre : puis les autres, ne le voyant plus, écrasèrent sa tête sous leurs pieds.

Cependant le colonel Lamoricière, qui était resté en haut de la brèche, finit par reconnaître la rue du Marché qui débouchait là. Il y lança ses zouaves, mais le passage était fermé par une porte ferrée d'une grande épaisseur. Les soldats ne remarquèrent pas que les battants s'ouvraient sur eux, de sorte que tous leurs efforts pour pousser la porte demeurèrent vains.

Lamoricière appela les sapeurs porteurs des sacs à poudre. Au moment où l'un d'eux arrivait, on entendit une détonation formidable. Les murs s'écroulaient de tous côtés et, peu après, des pierres d'un gros volume, des poutres et des débris de bois de toutes espèces retombèrent sur nos soldats dont beaucoup furent écrasés ou blessés. D'autres perdirent la vue ou subirent de cruelles brûlures. Les aveugles descendaient la brèche, conduits par leurs camarades plus heureux ; quelques-uns avaient encore leurs vêtements en feu.

Le commandant Vieux, le capitaine des Moyens, des zouaves, furent tués. Le colonel Lamoricière, le commandant Richepanse, frère de celui qui avait été tué l'année précédente, furent blessés et aveuglés. On crut d'abord que cette explosion provenait d'une mine que les assiégés avaient fait sauter, mais on sut plus tard qu'elle avait été occasionnée par un dépôt considérable de poudre, placé derrière la porte, qui avait pris feu.

Heureusement cette catastrophe ralentit le tir de nos ennemis qui en avaient souffert également. Nos aveugles et nos blessés purent ainsi débayer la brèche en se retirant. Le général Valée fit porter en avant la colonne Combes ; la Légion étrangère était en tête, suivie du 47^e. Dès que le commandant Bedeau arriva au sommet de la brèche, le colonel Combes lui ordonna de continuer l'attaque de la grande rue dont la porte

avait été renversée. La Légion se jeta en avant et commença par enlever une forte barricade. Une seconde beaucoup plus élevée et flanquée du minaret d'une mosquée crénelée l'arrêta un moment. Le colonel Combes eut le corps traversé de trois balles et descendit la brèche pour se rendre à l'ambulance. Comme il passait devant le général Valée, celui-ci lui dit : « Eh bien ! mon colonel, tout va bien là-haut ? — Oui, mon général, ceux qui ne sont pas mortellement blessés jouiront de ce beau succès ! » Je fus étonné de ces paroles, mais, lorsque le colonel me demanda l'emplacement de l'ambulance, j'aperçus trois trous dans sa tunique, nettement marqués par des tampons de ouate, et je compris ! Le vaillant soldat devait mourir le surlendemain.

Voyant l'impossibilité d'enlever cette barricade, le commandant Bedeau résolut de la tourner. Il prescrivit au capitaine Boutaud, du génie, de gagner du terrain sur sa droite et de s'ouvrir à la sape un passage à travers les maisons qui bordaient la rue. Les sapeurs, cheminant tantôt dans les maisons et tantôt sur les toits, finirent par arriver au palais de Ben Aïssa, chef de la résistance.

Après une lutte assez vive, cette maison fut enlevée et les défenseurs de la barricade et de la mosquée, pris de flanc et par derrière, furent obligés de rétrograder. Pendant ce temps, à droite, le 17^e léger, qui était venu renforcer les zouaves à la caserne des Janissaires, continua à gagner du terrain en avant dans le quartier juif où la résistance fut moins vive. En suivant le rempart, le 17^e arriva à la porte de El Djabia, la plus rapprochée du Rummel, s'en empara et l'ouvrit aux troupes de la troisième colonne restée jusque-là au Bardo. Toutes ces unités continuèrent leur marche dans la direction du pont d'El-Kantara.

Voyant les progrès de nos colonnes, Ben Aïssa jugea qu'il était dans l'impossibilité de résister et il s'échappa de la place avec son fils. Les grands se réunirent et envoyèrent un des leurs offrir la reddition de la ville sans condition. Le général en chef, après avoir pris connaissance de cette offre, ordonna la cessation du feu.

Dès que l'on sonna le ralliement, les soldats dispersés de tous côtés vinrent se reformer au point indiqué. Ils firent preuve d'une discipline admirable, bien qu'ils eussent vu

tomber à leurs côtés grand nombre de leurs camarades. Pas une maison ne fut pillée et cependant des boutiques pleines de bijoux, d'armes, de broderies d'or et d'argent avaient été abandonnées par leurs propriétaires et auraient pu tenter des hommes surexcités par le combat.

Le général en chef, pénétrant dans la ville par la brèche, établit son quartier général dans le palais qui était à peine terminé; le bey Achmet n'y avait passé que quelques jours. La garde du harem, qui renfermait une cinquantaine de femmes, fut confiée à un capitaine de voltigeurs. Après lui avoir donné l'ordre de ne laisser entrer aucun Français, le général Valée ajouta : « Si un seul homme force la consigne, je vous fais fusiller, vous, capitaine. » Celles des femmes qui étaient du pays ou des environs furent renvoyées chez elles; les autres furent remises au cheik de la ville, le caïd El Beled.

En parcourant le palais, je suivis un couloir au bout duquel il y avait une porte d'une grande épaisseur. Je poussai cette porte et me trouvai en face d'un lion qui, en m'apercevant, fit un bond de mon côté. Heureusement, il était attaché par une chaîne assez courte pour l'empêcher de m'atteindre. Trois camarades rugissaient à ses côtés. Je me retirai avec précipitation.

Dans les écuries, il y avait une douzaine d'étalons. Je fus surpris de voir que la corne de ces animaux n'avait pas été abattue depuis plusieurs années et atteignait une longueur démesurée. Interrogé à ce sujet, le gardien m'expliqua que le but d'une telle coutume était d'empêcher les chevaux de marcher et, par suite, d'être volés! Dans une autre écurie il y avait une vingtaine de juments fort belles. Au-dessus de chaque mangeoire se trouvait un tableau représentant un cheval pie. Mon homme, continuant ses explications, me dit que le bey préférait cette robe à toute autre et que les juments, grâce à l'image fixée devant elles, avaient des poulains pies.

Dans la soirée, les blessés, au nombre de plus de cinq cents, furent installés dans la maison de Ben Aïssa et dans la mosquée. Malgré tous les soins que l'on put leur donner, le plus grand nombre d'entre eux, frappés presque à bout portant, succombèrent au bout de peu de jours.

Le 27 octobre, le colonel Bernelle, auquel s'était joint le prince de Joinville, amena à Constantine un convoi de vivres,

escorté par trois régiments d'infanterie. L'un de ces régiments, arrivant de France, avait apporté le choléra qui se déclara aussitôt dans la ville. Dès le lendemain il y eut trente victimes, parmi lesquelles le général de Caraman. On lui rendit les honneurs funèbres et, comme parent, je conduisis le deuil.

Le général Valée, inquiet des ravages que cette maladie pouvait faire, dirigea immédiatement sur Bône la plus grande partie de ses troupes, ne conservant avec lui, en dehors de la garnison, que deux régiments. Il craignait beaucoup de voir Constantine devenir un foyer épidémique. Cette ville était, en effet, très sale : une rigole, charriant une boue noire et épaisse, sillonnait le milieu des rues. Les habitants déposaient là toutes les ordures; ces égouts improvisés répandaient une odeur insupportable. Cependant, contre toutes les prévisions, le mal disparut dès le départ des troupes non affectées à la place et pas un seul indigène n'en fut atteint.

Le 27, nous vîmes arriver sur le Mansourah un contingent de douze cents cavaliers arabes, généralement bien montés et équipés. Ils étaient commandés par Ferat ben Saïd, un des plus grands chefs du Sud, dont la famille avait longtemps régné à Tuggurt. Ben Saïd était l'ennemi juré du bey Achmet et de la famille des Ben Gannah que celui-ci lui opposait dans les oasis du Sud. Cette circonstance le poussait à rechercher la protection de la France.

Le général le nomma Agha de la plaine.

Le 29, le général en chef quitta Constantine pour rentrer à Bône. Le 30, il arriva au marabout de l'oued Zenati; le lendemain, à Medjez-Amar, d'où il adressa au corps expéditionnaire l'ordre du jour suivant :

Soldats!

« Vous venez de terminer une campagne pénible et glorieuse; vous rentrez dans votre camp un mois jour pour jour après l'avoir quitté et, dans ce court espace de temps, vous avez pris une ville fortifiée par la nature et par l'art. Vous avez pacifié une province que la guerre désolait depuis plusieurs années. La France verra avec orgueil les lauriers qui entourent vos drapeaux, et les vieux guerriers qui ont pris part aux grandes batailles de l'Empire applaudiront aux succès de leurs jeunes

1^{er} novembre 1837.

successeurs. Pour moi, je suis heureux qu'à la fin de ma longue carrière la fortune m'ait appelé à commander une armée aussi brave et aussi dévouée et je vous remercie de l'appui que vous m'avez tous accordé dans des circonstances difficiles. Le Prince qui a constamment marché à votre tête, qui a partagé vos travaux et vos privations, fera connaître au Roi votre zèle et votre résignation et je suis sûr que la justice de Sa Majesté vous accordera bientôt les récompenses que vous avez si noblement méritées.

« Le lieutenant général commandant en chef.

« Signé : COMTE VALÉE. »

Le général partit le même jour pour Bône, où il s'embarqua pour Alger avec tout son état-major. En arrivant dans cette ville, il fit prévenir les autorités qu'il ne lui serait pas rendu d'honneurs et qu'il ne recevrait pas de visites.

Quinze jours après, il reçut sa nomination de maréchal de France et de gouverneur général de l'Algérie et, dès le lendemain, à dix heures du matin, il nous fit donner l'ordre de nous embarquer par le bateau partant à midi pour la France. Je n'avais pas à me plaindre du nouveau commandant en chef, car il m'avait proposé pour la croix de la Légion d'honneur et j'obtins cette distinction, bien que je fusse seulement capitaine.

MAC MAHON.

(A suivre.)

LES MINORITÉS OPPRIMÉES

LES POLONAIS EN ALLEMAGNE

Le problème des minorités est l'élément le plus complexe et le plus délicat de la vie internationale contemporaine. Les questions qu'il pose intéressent des populations nombreuses, susceptibles souvent dans leur amour-propre national, et soucieuses par-dessus tout de rester fidèles à leurs traditions et de garder dans le plus profond de leur âme le culte de la patrie dont l'histoire les a séparées. Le problème des minorités constitue, en particulier, le facteur le plus important du différend qui existe actuellement entre la Pologne et l'Allemagne. De tragiques événements ont clairement montré les crises graves qu'il risque de provoquer.

On se rappelle les péripéties de la session du Conseil de la Société des nations qui s'est tenue à Lugano en décembre 1928 et au cours de laquelle M. Stresemann, adoptant les méthodes de Bismarck, frappa violemment du poing sur la table pendant le discours, cependant plein de sagesse et de modération, de M. Zaleski. On se rappelle aussi l'embarras des « augures » de la Société des nations, lorsqu'ils durent se livrer à l'étude politique et juridique de la question des minorités que l'Allemagne avait eu l'audace de faire inscrire à l'ordre du jour de la session de Madrid. Quelques jours plus tard, de sanglantes bagarres éclataient à Oppeln et montraient au monde l'insécurité dans laquelle vivent les Polonais en Allemagne. Ces incidents ont fait éclater le problème au grand jour; il importe d'en étudier les données avec objectivité et sans passion, afin de posséder les éléments nécessaires pour se rendre un compte exact de

la politique suivie par l'Allemagne à l'égard de la Pologne. La tâche n'est certes pas aisée, car les renseignements que l'on trouve épars dans la presse d'Allemagne et de Pologne sont le plus souvent tendancieux et on ne peut les utiliser qu'avec beaucoup de prudence. Du moins, nous efforcerons-nous ici de faire un tableau aussi précis que possible de la situation de la minorité polonaise en Allemagne. Après l'avoir brièvement comparée à la vie des Allemands en Pologne, nous indiquerons quelques aspects qui nous semblent caractéristiques de la politique minoritaire de l'Allemagne : nous serons, hélas ! contraints de reconnaître que l'attitude du gouvernement de Berlin à l'égard des Polonais n'a guère changé depuis les temps tristement célèbres de Bismarck et de Bülow.

STATISTIQUES ALLEMANDES

Il est très difficile d'évaluer avec certitude le nombre des Polonais qui habitent en Allemagne. On ne peut utiliser que les statistiques allemandes ; or, il est également difficile de les accepter sans réserve ou de les corriger. Les recensements allemands de 1910 et de 1925 partent d'une erreur initiale : ils ne comptent comme Polonais ni les Cachoubes et les Mazoures, qui sont Polonais de race comme de cœur, ni ceux qui déclarent parler à la fois l'allemand, le cachoube ou le mazoure, et le polonais. Une rectification essentielle consistera donc à faire le total des bilingues et des individus qui parlent polonais, cachoube ou mazoure. Si l'on soumet à cette correction les résultats du recensement du 1^{er} décembre 1910, réduit aux limites territoriales de l'Allemagne en 1925, et du recensement du 16 juin 1925, on obtient respectivement les chiffres de 4517440 et de 709717, pour exprimer l'effectif des Polonais qui habitent en Allemagne.

Le chiffre de 1925 est certainement très inférieur à la réalité. Cela tient pour une grande part à l'esprit qui a présidé au recensement des minorités nationales. La loi du 13 mars 1925, qui prescrivait le recensement, n'indiquait pas qu'il devait servir à établir l'effectif des minorités nationales simplement grâce à une rubrique annexe indiquant la langue maternelle des habitants. D'autre part, les agents du recensement reçurent l'ordre d'employer tous les moyens possibles pour réduire dans

leurs listes l'importance des minorités. Souvent, dans les provinces où sont concentrés les Polonais, seul le seigneur de l'endroit, un Allemand, entrait en rapports avec l'agent du recensement : la population rurale, en majorité polonaise, n'en entendait même pas parler. On comprend qu'avec de tels procédés le recensement de 1925 ait été complètement faussé. M. Kurnatowski, professeur à l'École des sciences politiques de Varsovie, fait subir un certain nombre de rectifications aux résultats du recensement de 1910, apparemment moins inexact que celui de 1925, et en déduit qu'il y a actuellement en Allemagne 1 398 500 Polonais, dont 1 252 000 sont citoyens allemands, et 145 500 sont citoyens polonais venus pour un temps comme ouvriers d'agriculture ou d'industrie.

On trouve un peu partout en Allemagne des Polonais employés de ferme; mais les Polonais forment la majorité de la population paysanne des provinces orientales du Reich. Au contraire, les Polonais sont ouvriers métallurgistes et mineurs en Haute-Silésie, en Westphalie et en Rhénanie. Ce sont donc, en général, des prolétaires, et cette situation explique quelques-uns des faits que nous allons étudier. Cependant cette minorité ne constitue pas une masse amorphe; chaque jour, elle s'organise avec plus d'ardeur et elle cherche avec plus de discipline à se protéger contre ceux qui veulent la terroriser.

LA MINORITÉ POLONAISE ET SES DROITS

Mais avant d'examiner les différentes formes de son activité, il nous faut voir si les droits dont jouit la minorité polonaise d'Allemagne correspondent à ses besoins.

Tandis que la politique minoritaire de la Pologne est soumise aux obligations d'un traité spécial conclu avec les Alliés à Versailles le 28 juin 1919, l'Allemagne n'a signé, sauf pour la Haute-Silésie, aucun acte diplomatique relatif à la situation de la minorité polonaise. Cette négligence des négociateurs de la paix de 1919 explique l'attitude du Reich qui proteste contre les soi-disant mauvais traitements qui sont infligés à ses minorités à l'étranger, sans qu'aucune puissance, pas même la Société des nations, puisse diplomatiquement intervenir pour obtenir de lui une politique plus équitable à l'égard des minorités qui sont établies sur son territoire hors

de la Haute-Silésie. Aussi l'Allemagne peut-elle manifester une intransigeance, dangereuse pour la paix européenne, dans la question des minorités qu'elle sait mettre au service de sa politique.

Elle a, il est vrai, inséré dans la Constitution qu'elle s'est donnée à Weimar le 11 août 1919, un article qui concerne les minorités. L'article 113 de la Constitution du Reich est, en effet, ainsi conçu : « Les populations de langue étrangère du Reich ne peuvent, du fait de la législation ni de l'administration, subir aucune atteinte dans leur libre développement national, en particulier dans l'usage de leur langue maternelle dans l'enseignement, dans l'administration intérieure et dans la justice. » C'est un article à stipulations négatives. Il est cependant resté lettre morte : l'administration du Reich ne s'est jamais considérée comme tenue par lui et ne l'a jamais pris pour base légale de son attitude.

De plus, l'Allemagne a conclu avec la Pologne, à Genève, le 15 mai 1922, une convention relative à la Haute-Silésie, dont la troisième partie (articles 64-158) vise la protection des minorités ; par cette convention, le gouvernement du Reich a accepté, jusqu'en 1937, les stipulations essentielles du traité minoritaire du 28 juin 1919, pour la portion de la Haute-Silésie reconnue comme faisant définitivement partie de l'Allemagne. Ses clauses constituent des obligations d'intérêt international pour l'Allemagne et pour la Pologne, et elles sont placées sous la garantie de la Société des nations, de la même façon que le traité du 28 juin 1919. La Convention de Genève assure à tous les habitants de la Haute-Silésie, sans distinction de naissance, de nationalité, de langue, de race ou de religion, l'égalité devant la loi, le libre exercice de toute religion, foi ou croyance, dont la pratique n'est pas incompatible avec l'ordre public et les bonnes mœurs, le libre usage de leur langue maternelle dans les relations privées et dans les relations d'affaires, dans la presse, dans les réunions publiques et devant les tribunaux ; elle leur accorde aussi le droit de créer, de diriger et de contrôler des institutions charitables, religieuses ou sociales, et des écoles où il peut être fait usage de la langue non-officielle. Elle contient, en outre, un certain nombre de dispositions qui réglementent l'enseignement des minorités en Haute-Silésie ; nous y reviendrons lorsque nous

examinerons les conditions de la vie scolaire des Polonais en Allemagne.

Pour comprendre l'ardeur avec laquelle l'Allemagne cherche à se dérober à ses obligations, il est utile de savoir comment elle accepta la Convention de Genève. Le Reichstag la ratifia le 30 mai 1922, au cours d'une séance spéciale, séparée à dessein des discussions sur Gênes et sur Rapallo; il avait mis ses drapeaux en berne, et la salle des séances était décorée aux couleurs silésiennes voilées de crêpe. De nombreux discours furent prononcés, animés tous du même esprit de rancune; M. Loebe, président socialiste du Reichstag, clôtura la discussion en déclarant que l'Assemblée n'approuvait la convention que sous la pression des circonstances. L'état d'esprit qui a présidé à la ratification de la Convention de Genève n'a jamais cessé d'animer les gouvernements et les différentes administrations de l'Allemagne, pour son application pratique: il s'agit d'intensifier par tous les moyens le germanisme en Haute-Silésie polonaise et de dissocier le caractère national de la population polonaise de la Haute-Silésie allemande. On saisira toute la brutalité de cette politique en étudiant les diverses formes de l'activité des Polonais en Allemagne.

VIE POLITIQUE ET SOCIALE

Pour mieux défendre leurs droits et leurs intérêts, et aussi pour vivre une vie nationale plus intense, les Polonais qui habitent en Allemagne ont constitué de nombreuses associations politiques, scolaires, religieuses, économiques, professionnelles, culturelles, etc... Ces groupements exercent leur action dans tous les domaines et s'efforcent de défendre les droits de la minorité polonaise. Leur caractère national et généralement catholique leur attire l'hostilité de la plupart des Allemands, nationalistes et protestants militants. Les précisions que nous donnerons plus loin sur le régime de terreur que les organisations revanchardes font peser sur la minorité polonaise, avec la complicité des autorités allemandes, laissent entrevoir les difficultés que doivent vaincre les associations polonaises pour vivre, et les dangers auxquels sont chaque jour exposés leurs dirigeants et leurs adhérents.

La minorité polonaise d'Allemagne collabore d'une manière

très active à la rédaction de la revue mensuelle *Kulturwehr* (anciennement *Kulturwille*), organe de l'Union des minorités nationales en Allemagne. Mais il est édité en Allemagne, en langue polonaise, quatre journaux quotidiens et un certain nombre de périodiques. Il va sans dire que ces publications doivent se borner presque exclusivement à publier des informations; si elles se font les interprètes des revendications de la minorité polonaise, elles s'exposent à des condamnations et à des représailles sévères.

Le droit à la vie est assurément le plus sacré des droits dont les Polonais devraient pouvoir jouir librement en Allemagne. Hélas! il n'en est rien, et nous ne saurions raconter tous les attentats dont sont victimes ceux qui s'affirment polonais. A l'époque des élections, la situation est absolument intenable; c'est un régime de terreur qui sévit, systématiquement et savamment organisé, et, fait incroyable, protégé ouvertement par les autorités allemandes. Il nous suffira de citer quelques faits choisis entre bien d'autres, pour donner une idée de l'existence que mènent les Polonais en Allemagne et particulièrement en Haute-Silésie allemande où ils constituent une très importante minorité.

En mars 1928, pendant la répétition d'une chorale polonaise à Malina, une bombe a été jetée de l'extérieur par une fenêtre de la salle de répétition; quelque temps auparavant, au cours d'une représentation de cette chorale, des menaces avaient été proférées à l'adresse des Polonais qui ne renonçaient pas à organiser des manifestations artistiques nationales. Autre fait non moins caractéristique : à Kompie, des Allemands firent irruption avec l'instituteur Larisch dans une salle où était faite une conférence sur Notre-Dame de Lourdes, organisée par l'Union des associations de la jeunesse catholique polonaise, et le gendarme de service, que le président de la réunion avait instamment prié de rétablir l'ordre, refusa d'intervenir.

La *Vossische Zeitung* nous a appris qu'en mars 1928, au cours d'une réunion organisée à Rosenberg par la « Maternelle scolaire polonaise », une centaine de membres de l'Association pangermaniste *Selbstschutz* firent irruption dans la salle et, à coup de matraques et de casse-têtes, blessèrent grièvement un certain nombre d'assistants. Le journal alle-

mand terminait son article en exprimant son regret de voir les revanchards du Reich faire ainsi le jeu de leurs adversaires. Par ses persécutions, Bismarck n'a réussi qu'à affermir le patriotisme des Polonais et à encourager les efforts héroïques qu'ils firent pour recouvrer l'indépendance perdue; des attentats aussi sauvagement organisés ne feront qu'inciter les Polonais qui vivent en Allemagne à conserver plus fidèlement que jamais leur individualité nationale. Victor Hugo l'avait déjà dit : « On ne démarque pas une nation comme un mouchoir. »

Dans un télégramme circonstancié adressé au Secrétariat de la Société des nations le 2 avril 1928, la section silésienne de l'Union des Polonais en Allemagne rappelait qu'en dix jours, cinq réunions de caractère culturel ou religieux tenues par des Polonais, tant dans les villes que dans les campagnes, avaient été dispersées par des bandes armées, munies d'engins explosifs, faisant de nombreux blessés, hommes, femmes et enfants.

Il est navrant de constater que les attentats dont sont victimes les Polonais restent toujours impunis. Certes, le président de la province d'Oppeln a bien lancé une proclamation dans laquelle il déclarait : « Si des éléments irresponsables croient que par leurs perturbations ils accomplissent une œuvre patriotique, ils commettent une erreur regrettable. Tout au contraire, ils nuisent à toute la population haut-silésienne et aux intérêts de l'État. » Mais les sanctions se sont arrêtées là, et lorsque le 2 avril 1928, à l'ouverture de la Diétine d'Oppeln, le député polonais Pawlita flétrit les attentats et s'inquiéta de leur impunité, les représentants de tous les partis allemands défendirent l'attitude des autorités.

Plus récemment, alors que les Polonais avaient tant de fois vu leur sécurité menacée, de tragiques incidents ont encore excité les passions en Haute-Silésie allemande. Le 28 avril 1929, la troupe lyrique de Katowice vint donner une représentation de l'opéra polonais *Halka*, au Théâtre municipal d'Oppeln. La presse allemande, en annonçant la représentation, publia des articles violents invitant les Allemands à manifester leurs sentiments envers les Polonais : la veille de la représentation, quelques attentats furent déjà commis contre les chefs de la minorité polonaise. A l'heure de la représentation, un certain nombre d'Allemands chauvins se rassemblèrent devant le

théâtre et proférèrent des outrages et des menaces à l'adresse des spectateurs qui y pénétraient. Quelques jeunes gens s'introduisirent subrepticement dans la salle et, pendant les deux premiers actes de la pièce, firent éclater des boules puantes. La police ne dispersa pas les manifestants qui stationnaient devant le théâtre et dont le nombre s'accrut jusqu'à deux mille environ; après la représentation, ils injurièrent les spectateurs qui regagnaient leur domicile, leur crachèrent au visage et les maltraitèrent. A la gare, où aucun service d'ordre n'avait été prévu, les acteurs et les actrices de Katowice furent brutalement attaqués et grièvement blessés. Il faut remarquer que plusieurs soldats de la Reichswehr prirent part à ces actes de sauvagerie. Ces troubles provoquèrent une émotion intense en Pologne où de nombreuses manifestations de protestation furent organisées, imposantes dans la dignité dont elles furent toutes empreintes. Il est déplorable que, cette fois encore, les coupables n'aient pas été châtiés. Pour atténuer la fâcheuse impression produite dans le monde entier par les excès que nous venons de rappeler, les autorités allemandes déclarèrent que les fonctionnaires coupables seraient sévèrement punis, or, deux membres de la police d'Oppeln, dont l'attitude avait été en tous points condamnable, et qui, du reste, avaient été suspendus dans leurs fonctions, furent appelés, à Ratibor, à des postes plus élevés. Cette inconvenance du gouvernement prussien a été jugée comme il convenait par certains Allemands eux-mêmes.

Il faut encore relever un fait significatif : l'acquiescement par le tribunal d'Oppeln du docteur Knaak, directeur de l'*Oberschlesische Zeitung*, qui, avant la représentation de *Halka*, avait convié la population allemande à « prendre contre les Polonais les mesures qui convenaient ». La minorité polonaise de la Haute-Silésie allemande s'est émue de ces mesures qui semblent approuver les excès des chauvins et assurer l'impunité aux violences qui pourront encore être commises contre elles.

Du récit de ces tragiques incidents, trop fréquemment répétés, il faut retenir l'ardeur avec laquelle, comme avant 1914, l'Allemagne cherche par la terreur à déraciner le sentiment national de l'âme des Polonais, en les empêchant de prendre part aux réunions où ils peuvent communier dans l'amour du pays natal.

On peut alors imaginer le genre de sollicitude dont bénéficient, auprès des chefs d'industrie allemands, leurs ouvriers polonais. Le système de lois sociales dont s'enorgueillit l'Allemagne, n'étend pas ses bienfaits aux ouvriers polonais. Nous ne nous appesantirons pas sur la détresse de ces malheureux travailleurs ; il nous suffira d'extraire quelques lignes d'un rapport, émouvant dans son objectivité, fait par une femme de lettres danoise, M^{me} Karin Michaelis, après une enquête en Haute-Silésie allemande : « Nous descendons dans le logement d'un mineur. L'air y est humide et glacé. Il me pénètre. J'ai froid. Ah ! comme je gèle ! Deux petits sont couchés dans un lit. Ils sont entortillés de haillons. Ils s'agitent, inquiets, comme s'ils avaient la fièvre. « Sont-ils malades ? » demandai-je. La mère me regarda. Oh ! ce regard douloureux ! « Ma fille aînée, répondit-elle, vient de mourir à l'hôpital à treize ans. Maintenant c'est le tour de la seconde ; on la transportera lundi et elle ne rentrera plus... C'est ainsi que nous mourons et disparaissions, nous tous qui habitons ici. » Le représentant de la Protection sociale m'a déclaré : « Que puis-je faire ? Il n'y a qu'un hôpital, ici où cinquante hôpitaux suffiraient à peine !... » Nous suivons la grande rue. Je me frotte les yeux et je me demande si je ne rêve pas. Ces maisons, comment tiennent-elles ? Elles semblent avoir été dessinées par des enfants... Nous entrons dans une de ces maisons informes. C'est inouï. Les planchers ressemblent à des montagnes russes ; les enfants y glissent ; les meubles y glissent aussi d'eux-mêmes. A travers les fentes des murs on peut voir les étoiles. Et dire que des gens habitent ici ! Heureux celui qui a encore un toit sur sa tête... Ça et là des bourbiers puants. Et c'est dans de telles conditions que vivent 180 000 hommes. Je me dis qu'il serait préférable pour ces gens-là de mourir de faim, au lieu d'être condamnés à une mort lente... La mort les guette sans trêve. N'y a-t-il personne en Allemagne qui ait pitié de cette atroce misère ?... » Non, personne, ou du moins personne qui ait le courage de dénoncer cette iniquité et de protester contre les traitements inhumains infligés aux Polonais qui constituent la masse ouvrière de la Haute-Silésie allemande.

Cette politique d'extermination de l'élément polonais de l'Allemagne ne compte dans le pays aucun adversaire résolu :

il est pénible d'être obligé de constater que le Reich ne se soucie pas le moins du monde des intérêts matériels de la minorité polonaise. Mais, comme avant la guerre, l'ouvrier polonais, maltraité par les Allemands, résiste aux courants d'idées internationalistes et s'affirme nettement patriote.

Nous avons cité plus haut l'article 113 de la Constitution de Weimar, qui assure aux minorités le droit d'employer leur langue maternelle dans les bureaux administratifs et devant les tribunaux; la Convention de Genève confirme cette juste liberté. Mais, pour en profiter, les Polonais se heurtent à l'hostilité des fonctionnaires et des magistrats allemands. Le Polonais qui ose déposer en langue polonaise une plainte devant un tribunal ou présenter une demande à un service de l'administration prussienne, risque d'être boycotté, systématiquement et par tous les moyens. Les Polonais qui déposent comme témoins, dans leur langue maternelle, devant les tribunaux, se voient immédiatement couper la parole. Sont-ils inculpés? les juges leur déclarent brutalement qu'ils augmenteront la rigueur de la condamnation s'ils persistent à vouloir répondre en langue polonaise aux questions qui leur sont posées. Les services religieux avec sermons et cantiques en polonais sont interdits. Dans certaines villes, telles que Oppeln, Allenstein ou Ortelsbourg, ceux qui s'aventurent à parler polonais dans la rue, au restaurant ou dans un magasin, risquent d'être tués ou du moins odieusement maltraités.

Par là on devine avec quelle violence sont combattus les candidats polonais au Reichstag et au Landtag de Prusse. Les Polonais n'ont pas de représentant au Reichstag : dans aucune circonscription, un de leurs candidats n'a recueilli les 60 000 voix nécessaires. Au Landtag de l'État prussien, — il faut obtenir 40 000 suffrages pour y être élu, — les Polonais ont eu comme député, jusqu'aux élections de 1928, M. Baczewski qui accomplit sa rude tâche de défenseur des minorités opprimées avec une loyauté et une énergie bien dignes d'admiration. La faiblesse des résultats électoraux obtenus par les Polonais est due à plusieurs raisons. Les autorités morales allemandes, prêtres, pasteurs, instituteurs, cherchent à inspirer aux Polonais le dégoût de tout ce qui est polonais. Les pasteurs de Mazovie, par exemple, prêchent avec ardeur la haine du polonisme; mais ils n'ont pas réussi

à modifier les sentiments patriotiques des Polonais protestants. Ils les ont simplement rendus méfiants et renfermés, et ont ainsi provoqué la création d'une secte protestante polonaise : le père de famille, après s'être soigneusement assuré qu'il n'est pas espionné, réunit les siens autour de lui et leur lit la Bible, à haute voix, en polonais. La pression patronale, elle aussi, se fait sentir : avant les élections législatives de mai 1928, tous les employeurs ont reçu une circulaire officielle leur prescrivant de menacer de renvoi les ouvriers qui voteraient pour les candidats polonais, et de leur promettre une récompense de cinq marks en cas de succès des nationaux allemands. On comprend qu'un certain nombre de malheureux ouvriers polonais se soient laissé séduire, s'ils avaient une nombreuse famille à nourrir et si la misère les guettait. Il faut ajouter encore la crainte de représailles si l'on fait campagne pour un candidat polonais, et l'on jugera du courage qu'il faut pour déclarer, dans certaines circonstances, qu'on appartient à la minorité polonaise.

VIE SCOLAIRE

Les Allemands ont toujours poursuivi avec obstination la germanisation des Polonais par l'école. Celui qui est maître de la jeunesse, pensent-ils, a l'avenir pour lui. Ils espèrent, pour atteindre leur but, profiter de la souplesse de l'âme des enfants. Mais ils comptent sans l'ardeur du patriotisme de la race polonaise ; aussi leur politique est-elle vouée à l'échec. On se rappelle les incidents émouvants que provoquèrent jadis les affreuses tortures infligées par les instituteurs prussiens à ceux de leurs élèves qui s'obstinaient à leur répondre en polonais ; on se rappelle aussi la grève que firent plus de cent mille écoliers polonais pendant huit mois, en 1905 et 1907, pour protester contre la persécution des autorités prussiennes. Après la guerre, l'Allemagne emploie à nouveau les mêmes procédés : elle cherche par tous les moyens à empêcher les enfants polonais d'apprendre leur langue maternelle. Pour mieux comprendre les tendances de cette politique, nous allons étudier la situation de droit de l'enseignement polonais en Allemagne que nous comparerons ensuite à l'état de fait qui existe réellement.

Nous avons déjà cité l'article 113 de la Constitution de Weimar, qui stipule que « les populations de langue étrangère du Reich ne peuvent... subir aucune atteinte... dans l'usage de leur langue maternelle pour l'enseignement ». Le Reich semblait ainsi s'être engagé à assurer l'instruction des minorités dans leur propre langue. Cependant la loi du 28 avril 1920 sur les écoles primaires publiques et la loi du 15 juillet 1921 réglementant l'enseignement religieux, ne contiennent aucune disposition relative aux minorités. Le 19 février 1926, le député Erkelenz et quelques-uns de ses collègues présentèrent au Reichstag une motion ainsi conçue : « Le Parlement a décidé de demander au Gouvernement du Reich de lui soumettre, dans le plus bref délai possible, une loi qui garantirait aux minorités nationales une vie intellectuelle indépendante. » Cette motion resta sans suite. Il n'y a donc dans la législation du Reich aucune disposition qui assure aux minorités, et en particulier à la minorité polonaise, un enseignement spécial.

La situation en Prusse doit être étudiée avec une attention particulière, car c'est sur le territoire prussien que se trouve concentrée la plus grande partie de la minorité polonaise de l'Allemagne. L'article 73 de la Constitution prussienne du 30 novembre 1920 autorise les diétines provinciales à admettre, par voie de lois régionales, dans les pays de langue mixte, l'emploi d'une langue étrangère dans l'enseignement. Mais ce n'est là qu'une possibilité; et, sauf en Haute-Silésie allemande où s'applique la Convention de Genève, la population polonaise était trop disséminée et trop faible pour obtenir des diétines provinciales le vote des lois prévues. L'article 73 de la Constitution prussienne n'a donc eu aucune portée pratique. Le décret du ministre de l'Instruction publique de Prusse, daté du 31 décembre 1918, constitue une base beaucoup plus importante pour l'enseignement polonais en Prusse. Il fut promulgué au moment où la Conférence de la Paix discutait à Versailles du sort de la Warmie et de la Basse-Vistule; aussi la Prusse, qui redoutait de perdre ces provinces au profit de la Pologne, voulut-elle faire preuve de libéralisme à l'égard de la minorité polonaise qui y était établie. Ce décret permettait aux Régences d'organiser des cours de langue polonaise dans les écoles de l'État, en tenant compte des circonstances locales et

du désir de la population polonaise. Les lois en vigueur avant le 31 décembre 1918 admettaient uniquement l'enseignement de la religion en polonais au cours inférieur, et ne prévoyaient pas l'enseignement de la langue polonaise. Le décret du 31 décembre 1918 réalisait donc, théoriquement du moins, un progrès sensible dans les mesures législatives prises par la Prusse en faveur de la minorité polonaise.

En avril 1928, le Gouvernement prussien annonça que les autorités respectives du Reich et de la Prusse, « animées du désir de garantir aux minorités nationales le droit de défendre leur nationalité », avaient nommé une Commission pour étudier le règlement théorique et pratique de la question des minorités. Les Polonais furent alors saisis d'un grand espoir : leurs légitimes aspirations allaient-elles recevoir satisfaction dans une plus large mesure ? Ils purent le croire, car la Commission d'études se mit en rapports avec les représentants des minorités, et soumit au gouvernement prussien, qui l'adopta avec quelques modifications, un projet détaillé d'organisation de l'enseignement minoritaire en Prusse. Le décret qui en contient les stipulations fut promulgué le 31 décembre 1928. Il est d'abord spécifié, dans ce nouveau texte, que le fait d'appartenir à une minorité dépend de la libre décision de chacun : celui-là seul appartient à une minorité, qui affirme sa volonté d'y appartenir. Le décret prévoit la création d'écoles primaires polonaises privées, mais subventionnées par les pouvoirs publics. Il rend possible le recrutement d'un corps enseignant qualifié : l'autorisation d'enseigner doit être accordée par les autorités prussiennes à ceux et à celles qui posséderont l'aptitude dans le service scolaire prussien, ou l'aptitude correspondante dans le service scolaire polonais.

C'est là certainement une amélioration sensible dans la situation légale de l'enseignement polonais en Prusse. Mais l'application du nouveau système permettra seule d'en juger la valeur. Or des difficultés ont déjà surgi : les journaux polonais signalent plusieurs cas d'instituteurs polonais auxquels les autorités prussiennes ont refusé les passeports qui leur sont nécessaires pour rejoindre les postes qui viennent de leur être confiés en Allemagne. On peut se demander si les autorités prussiennes ne cherchent pas à installer dans les nouvelles écoles polonaises le plus grand nombre possible

d'instituteurs et d'institutrices allemands qui saboteront l'enseignement polonais et en dégoûteront leurs élèves. Ou peut-être cherchent-elles simplement à retarder l'ouverture des nouvelles écoles et à lasser les Polonais qui seront alors contraints d'envoyer leurs enfants suivre les cours des écoles allemandes.

Aussi bien, dans un article de tête du journal catholique allemand, *Germania*, du 15 avril 1929, M. Warnke, député au Reichstag et inspecteur de l'enseignement primaire, préconisait-il le maintien de toutes les écoles allemandes, et surtout de toutes les écoles catholiques allemandes, dans l'espoir que les enfants polonais ne tarderaient pas à quitter les écoles polonaises et à fréquenter à nouveau leurs anciennes écoles. Et M. Warnke ajoutait : « La suppression des écoles catholiques allemandes s'opérerait au détriment de la cause nationale que nous défendons dans ces régions. Nous ne pouvons faire d'économie pour notre politique des confins : les millions de marks que nous dépensions à entretenir nos forteresses, doivent aujourd'hui trouver leur emploi dans l'éducation d'une jeunesse consciente de sa mission nationale aux confins du pays. » De nombreuses voix, en effet, se font entendre actuellement pour reprocher au gouvernement prussien son récent décret, et pour l'inviter à mener une politique énergique de propagande nationale et religieuse qui en neutralise les effets. Par exemple, un congrès tenu à Deutsch-Krone par des Allemands de Prusse occidentale vota, le 18 juin 1929, une résolution, dirigée contre le nouveau décret scolaire, dans laquelle il est dit : « C'est devant cette menace que la population allemande protestante demande aux autorités responsables de l'aider à maintenir l'élément allemand et la foi protestante. » Il ne faut jamais perdre de vue le double aspect national et religieux des rapports germano-polonais, aussi bien pour étudier l'histoire des faits passés que pour comprendre la politique actuelle du Reich.

En Haute-Silésie allemande, l'enseignement de la minorité polonaise, — comme aussi l'enseignement de la minorité allemande de Haute-Silésie polonaise, — est réglé par les articles 97 et 131 de la Convention de Genève du 13 mai 1922, dont nous avons déjà résumé les autres stipulations. En ce qui concerne l'enseignement libre, la Convention de Genève assure

aux minorités de Haute-Silésie la possibilité de créer, de diriger, de surveiller et d'entretenir à leurs frais des écoles privées, pourvu que les conditions requises pour la sécurité des enfants soient remplies, et que les instituteurs ou précepteurs se trouvent dans les conditions légales de capacité et n'abusent pas de leurs fonctions pour se livrer à une activité hostile à l'État. Il y a trois formes d'enseignement minoritaire public pour les Polonais : les écoles minoritaires, où le polonais est la langue véhiculaire; les classes minoritaires, où l'enseignement est donné en langue polonaise, dans les écoles publiques allemandes; enfin, les cours de langue polonaise, ou les cours de religion, donnés en polonais dans les écoles d'État allemandes. La Convention de Genève règle minutieusement les conditions d'ouverture, de suspension et de fermeture de ces écoles, classes et cours minoritaires, dans les divers degrés de l'enseignement public. Nous verrons plus loin comment, dans la pratique, sont interprétées et appliquées ces dispositions, en Haute-Silésie allemande.

Pour différentes raisons, il y eut, à certains moments, en Allemagne, un afflux de travailleurs polonais, qui s'établirent ensuite dans le pays. Ce sont surtout des ouvriers agricoles ou métallurgistes, des terrassiers ou des briquetiers. Le gouvernement polonais s'est préoccupé d'assurer à leurs enfants l'enseignement de leur langue maternelle, et il a ouvert des négociations avec les autorités allemandes. Mais celles-ci refusèrent d'accéder au désir des Polonais, et les pourparlers échouèrent. Les enfants des Polonais immigrés sont donc contraints d'aller à l'école allemande; et ce n'est que dans des cas très rares qu'il leur est possible de fréquenter des cours privés, — du soir ou de l'après-midi, — capables de leur donner une connaissance élémentaire de la langue polonaise.

Nous venons de passer en revue les différents textes législatifs, diplomatiques ou administratifs qui constituent les bases théoriques de l'enseignement polonais en Allemagne. Mais les autorités allemandes les appliquent d'une manière absolument insuffisante et avec une mauvaise volonté manifeste. Il serait suggestif, mais trop long; d'étudier les péripéties de la campagne que doit soutenir la minorité polonaise pour obtenir le respect des droits qui lui ont été promis. Il s'agit là de réclamer l'exécution des engagements pris par les autorités alle-

mandes et prussiennes, plus encore que de vouloir leur modification dans un sens plus libéral.

Il va sans dire que les autorités cherchent par tous les moyens à entraver le fonctionnement de cet enseignement privé. L'usage des locaux nécessaires est souvent interdit aux Polonais sous des prétextes divers, ou la location leur en est offerte à des conditions exagérées. En outre, il est souvent difficile de trouver dans les colonies polonaises des personnes capables d'enseigner. On entrevoit ainsi les obstacles que les Polonais doivent surmonter pour créer et entretenir ces cours privés.

Il faut aussi remarquer que les Polonais courent de gros risques en demandant, pour leurs enfants, l'ouverture d'écoles, de classes ou de cours minoritaires. Ils sont l'objet d'innombrables chicanes, de la part des autorités comme aussi des employeurs allemands, et les enfants qui débute dans la vie avec un certificat d'études obtenu à la sortie d'une école polonaise, risquent de ne jamais trouver de situations convenables. Cela explique la diminution, parfois sensible, du nombre de Polonais qui, chaque année, demandent l'ouverture d'écoles minoritaires. Il est à noter cependant que, depuis un certain temps, au sein même de la minorité polonaise, un mouvement se manifeste pour réagir contre cette diminution.

Nous allons citer quelques chiffres dont l'éloquente brutalité mettra en tout son jour la situation réelle des enfants polonais d'Allemagne au point de vue scolaire. En Haute-Silésie allemande, la Convention de Genève n'a connu de réalisation, bien insuffisante cependant, que pour l'enseignement primaire : au 1^{er} juin 1928, sur plus de 80 000 enfants polonais, 506 seulement recevaient l'enseignement en polonais, 719 suivaient à l'école allemande des cours de langue polonaise, et 3 706 apprenaient le catéchisme en polonais. Dans la province que les Allemands appellent Grenzmark-Posen-Westpreussen, et qui comprend ce qui est demeuré prussien de l'ancienne Posnanie et de la Prusse, la conscience nationale des Polonais est restée plus éveillée encore qu'ailleurs : ils n'ont pas connu là les péripéties des plébiscites, le régime de terreur qui les accompagne et les amères déceptions qui les suivent. Ils se sont efforcés de réaliser les possibilités que leur offrait le décret du 31 décembre 1918. Certes, on exerce sur les pétitionnaires une forte pression politique et économique pour obtenir le retrait

de leur signature ; et les pétitions sont elles-mêmes souvent déboutées. Mais les Polonais ne renoncent pas à leurs revendications ; ils insistent, et bien souvent ils parviennent à vaincre l'inertie, voire même la mauvaise volonté de l'administration prussienne. En 1928, ils ont obtenu la création, dans dix-sept écoles allemandes, de cours de langue polonaise qui sont suivis par 1 137 élèves, c'est-à-dire par près de la moitié des enfants polonais de cette région. Cette proportion pourrait paraître satisfaisante ; hélas ! la valeur de l'enseignement est absolument insuffisante. En Prusse orientale, 286 enfants suivent, dans quinze écoles allemandes, des cours minoritaires de langue polonaise : c'est une infime minorité. Les Mazoures qui habitent le sud de la Prusse orientale et qui, bien que protestants, sont polonais de cœur comme de race, ne peuvent, malgré leurs efforts, bénéficier du décret du 31 décembre 1918, puisqu'ils sont considérés comme constituant une nationalité particulière.

Le décret de 1918 n'est pas davantage applicable à la Westphalie et à la Rhénanie, où sont installés une centaine de milliers d'ouvriers polonais. Mais ceux-ci ont organisé, au milieu de difficultés sans nombre, des cours libres où la langue polonaise est enseignée par ceux d'entre eux qui ont quelque instruction. Nous avons déjà signalé les obstacles que rencontre le fonctionnement de ces cours ; mais l'énergie des Polonais les surmonte, et leurs enfants apprennent leur langue maternelle à des cours libres du soir ou de l'après-midi, de deux à quatre heures par semaine, chaque année plus nombreux et plus fréquentés. L'extension de cet enseignement privé est saisissant : en 1924, 7 cours étaient organisés, et suivis par 468 enfants ; en 1928, il y avait dans cette même région 39 cours, comprenant 72 classes, et suivis par 2 379 élèves. Ces chiffres témoignent de l'effort poursuivi sans relâche par les ouvriers polonais du bassin westphalo-rhénan pour maintenir chez leurs enfants le culte des traditions nationales et l'usage de la langue maternelle. Il faut toutefois reconnaître que les Polonais ont moins à souffrir là que dans le reste de l'Allemagne de la pression patronale.

A Berlin et dans le reste de l'Allemagne, à Breslau, à Hanovre, à Hambourg et en Saxe, malgré leur répartition en îlots disséminés, les Polonais ont organisé des cours de langue polonaise qui fonctionnent et se développent régulièrement.

L'Union des sociétés scolaires polonaises d'Allemagne s'efforce de profiter du décret prussien du 31 décembre 1928; malgré d'innombrables difficultés, elle a pu ouvrir, au début de l'année scolaire 1929-1930, 31 écoles primaires polonaises privées, fréquentées par 1256 enfants qui sont dispensés de suivre les cours des écoles allemandes. Par ces chiffres, il est facile et intéressant de comparer la situation de l'enseignement polonais, assuré par l'État prussien, avec les résultats déjà obtenus par les cours organisés par les Polonais eux-mêmes : malgré les difficultés de toutes sortes qui leur sont faites chaque jour, et qui cependant ne découragent pas leurs efforts, les Polonais ont obtenu des résultats beaucoup plus considérables que les autorités du Reich et de la Prusse auxquelles cette tâche incombait et qui s'y sont dérobées.

Les enfants polonais qui ne peuvent ou ne veulent pas, — parce que leurs parents craignent des représailles, — suivre les cours minoritaires, vont à l'école allemande, où ils sont l'objet d'une surveillance toute spéciale. Ils sont durement punis s'ils se servent de leur langue maternelle pour parler entre eux. Pour échapper à des châtiments trop rigoureux, ils sont souvent obligés de s'espionner mutuellement et de dénoncer à leurs maîtres ceux d'entre eux qui osent parler la langue de leur père. Quelle conscience peut ne pas se révolter devant ces procédés perfides qui tendent à germaniser l'âme des Polonais, et qui en même temps dépravent le caractère de leurs enfants en leur apprenant à vivre dans une constante méfiance réciproque ? Mais la population polonaise est sans défense devant le chauvinisme des instituteurs prussiens : les autorités responsables, mises au courant de faits nombreux et répétés, ont toujours refusé de prendre les sanctions qui s'imposaient.

Les Polonais d'Allemagne résistent à toutes ces persécutions, sachant bien que, selon la parole de Mistral, « un peuple dominé, subjugué, ne périt pas, s'il sait conserver envers et contre tous sa langue ». Les Polonais ne sont d'ailleurs pas seuls à lutter en Allemagne pour garder leur individualité nationale en maintenant entre eux l'usage de la langue de leurs ancêtres. Les Serbes de Lusace donnent, eux aussi, un exemple magnifique de fidélité à une langue supprimée officiellement depuis plus de six siècles. Dès 1327, la langue wende était prohibée sous peine de mort à Leipzig; en 1714,

le roi Frédéric-Guillaume I^{er} interdisait l'usage de la langue serbe dans les écoles primaires, et Frédéric le Grand, le disciple de Voltaire, l'ami des philosophes, décrétait que le crime de parler serbe en public était passible de la peine capitale. Pourtant cette langue interdite, chassée des écoles, des églises, parlée seulement dans le secret du foyer familial, après s'être transmise oralement de génération en génération, est devenue, grâce à l'admirable effort d'une élite intellectuelle, à l'amour de tout un peuple, un organe fort, souple et vivant. La langue serbe de Lusace possède aujourd'hui des dictionnaires, des grammaires, une littérature riche et variée allant des légendes nationales à de fidèles traductions d'Homère, de Shakespeare, de Schiller, de Gogol. Cette langue, privée d'écoles primaires, a une presse florissante, des revues littéraires et scientifiques, un théâtre. Les Serbes de Lusace sont de fidèles sujets du Reich, mais ils conservent avec un soin jaloux tous les caractères nationaux de leur origine slave.

On ne saurait plus sévèrement critiquer la politique de germanisation par l'école poursuivie depuis si longtemps par les gouvernements qui se sont succédé à Berlin, qu'en rappelant les paroles raisonnables que prononçait en 1822 le ministre prussien Allenstein : « La religion et la langue sont les choses les plus sacrées pour un peuple, car sur elles reposent et la façon de penser et celle de concevoir. Le pouvoir qui reconnaît, respecte et aime ce caractère sacré, peut être certain de gagner les cœurs de ses sujets; tandis qu'au contraire celui qui traite à la légère ces trésors nationaux ou, pis encore, y porte la main, outrage ce peuple et fait des sujets infidèles ou hostiles... Oter à quelqu'un sa langue maternelle et par cela même sa manière de penser, pour lui imposer artificiellement et en échange une langue étrangère, serait à l'égard d'un individu prendre la plus fausse voie pour l'instruire, à plus forte raison à l'égard d'une nation, alors même que cette nation serait loin de posséder une langue aussi riche, aussi claire, aussi formée, aussi perfectionnée grammaticalement que l'est le polonais. »

VIE ÉCONOMIQUE

La politique économique, poursuivie par le Reich et par la Prusse dans les provinces orientales de l'Allemagne, est, elle

aussi, particulièrement intéressante à étudier de près. C'est une politique de colonisation et de germanisation à outrance. Il s'agit d'obtenir par tous les moyens, d'une part l'extermination des Polonais, et d'autre part le renforcement de l'élément allemand. Les données du problème n'ont pas changé depuis un siècle : la natalité des Polonais se maintient à un taux très élevé, tandis que celle des Allemands tend à décroître. L'élément polonais risque donc de dominer, alors que la politique allemande veut sa disparition. Le chancelier de Bulow le disait en 1902 à un correspondant du *Figaro* : « Si je lâche dans ce parc dix lièvres et cinq lapins, dans un an j'aurai dix lièvres et cent lapins. Voilà pour nous la question polonaise. » Pour la résoudre, l'Allemagne emploie toujours les mêmes méthodes. Les Polonais résistent à la germanisation par l'école : il faut employer la séduction et essayer la corruption. « Puisque les Polonais ne veulent pas nous donner leurs cœurs, disait jadis un député prussien, qu'ils nous donnent leurs terres ! » Ce désir de chasser les Polonais hors de leurs domaines hante toujours la politique prussienne.

Pour réaliser ce vaste dessein, il faut empêcher d'abord les Polonais d'acheter des terres en Allemagne et de s'y installer ainsi plus solidement. L'arrêté du 9 avril 1925, signé par le haut-président de la province de Haute-Silésie, est tout à fait significatif : il empêche les Polonais citoyens allemands d'acquérir des terrains. De telles mesures ne semblent guère conformes à l'article 113 de la Constitution de Weimar et à la Convention de Genève qui imposent au Reich l'obligation de traiter d'égale façon les Allemands et les Polonais de Haute-Silésie.

Il faut ensuite fortifier l'élément allemand dans les provinces orientales du Reich ; il faut que de nombreux Allemands de l'ouest soit tentés de s'y établir, par la fertilité de leur sol et aussi par l'aménagement économique tout particulièrement perfectionné dont elles auront été dotées. La politique est ancienne : dès le premier partage de la Pologne, Frédéric II installa dans les provinces qu'il venait d'acquérir 3 000 familles appelées de la Silésie, de la Thuringe et du Mecklembourg. Ses successeurs suivirent son exemple. Mais cette politique de colonisation ne fut méthodiquement et légalement organisée qu'en 1886, lorsque fut instituée par Bismarck et sous son

contrôle direct, la Commission de colonisation dont le but était de « fortifier l'élément allemand dans les provinces de Prusse orientale et de Posnanie contre les menées du polonisme, en y établissant des agriculteurs et des ouvriers allemands ». Cette politique de colonisation fut encore intensifiée par le chancelier de Bülow qui fit voter la loi du 30 juin 1904, dite d'établissement, et la loi d'expropriation du 30 mars 1908. Pour les besoins de cette politique, le gouvernement prussien a dépensé de 1886 à 1914 la somme globale de 1 300 millions de marks.

La Prusse de 1919 a fidèlement adopté les principes de colonisation que nous venons de rappeler. Les fonds sont votés en bloc par le Landtag, et leur affectation est fixée par une commission de vingt-neuf membres, appelée *Ostausschuss* ou *Ausschuss für die ostliche Grenzgebiete* qui est chargée d'étudier les questions qui concernent les provinces orientales de l'Allemagne habitées, nous l'avons vu, par une minorité polonaise importante. Mais, violant l'article 91 du règlement du Landtag qui permet aux députés qui ne font pas partie des Commissions d'assister à leurs réunions comme auditeurs muets, l'*Ostausschuss* défend au député polonais Baczewski d'être présent à ses délibérations. Les crédits ainsi votés servent à la construction de logements, à l'aménagement de voies de communication nouvelles, à la création d'écoles, à l'extension de l'agriculture, au développement de diverses œuvres et associations, etc... Aucun domaine de la vie allemande n'a été négligé dans les différents programmes qu'adopta l'*Ausschuss*; chacun en a reçu une puissante base financière. Les écoles, les théâtres, les bibliothèques, toutes sortes d'industries, à caractère spécifiquement allemand, obtiennent de la part de l'État prussien d'importantes subventions : ils jouissent aussi de l'assistance de banques allemandes qui leur accordent des crédits à long terme, à des conditions beaucoup plus avantageuses que celles qui sont habituellement consenties dans les autres provinces du Reich. Mais dans tous ces programmes, les besoins de la minorité polonaise sont complètement négligés. Séduits par des conditions exceptionnelles, les Allemands de l'ouest et du sud viennent en grand nombre coloniser la Poméranie prussienne, la Prusse orientale et la Prusse occidentale; des offres séduisantes leur sont officiellement faites, et l'État prus-

sien leur donne la mission de lutter sans relâche contre l'élément polonais qui, au cours de l'histoire, a toujours vécu dans ces régions.

Quelques chiffres indiqueront quels sont les résultats de cette politique : de 1919 à 1925, la Prusse a morcelé, près de la frontière polonaise, 165 687 hectares sur lesquels elle a installé 6524 familles allemandes, cependant que 73 819 familles qui habitaient déjà ces régions, ont vu leurs domaines s'étendre et leur existence s'améliorer. On conçoit ainsi l'effort énorme que déploie la Prusse pour fortifier le caractère allemand de ses provinces orientales, pour noyer la population polonaise autochtone dans une population germanique de colonisation.

LES ALLEMANDS EN POLOGNE

Pour que cette étude présente un intérêt immédiat et qu'elle donne une idée aussi exacte que possible du différend qui sépare actuellement la Pologne et l'Allemagne au sujet des minorités, il nous faut tracer maintenant un tableau sommaire de la situation des Allemands en Pologne. Il sera alors plus facile de juger sincèrement de la valeur des réclamations de la minorité polonaise d'Allemagne et de la minorité allemande de Pologne.

Le recensement polonais du 30 septembre 1921 nous signale la présence en Pologne de 1 038 824 Allemands; ce chiffre a depuis lors peut-être un peu diminué. Ces Allemands sont surtout groupés en Silésie (Haute-Silésie et Silésie de Cieszyn) et en Posnanie. Ils habitent la Pologne depuis un siècle seulement, alors que les Polonais d'Allemagne sont pour la plupart des autochtones, entourés maintenant de colons allemands venus dans les provinces qui furent injustement ravies par la Prusse à la Pologne à la fin du XVIII^e siècle.

Le traité du 28 juin 1919, qui fut conclu à Versailles entre les États-Unis d'Amérique, l'Empire britannique, la France, l'Italie et le Japon, d'une part, et la Pologne, d'autre part, soumet la politique minoritaire de la Pologne à des obligations qu'elle a toujours scrupuleusement et loyalement exécutées, et dont la mise en pratique est assurée par un certain nombre de lois et décrets. Les Allemands jouissent en Pologne de la plus large liberté pour leur développement national, tant intellectuel

qu'économique. En particulier, l'ouverture des écoles, classes et cours minoritaires allemands, s'est faite sur une large échelle. En 1927, 753 écoles primaires minoritaires allemandes étaient fréquentées par 68 249 enfants, et dans 173 écoles primaires polonaises, 23 311 élèves allemands recevaient l'enseignement dans leur langue maternelle ; 38 collèges minoritaires allemands, comprenant 370 classes, étaient fréquentés par 9 490 élèves, et, dans trois collèges polonais, 44 classes minoritaires donnaient l'enseignement en allemand à 1 489 enfants. Il faut citer encore 4 écoles normales d'instituteurs avec 429 élèves, destinées à former des maîtres aptes à enseigner dans les écoles minoritaires allemandes, ainsi qu'un certain nombre d'écoles professionnelles et d'écoles maternelles, et l'on aura une idée du soin avec lequel l'État polonais a organisé l'enseignement national de la minorité allemande.

Mais certains incidents, dus à la structure sociale toute particulière de la Haute-Silésie polonaise, ont malheureusement compliqué la situation. Les dirigeants des puissantes industries de cette région sont, dans une forte proportion, allemands. Or, depuis un certain temps, on s'aperçoit que, par l'intimidation ou la menace, ils contraignent leurs ouvriers polonais à envoyer leurs enfants à l'école allemande. Tel cet industriel qui un jour renvoya en bloc 200 de ses ouvriers polonais sous prétexte d'économie, et qui peu après embaucha 200 autres Polonais qui tous firent inscrire leurs enfants à l'école allemande : la pression patronale avait profité du besoin de travailler qui étreignait ces malheureux.

Il va sans dire que les enfants qui entrent ainsi à l'école minoritaire allemande ont presque toujours une connaissance très insuffisante de la langue allemande. Le gouvernement polonais décida alors de contrôler l'admission des enfants dans les écoles minoritaires ; il veut à bon droit empêcher que les écoles qu'il entretient à ses frais servent à germaniser les enfants polonais. C'est alors que de violentes protestations se firent entendre. Car si les Allemands jouissent en Pologne d'une large liberté, ils n'observent pas l'élémentaire correction qui s'impose envers l'État qui leur accorde une si généreuse hospitalité, et sans cesse leurs organisations conspirent contre lui, et cherchent à saper son autorité. La plus forte de ces organisations est le *Deutschoberschlesischer Volksbund in Pol-*

nisch-Schlesien für Wahrung der Minderheitsrechte (Union populaire allemande de Haute-Silésie en Silésie polonaise pour la défense des droits des minorités), fondé le 8 novembre 1921. C'est l'action anti-polonaise de ce groupe qui fut dénoncée avec vigueur en décembre 1928 devant la Société des nations par M. Zaleski. Gêné par cette intervention, M. Stresemann riposta par un coup de poing nerveux sur la table, qui indisposa, nous le savons, un certain nombre de ses collègues étrangers. Il est cependant de l'intérêt de la paix que le Reich cesse de soutenir moralement et financièrement un mouvement qui trouble profondément la tranquillité dont la Haute-Silésie a besoin pour la prospérité de son industrie. Les sentiments patriotiques légitimes, que la Pologne respecte chez les Allemands, ne doivent pas se muer en un pangermanisme turbulent qui entretient un malaise inquiétant.

* * *

Le contraste est saisissant entre l'oppression qui pèse sur les Polonais en Allemagne, et la liberté dont jouissent les Allemands en Pologne. Une telle comparaison manifeste nettement deux conceptions politiques tout à fait différentes dont les tendances sont assez faciles à distinguer. La politique polonaise veut fortifier la situation de l'État créé par le traité de Versailles ; par conséquent, elle n'admet nullement l'éventualité d'une revision des frontières. L'Allemagne, au contraire, ne cache pas son désir de reprendre sa place d'avant-guerre, et en particulier de modifier sa frontière orientale, afin d'arracher à la Pologne la Haute-Silésie polonaise et la bande de territoire qui sépare la Prusse orientale de l'ensemble de l'Allemagne. Pour atteindre ce but, — souhait de tous les partis allemands, — elle poursuit une active politique minoritaire, afin de dépoloniser et de germaniser complètement, non seulement les confins orientaux du Reich, mais aussi les provinces polonaises qu'elle a perdues en 1919. *Le Journal de Genève* a dû lui-même reconnaître que les différents programmes établis par l'*Ostauschuss* tendaient à construire, « le long de la frontière polonaise, une véritable digue vivante » par l'expulsion systématique de la population polonaise de la zone limitrophe et par son remplacement « par une population allemande soigneusement triée pour servir aux fins d'un nationalisme militant ». Sur

son territoire, l'Allemagne veut exterminer la minorité polonaise ; à l'intérieur de la Pologne, elle charge la minorité allemande de la colonisation, grâce à un noyautage et à une propagande méthodiquement organisés. Elle adopte les mêmes principes et les mêmes procédés qu'aux pires jours de la puissance prussienne.

« Notre politique dans l'Est, a écrit le prince de Bulow dans son ouvrage sur *la Politique allemande*, est un devoir du peuple allemand vis-à-vis de lui-même. Cela ne constitue pas une politique de parti, mais une question d'intérêt général, une question dont la réponse négative ou affirmative décidera, non seulement de la destinée des Allemands dans l'Est prussien, mais encore de l'avenir de la Prusse, de celui de l'Empire et du monde allemand. » Ce langage est toujours tenu en Allemagne ; il faut le méditer. Le Reich poursuit actuellement cette politique avec d'autant plus d'ardeur qu'il s'agit pour lui d'arriver à une germanisation générale le plus rapidement possible, afin de pouvoir invoquer le principe des nationalités pour obtenir la revision tant souhaitée du traité de Versailles. Au reste, ce n'est pas uniquement à l'égard de la Pologne que l'Allemagne poursuit cette politique, et nous aurions pu faire plusieurs rapprochements suggestifs avec certaines données plus ou moins connues du problème alsacien.

L'Allemagne a d'autant plus de facilité pour se livrer à cette tactique à l'égard de la Pologne que sa politique minoritaire est soumise à des obligations internationales très restreintes, alors que la Pologne a pris, en 1919, des engagements très stricts envers les minorités qui sont établies sur son territoire. Aussi bien, aucune suite n'est-elle donnée à des déclarations telles que celle que faisait M. Stresemann, en 1925 : « Je voudrais déclarer, à la suite des requêtes qui demandent que nous nous occupions des minorités allemandes à l'étranger, que nous pouvons défendre les droits des minorités allemandes de l'étranger avec une entière conviction et en toute conscience, si dans notre patrie allemande nous accordons aux minorités nationales tout ce que nous réclamons pour les Allemands à l'étranger. » Il est vain de prononcer de telles paroles quand on est fermement décidé à ne les faire suivre d'aucune réalisation pratique.

Nous ne prétendons pas proposer un remède à la situation. Les minorités demandent la protection de leurs droits moraux et intellectuels, comme de leurs intérêts matériels; la défense des uns et des autres n'est pas suffisamment assurée par des textes juridiques. L'exemple de la Haute-Silésie est frappant, à ce point de vue : la Pologne et l'Allemagne subissent les mêmes obligations dans la partie de la Haute-Silésie qui leur a été attribuée en 1921, et cependant la situation y est bien différente.

Tout dépend de l'esprit qui préside à l'interprétation des textes et à leur exécution. Hélas ! on est obligé de remarquer que l'hostilité de l'Allemagne à l'égard de la Pologne ne semble pas désarmer, et il est à craindre que toutes les obligations qu'osera lui imposer le concert international, resteront lettre morte. Le problème des minorités ne sera pas résolu; il y aura encore des Polonais mécontents en Allemagne, et des Allemands turbulents, — une « minorité opprimante », selon l'expression de M. René Dupuis, — en Pologne. Ce seront autant d'éléments de trouble dans une Europe qui cependant aspire au calme.

PH. POIRSON.

POÉSIES

RETOUR A LA MAISON

*Ille terrarum mihi præter omnes
Angulus ridet, ubi non Hymetto
Mella decedunt...*

HORACE.

I

Entrez. Cette maison, c'est la vôtre, Clymène.
Après de longs tourments l'amour vous y ramène,
Par cette aube d'automne où passent les oiseaux
Qui vont chercher l'azur à l'autre bord des eaux.
Seule demeure ici la grise tourterelle;
Elle est mon humble amie et j'ai du grain pour elle.
Elle ne pense guère à des golfes lointains
Et sur mon cerisier roucoule ses destins.
Comme elle, puissiez-vous, heureuse tourterelle,
Clymène, ici vous plaire et roucouler comme elle

II

Que l'automne était triste encore l'an dernier!
Vainement le maïs emplissait mon grenier;
Vainement l'air plus doux s'attardait aux feuillages.
Mon cœur, oiseau captif, rêvait de longs voyages
Et, pour trouver la paix loin de ces lieux amers,

De franchir les forêts et de passer les mers.
J'eusse quitté ce calme où de rouges groseilles
Retiennent à midi les dernières abeilles,
La haie où pour brouter se cabrent les chevreaux
Et l'opaque figuier qui berce mes carreaux.
L'enclos où du bonheur j'avais pris l'habitude,
Je l'eusse abandonné pour fuir ma solitude.
Un palmier vaut-il mieux que ce pauvre tilleul ?
A l'autre bout du monde aurais-je été moins seul ?
Vanité ! Nos tourments peignent les paysages ;
La nature en tous lieux reflète nos visages,
Clymène ; mes chagrins décolorent les fleurs,
Et celui qui voyage emporte ses douleurs.

III

L'automne est dans ce cœur qui ne sait oublier.
Le printemps reverdit l'orme et le peuplier,
Mais mon rêve s'effeuille avec mélancolie.
J'avais pourtant rêvé d'une si belle vie !
Trop belle ! Je voyais des ailes aux chevaux.
Pégase s'envolait vers des astres nouveaux,
Et cognait du sabot les étoiles filantes.
Plus vite ! murmurais-je à ses ailes trop lentes.
Il hennissait, et par l'azur nous bondissions
Dans le désert fleuri des constellations.
Désert, tu nous as vus retomber sur la terre,
Un soir. — Pégase broute ; et songeant au mystère,
Je regarde monter la lune à l'horizon,
Et ne sais plus sourire à l'heureuse saison.

IV

Pégase, est-il amer le trèfle que tu broutes ?
Ne gémis-tu dans l'ombre en évoquant nos routes
Aériennes ? L'herbe ouvre ses pauvres fleurs.
Cieux naguère fleuris, voyez-vous mes douleurs,
Quand l'oublieux Cheval borne toute sa gloire
A trancher le gazon d'une forte mâchoire ?
Cheval, ne sais-tu plus nos chemins étoilés ?

— Je sais ma plume lasse et mes sabots brûlés.
 Je broute. L'herbe est bonne et je borne mon rêve.
 Je suis comme un nageur revenu sur la grève
 Et qui n'a point souci de se remettre à l'eau.
 Pourquoi de nos destins fais-tu ce noir tableau?
 Pourquoi ne pas nous plaire au calme des prairies
 Quand le printemps s'éveille aux collines fleuries?
 Un cheval, je le sais, harangue rarement;
 Mais un cheval ailé donne son sentiment.
 Contemple en souriant la pipe que tu fumes
 Et son nuage, et songe aux enfants que nous fûmes.
 O jeunesse! Voici qu'arrive l'âge mûr,
 Et déjà tu te crois exilé de l'azur.
 Ce n'est qu'un autre rêve aux phrases que tu cries.
 L'azur était en nous avec nos rêveries.
 Quand tu disais : « Je sais le pays où je vais! »
 C'était toi-même hier qu'en vain tu poursuivais,
 Tandis que tu lançais de nuage en nuage
 Les mille arches d'un pont vers l'éternel rivage.

Reconnais-tu le toit de la vieille maison?
 Le temps a dissipé l'ivresse et le poison;
 L'illusion n'est plus que guirlande fanée,
 Et les jours sont venus de voir ta destinée,
 De méditer en paix sous ces peupliers verts,
 Et d'accorder ton rêve aux lois de l'univers.

V

Sous un sureau fleuri que paissent les abeilles,
 L'ombre épaisse nous berce et déjà tu sommeilles,
 Vain désir. Au loisir voici que tu souris.
 Tu ne lamentes plus aux premiers cheveux gris.
 Ne faut-il, cœur plus calme, enfin qu'on s'accoutume
 A ne plus se nourrir de la seule amertume?
 Il est temps au festin d'appeler la raison.
 Nous avons fait cent fois le tour de l'horizon.
 Les printemps peuvent bien chauffer les branches neuves;
 Nous avons vu couler nos rêves et les fleuves :
 Nos songes les plus doux aux flots se sont perdus.

Nos meilleurs compagnons demeurent étendus,
Et leurs yeux sont emplis des ombres éternelles.
Ce n'est plus le même air qui berce les tonnelles.
Sais-tu les mots encor qu'autrefois nous disions?
J'ai vu finir la guerre et nos illusions;
Je sais la vanité de tourner cette meule
Et de croire apaiser une âme toujours seule;
Je sais la mer sans borne et qu'il n'est pas d'îlots
Qui soient des paradis que balancent les flots;
Et j'ai compris, dans l'ombre, en tirant sur ma rame,
Le pauvre corps qui souffre et qui demande à l'âme
De dire que c'est elle à qui manque l'azur.
Et pourtant, vieux désir, dans ce désastre obscur,
Après tant de combats sur les vagues amères
Où j'ai vu l'ouragan foudroyer nos chimères,
Après tous les oiseaux échappés de nos mains,
Je songe que ce sort est celui des humains.
L'aventure est commune, et qui s'en glorifie
Ignore les mortels; mais ils cachent leur vie.
Chacun à sa manière est parti sur les flots;
Et chacun se retire en un petit enclos,
Pour méditer, à l'heure où le songe se fane.
Du palais de son rêve il fait une cabane.
Quelques poutres encor sont bonnes pour le toit,
Mais la dorure, hélas! s'écaille sous le doigt.
Il modère son âme; il contemple ses roses;
Il pense, sur le seuil, au mystère des choses,
S'étonne d'un bonheur fait de tant de débris,
Et sourit à l'azur quand ses murs sont fleuris.

TRISTAN DERÈME.

SAINT JÉRÔME

AU DÉSERT DE SYRIE

I

LES ANNÉES D'ENFANCE

Parmi les Pères de l'Église, il n'y a pas d'écrivain plus original, plus personnel, plus vivant et plus spirituel, j'allais dire plus amusant, que saint Jérôme. C'est un lettré de race, primesautier, pétillant de verve et de malice, avec des boutades de satirique et des éclairs de génie. C'est un épistolier incomparable, un aimable conteur, un fougueux et mordant polémiste, pamphlétaire à l'occasion. C'est aussi un grand érudit, helléniste, hébraïsant, exégète, historien, critique sagace malgré ses accès de partialité. C'est enfin un traducteur très intelligent, si intelligent que sa traduction latine de la Bible, adoptée officiellement par l'Église, est devenue notre Vulgate et retentit chaque jour dans tout le monde catholique. Voilà des titres littéraires qui n'ont rien de banal, même pour un Saint et un Père de l'Église.

Jérôme, de son nom latin Eusebius Hieronymus, naquit vers 347 dans la ville de Stridon, à l'extrémité nord-est de l'Italie. Aîné d'une famille de trois enfants, il appartenait à la bonne bourgeoisie de Stridon, à cette bourgeoisie riche et influente, qui, dans toutes les cités romaines de l'Empire, constituait une sorte d'aristocratie provinciale. A en juger par la

physionomie des noms que portaient Jérôme et son père, la famille devait être d'origine grecque. Elle descendait sans doute de quelque colon ou marchand qui, d'Orient, était venu s'établir dans ce coin perdu d'Italie. Noms à part, elle s'était complètement latinisée; on n'y parlait plus le grec, et l'on avait donné au frère cadet de Jérôme un nom bien latin, Paulinianus. La famille avait fait fortune; elle possédait dans la région des biens considérables, en terres et en fermes.

La précoce intelligence du petit Jérôme faisait l'espoir de la famille; aussi son instruction ne fut-elle pas négligée. Pour le moment, il n'était question que de l'instruction la plus élémentaire. L'enfant fut envoyé à Stridon dans une de ces écoles primaires que tenait un *litterator* ou *primus magister*. Il y apprit à lire, à écrire et à compter. Il avait alors un bon camarade, Bonose, qui resta l'ami le plus cher de sa jeunesse. Ils étaient tous deux de Stridon, et du même âge. Ils appartenaient au même monde, à la haute bourgeoisie locale, à des familles étroitement liées. Ils furent élevés ensemble; ils eurent, nous dit-on, les mêmes nourrices et les mêmes pédagogues, les mêmes plaisirs et les mêmes petits chagrins. Ensemble, ils commencèrent leurs études à Stridon, les poursuivirent et les terminèrent à Rome. Ils furent baptisés le même jour. Ils voyagèrent de concert en Gaule, partageant, dit Jérôme, les mêmes repas dans les mêmes auberges. Ils se vouèrent, en même temps, à l'ascétisme, qu'ils inaugurèrent en commun dans leur retraite d'Aquilée. Ils ne se séparèrent qu'à vingt-sept ans, pour suivre des voies parallèles en des solitudes diverses : Bonose se fit ermite sur un rocher de l'Adriatique, tandis que Jérôme allait vivre en anachorète dans un désert de Syrie. Ils se devaient l'un à l'autre les deux plus précieuses conquêtes de leur vie morale : la certitude du salut par l'ascétisme, et l'initiation à l'amitié.

Cependant, les années passaient, et la science du *litterator* de Stridon commençait à paraître un peu courte. Jérôme nous dit qu'il s'était « rompu à l'étude du latin, presque dès le berceau, au milieu des grammairiens ». D'après cela, on doit admettre que, dans les derniers temps de son enfance à Stridon, il fréquentait déjà une école de grammaire. Des écoles de ce genre existaient dans la plupart des cités de l'Empire romain. Elles étaient ordinairement bien modestes; en ces petites villes,

le maître bornait son ambition à compléter un peu l'enseignement primaire, à débrouiller les enfants que leurs familles comptaient envoyer ensuite dans les grandes cités pour y faire des études plus sérieuses. C'est ainsi que Jérôme put n'être pas trop dépaycé, le jour où il vint à Rome poursuivre ses études.

Avant de l'y suivre, regardons notre futur étudiant. Il était alors, comme il sera toujours, maigre, nerveux, d'une santé frêle : « Mon pauvre corps est faible, disait-il, même quand il est bien portant. » Cela ne l'a pas empêché de vivre longtemps. C'est qu'il avait beaucoup de ressort et de volonté. Il aimait le jeu autant que l'étude. Il s'amusait en conscience les jours de congé, jouant à cache-cache, nous dit-il, dans les « cellules des esclaves ». Son péché mignon paraît avoir été la gourmandise; il avoue lui-même que, lors de sa conversion à l'ascétisme, le sacrifice le plus pénible pour lui fut de renoncer à la bonne chère.

LA VIE D'ÉTUDIANT

Jérôme avait environ douze ans, quand il vint à Rome avec Bonose vers 359. Là devait s'écouler son adolescence jusqu'à sa vingtième année. Nous ne savons dans quelles conditions se fit son installation matérielle; suivant l'usage, il dut prendre pension dans une famille amie ou chez quelque grammairien. Pendant quatre ans, il suivit les cours d'une école de grammaire, une sorte de collège, analogue à nos lycées, moins les classes supérieures.

Son maître fut probablement le célèbre Donat, grammairien et rhéteur, dont on vantait l'enseignement, et dont l'influence a été souveraine dans le monde des écoles jusqu'au moyen âge. En fait, Donat n'était pas le premier venu. Nous pouvons en juger par plusieurs de ses ouvrages qui nous sont parvenus plus ou moins complets, plus ou moins remaniés : deux grammaires, l'une élémentaire, l'autre plus savante, avec deux précieux Commentaires sur Térence et sur Virgile. Jérôme était donc en bonnes mains. S'il profita beaucoup des leçons du maître, si plus tard il en a souvent tiré bon parti dans ses propres ouvrages, il ne fut pas ingrat; il ne manque pas une occasion de rappeler qu'il a été l'élève du fameux Donat, de

rappeler qu'il a pour lui une infinie reconnaissance, de le proclamer son « maître ».

Nous connaissons à peu près le programme des classes de grammaire en ce temps-là. Les écoliers récitaient des leçons : pour exercer et meubler leur mémoire, ils apprenaient par cœur des fragments de classiques latins ou grecs, surtout de Virgile. Puis le maître lisait à haute voix quelques pages d'un auteur, ordinairement un poète; il faisait lire ensuite le même passage par un élève, dont il surveillait la prononciation et rectifiait la diction. On passait à l'explication du texte, qu'on examinait à tous les points de vue : c'était l'occasion de remarques de tout genre, règles de la grammaire, de la prosodie ou de la métrique, histoire, géographie, littérature ou morale. L'exercice le plus important, le plus redouté souvent, était la correction des devoirs écrits : discours où l'on mettait en scène des personnages historiques, transcription en prose de quelque épisode d'un poète, composition en vers sur un sujet donné. Chacun à son tour lisait son devoir en classe, sous les regards envieux ou ironiques des camarades : ce qui excitait l'émulation et parfois éveillait des vocations. Le grammairien enseignait aussi les éléments des sciences. La classe était coupée d'intermèdes de musique et de chant. Prenez un Virgile et les principaux classiques, joignez-y des lexiques latin et gréco-latin, des abrégés d'histoire, de morale, de mythologie, de métrique : et vous avez reconstitué à peu près la bibliothèque d'un écolier du iv^e siècle.

Les souvenirs scolaires de Jérôme permettent de préciser sur quelques points. Voici la liste des principaux auteurs qu'il avait étudiés à l'école de Donat, et qu'il savait par cœur en grande partie, et que plus tard il citait sans cesse de mémoire. Avant tout, Virgile; puis Cicéron, Salluste, Horace, Tite Live, Sénèque, Pline, Quintilien, Fronton; Plaute, Térence, et autres comiques; enfin, Perse et Juvénal. Pour compléter les explications orales du maître, les écoliers laborieux avaient à leur disposition une série de commentaires écrits : d'abord, ceux de Donat lui-même sur Virgile et sur Térence; ensuite, ceux d'Asper sur Salluste et Virgile, de Volcatius sur les discours de Cicéron, de Victorin sur les dialogues du même Cicéron, de divers grammairiens sur Plaute, sur Lucrèce, sur Horace, sur Perse et Lucain.

Si les programmes étaient partout à peu près identiques, chaque maître avait naturellement sa méthode personnelle. On peut se représenter celle de Donat d'après ses Commentaires en partie conservés de Tércence et de Virgile : mclange assez savoureux d'observations grammaticales, de littcrature, de leçons morales, d'anecdotes et de boutades. Donat n'avait pas le respect superstitieux de la tradition, comme l'atteste un mot de lui, recueilli par Jcrôme, à propos d'un vers de Tércence : « Au diable, s'criait-il un jour, ceux qui ont dit avant nous ce que nous avians à dire! »

Le grec tenait relativement peu de place dans ces écoles du iv^e siècle. A cet égard, la situation avait bien changé depuis quelques générations. Les temps étaient loins, où Rome semblait une ville à moitié grecque, où un Plaute, un Tércence, un Lucrèce, un Catulle découvraient leur originalité en traduisant les Grecs, où un Virgile, un Horace avaient l'imagination hantée par Homère et Pindare, où un empereur comme Marc-Aurèle écrivait en grec son journal intime, où l'on parlait grec à la cour des Sévère. Peu à peu, surtout depuis la fondation de Constantinople, l'Occident s'était isolé de l'Orient. Désormais, la plupart des écrivains latins, Augustin lui-même, connaissaient mal la langue de Platon ou même celle de Plutarque. Quand Jcrôme partit pour Antioche, il n'était guère plus savant en ce domaine.

Dans l'été de 363, Jcrôme terminait ses études de grammairc, quand on annonça la mort de l'empereur Julien, frappé soudain au milieu de sa campagne victorieuse contre les Perses. On était en pleine persécution : c'est dire que, dans les cercles chrétiens, on ne pleura guère le prince apostat. Le jeune écolier entendit alors un curieux propos d'un païen qui disait : « Comment les chrétiens peuvent-ils prétendre que leur Dieu est patient et sans rancune? Rien de plus terrible, rien de plus prompt que les éclats de sa colère : pas même un instant, il n'a pu différer sa vengeance. » Ce païen plaisantait, paraît-il. Mais Jcrôme ajoute fort sérieusement que « l'Église du Christ a chanté avec enthousiasme » un chant de victoire.

D'ailleurs, le changement de règne préoccupait beaucoup moins l'écolier que le changement prochain de classe. Jcrôme allait quitter l'escabeau de l'élève grammairien pour s'approcher du trône des rhéteurs. Il eut du moins l'esprit de com-

prendre qu'il devait beaucoup à son ancien maître. Sans parler de tout ce qu'il avait appris en grammaire et en littérature, il avait acquis, à l'école de Donat, le sens du style. Il savait désormais que « dans le *style*, la brosse pour effacer est plus utile que la pointe pour écrire ». Puis, aux leçons de Donat, à la lecture des satiriques et des comiques, s'était aiguisé cet esprit mordant, qu'il avouait un jour par cette boutade : « De moi aussi l'on peut dire (comme Horace) : Il a du foin à la corne. »

Maintenant, à l'automne de 363, le voici étudiant, élève des rhéteurs. Il fut un peu dépaycé d'abord dans ce monde nouveau de jeunes gens enivrés de liberté, même de licence et de désordre, groupés en puissantes associations pour le plaisir autant que pour l'étude.

On connaît les doléances pittoresques d'Augustin sur la brutalité des étudiants de Carthage : au moins, d'une partie d'entre eux, qui s'amusaient à tout briser, qui régnaient par la terreur et tourmentaient les nouveaux. Ils s'appelaient eux-mêmes les *Eversores*, les « Brise-tout ». Les étudiants de Rome avaient alors de meilleures façons que leurs camarades de Carthage. En revanche, ils avaient moins d'honnêteté. S'ils n'entraient dans une salle de cours qu'avec la permission du maître, trop souvent ils se dérobaient au moment de lui payer ses honoraires. Si ces étudiants étaient avarés de leur argent, de l'argent destiné aux études, c'est qu'ils aimaient à s'amuser, et qu'à Rome les occasions ne manquaient pas. Le théâtre surtout les attirait, et plus encore, peut-être, le cirque ou l'amphithéâtre.

Même sans sortir de leurs écoles, les étudiants de Rome manifestaient leur joie de vivre. Les portiques retentissaient souvent de leurs chansons érotiques, chansons inspirées, nous dit Jérôme, de ces contes milésiens qui eurent tant de vogue pendant tant de siècles, et dont La Fontaine, après Pétrone ou Apulée, a tiré si bon parti. Dans les écoles de la capitale se transmettaient aussi d'énormes facéties, dont ne se lassait pas le gros rire de cette jeunesse. Nous en possédons un spécimen, dont parle justement Jérôme : une bouffonnerie intitulée « Testament du pourceau » ou « de Grunnius Corocotta ». C'est une parodie juridique, le testament d'un pourceau, qui lègue à ses parents et amis les différents morceaux de sa personne. Cette farce avait toujours le don de mettre en joie les étudiants, de

« secouer leurs memores par des éclats de rire de Besses » (les Besses étaient des barbares de Thrace). — Jérôme n'oublia jamais le Grunnius Corocolta de sa jeunesse. Quarante ans plus tard, il s'en souvenait à Bethléem, quand, brouillé avec son camarade Rufin, il poursuivait de ses sarcasmes, sous le nom ou le sobriquet de *Grunnius*, son ami d'autrefois devenu sa bête noire.

Les étudiants se plaisaient tant à Rome autour de leurs écoles, que, leurs études terminées, beaucoup d'entre eux ne voulaient pas quitter la capitale. Le gouvernement dut les y contraindre par des règlements sévères. Nous avons là-dessus un document officiel du temps de Jérôme : la loi des empereurs Valentinien, Valens et Gratien, adressée de Trèves à Olybrius, préfet de la Ville, le 12 mars 370. Voici les principaux articles de ce règlement scolaire, appliqué par l'autorité impériale, qui projette une vive lumière sur la vie des écoles où étudiait alors Jérôme.

Tout jeune homme, qui voulait venir à Rome pour y faire ou y compléter ses études, devait s'adresser au gouverneur de sa province et obtenir de lui un passeport, l'autorisant à se rendre dans la capitale, et indiquant sa ville natale, la condition de sa famille, ses titres, ses aptitudes. Dès son arrivée à Rome, l'étudiant devait se présenter au *magister census*, magistrat chargé du recensement, pour lui remettre son passeport. En même temps, il devait spécifier le genre d'études qu'il comptait faire, et donner son adresse exacte à Rome. Dès lors, il était placé expressément sous la surveillance de la police. On devait s'assurer qu'il suivait bien le programme indiqué, qu'il avait en public une tenue irréprochable, qu'il avait bonne réputation, qu'il ne s'était pas affilié à des associations suspectes, qu'il n'allait pas trop souvent au spectacle, qu'il ne fréquentait pas mauvaise compagnie et ne prenait pas part à des festins trop prolongés. S'il contrevenait au règlement, il pourrait être battu de verges publiquement; puis, sans tarder, on l'embarquerait d'office pour son pays. Les jeunes gens sérieux, ceux qui se livreraient consciencieusement aux études annoncées, pourraient rester à Rome jusqu'à leur vingtième année. Les vingt ans révolus, ceux qui ne seraient pas retournés spontanément chez eux, seraient arrêtés par les soins du préfet de la Ville et renvoyés de force dans leur patrie. Pour assurer

l'application stricte du règlement, la loi stipulait en terminant que le bureau de recensement (*Officium censuale*) dresserait chaque mois deux listes d'étudiants : liste des nouveau-venus avec indication de leur provenance, liste des vétérans atteints par la limite d'âge qui « devaient être renvoyés en Afrique ou dans les autres provinces ».

Le rédacteur de ce document officiel a tracé là, sans y songer, un très curieux tableau des écoles romaines du temps. Il est évident que, dans cette population d'étudiants, le plaisir tenait autant et plus de place que le travail.

Cependant, il y avait aussi nombre de jeunes gens très laborieux. Jérôme était au premier rang de ceux-là. Tout en prenant largement sa part des plaisirs, il faisait l'admiration de tous par son ardeur obstinée au travail, par sa vive intelligence, par son éloquence et ses succès d'école. Il était l'âme d'un petit groupe d'étudiants sérieux, ses camarades préférés, qui plus tard, sauf l'un d'eux, devaient rester toujours ses amis. Ce groupe comprenait d'abord trois de ses compatriotes, tous les trois de la région d'Aquilée : Bonose de Stridon, le compagnon de son enfance, futur ermite ; Rufin de Concordia, mystérieux et fuyant dans sa gravité précoce, futur moine, traducteur infatigable et infidèle ; Héliodore d'Altinum, ami très dévoué, plein de bon sens et d'esprit, futur évêque de sa ville natale. A ce groupe de compatriotes s'adjoignit, entre autres, un étudiant qui appartenait à la plus haute aristocratie romaine, qui fut le correspondant d'Augustin comme de Paulin de Nole, et que Jérôme appelait « son condisciple, son camarade, son ami » : Pammachius, futur sénateur, qui devait épouser Pauline, fille de Paula, et qui, après la mort de sa femme, se fit moine pour servir de ses propres mains à Ostie, dans un hospice construit à ses frais, tous les échappés d'une Cour des Miracles.

Suivons maintenant ces jeunes gens dans les écoles des rhéteurs. Mais quels étaient ces rhéteurs ? A vrai dire, nous l'ignorons. Jérôme, qui parle souvent d'eux, ne les nomme pas.

On a souvent répété qu'il avait été l'élève de Victorin, le célèbre rhéteur africain Marius Victorinus. Au milieu du IV^e siècle, Victorin fut à Rome le rhéteur à la mode. On le considérait comme un grand homme, comme le grand orateur et le grand philosophe latin du temps. On lui éleva même, de

son vivant, une statue sur le Forum de Trajan. C'était exagérer peut-être. Victorin n'en était pas moins un maître éminent. Nous possédons de lui une double série d'ouvrages intéressants, les uns païens, les autres chrétiens.

Sans doute, Jérôme a connu à Rome Victorin, il l'a entendu, il l'a beaucoup admiré. Mais, s'il parle souvent de lui, il ne l'appelle jamais son maître. C'est qu'en 363, au moment où Jérôme commençait ses études de rhétorique, Victorin n'était plus dans sa chaire. L'année précédente, le fameux édit de l'empereur Julien, qui interdisait aux chrétiens l'enseignement de la littérature et de l'éloquence, l'avait forcé de choisir entre sa religion et son métier. Sans hésiter, il avait abandonné son école, pour se consacrer à la polémique et à l'exégèse. Il n'avait donc plus d'élèves proprement dits.

Mais les rhéteurs ne manquaient pas à Rome. Jérôme y trouva d'autres maîtres, qui l'initièrent aux secrets du métier, et devant qui il s'exerçait à l'éloquence avec une ardeur passionnée. Plus tard, il aimait à rappeler son éducation oratoire, les cours suivis, les manuels consultés, les observations recueillies, les auteurs étudiés et commentés. Il évoquait ses vieux souvenirs d'école, ses émotions et ses succès d'alors, ses triomphantes « déclamations de controverses figurées ».

Quand il était de loisir, Jérôme se rendait volontiers aux conférences de l'Athenæum. C'était un établissement public d'instruction générale, qui avait été fondé à Rome par l'empereur Hadrien pour l'encouragement des lettres et des sciences : établissement analogue aux Athenæa qui existaient depuis longtemps, en beaucoup de villes grecques, dans les dépendances des temples d'Athéné. Un jour que Jérôme et Pammachius assistaient à une séance de cet Athenæum romain, l'orateur vint à citer le mot de Caton : « *Sat cito, si sat bene.* — C'est assez vite, si c'est assez bien. » Ce mot eut un succès inattendu : l'auditoire éclata de rire, sans doute à cause de la cacophonie. Dans tout l'Athenæum, les étudiants se mirent à crier en chœur : « *Sat cito, si sat bene !* » Jérôme avoue qu'il criait et riait comme les autres.

Selon l'usage, il complétait l'enseignement des rhéteurs en écoutant de vrais orateurs, des orateurs d'affaires. Il allait aux audiences des tribunaux, pour y entendre les avocats célèbres. Il s'étonnait de les voir se quereller publiquement comme des

portefaix. C'est peut-être là que Jérôme a pris ses meilleures leçons de polémique.

Rentré chez lui, il copiait des manuscrits. Il avait la passion des livres. Mais les livres coûtaient fort cher ; et le budget d'un étudiant, même assez riche, n'était pas en rapport avec les exigences des libraires. Bien des gens d'école se résignaient pour leur compte au métier de copiste : on empruntait un exemplaire de l'ouvrage, et on le transcrivait tout entier de sa main. C'est ce que fit Jérôme, avec une admirable ténacité. Il se constitua ainsi une précieuse bibliothèque de classiques, dont il ne put désormais se séparer. Il l'emporta plus tard dans ses voyages à travers le monde, jusqu'en Orient.

Tout en continuant ses études chez les rhéteurs, Jérôme suivait les cours des philosophes. Il s'intéressait surtout à la morale, principalement celle des Stoïciens, et à la logique. Parmi les livres de logique qu'il expliquait alors, il cite les *Catégories*, l'*Interprétation* et les *Analytiques* d'Aristote, les *Topiques* de Cicéron, le *Commentaire* d'Alexandre d'Aphrodisias sur Aristote, l'*Isagogé* de Porphyre, probablement dans la traduction de Victorin. C'est à Rome, dans les dernières années de sa vie d'étudiant, qu'il a constitué tout son bagage philosophique. Longtemps après, dans ses controverses contre Rufin, il rappelait le temps où il philosophait, il mentionnait les livres qu'il avait lus alors, puis il ajoutait : « Je puis jurer que, depuis ma sortie de l'école, je n'ai plus jamais lu tout cela. » On pourrait en conclure qu'il était resté, en philosophie, un écolier.

Il y a pourtant une partie de la philosophie qui le passionna dans sa jeunesse, et qui contribua à la formation de son esprit : c'est la dialectique. Il aimait à montrer qu'il en connaissait les principes, les méthodes et les finesses. C'est que la dialectique, proche parente de la rhétorique, fournissait une arme à son esprit batailleur. Il en a tiré bon parti dans ses polémiques. Pour Jérôme, comme pour bien d'autres Romains, la philosophie tout entière n'était au fond qu'une annexe de la rhétorique.

LE BAPTÊME

A dix-neuf ans, déjà vétéran des écoles de rhéteurs et de philosophes, Jérôme n'était encore qu'un laborieux et joyeux étudiant d'avenir, mais aux pensées et aux ambitions toutes

profanes, prêt à suivre docilement les directions de sa famille, à orienter sa vie vers les fonctions administratives ou vers les gloires lucratives du métier d'avocat.

C'est seulement au cours de cette dix-neuvième année qu'il fut baptisé à Rome, probablement en 366, à la vigile de Pâques.

Ces baptêmes tardifs, qui surprennent un peu aujourd'hui, étaient alors presque la règle, même dans des familles toutes chrétiennes. La raison principale n'était pas celle qu'on a fait valoir dans certaines Églises : la nécessité d'attendre l'âge du discernement. C'était une raison utilitaire, un peu choquante dans sa candeur. On s'accordait naturellement pour admettre que le baptême effaçait tous les péchés antérieurs; mais, pour les péchés ultérieurs, on était moins sûr qu'ils pussent être remis complètement sur la terre. Dans le doute, mieux valait attendre : ainsi raisonnait même une sainte femme comme la mère d'Augustin. Tant qu'on se sentait jeune, on restait catéchumène, on goûtait sans scrupule les plaisirs de ce monde. Au tournant de l'âge, sous les menaces de la maladie ou de la vieillesse, on songeait à se mettre en règle avec le ciel : le diable se décidait à se faire ermite, pour se ménager une petite place au Paradis.

Pendant son enfance à Stridon, Jérôme ne semble pas d'ailleurs avoir songé beaucoup au christianisme. Plus ou moins consciemment, il participait à l'indifférence religieuse de ses parents, qui étaient catholiques, mais qui s'en tenaient à une morale toute bourgeoise, où les intérêts de la terre primaient ceux du ciel. A Rome, pendant ses premières années d'étudiant, il s'était montré aussi ardent pour le plaisir que pour l'étude. Il raffolait des spectacles de tout genre. Il ne dédaignait aucune espèce de distractions, ni même les frasques familières aux jeunes gens des écoles.

Son adolescence fut orageuse. Il eut alors des aventures galantes et des caprices sensuels. Le souvenir de ces désordres le poursuivra jusqu'au désert, troublant le cours de ses austérités, exaspérant par le remords ses mortifications d'anachorète. Malgré lui, dans ses tentations, il évoquera par l'imagination les « délices de Rome », il croira se mêler encore « à des chœurs de jeunes femmes ». On doit donc bien se garder de faire de l'étudiant d'alors, du futur Saint, un petit saint.

Toutefois, pendant les deux ou trois dernières années de son séjour à Rome, il trouva la meilleure des sauvegardes morales dans l'éveil du sentiment religieux. Il ne nous dit pas comment se fit en lui cet éveil. Sans doute, quelque déception sentimentale, suivie d'une crise. Puis un retour inconscient à la foi naïve de son enfance, avec une curiosité nouvelle pour les somptueuses basiliques de Rome et leurs émouvantes cérémonies; car il semble bien que, dès ce temps, la dévotion ardente de la ville des papes ait produit une impression assez profonde sur le jeune étudiant.

Le jour vint bientôt, où il se sentit mûr pour le baptême. Alors, sans hésitation apparente, il se fit inscrire sur la liste des *competentes*, des catéchumènes du second degré, ceux qui aspiraient au baptême et qu'on instruisait en conséquence. Quelques mois après, il fut baptisé à Rome, probablement avec son ami Bonose, dont il disait plus tard : « Il a été avec moi conscrit du Christ, *tiro* », c'est-à-dire, dans le langage des chrétiens du temps, néophyte, nouveau baptisé.

Pour évoquer la scène, il faut commencer par la replacer dans un baptistère du temps. Ne cherchons pas à Romé, où les monuments chrétiens ont été si complètement remaniés qu'on y distingue malaisément quelques traces des édifices primitifs. En Afrique, au contraire, les vieux baptistères déblayés depuis trente ans se présentent à peu près dans leur aspect d'autrefois. Entrons dans celui de Djemila (à l'ouest de Constantine), qu'on a découvert en 1922, et qui date précisément du temps de Jérôme. Il est remarquablement conservé; on a retrouvé en place ou sur place presque tous les éléments de la construction ou de la décoration, et l'on a pu rétablir jusqu'aux voûtes. Les murs, en brique, sont intérieurement couverts de stuc, comme les piliers. Partout le sol est tapissé de mosaïques, où s'encadrent quelques inscriptions pieuses. Avec les dépendances, dont un établissement de bains complet pour les catéchumènes (salles chaudes, salle froide à piscines, réservoirs d'eau, chaufferie, couloir de service, jusqu'à des latrines), l'édifice dessine un quadrilatère irrégulier, presque rectangulaire. Le baptistère proprement dit a la forme d'une large rotonde, entre deux ailes à portiques. On y distingue trois parties concentriques. D'abord, un couloir circulaire avec deux vestibules, couloir dont les deux murs sont creusés de

trente-six niches demi-circulaires, décorées de grandes croix en pierre et de coquilles moulées dans le stuc : sans doute, un vestiaire pour les catéchumènes. Puis la rotonde centrale, couverte d'une coupole et surmontée d'une terrasse, avec une ouverture qui d'en haut éclairait la salle, sans parler d'un anneau de suspension pour une lampe. Enfin, au milieu de la rotonde, la cuve baptismale, carrée, entourée de quatre colonnes qui supportaient un dais également sur plan carré. Cette cuve, où l'on descendait par deux gradins, était entièrement revêtue de mosaïque. Au fond apparaissent des poissons, symboles du baptême et des fidèles. Tout autour, une large bordure, où sur trois côtés du bassin, au nord, à l'est et au sud, se déroule une inscription en rapport avec la liturgie. Le catéchumène, arrivant tout droit du bain hygiénique, nu sous ses voiles blancs, descendait dans la cuve par le côté ouest des gradins, face à l'est et à l'évêque, qui, entouré de son clergé, procédait à la cérémonie. Une fois accomplis les rites du baptême, le néophyte passait dans une salle voisine, le *consignatorium*, où il recevait la confirmation. Il gardait ses vêtements blancs, symbole de pureté, pendant toute la semaine qui suivait, la semaine *in albis*.

L'on ne doit pas exagérer l'importance du baptême dans la destinée de Jérôme, même dans sa vie religieuse. Il n'y a pas alors trace en lui d'une crise intellectuelle, ni même d'une véritable crise morale : rien qui ressemble à la conversion d'Augustin. Né dans une famille chrétienne, Jérôme s'est fait baptiser le jour où il s'est senti chrétien, pour se mettre en règle avec sa conscience et avec l'Eglise. Mais c'est tout. De la cuve baptismale, il n'est pas sorti un autre homme. L'influence du sacrement ne paraît pas avoir été bien profonde sur sa pensée durant les années qui suivirent immédiatement. Il restait alors un chrétien presque mondain, assez tiède malgré la sincérité de son sentiment religieux. Ce qui décida vraiment de son avenir, c'est sa vocation ascétique. Or, cette vocation est postérieure de plusieurs années au baptême. Chose singulière, ce n'est pas à Rome au sortir de la cuve baptismale, c'est en Gaule au cours d'un voyage d'affaires, fait en compagnie de son ami Bonose, que Jérôme allait entendre l'appel de la grâce.

VOYAGE EN GAULE

Jérôme et Bonose durent achever leurs études en juillet 367. Ils avaient alors vingt ans : l'âge fatidique qui, selon l'usage et le règlement des écoles, marquait pour les étudiants l'heure du départ obligatoire sous le contrôle de la police. Ils quittèrent Rome, non sans quelque regret sans doute. Évidemment, ils s'acheminèrent d'abord vers Stridon, pour y revoir leurs familles et y prendre quelques vacances. Mais, bientôt, ils se mirent en route pour la Gaule. — Qu'y allaient-ils faire ?

Presque sûrement, y préparer leur avenir, chercher à s'ouvrir une carrière, donner satisfaction à leurs familles en sollicitant une place dans l'administration. Depuis que s'accroissait la menace des invasions germaniques, le centre de gravité de la Gaule, comme de l'Empire, s'était déplacé dans la direction du Rhin : de Lyon à Lutèce sous Julien, de Lutèce à Trèves sous Valentinien, dont on signale périodiquement les longs séjours en cette ville. Trèves, colonie romaine en pays gaulois, avait été déjà au III^e siècle la résidence des empereurs gallo-romains. Elle faisait figure de capitale. Avec la cour, qui y tenait fréquemment ses grandes assises, les administrations centrales s'y étaient installées. Les parents de Jérôme, comme ceux de Bonose, rêvaient d'obtenir pour leur fils quelque charge avec l'appui de quelque puissant patron. Au reste, les deux amis devaient avoir une arrière-pensée : avides de science comme ils l'étaient, ils voulaient compléter leur instruction dans les écoles de Gaule, alors si célèbres que d'Italie les étudiants y affluaient, surtout à Autun, à Bordeaux, à Trèves.

On connaît mal l'itinéraire des deux amis. Toujours est-il que, durant ses pérégrinations en Gaule, Jérôme observait les mœurs, dont il notait les singularités. Il dit même y avoir vu une tribu d'anthropophages, les Alticotti, originaires de Bretagne. Le fait est bien surprenant, surtout dans la Gaule de ce temps là. Mais le voyageur affirme, et il précise : ces anthropophages étaient de fins gourmets, qui, rencontrant dans une forêt un troupeau de porcs ou de moutons, dédaignaient la chair des bêtes pour croquer le porcher ou la bergère, décou-

pant chez celle-ci la gorge, chez celui-là le bas des reins, et déclarant ces mets « délicieux ». Puisque Jérôme l'affirme, on ne conteste pas qu'il ait vu ces sauvages ; mais on peut douter qu'il ait assisté à leurs banquets.

Dans les villes de Gaule qu'il visitait au cours de son voyage, il était repris de son ardeur pour l'étude. Surtout, il profitait de toutes les occasions pour enrichir cette bibliothèque, commencée à Rome, qui lui était si chère. Il s'arrêtait en route pour copier des manuscrits.

Quand il égrène ses souvenirs de Gaule, c'est presque toujours à Trèves qu'il nous ramène. C'est là surtout qu'il séjourna : dans le voisinage de la cour, conformément aux instructions et aux ambitions de sa famille. Mais, s'il sollicita une charge, il fut un solliciteur sans conviction : ce qui suffirait à expliquer l'échec. En revanche, il allait trouver à Trèves une chose qu'il n'y était pas venu chercher : la clef de ses destinées futures. C'est là qu'il connut la première surprise de la grâce.

Trèves n'était pas seulement alors la capitale de la Gaule, et la capitale intermittente de l'Empire ; c'était aussi un foyer de christianisme, même d'ascétisme à la mode de l'Orient. Dès l'année 314, la ville avait un évêque, qui prit part au concile d'Arles. En 336 y fut relégué Athanase d'Alexandrie, qui y fit connaître la merveilleuse floraison des dévotions d'Égypte, les vertus surnaturelles de saint Antoine et de saint Pacôme, des anachorètes et des cénobites. En ces temps-là, aux portes mêmes de Trèves, on apercevait des cabanes d'ermites. Et ces cabanes faisaient des miracles. Un jour, dans l'une d'elles, entrèrent au hasard d'une promenade deux officiers du palais impérial : ils n'en sortirent plus, renonçant à tout, même à l'amour de leurs fiancées, qui les imitèrent en se consacrant à Dieu.

Jérôme eut-il à Trèves une crise analogue ? Ce qui est sûr, c'est qu'il subit l'influence de ce milieu ascétique. C'est là, dit-il, qu'il se voua au Christ, entraînant au même vœu, par son exemple, son ami Bonose. Dans cette résolution inattendue, où il voyait seulement un coup de la grâce, on peut soupçonner aussi une envolée de son imagination, qui soudain, en ce coin de Gaule où avait vécu Athanase et où on lisait sa biographie du premier des anachorètes, évoqua devant ses

yeux les mirages de l'ascétisme oriental avec la figure rayonnante de saint Antoine en extase. Ce jour-là s'est enfoncée dans l'esprit de Jérôme l'idée fixe d'aller un jour mener la vie d'anachorète dans un désert d'Orient.

SÉJOUR A AQUILÉE

Quand il revint de Gaule à Stridon, Jérôme dut être fraîchement accueilli dans sa famille. Non seulement il arrivait les mains vides, n'ayant rien obtenu à la Cour et peut-être rien sollicité ; mais encore il tournait le dos au brillant avenir mondain qu'on avait rêvé pour lui, il trahissait les intérêts communs pour un idéal qu'on jugeait chimérique. On s'explique que Jérôme, têtue de sa nature et peu patient, ne se soit pas attardé à Stridon. Au contraire, dans la ville voisine d'Aquilée où l'attiraient de vieilles amitiés, il était sûr de trouver des âmes sœurs. Pendant trois ou quatre ans, il y vécut heureux, dans un cercle de gens d'élite, ascètes et lettrés comme lui, dans l'enchantement d'un rêve réalisé. Aquilée, port principal du fond de l'Adriatique, centre administratif et commercial de toute la contrée, en était aussi le centre religieux et littéraire. C'était aussi un centre d'ascétisme.

Les ascètes de la région se rencontraient alors dans la maison du prêtre Chromatius. C'était une sorte de monastère familial, où tout le monde pratiquait l'ascétisme : Chromatius lui-même, son frère Eusebius, sa mère et ses nombreuses sœurs, toutes consacrées à Dieu. Au premier rang des habitués de la maison figuraient trois clercs de la ville et un moine, avec lesquels Jérôme resta plus tard en correspondance : l'archidiaque Jovinus, le diacre Julianus, le sous-diacre Nicéas, futur pèlerin de Terre sainte, et le moine Chrysocomas. Les deux camarades de Jérôme, Bonose et Rufin, étaient venus le rejoindre ; ils fréquentaient chez Chromatius. Jérôme y rencontrait aussi un autre de ses compatriotes, Héliodore, qui venait souvent d'Altinum, une ville des environs : ses études terminées à Rome, il était entré dans l'administration, puis s'était fait moine, mais sans quitter sa famille et sans rêver du désert.

A ces hôtes plus ou moins assidus, comme aux habitués de la maison de Chromatius, il faut joindre encore des amis de

passage, qui se lièrent également avec Jérôme. Tels, Paul de Concordia, qui était presque centenaire, Evagrius d'Antioche, et l'ombre d'Evagrius, le bon et pieux Innocentius, qui devait mourir en Syrie sous les yeux de Jérôme.

Pour compléter le tableau des relations de Jérôme à cette époque, on doit encore mentionner des ascètes d'Hæmona, une petite ville située au nord-est de Stridon. Il connaissait là un moine nommé Antonius, et un groupe de moniales ou de saintes femmes vivant en communauté.

Aquilée l'avait tout à fait conquis. Il se croyait au ciel dans ce cercle des ascètes. Ce n'était pas une véritable communauté. C'était une libre compagnie, qui avait pour centre la maison de Chromatius, où se rencontraient clercs et laïques, dévots et lettrés, unis par les mêmes goûts, dans un même idéal, joignant aux ardeurs mystiques les joies de l'intelligence. Plus tard, Jérôme écrira dans sa *Chronique*, année 373 : « Les clercs d'Aquilée sont comme un chœur de bienheureux. »

DÉPART POUR L'ORIENT

Brusquement, vers le début de 374, le « chœur des bienheureux » se disloqua. Les ascètes se dispersèrent. Jérôme partit pour l'Orient, avec l'intention de se rendre en pèlerin à Jérusalem, puis d'aller vivre au désert en anachorète. Rufin s'embarqua pour l'Égypte, où il rejoignit Antonia Melania, la fameuse Mélanie l'Ancienne, une grande dame très dévote et très autoritaire, dont il devint le directeur de conscience, le secrétaire, et un peu le factotum. Bonose se fit ermite sur un îlot rocheux de l'Adriatique; Héliodore entreprit le pèlerinage de Jérusalem, comme, de son côté, le sous-diacre Nicéas; Evagrius retourna chez lui à Antioche, en compagnie d'Innocentius. Donc, six au moins des amis de Jérôme quittèrent comme lui Aquilée, sans que rien autorise à supposer un plan volontairement concerté entre eux.

Que s'était-il passé? Jérôme lui-même, dans une lettre à Rufin écrite un an plus tard, parle d'un ouragan qui les emporta (*subitus turbo convolvit*), d'un déchirement impie qui les arracha les uns aux autres (*impia distraxit convulsio*). Il semble donc qu'un coup de force ait contraint les amis à se séparer. D'où venait-il ?

En ces temps-là, dans presque toutes les Églises d'Occident, la majorité des clercs était encore hostile au nouvel ascétisme importé d'Orient. En outre, le parti arien, que favorisait l'impératrice Justine, était alors très puissant dans le nord de l'Italie ; et les autorités civiles se mettaient volontiers à son service. Or Jérôme et ses amis étaient des orthodoxes intransigeants, adversaires déclarés des Ariens, contre qui Chromatius avec Evagrius menait une vigoureuse campagne. Mal vus d'une partie du clergé catholique, les ascètes d'Aquilée étaient à la merci des Ariens, qui, appuyés comme à Milan par l'Impératrice, ont bien pu leur chercher noise et mettre en mouvement contre eux la police. Ainsi s'expliqueraient « l'ouragan », le « déchirement impie », c'est-à-dire le coup de force, l'ordre de se disperser.

Avant de se mettre en route, Jérôme ne put se dispenser d'aller à Stridon faire ses adieux à sa famille. Cette dernière visite dut être orageuse ; car il partit complètement brouillé avec ses parents, qui désormais ne lui envoyèrent même plus de leurs nouvelles. Au printemps de 374, il quitta définitivement sa ville natale. Il ne devait plus la revoir.

Lors de ce départ pour l'Orient, Jérôme avait environ vingt-sept ans. Intellectuellement, il n'est encore à cet âge qu'un rhéteur curieux d'érudition. Moralement, il vient de subir une transformation profonde. Depuis son baptême, surtout depuis sa vocation ascétique, à Trèves et dans sa retraite d'Aquilée, il a compris le sérieux de la vie et la grandeur du christianisme. Il a résolu de suivre la voie qui assurera son salut. En même temps s'accusent les traits dominants de son caractère : l'ardeur pour l'étude, la générosité d'âme et l'enthousiasme, le dévouement à ses amis, mais aussi l'intransigeance, le parti pris, la méfiance et la rancune.

D'Aquilée, Jérôme partit donc pour Antioche, d'où il comptait gagner Jérusalem, puis le désert de Syrie. Malgré la tradition qui lui adjoint deux ou trois compagnons de route, mais que rien ne justifie, il semble bien être parti seul. Si amoureux qu'il fût de l'amitié, il n'a jamais craint la solitude, étant de ces hommes à qui leur solitude ne pèse jamais, parce qu'elle se peuple de leurs pensées, de leurs souvenirs ou de leurs rêves.

Pour ce long voyage, il avait le choix entre deux routes : la

voie de mer, par l'Adriatique et la Méditerranée orientale; la voie de terre, qui pendant quinze siècles a été pratiquement presque fermée aux Européens, mais qui se rouvre de nos jours par les chemins de fer.

En vrai pèlerin, Jérôme choisit la voie de terre. Lui-même indique ainsi son itinéraire, non sans quelque amertume au souvenir de la longueur et des fatigues du voyage : « Enfin, dit-il, après avoir mené une vie errante dans les incertitudes de mes pérégrinations, après avoir traversé la Thrace, le Pont et la Bithynie, la Galatie entière et la Cappadoce et la Cilicie, le corps brisé par des chaleurs torrides, enfin j'atteignis la Syrie, qui fut pour moi comme un port tranquille ouvert au naufragé. »

Le voyage, surtout en été, parut à Jérôme très fatigant, interminable : d'autant mieux qu'alors, à moins d'être un personnage important, haut fonctionnaire ou fermier des impôts, et de disposer de la poste impériale, on allait ordinairement à pied. D'ailleurs, le jeune ascète avait voulu voyager en pèlerin, en soldat du Christ, comme il dit. Mais, quand il arriva aux portes d'Antioche, il était à bout de forces, exténué, brisé, malade. Il dut s'arrêter... Jérusalem s'éloignait dans un mirage.

Antioche était alors une des trois grandes cités de l'Orient, rivale de Constantinople et d'Alexandrie. Résidence aimée des Empereurs, centre administratif et militaire, atelier de toutes les industries, entrepôt d'un immense commerce, c'était pour la Syrie et les régions voisines la vraie capitale : une capitale très peuplée, somptueuse et bariolée, riante, parée de larges avenues, de bois sacrés, d'édifices magnifiques, de statues et de fresques sous d'éclatants portiques, de collections d'art, de bibliothèques et d'écoles célèbres. Très vivante et même tapageuse, elle était sans cesse agitée par les remous d'une population très mêlée, surtout d'une populace turbulente et toujours prête aux émeutes. C'était, pour toute la contrée, le rendez-vous des fonctionnaires, des officiers, des financiers et des gens d'affaires, des aventuriers, des courtisanes et des oisifs, des artistes et des gens de lettres. C'était aussi le panthéon ou le carrefour des religions les plus diverses, la forteresse du paganisme gréco-oriental, le champ clos des hérésies ou des sectes chrétiennes.

Pour Jérôme, qu'avait épuisé son long voyage, cette grande ville si bruyante et si orageuse fut pourtant, comme il dit, « le port tranquille ouvert au naufragé ». Arrivé dans l'automne de 374, il alla tout droit chez son ami le prêtre Evagrius, qui l'avait devancé, et qui l'attendait. Dans cette vaste et opulente maison, aussi riche en livres qu'en vertus, il fut accueilli comme un hôte envoyé par Dieu, avec la cordialité d'un confrère et les délicatesses d'une hospitalité tout orientale. Il devait y rester près d'un an.

Pendant qu'il s'attardait dans cette grande ville d'Antioche, où évidemment il se plaisait beaucoup, un peu trop pour un aspirant anachorète, Jérôme eut un songe étrange. Le récit qu'il en a fait nous révèle son état d'âme, et nous explique l'orientation qu'allait prendre définitivement, après tant de tergiversations, la vie du jeune lettré, ascète convaincu, mais toujours rhéteur.

Au printemps de 375, vers le milieu du Carême, il fut pris d'une fièvre pernicieuse, qui le rongea de façon terrible, le réduisant à l'état de squelette, et mettant sa vie en danger. Un jour, il perdit connaissance; on le crut mort, et déjà l'on préparait ses funérailles. « Tout à coup, dit-il, je fus ravi en esprit, et traîné devant le tribunal du Grand Juge. Il y avait là tant de lumière, un tel rayonnement de la gloire des assistants, que je me jetai à terre, n'osant plus regarder en haut. On m'interrogea sur ma condition, je répondis que j'étais chrétien. Alors le Juge : « Tu mens, dit-il, tu es cicéronien, et non chrétien. Là où est ton trésor, là est ton âme. » Aussitôt, je devins muet. Au milieu des coups (car le Juge avait ordonné de me frapper), j'étais torturé plus encore par le feu de ma conscience. Je me rappelais ce verset des *Psaumes* : « Dans l'Enfer, qui parlera pour toi ? » Cependant, je me mis à crier, et, en me lamentant, je répétais : « Aie pitié de moi, Seigneur, aie pitié. » Ces paroles retentissaient au milieu des coups de verges.

Enfin, les assistants se jetèrent aux genoux du Juge. Ils le priaient de pardonner à mon adolescence, de me laisser me repentir de mon erreur, sauf à me châtier plus tard, si dans l'avenir je lisais des livres païens. Et moi, qui dans une si grande détresse aurais fait bien d'autres promesses, je fis un serment solennel, en attestant le nom de Dieu : « Seigneur,

dis-je, si jamais je touche des livres profanes, si je les lis, c'est que je t'aurai renié. »

L'impression produite sur son esprit par le Songe, par le serment prononcé devant le mystérieux tribunal, amena Jérôme à faire un retour sur sa vie passée. Dans son imagination inquiète, avec une sorte de terreur sacrée, presque un remords, il évoqua sa vocation de Trèves, ses résolutions d'Aquilée, son départ en pèlerin, son long voyage à travers la Thrace et l'Asie-Mineure, l'œil fixé sur Jérusalem. Il comptait alors se prosterner dans la ville sainte sur tous les lieux consacrés par les traces du Sauveur, puis aller s'ensevelir dans une cellule ou une grotte. Ses forces l'avaient trahi avant le terme de son pèlerinage : il avait dû renoncer à Jérusalem. Maintenant, il s'étonnait de constater que, depuis un an, il s'était oublié dans les délices d'Antioche, tout près de ce désert qui l'attendait.

S'il tergiversait, ce n'est pas qu'il eût peur du désert, ni des renoncements et des austérités d'une vie d'anachorète. Dans les solitudes du désert, la seule chose qu'il redoutât, c'était la solitude du cœur. Il ne pouvait se résigner à se passer désormais de l'amitié. Il rêvait donc d'emmener avec lui un ami.

Justement, Héliodore arriva de Jérusalem. C'était le compagnon attendu. Pour l'entraîner, Jérôme allait déployer toutes ses grâces. Avec sa ténacité ordinaire, avec des finesses de diplomate et toutes les ressources d'une stratégie savante, il fit pendant des mois le siège de cet ami envoyé par Dieu.

Quand il était parti d'Aquilée pour Jérusalem, Héliodore avait probablement laissé entendre qu'il irait volontiers vivre au désert avec Jérôme. Une fois en Orient, il avait senti faiblir sa vocation d'anachorète. Il avait mal résisté aux fatigues du voyage ; il avait été gravement malade à Jérusalem. Quand il quitta la ville sainte, il songeait simplement à retourner dans son pays. Mais il passa par Antioche. Là, il retrouva Jérôme, qui fit tous ses efforts pour le ramener à leur idée première.

Ce fut l'occasion de longues discussions, incessantes, quotidiennes, entre les deux amis. Héliodore ne reniait pas l'ascétisme. Mais il y avait alors, pour un chrétien, des façons très diverses de pratiquer cet ascétisme : vie solitaire des ermites,

vie en commun dans un monastère soumis à une règle, libres communautés de dévots, ascètes vivant dans le monde comme les *continents* des générations antérieures. Héliodore, sans l'avouer encore, sans peut-être s'en douter, avait déjà fait son choix.

Enfin, comme Jérôme perdait patience et menaçait de partir seul, Héliodore s'arma de courage. Il déclara qu'on verrait plus tard. Pour le moment, il devait retourner dans son pays : il voulait revoir les siens, achever de rétablir sa santé, mettre ses affaires en ordre. D'ailleurs, il pourrait ainsi profiter de l'expérience faite par son ami : Jérôme lui écrirait du désert, lui dirait en toute sincérité ses impressions, et par son éloquence aurait alors raison des dernières hésitations ou des derniers scrupules.

Après avoir accompagné le fugitif aux portes d'Antioche, Jérôme se décida à gagner seul le désert. Sa résolution prise, il se sentait plus calme, presque heureux. Dans l'automne de 375, il partait l'âme rajeunie, plein d'enthousiasme et de foi juvénile..., comme d'illusions.

PAUL MONCEAUX.

(A suivre.)

L'IRLANDE D'AUJOURD'HUI

II ⁽¹⁾

DUBLIN

Octobre 1929.

C'est toujours avec un vif plaisir où il entre autant de curiosité que de sympathie que je revois Dublin. Cherchant un jour à préciser pour moi-même ce qui y fait l'attrait spécifique de la vie sociale, je ne trouvai rien de plus suggestif que ces paroles, par quoi deux de mes amis irlandais, en appréciant l'étranger, jugeaient par contre-coup leur patrie. L'un me disait : « J'aime beaucoup votre pays, mais ne trouvez-vous pas que les Français sont terriblement standardisés ? » Verdict qui pourra nous surprendre, mais s'explique par comparaison avec ce peuple d'Irlande, chez qui les différences individuelles sont poussées à l'extrême, d'aucuns disent, à l'excès. L'autre : « Je me plais beaucoup à Londres, parmi mes relations anglaises. C'est tellement reposant. Ici on discute toujours, même avec ses meilleurs amis. » C'est peut-être le secret du charme de Dublin que cette atmosphère toute pénétrée de controverse et comme électrique dans laquelle se coudoient et s'affrontent, en un douloureux effort de collaboration, Irlandais et Anglo-irlandais, catholiques et protestants, état-libristes et républicains, tous ces éléments contradictoires, point encore désaccoutumés de se combattre, qui constituent, quoi qu'on en ait, l'Irlande.

(1) Voyez la *Revue* du 13 juin.

AUTOUR DE DUBLIN

Dublin n'est pas une très grande ville, à en juger à l'étiage des capitales, ni une ville riche : les autos de luxe y sont rares, les élégances modérées; ni à proprement parler, une ville pittoresque. Mais c'est une ville attachante, dont les paysages en grisaille où éclate sourdement le rouge des briques, sont imprégnés d'une personnalité pénétrante.

Trouée d'O'Connell Street, vaste et qui paraîtrait somptueuse si toute la misère des *slums* environnants ne l'envahissait : chômeurs secouant des troncs où tinte le billon; enfants pieds nus criant les journaux du soir; femmes aux bas déchirés, drapées de châles verdis : elles arborent, suprême souci de respectabilité, d'étranges chapeaux qui rappellent ceux des bouquetières de Londres. Dublin serait-elle une ville anglaise?

On le croirait presque : noble fronton de Trinity College, l'Université protestante; carré de Saint-Stephens Green, échantillon de parc anglais au cœur de la ville; demeures de style georgien, avec leurs hauts perrons et leurs colonnettes de marbre noir; quartiers « de résidence » alignant à l'infini les maisonnettes rouges à bow-window, retranchées derrière les pelouses tondues. Sur chaque image, défilant au hasard du déroulement des rues, se surperposent, semble-t-il, d'autres images aperçues ailleurs; un à un, on y retrouve tous les éléments du traditionnel décor de la vie anglaise.

Et pourtant, il y a dans l'allure même de la ville quelque chose qui n'est que d'ici : faubourgs s'en allant à la débandade de la mer à la colline, laissant se faufiler entre eux des coins inattendus de campagne; rue débouchant soudain sur une plage vide et comme lointaine; *cottages* étalant, à dix minutes des maisonnettes londoniennes, leurs communs peuplés de chevaux et de porcs. Au milieu même des plus sombres *slums*, cette cour entourée de masures joue à être une cour de ferme; un poulain à longue crinière s'y ébroue parmi la volaille. Sur le talus râpé du canal broute une chèvre blanche solitaire. C'est comme si une malicieuse influence rurale cherchait à envahir la ville et comme si la ville s'y abandonnait. Si bien que je n'ai pas besoin de regarder cette foule, médiocrement vêtue, mais où chaque face est celle d'un individu, ni d'écouter

le dialecte chantant de mon cocher, qui parle comme dans les pièces de Sean O'Casey, pour savoir que je suis en Irlande.

La capitale anglo-irlandaise, par une rencontre qui fait ressortir les contrastes historiques, fut établie dans une des régions les plus riches en souvenirs de cette île qui ramasse autant d'histoire et de légende en quatre provinces qu'un empire dans toute son étendue.

Au nord, la plaine de Meath, bleutée, hantée de brumes, animée d'eaux et d'arbres; elle déroule jusqu'au cours ombragé de la Boyne ses horizons, parfois traversés d'une ondulation lente. Là, au long des routes sinueuses, parcourues en quelques heures d'auto, reliques et sites racontent toutes les époques du passé, ce passé tourmenté qui, ici plus que nulle part ailleurs, explique le présent et commande l'avenir.

Brugh na Boinne, « le palais sur la Boyne », une des plus illustres sépultures royales de l'Irlande païenne. C'est, envahi par le bocage, un tumulus de cent mètres de diamètre; autour, quelques pierres levées montent encore la garde. Un étroit couloir conduit aux chambres sépulcrales souterraines dont les parois et les voûtes engravées de spirales et de losanges sont formées d'énormes pierres plates équilibrées en château de cartes. Quel peuple primitif sut remuer sans machines les blocs de 3 et 4 mètres de long, dont le poids total est évalué à 100 000 tonnes? On conçoit que ce « tombeau de géants » ait été entouré dès les temps anciens d'un prestige mystérieux, les légendes en font la demeure d'Engus le jeune, le génie qu'escorte un essaim d'oiseaux voletants, l'une des plus gracieuses figures de la mythologie celtique.

Colline de Tara, « Tara des rois », résidence des souverains suprêmes d'Irlande, jusqu'au jour où, non la force des armes, mais la malédiction d'un saint, disent les annales, eut raison de sa puissance, il y a de cela treize siècles. Seuls vestiges des constructions d'argile clayonnée qui s'y élevaient jadis (car les anciens Gaëls n'employaient pas la pierre pour leurs demeures), des levées de terre dessinent encore le plan des monuments dont le nom revient si souvent dans les récits épiques : forum, où se dresse un pilier qu'on a voulu identifier à la « pierre de destinée », qui rugissait quand le roi légitime d'Irlande y montait, le jour de son couronnement; maison du roi Cormac; mont des ôtages, et la célèbre salle des festins, longue de deux

cent cinquante mètres. Les fouilles ont mis à jour quelques-uns des bijoux et des *torques* d'or dont se paraient les héros qui y banquetaient. Ces trouvailles sont aujourd'hui au Musée archéologique de Dublin, dont les collections riches en objets d'or attestent la splendeur de l'ancienne civilisation païenne.

C'est, en revanche, l'Irlande d'après saint Patrick qu'évoque Monasterboice. Des croix monumentales somptueusement sculptées, d'un dessin nettement celtique, se dressent dans la verdure. Atmosphère idyllique des premiers siècles chrétiens : autour de ces croix les disciples de saint Buithe vivaient en cénobites, priant dans quelque chapelle faite de branchages ou copiant des manuscrits enrichis d'enluminures, semblables à l'admirable livre de Kells, aujourd'hui conservé à Trinity College.

Pour un qui survécut, combien périrent ! A côté des croix celtiques se dresse une de ces hautes tours rondes coiffées de toits pointus qu'on rencontre par toute l'Irlande. Dès les dernières années du VIII^e siècle, les Danois ont commencé leurs incursions, pillant et incendiant. Les moines ont élevé ce donjon pour s'y réfugier avec les vases sacrés et les manuscrits précieux. Combien de ces refuges ont-ils été forcés, combien de manuscrits brûlés ou noyés par les barbares ? Désormais, c'en était fait de la paix et de la sécurité de l'île.

Mellifont : les ruines de plusieurs églises considérables y attestent, avec une conception évoluée de la vie monastique, l'influence du gothique français. C'est qu'aussi le fondateur en fut saint Malachie, l'ami de saint Bernard. On sait la fin de l'évêque d'Armagh qui, pris par la maladie à Clairvaux, se fit revêtir sur son lit de mort de l'habit cistercien, dans lequel il souhaitait être enseveli. C'est cependant paré de ses ornements épiscopaux qu'on l'enterra, à Clairvaux même. Plus tard, saint Bernard mourant voulut à son tour revêtir la tunique qu'il avait conservée en souvenir de son ami. Dernier et singulièrement pathétique témoignage de l'affection élective qui avait uni ces deux hautes âmes.

Les souvenirs héroïques ou édifiants font place, à mesure qu'on s'avance dans les temps modernes, à des évocations plus sombres : remparts de Drogheda, assiégés par Cromwell, et qui virent le massacre de 1649. Lente agonie de l'Irlande catholique, qui devait recevoir le coup de grâce quarante et un ans plus tard, non loin de là, sur la Boyne, le jour où le roi Guil-

laume mit en déroute le prétendant Jacques II. Sous Guillaume combattaient des réfugiés français calvinistes; le comte de Lauzun prit part à l'action du côté du Stuart. Grandeur et décadence des Gaëls, évoqués par la plaine de Meath. C'est l'autre aspect du même drame, l'histoire des envahisseurs et le progrès de leur puissance que racontent les pierres de Dublin.

Qui peut dire ce qu'aurait été l'histoire, si les Gaëls avaient été bâtisseurs de villes? Mais cette basse éminence, sur la rive de la Liffey, était déserte et sans nom le jour où, remontant le fleuve, les Danois vinrent y amarrer leurs barques et y établirent leur camp, fondant Dublin. Plus tard devait s'y dresser le château, hier encore forteresse de l'Anglais. Voici, à côté, Christ-Church, fondée par les Danois christianisés, Saint-Patrick, par les Normands. Ainsi les nouveaux venus élevaient-ils leurs sanctuaires au milieu de la cité: frappant contraste avec les solitudes de Mellifont, de Monasterboyce ou de Glendalough, au sud de Dublin. Voici Trinity College, fondé par la reine Elisabeth. Les plus beaux quartiers, avec leurs squares magnifiques, leurs colonnades rondes, *Leinster house*, la Banque d'Irlande, c'est, à peine changé, le Dublin d'avant l'Acte d'Union, la cité de Swift, de Burke, de Goldsmith, et de cette brillante société anglo-irlandaise qui, durant le XVIII^e siècle, dépensa sans compter l'argent du fermier pour orner Dublin, capitale de l'Irlande, colonie anglaise.

Graffe entée sur le pays, la ville, à force d'en absorber la sève, devait cependant finir par s'assimiler à lui. Des sites plus modernes attestent le rôle national qu'elle finit par jouer: Université catholique, fondée en 1908, où la connaissance de l'irlandais est exigée, et à laquelle appartinrent, professeurs ou étudiants, tant de dirigeants de l'Irlande nouvelle; O'Connell Street, peuplée des souvenirs de 1916, où le nouvel Hôtel des Postes, battant neuf, ne peut faire oublier l'ancien, du brasier duquel sortirent Pearse et ses compagnons pour aller mourir, ayant ouvert l'ère de l'indépendance irlandaise.

DEPUIS TREIZE ANS

C'est bien une ère nouvelle qu'ouvrait la révolte de Pâques. Depuis, treize années se sont écoulées, héroïques ou atroces, puis progressivement pacifiées, mais toutes chargées d'événé-

ments qui ont laissé leur trace dans la vie nationale et jusque dans chaque conscience irlandaise.

1916-1921 : l'époque héroïque.

1916 : révolte de Pâques, premier acte de la guerre anglo-irlandaise qui devait se poursuivre, avec des répit, durant plus de cinq ans. Les élections de 1918 sont marquées par le triomphe du parti Sinn-Fein, qui emporte 73 sièges, sur 103. Les députés de ce parti, s'étant engagés à ne pas siéger à Westminster, constituent le *Dail Eireann* (Parlement d'Irlande), regardé par l'Angleterre (en vertu de la loi sur le gouvernement de l'Irlande, votée à Westminster en 1920) comme le Parlement de l'Irlande du sud, mais par le pays comme le Parlement de la République irlandaise, dont Valera est président. La trêve de juillet 1921 met fin à la guerre.

1921-1923 : Irlandais contre Irlandais.

Décembre 1921. — Janvier 1922. Le traité avec l'Angleterre, consacrant la sécession de l'Ulster, est ratifié par le Parlement, par 7 voix de majorité, après une discussion acharnée. Le Sinn-Fein se scinde en partisans de Griffith-Collins et partisans de Valera. Ces derniers, refusant d'accepter le traité et de prêter le serment de fidélité à la couronne que celui-ci impose aux députés irlandais, quittent le Parlement. Le gouvernement provisoire constitué par Griffith convoque le pays à de nouvelles élections. Celles-ci envoient au Parlement : 58 partisans de Griffith-Collins, 17 fermiers, 17 travaillistes, soit 94 partisans du traité contre 34 « républicains », qui, au reste, ne siègeront pas. En juin 1922 éclate la guerre civile : actes de terrorisme, dynamitage de travaux publics, du côté républicain ; bombardement du Palais de justice, occupé par l'adversaire, exécutions, de l'autre côté. En mai 1923, les républicains vaincus cessent le feu et enterrent leurs armes, sur l'ordre de Valera. Les hostilités n'étaient en principe que suspendues ; en fait, elles étaient terminées. L'horreur d'une guerre ne se mesure pas à la quantité de sang répandu ; les suites funestes de celles-ci furent, sont encore, proprement incalculables.

1923-1927, première époque parlementaire : le Parlement sans l'opposition.

La Dail avait continué de fonctionner et, en octobre 1922, la Constitution avait été votée, un Sénat de soixante membres désigné. En août 1923, de nouvelles élections eurent lieu, dont les résultats furent : 63 ministériels, 15 fermiers, 14 travaillistes, 16 indépendants (comprenant les anciens unionistes) et 44 républicains qui, non plus que leurs prédécesseurs, n'occupèrent leurs places à la Chambre. En leur absence, le parti ministériel y était tout-puissant, en face des 14 travaillistes qui constituaient une opposition de forme. Le gouvernement eut donc tout loisir de mettre à exécution son programme et s'y employa avec activité : toute une législation administrative, financière, économique, agricole, scolaire, dont les effets commencent déjà à se faire sentir, fut votée par le Dail, durant ces quatre années. En 1925, l'irritante question de la délimitation des frontières avec l'Ulster avait été réglée par le *statu quo*, contrairement aux espérances des nationalistes irlandais.

Est-ce à cette circonstance que les républicains durent leur succès aux élections de juin 1927 ? 46 ministériels, ou *Cumannan Gaedhal* (nom irlandais du parti Cosgrave), furent élus, 22 travaillistes, 14 indépendants, 11 fermiers, 8 ligue nationale (nouveau parti à la Redmond) et 51 républicains, soit 44 *Fianna Fail* (parti de Valera), 5 *sinn-fein* et 2 indépendants. Élections qui soulevèrent une grosse émotion et influèrent fortement sur la ligne de conduite des partis en présence : le gouvernement se vit plus menacé, les républicains se virent plus près du pouvoir que les uns ni les autres ne l'avaient escompté.

1927 : les républicains au Parlement.

Le 10 juillet 1927, Kevin O'Higgins, ministre de la Justice, était assassiné. Les responsabilités de l'attentat ne devaient pas être élucidées. Les suites en furent une nouvelle loi de sûreté publique, qui renchérisait encore sur les précédentes, et un amendement aux lois électorales, qui astreignait tout candidat aux élections législatives à ce serment toujours refusé par les républicains. Ceux-ci ripostèrent en prêtant serment et en entrant au Parlement. Pour leurs débuts ils faillirent, coalisés avec les travaillistes et les nationalistes, renverser le ministère que seule la voix départageante du président de la Chambre sauva.

La Chambre fut dissoute et renvoyée devant le pays, qui élut : *Cumannan Gaedhal*, 61 ; *Fianna Fail*, 57 ; indépen-

dants, 12; travaillistes, 14; fermiers, 6; nationalistes, 2; les républicains extrémistes *Sinn Fein* (partisans de Mary Mac Sweeney), n'ayant pas cédé sur la question du serment, n'avaient pu se présenter devant l'électorat. Mais Valera avait encore gagné du terrain; les deux principaux partis en présence se suivent désormais d'assez près (57 contre 61), quoique à vrai dire la disproportion des forces à la Chambre soit actuellement plus grande que ces chiffres ne le donneraient à croire, grâce au jeu des alliances, qui favorise le parti ministériel.

Il y a maintenant deux ans que l'Irlande possède un parlement où tous les partis (à part une petite fraction extrémiste) sont représentés. Qu'il s'agisse d'un amendement à la Constitution, de l'institution de la censure, ou de drainage et d'afforestation, depuis deux ans partisans de Cosgrave et partisans de Valera prennent part aux mêmes discussions, et siègent dans la même salle. Ceci, qui paraîtra peut-être naturel, représente en réalité le premier pas et sans doute le plus difficile vers une vie politique et nationale normale.

CHEZ LE PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE

M. Hayes, *Ceann Comhairle* (président de la Chambre), est un homme d'État à l'irlandaise, jeune, de façons familières et de conversation primesautière, qui me reçoit dans l'intimité d'un home accueillant.

— De quoi voulez-vous que nous parlions? me demande-t-il de but en blanc.

— Mais... de ce qui s'est passé ici durant ces dernières années. L'étranger, qui a suivi avec émotion les péripéties dramatiques de vos guerres, s'est quelque peu désintéressé des affaires de l'Irlande depuis qu'on ne s'y bat plus dans les rues. Et pourtant, la réorganisation d'un pays n'est-elle pas aussi un spectacle digne d'intérêt? Peut-être est-il, aux yeux de certains, moins passionnant, moins romantique...

M. Hayes bondit :

— Romantique? Vous trouvez? Évidemment, cela devait être plus « romantique » pour les gens qui contemplaient cela de loin. Mais pour nous qui étions dedans, c'était la chose la plus terre-à-terre du monde, je vous prie de le croire. Ne pas pouvoir quitter les siens un instant sans trembler pour eux,

ne pas pouvoir aller à ses affaires sans risquer d'être abattu, qu'est-ce qu'il y a là-dedans d'intéressant, je vous le demande un peu ?

« Eh bien ! oui, *Fianna Fail* est entré à la Chambre, et même... Décidément il se passe dans ce pays des choses inexplicables. Vous connaissez l'histoire de ces dernières années ? En juin 1927, il y a eu des élections ; Valera se présente, sur ce programme : « nous ne prêterons pas serment. » Il obtient tant de sièges. Bien. Ensuite, il prête serment, entre au Parlement, se mettant en contradiction flagrante avec son programme. En septembre, la Chambre dissoute, il se représente devant l'électorat et obtient un nombre de sièges accru. C'est incompréhensible.

Est-ce si incompréhensible, pensai-je ? Certains éléments, séduits par les conceptions nationales des républicains, mais effrayés par leurs méthodes révolutionnaires, n'auraient-ils attendu que de les voir renoncer aux unes pour se rallier aux autres ?

— La clef de tout cela, poursuit M. Hayes, est le prestige personnel de Valera. S'il disparaissait demain, son parti ne conserverait pas vingt sièges. Si Griffith s'était démenti, si Cosgrave se démentait, comme Valera s'est démenti, Griffith tomberait. Mais Valera est sacré : il est, par définition, l'homme qui a, a eu, aura raison. En 1922, ce n'était pas juste de prêter serment. En 1927, c'était juste. Pourquoi ? Parce qu'ainsi en avait décidé Valera. Mais mettez-vous à la place d'un homme dont le frère aura été tué dans la guerre civile, parce que Valera n'a pas voulu prêter serment en 1922, et voilà qu'en 1927... Cela me tue (*It kills me.*)

— Alors, cette décision vous a surpris ?

— Non. Vous savez qu'ils ont essayé, en 1927, de siéger sans prêter serment. J'avais donné ordre qu'on les empêchât d'entrer. C'était mon métier. Mais je dis au fonctionnaire chargé d'exécuter la consigne : « Aujourd'hui, vous les mettez à la porte ; demain, ils peuvent être vos maîtres. Réglez-vous là-dessus. » Seulement, je pensais qu'ils entreraient par petits paquets. Valera est très fort d'avoir su les amener ainsi, en bloc.

— Considérez-vous que l'expérience de la vie parlementaire ait changé quelque chose aux relations des partisans de Valera avec les autres partis ?

— Il était impossible qu'il en fût autrement. Ils étaient arrivés résolus à éviter tous rapports avec leurs collègues gouvernementaux, à nous mettre en quarantaine. Mais on ne peut se tenir à l'écart de gens parmi lesquels on vit. Vous avez été à la Chambre : à la voir travailler, croirait-on qu'il y a jamais eu une guerre civile ? Valera, qui ne me saluait pas quand il me rencontrait dans les couloirs, vient maintenant me voir à mon bureau : il est naturellement impossible au chef de l'opposition d'ignorer le président de la Chambre.

« Par ailleurs, ils se relâchent. Ils arrivaient, brûlants de zèle. Dans tous les pays du monde, les députés n'ont qu'une idée, qui est de ne pas assister aux séances. Mais eux étaient prêts à tout faire pour l'Irlande : à vivre pour l'Irlande, à mourir pour l'Irlande, à assister aux séances pour l'Irlande. Aujourd'hui ? Aujourd'hui, ils ne supportent même pas leur leader. J'ai vu Valera prononcer un discours important, avec cinq de ses partisans présents, sur cinquante-sept.

« Ils ont sans doute, aussi, appris quelque chose. Ils ont appris que le ministre des Finances n'est pas un monsieur qui distribue de l'argent, et qui donne cent livres à Paddy, parce que Paddy est un garçon sympathique. Ils étaient arrivés ayant tout à apprendre. Nous avions cinq années d'expérience parlementaire d'avance sur eux. En 1922, nous étions tous tout neufs, au Parlement. Pour moi, je savais vaguement comment les choses se passaient à Westminster, mais c'était tout. Quelle situation ! Tout à apprendre, tout à créer. La guerre civile. Près de la moitié de la nation hostile. Et une langue demi-morte à ressusciter.

« Ce que je pense de l'opposition ? Je les considère maintenant comme moins habiles que je ne le pensais il y a deux ans, et moins que je ne le souhaiterais. Plus habiles, ils seraient plus près du pouvoir. Je ne crois pas qu'ils en soient aussi près que certains le disent, et je le regrette. Vous ne me croyez pas ? Je m'explique donc. Je souhaite que *Fianna Fail* arrive un jour au pouvoir, parce que, tant qu'un pays n'a pas changé de gouvernement, son éducation politique n'est pas complète. Or, je souhaite que l'Irlande complète la sienne. Le pays n'est pas encore tout à fait établi, parce que tout le monde se demande : Qu'arriverait-il si les républicains prenaient le pouvoir ? Je vous dis, moi : Rien, ou presque rien. Ils ne

changeraient pas grand chose, et pas grand monde. Moi, peut-être, et encore, qui sait ? — M. Hayes éclate d'un franc rire, à l'idée de présider en face d'un cabinet Valera. Il redevient grave pour conclure : — Mais il faut que la démonstration en soit faite pour que le pays soit tout à fait tranquille.

— Vous ne me parlez pas des extrémistes, de Mary Mac Sweeney ? Quelle importance attachez-vous à ce groupe ?

— Aucune. Excepté... (et l'expression change, la voix s'assombrit)... excepté dans la mesure où ces gens-là peuvent mettre dans la tête de quelques jeunes fous de faire sauter la cervelle à quelqu'un. Il faut toujours tenir compte de cela, ici. Même des gens qui, personnellement, j'en suis sûr, réprouvent les attentats, font, dirait-on, tout ce qu'il faut pour les provoquer. A traiter un ministre d'assassin publiquement, ne pensez-vous pas que l'on risque de pousser quelque fanatique à exécuter l'homme ainsi voué à la vindicte populaire ? Combien y a-t-il encore de jeunes fous en Irlande capables de comprendre de travers un tel mot d'ordre et de l'exécuter ? Nous n'en savons rien. L'opposition elle-même n'en sait rien. Personne n'en sait rien.

UN ENTRETIEN AVEC MAUD GONNE

« Personne n'en sait rien... » Ne dois-je voir qu'une boutade dans l'affirmation de M. Hayes ? Ou faut-il croire que les cendres de la guerre civile ne sont pas encore tout à fait refroidies ?

J'avais, peu de jours après, l'occasion d'aborder cette même question du terrorisme avec une personnalité dublinoise toute désignée pour m'en présenter l'aspect opposé, une personnalité dublinoise qui fut jadis une personnalité parisienne : Maud Gonne.

Maud Gonne est aujourd'hui la veuve de Mac Bride, une vieille femme en voiles de deuil : haute silhouette, regard intense, elle est encore celle que décrivaient les premiers vers de Yeats : ... *White woman that passion has worn As the tide wears the dovegray sands... White woman with numberless dreams* (1). C'est aussi une femme en deuil que le leader des

(1) Pâle créature que la passion a usée comme les vagues rongent le sable gris... Pâle créature aux rêves innombrables.

extrémistes, miss Mary Mac Sweeney, sœur du maire de Cork. L'histoire de l'Irlande n'est-elle pas toute jalonnée de ces figures féminines, depuis la légendaire Deirdre des douleurs, inspiratrice des trois chefs-d'œuvre, de Synge, de Yeats, et de James Stephens, jusqu'à Sarah Curren idéalisée par le poème de Thomas Moore : *She is far from the land where her young hero sleeps...* (1) pour ne pas nommer les vivantes.

Écouter Maud Gonne, c'est revivre les derniers, et quelques-uns des plus poignants chapitres de l'histoire d'Irlande.

C'est avec nostalgie qu'elle me parle de Paris, et du dernier séjour qu'elle y fit, en 1922, peu avant qu'éclatât la guerre civile.

Combien d'Irlandais évoquent-ils maintenant comme elle avec un regret déchirant ce temps où quiconque avait le cœur un peu haut placé ne pouvait hésiter à connaître son devoir !

— On m'avait envoyée à Paris pour expliquer la situation à l'opinion étrangère, au cas où nous aurions été obligés d'envahir l'Ulster pour y porter secours aux populations catholiques. Les fonds nécessaires à ma mission avaient été fournis par Fitzgerald (ministre de la propagande), la documentation, par Erskine Childers.

Un silence passe, plein de pensées : des deux hommes qui collaboraient alors, l'un devait bientôt mourir, exécuté sur l'ordre du gouvernement dont faisait partie l'autre.

Maud Gonne me raconte les démarches faites par une délégation de femmes distinguées pour s'entremettre entre les partis : vaine tentative. Ardemment républicaine, c'est du point de vue républicain que mon interlocutrice juge cette période ; mais l'horreur n'en domine-t-elle pas les points de vue de partis ?

— ... Il avait écrit à sa mère de se tranquilliser, qu'il serait libre pour la Noël, et voilà qu'elle a reçu cette lettre après la nouvelle de l'exécution. Elle a fini par se tuer. Elle répétait sans cesse : « Si seulement on m'avait laissé revoir son visage ! si seulement on m'avait laissé revoir son visage ! » Puis elle a cru qu'elle revoyait son visage. Un jour, elle a cru le voir dans le canal, et elle s'y est laissée tomber.

Que ceux de l'autre parti aient sans doute d'aussi navrants épisodes à raconter, loin d'en annuler le tragique, le redouble,

(1) Elle est loin du pays où son jeune héros dort...

aux yeux d'un impartial ami de l'Irlande. Qu'elle parait riante, en comparaison, l'époque où tous, unis, luttèrent contre l'étranger!

— Ma maison de Saint-Stephens Green était si commode pour accueillir les hommes attaqués par la police anglaise! On faisait le guet et, à la moindre alerte, l'homme s'enfuyait par les toits, et, grâce aux lucarnes laissées ouvertes par la complicité de quelque domestique, allait se tapir dans le grenier d'une des maisons voisines, des maisons d'unionistes, où la police n'aurait jamais songé à perquisitionner. Ces gens, qui sont maintenant au gouvernement, se sont bien souvent réfugiés chez moi.

La guerre civile est sans doute finie, mais quand la liquidation en sera-t-elle terminée? pensais-je en écoutant la riche voix musicale me parler des prisonniers républicains, à la cause desquels Maud Gonne s'est consacrée, des hommes depuis des années traqués de refuge en refuge (« car notre peuple est admirable, quand il s'agit d'abriter un proscrit ») par la police qui en capture un de temps à autre, tel ce fameux *one eyed gunman* (1), récemment condamné à cinq ans de prison. C'est qu'en effet aucune amnistie n'est encore intervenue depuis les troubles, malgré la requête présentée au gouvernement par les républicains entrés au Parlement.

« Pourquoi a-t-on refusé l'amnistie? » demandais-je un jour à un ami irlandais, qui s'est toujours tenu à l'écart de tous les partis. Sans doute a-t-on craint que les fugitifs, de retour dans leurs foyers, n'en profitent pour commettre quelque attentat. Peut-être aurait-il valu la peine d'en courir le risque, mais enfin, c'était un risque.

J'écoute aussi ces récits qui courent le pays, sur les *dumps*, dépôts clandestins où sont cachées les armes de 1923, enterrées lors de la cessation des hostilités, et que la police déterre encore deci delà; sur cette organisation militaire secrète, au reste indépendante de tout parti constitué, que les extrémistes appellent « l'armée républicaine », et que le président Cosgrave dénonçait en 1927 à la tribune de la Chambre comme un corps terroriste. Quelle importance sied-il d'accorder à ce corps? Quelles relations soutient-il avec une organisation poli-

(1) Canonnier borgne.

tique comme le *Sinn Fein*? Quelles sympathies le *Sinn Fein* lui-même a-t-il conservées jusque dans le sein de partis plus modérés? « Quels sont vos rapports avec le parti de Mary Mac Sweeney? demandai-je un jour à un des leaders de *Pianna Fail*. — Nuls », me répondit-il. Mais Valera ne proclamait-il pas un jour que ce parti avait le droit pour soi?... Autant de questions qui ne comportent sans doute pas de réponses précises.

— Savez-vous que je vais peut-être aller encore en prison? poursuit Maud Gonne. Je dois dire que j'en ai l'habitude, depuis 1918. Mon fils, lui, a commencé très jeune, il avait quatorze ans la première fois, et maintenant, chaque fois qu'il arrive quelque chose, c'est lui qu'on arrête. C'est bien ennuyeux, cela finira par lui abîmer la santé. Moi, cette fois, c'est à cause de cette loi sur les jurys, que je suis inculpée de libelle.

Cette loi, récemment votée, vise, en introduisant le secret dans la désignation des jurés pour affaires politiques, à les soustraire aux risques de représailles. Je dois dire que j'ai entendu juger avec sévérité par des esprits impartiaux une loi qui, m'assure-t-on, enlève toutes garanties à la défense, sans réaliser une protection efficace.

— C'est d'autant plus absurde, poursuit mon interlocutrice, qu'il n'y a pas eu d'attentat contre les jurés depuis mon enfance.

Voilà qui me surprend :

— Il me semble pourtant qu'un de ceux qui condamnèrent *the one eyed gunman*...

— Oh ! il n'en est même pas mort, et qu'est-ce qui prouve que ce ne soit pas un coup monté?

— Et cet autre, trouvé mort dans sa voiture?

— Il ne s'agit pas d'un juré, mais d'un témoin à charge. D'ailleurs, pourquoi serait-ce un attentat politique? Il a pu être tué pour des raisons personnelles. Ce sont des choses qui arrivent.

Si peu d'enthousiasme que m'inspire le *Jury Act*, je ne me sens pas entièrement convaincue par cet argument. Mais à quoi bon disputer le pour et le contre? Attentats et lois d'exception, rancunes réciproques enfouies au fond des cœurs comme les armes au fond des tourbières ne sont-ils pas les survivances inévitables d'un passé encore trop récent? Combien de fois, au cours d'un entretien, une réticence ou un mot, une allusion

sous laquelle perce l'apologie ou l'accusation, ne révèlent-ils pas, même chez les mieux équilibrés, les plus résolus à se tourner vers l'avenir, la persistance de l'obsession douloureuse? « Comment voulez-vous, me disait un Dublinois, qu'aucun de nous puisse jamais redevenir tel qu'il était *avant* ? » C'est pourquoi, si parfois on se heurte à des partialités ou à des amertumes, à des violences ou à des pessimismes immotivés, il suffit de se reporter à tout cela, qui ne date en somme que d'hier, pour ne pas s'étonner des discordances persistantes, mais admirer au contraire le progrès rapide de la nation vers une pacification des esprits que tous souhaitent, mais que tous eussent cru, il y a six ans, impossible.

L'ESPRIT D'UN NOUVEAU RÉGIME

L'Irlande pays de langue anglaise. — La dernière fois que je fis le trajet de Kerry à Dublin, j'accompagnai trois jeunes filles de l'île Blasket qui, balbutiant à peine un peu d'anglais d'école, s'aventuraient pour la première fois loin de leurs collines natales. Humbles missionnaires de la cause gaélique *in partibus infidelium*, elles allaient se mettre en service, les unes dans un de ces collèges préparatoires aux écoles normales où jusqu'aux laveuses de vaisselle ne doivent parler qu'irlandais, l'autre dans une de ces familles irlandisantes qui ne confient leurs enfants qu'à des servantes nées dans des paroisses gaéliques. J'eus plus d'une fois le plaisir d'être reçue dans quelque une de ces maisons. Dans l'ameublement triomphent les motifs décoratifs « celtiques » à entrelacs; le gramophone chante *mo roisin dubh*, « ma petite rose sombre », et le pain est pétri à la maison, selon la recette des *cottages*; de la conversation est banni l'anglais que les plus jeunes enfants n'ont souvent appris qu'après l'irlandais. Il arrive que l'irlandais soit la langue unique de bébé, dont la grand mère ne parle qu'anglais, ce qui reproduit, en l'inversant, la situation commune dans les régions de l'ouest où l'irlandais en recul est encore la langue des vieux, tandis que l'anglais est seul parlé par les jeunes.

Cette forme linguistique du patriotisme ne date pas d'hier en Irlande. Dès le milieu du siècle dernier, Thomas Davis affirmait : « un peuple sans sa langue n'est que la moitié d'une

nation. » En 1893, Douglas Hyde fondait la Ligue gaélique. Le père de l'Irlande nouvelle, Padrick Pearse, laissa toute une œuvre littéraire en gaélique. Instituteur et éducateur né, il fonda près de Dublin ce collège de Saint-Enda où, à une époque où l'école était anglaise, il élevait ses élèves dans une atmosphère purement gaélique.

Fidèle à cet esprit, le conseil exécutif de *Dail Eireann* n'attendit même pas la naissance officielle de l'État libre pour faire étudier, dès 1921, par une conférence, le futur programme national d'éducation.

Le jour vint où furent apposées au bas du traité des signatures qui se lisent : Art O'Griobhtha, Micheál O'Coilean, et que nous traduisons Arthur Griffith, Michael Collins. En matière d'instruction publique du moins, l'indépendance irlandaise ne comportait pas de restriction. Dès avril 1922 entrait en vigueur le nouveau programme d'instruction primaire, et commençait l'une des plus curieuses expériences qu'un gouvernement ait jamais tentées à l'échelle de la nation. Il s'agissait de bannir, autant que possible, l'anglais de l'école, en faisant de l'irlandais, non seulement une matière obligatoire, mais même le médium de l'enseignement. On s'attachait surtout aux classes élémentaires, dont les tout jeunes élèves avaient plus de chances de devenir de véritables sujets de langue irlandaise. On voit les difficultés auxquelles devait se heurter un tel programme, et tout d'abord l'absence d'un personnel enseignant capable de l'appliquer.

On voit aussi les inconvénients qu'il pouvait y avoir à faire donner l'enseignement en irlandais par des maîtres, qui ne savaient guère cette langue, à des élèves qui ne la savaient pas du tout. Mais, s'il y eut des exagérations au début, elles ne devaient pas tarder à s'éliminer. Aujourd'hui, ce système fonctionne de façon généralement satisfaisante sur une large échelle. Si l'on songe que, par exemple, 1240 écoles élémentaires donnent l'enseignement uniquement en irlandais, 3 750 partiellement en irlandais, contre 375 uniquement en anglais, dans un pays où moins d'un dixième de la population parle irlandais, on mesurera l'effort accompli.

— L'essentiel, me disait un haut fonctionnaire de l'Instruction publique, c'est de nous assurer un personnel capable de nous seconder dans notre politique. Nous avons fait tout

le possible, collèges de vacances *et cætera*, pour permettre à nos maîtres primaires d'apprendre à fond l'irlandais. La plupart en ont convenablement profité. Quant à ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas se plier aux conditions nouvelles, il n'est que de les remplacer par des nouveaux venus mieux adaptés. Nous sommes un peu gênés par le fait que l'école primaire ne dépend pas directement de nous, mais du clergé des paroisses, qui administre l'école locale et en nomme les instituteurs; ce système nous a été légué par le gouvernement qui, protestant, ne pouvait prendre l'école directement en mains sans se heurter à l'opposition des populations catholiques. Mais nous, gouvernement catholique, avons les coudées plus libres, et sommes pratiquement les maîtres de l'école, puisque c'est nous qui la payons.

« L'avantage de cette situation, c'est que les instituteurs, n'étant pas fonctionnaires, n'ont pas non plus les mêmes droits que les fonctionnaires. Nous pouvons les casser pour insuffisance professionnelle, et en fait il n'est pas de semaine qu'on n'en exécute ici une demi-douzaine. Il est facile de se montrer un peu plus sévère vis-à-vis de ceux qui ne se mettent pas à l'irlandais avec assez de zèle.

« Pour parer à leur remplacement, nous avons fondé sept Écoles normales préparatoires de langue gaélique, six catholiques et une protestante; la moitié des élèves qui y entrent après concours viennent des régions gaéliques. Dans ces mêmes régions nous choisissons les meilleurs élèves des écoles primaires, nous les envoyons dans les lycées et de là dans les Écoles normales. Dans deux ans, nous verrons le plein résultat de ce système. Dès à présent, nous sommes en mesure de former environ 400 instituteurs par an.

« Quant à l'enseignement secondaire, s'il est presque sans exceptions sous la direction des clergés catholique ou protestant, ici encore l'État, qui accorde jusqu'à douze livres de subvention par élève, impose ses programmes. Seules, les Universités sont plus indépendantes à notre égard. Ah! si nous étions les maîtres à l'Université!

« Nous exigeons par ailleurs la connaissance de l'irlandais pour tous les postes qui dépendent, directement ou indirectement, du gouvernement, jusqu'aux postes de médecins inspecteurs nommés par les conseils de comtés.

Que le plan d'ensemble si bien amorcé doit être poursuivi avec autant d'énergie que d'esprit de suite, on n'en peut douter, après cinq minutes de conversation avec M. Blythe.

M. Blythe, ministre des Finances et vice-président du Conseil, est peut-être, avec M. Mulcahy, ministre de l'Intérieur, le partisan le plus convaincu, je dirai presque le plus fanatique, du gaélique que compte le gouvernement. Grand et puissamment découplé, avec, dans le port de sa forte tête ronde, quelque chose d'obstiné et de taciturne, on le prendrait pour quelque fermier, plutôt que pour le journaliste qu'il fut.

Fermier, ou plutôt valet de ferme, M. Blythe le fut au reste toute une année. On m'avait raconté l'histoire en Kerry, et comment, tout jeune, désireux d'apprendre l'irlandais, et apparemment sans ressources suffisantes, il avait pris de l'embauche chez un fermier d'une paroisse gaélique. J'admire une telle résolution. Mais avouerai-je que le fermier qui me conta l'anecdote, loin de partager mon sentiment, conclut : « Et voilà les garçons qu'on nomme ministres aujourd'hui ! » Tant le peuple irlandais est, d'instinct, peu égalitaire....

C'est de la triste condition de l'Irlande gaélique, dont j'arrive, que je voudrais entretenir le ministre. Mais M. Blythe me répond d'un geste vague qui signifie : « Que voulez-vous que j'y fasse ? » Puis il s'explique :

— Le fait qui domine tout, c'est que la paix, qui fut pour la plupart des peuples la fin d'une période de privations, marqué au contraire ici celle d'une ère de prospérité inouïe, grâce aux prix élevés qu'atteignirent les produits agricoles. Après la guerre, il aurait fallu revenir à un niveau d'existence plus bas que celui d'avant la guerre. Il n'y avait pas d'autre alternative que l'émigration en masse. On a choisi d'émigrer. Qu'y pouvons-nous ?

— Mais alors, l'avenir de la langue ?

— L'Irlande redeviendra un pays de langue irlandaise, cela ne fait aucun doute. Toutes les mesures nécessaires sont prises pour nous procurer le corps d'instituteurs qui nous manque encore, mais que nous aurons demain. Nous aurons même ce qui nous fait le plus défaut : une ville de langue irlandaise, Galway. Vous savez que l'irlandais y vit encore ; nous avons formé un bataillon, comprenant uniquement des hommes de langue irlandaise, pour le caserner à Galway. Ces

hommes s'entretiennent avec la population, c'est là d'excellente propagande. L'Université de Galway fournira bientôt aux étudiants un cours d'études complet en irlandais. Nous avons aussi à l'étude un théâtre irlandais, un journal quotidien rédigé en cette langue, et dès à présent nous publions tous les ouvrages irlandais, œuvres originales ou traductions, à peu près convenables, qu'on nous adresse.

Ainsi donc l'école, l'administration, le livre travaillent à répandre par tout le pays la vieille langue nationale... tandis que disparaissent, là-bas à l'ouest, les populations qui la parlent encore traditionnellement. Si cette langue revit un jour, revivra-t-il avec elle, l'esprit de cette culture gaélique qui s'y exprimait naguère, qui végète encore dans quelques coins de campagne, et à laquelle les hasards de l'histoire n'ont jamais permis de se développer pleinement? L'avenir répondra. Mais l'on souhaiterait parfois d'entendre discuter à Dublin, non seulement les moyens de réimplanter la langue, mais aussi la fin qu'on se propose par là et les bénéfices spirituels qu'on en escompte pour le pays.

L'Irlande catholique et les Anglo-Irlandais. — Le premier objet qui me frappa, lors de mon débarquement à Queenstown, fut, à la boutonnière d'un jeune homme, un insigne qui portait l'effigie de Daniel O'Connell, avec l'inscription : *Fuascaill na gcatoiliceach* « Émancipation des catholiques ». Il y a en effet cent ans que ce descendant de vieille aristocratie gaélique obtint de haute lutte le rappel des lois d'exception qui pesaient encore sur les catholiques d'Irlande.

Si l'Irlande d'avant le traité était, quant à la religion, un pays mixte, où d'importantes minorités protestantes compensaient par la fortune, la suprématie industrielle et la situation sociale, l'infériorité du nombre, l'État libre d'Irlande est, et tend de plus en plus à devenir un pays presque exclusivement catholique; catholique non de droit, car la constitution garantit la liberté de conscience et ne reconnaît aucune religion d'État, mais de fait.

Avec les six comtés du Nord s'est en effet détachée de l'Irlande la seule région qui comprit une population protestante compacte. Le dernier recensement a de plus révélé que, par une conséquence naturelle, l'élément ainsi mis en mino-

rité tend de lui-même à s'éliminer; si la population catholique a baissé depuis 1911 de 2,2 pour 100, la population protestante est tombée de 32,5 pour 100, et représente actuellement à peine 7 pour 100 du pays. Le retrait des garnisons et des fonctionnaires anglais ne suffit pas à rendre compte de ces chiffres: il y faut ajouter l'exode de ces éléments d'origine anglaise, dont certains étaient fixés en Irlande depuis des siècles, qui constituent la classe des Anglo-Irlandais.

Cette classe se définit comme protestante en religion et loyaliste en politique. Sur ce dernier point on peut citer d'éclatantes exceptions: tels non seulement Parnell, mais d'illustres rebelles comme Robert Emmet, Thomas Davis, Arthur Griffith, et, au moins par un côté de leur ascendance, les frères Pearse et Erskine Childers. Aux yeux de l'ensemble de la nation, la question religieuse ne s'en laisse pas moins difficilement séparer de la question nationale: en gaélique, les mêmes mots, *sasanach* et *gallda*, désignent les notions, plus ou moins confondues par le peuple, de « protestant », d'« anglais » et d'« étranger ».

Les Anglo-Irlandais, qui constituèrent la classe des propriétaires fonciers de la fin du xvii^e à la fin du xix^e siècle, se confondent, aujourd'hui encore, dans une large mesure, avec la classe possédante. Si bien qu'aux antinomies politique et religieuses s'ajoutent encore une antinomie sociale, et une opposition qui ne va point sans aigreur entre le personnel de la démocratie nouvelle et des aristocrates assez enclins à souligner de façon parfois blessante cette supériorité sociale, seul reste d'une ancienne suprématie.

Traités avec égard par le gouvernement actuel, qu'ils soutiennent de leurs votes, les loyalistes et unionistes d'hier eurent leur place marquée au premier Sénat, désigné pour une moitié par le président Cosgrave, qui y fit entrer plusieurs personnalités de l'aristocratie et de la haute industrie. Ce Sénat choisit pour président lord Glenavy, haut magistrat sous le régime anglais, et naguère orangiste. D'autre part, un homme comme Kevin O'Higgins comprenait les services que pouvaient rendre à l'État les éléments ralliés d'une classe formée au maniement des affaires de l'empire, et chez qui l'exercice des plus hautes charges était une tradition familiale.

Mais il faut avouer que toute tentative pour utiliser de tels services provoque non seulement les dénonciations de l'oppo-

sition, mais une certaine défiance de la part de l'opinion. Sentiment qu'exprimait un élu de *Fianna Fail* en s'écriant : « Nous ne voulons pas prendre leur propriété, mais ils devraient se souvenir de la façon dont ils l'ont acquise. »

De récentes mesures législatives tendent à éliminer l'élément anglo-irlandais des affaires publiques. En vertu de la loi sur le Sénat de 1928, ce corps ne sera plus élu par le pays réuni en une seule circonscription électorale, mais par les deux Chambres, votant, selon le système de la représentation proportionnelle, sur des listes préparées par les partis. La durée du mandat sénatorial est par ailleurs réduite de douze ans à neuf ans. L'attitude des députés républicains qui dénoncèrent, lors de la discussion, l'influence britannique au Sénat, la démission de lord Glenavy, qui se refusa à continuer de présider une Assemblée ainsi transformée, montrent bien la signification qu'il faut attacher à cette réforme.

Par ailleurs, toute mesure imposant la connaissance et l'usage de l'irlandais aux professions libérales travaille contre cette classe. Non pas que celle-ci soit tout entière hostile à tout ce qui est gaélique ; la littérature, l'érudition attestent, autant que la politique, le contraire : qui a plus fait que les Synge, les Yeats, pour magnifier devant le monde les traditions antiques et la vie actuelle des Gaëls ? Et, si l'Irlande a un théâtre indépendant du théâtre anglais et proprement national, un théâtre sur la scène duquel on joue chaque mois en irlandais, celui-ci ne fut-il pas fondé, n'est-il pas dirigé, par lady Gregory, W.-B. Yeats et Lennox Robinson ? Cette classe compte par ailleurs plusieurs celtistes distingués, et Trinity College, traditionnelle citadelle de la culture anglaise, a depuis quelques années à sa tête un philologue dont toute la vie fut consacrée aux études irlandaises, M. E.-J. Gwynn.

Mais il est vrai que les Anglo-Irlandais, qui n'assignent pas d'autres limites à la carrière de leurs enfants que celles mêmes de l'Empire, doivent considérer une politique linguistique qui tend à isoler l'île de ce vaste marché extérieur comme aussi contraire à leurs intérêts qu'à leurs traditions. Aussi la loi qui, en 1929, impose la connaissance de l'irlandais aux avocats et hommes de loi (*lawyers and barristers*) et partant à la magistrature, porte-t-elle un coup sensible à cette classe, qui déte-

nait jusqu'à présent le quasi-monopole de cette carrière. La question ainsi soulevée dépasse au reste le point de vue d'une classe et intéresse toute la nation. L'émigration n'est pas limitée en Irlande aux couches les plus pauvres, mais s'étend aux médecins, avocats, professeurs, fonctionnaires. Accoutumé à exporter le surplus de ses professions libérales, le pays peut-il imposer à ses enfants une formation toute locale, qui les handicape dès qu'ils passent les frontières? A cela les Anglo-Irlandais répondent : « Non. » J'ai pu constater par moi-même comment des diplômées des universités, très désireuses de demeurer dans leur pays, se voient obligées d'aller chercher des postes en Angleterre ou dans les Dominions. La classe cultivée est en Irlande trop nombreuse pour les besoins du pays et ne peut se passer de débouchés extérieurs.

A cela les républicains répondent : « Qu'importe ! Nous n'avons pas les moyens d'élever nos citoyens pour l'étranger. Élevons-les pour le pays et il faudra bien que celui-ci s'organise de façon à pouvoir les garder. »

Nous retrouverons dans le domaine économique cette antinomie qui oppose l'une à l'autre deux conceptions de l'Irlande : à l'Irlande actuelle, pays exportateur de denrées et d'hommes, une Irlande qui serait *a self supporting nation*.

Le crépuscule du libéralisme. — « Tu vois le mal que je me donne pour que mon beurre soit bien lavé, me disait une paysanne. Eh bien ! ma voisine sabote le sien, que c'en est un scandale. Je me demande comment le gouvernement permet cela. » Réflexion naïve, mais qui révèle toute une conception. Conception répandue non seulement dans le public mais dans les rangs de l'opposition, qui reproche aux ministres plus volontiers encore leur manque à intervenir que leurs interventions. Conception dominante enfin au banc du gouvernement et qui peut se résumer ainsi : le rôle d'un gouvernement est de réglementer tout ce qui touche à la vie du pays, depuis les livres qui s'y lisent jusqu'aux œufs qui s'y pondent.

Il suffit de parcourir le livre récemment publié par M. Justice Hanna, et contenant un tableau complet de la législation votée par le Parlement de l'État libre, pour être frappé par la tendance qui s'en dégage. Il faut évidemment faire la part de tout ce qui est la conséquence des troubles

récents, des lois de sûreté publique et lois sur la trahison, qui se succèdent depuis 1923, suspendant presque toutes les garanties de la liberté individuelle, au *Jury Act* tout récent, auquel il a déjà été fait allusion. Mais, par ailleurs, tout un ensemble de mesures, pour la plupart au reste salutaires, a pour effet d'augmenter progressivement la mainmise de l'État sur l'activité du pays.

On a vu comment l'État contrôle les produits agricoles d'exportation, la reproduction du bétail, intervient pour régler le marché laitier, prête de l'argent au fermier, vend et achète la terre (en vertu des différents *Land Acts*) et en encaisse le loyer. On verra comment il protège et subventionne l'industrie, qu'il fournira bientôt d'énergie, grâce au *Shannon Scheme*; le conseil, nommé par le gouvernement, qui administre la Société du Shannon, a été pourvu de pouvoirs qui vont jusqu'à exproprier les compagnies adverses, ou à les contraindre à utiliser le courant de la Société. Les chemins de fer ont été amalgamés en une seule compagnie, le *Great Southern Railway*, et sont contrôlés par un tribunal spécial, qui fixe les tarifs. L'administration locale a été centralisée, par suppression des conseils des districts ruraux, et, dès 1923, le ministre de l'Intérieur fut autorisé à supprimer tout corps électif local (conseil de comté, conseil municipal) dont l'administration serait reconnue déficiente. C'est ainsi que les conseils municipaux de Dublin et de Cork furent dissous en 1924, et remplacés pour trois ans par des fonctionnaires nommés par le gouvernement, sans que le public parût s'en émouvoir, et, il faut l'avouer, avec les plus heureux résultats quant à l'administration des villes en question.

Cette suprématie de l'État s'étend aux questions intellectuelles. Il n'est guère que l'unioniste *Irish Times*, pour s'indigner de ce qu'on puisse imposer la connaissance de l'irlandais à telle ou telle classe de la population, voire à la population tout entière. L'an passé, le projet de loi sur la censure proposé au Parlement offrait un exemple, poussé à la caricature, de cette tendance : « Nous sommes si pervers, me disait avec amertume un Irlandais libéral, qu'il faut que le gouvernement nous dise ce que nous pouvons lire. » La loi proposée aurait accordé aux « associations reconnues » le droit de dénoncer aux censeurs tout livre susceptible de porter

atteinte à la morale publique, de quelque façon que ce soit, et la détention, aussi bien que la vente, de tels livres, aurait été interdite. La presse et le Parlement comprirent le triple danger qu'offrait un tel projet : encourager l'esprit de délation et cette « mentalité de société secrète » qu'on a dénoncée comme un des fléaux de l'Irlande ; risquer de livrer l'intelligence de la nation à des censeurs aussi éclairés que ces administrateurs de bibliothèque qui, nous dit l'*Irish Statesman*, rayèrent de leurs listes les *Tartarins* d'Alphonse Daudet, le *Trésor des humbles*, et même... le *Jésus*, du R. P. Didon, apparemment confondu avec la *Vie de Jésus*, de Renan (un député ne s'écriait-il pas à la Dail qu'un livre comme la *Sapho* de Flaubert ne devrait pas être admis dans un pays chrétien ?) ; enfin menacer par des perquisitions la sécurité du domicile privé, — « Je me demande, disait un prêtre distingué à un de ses amis, où je vais bien pouvoir cacher ma bibliothèque. » — Aussi le Parlement modifia-t-il la loi proposée, jusqu'à la rendre relativement anodine, dans la mesure où elle n'est pas inapplicable.

L'incident n'en reste pas moins significatif. On sent, là et ailleurs, la volonté de modeler le pays conformément à un idéal, au reste élevé, d'ordre, d'organisation et de moralité, même s'il faut le faire aux dépens de l'initiative et de la liberté individuelles.

La situation économique et financière. — L'étranger qui revoit Dublin après un an ou deux d'absence trouve toujours quelque chose de changé au climat moral de la ville : cette fois, je fus frappée de la place accrue qu'occupaient les questions économiques dans les conversations du public comme dans les polémiques de la presse. Il semble que ces questions aient absorbé une part de l'intérêt auparavant réservé à la politique ; ou serait-ce plutôt que les discussions politiques ont été portées sur le terrain économique ? En 1923, les partis se battaient à coups de fusil ; en 1926, à coups de principes ; en 1929, ils se battent à coups de chiffres.

C'est aussi que nulle part peut-être la chose économique et financière n'est aussi intimement mêlée à la chose politique, l'une et l'autre étant subordonnées à une même question : celle des rapports de l'État libre avec l'Angleterre et avec l'Irlande du Nord.

Les répercussions économiques de la *Partition*, qui privait le nouvel État de la seule grande région industrielle que possédât le pays, ne le cèdent pas en gravité aux répercussions morales. Kevin O'Higgins, en comparant la situation de l'Irlande privée des six comtés à ce que serait celle de la France amputée du Nord-Est industriel, était sans doute au-dessous de la réalité. Désormais, Dublin était la capitale d'un pays exclusivement agricole, où 63 pour 100 de la population vivent dans les campagnes, où 672 000 personnes (soit 514 pour mille) vivent de l'agriculture, 186 000 seulement (soit 149 pour mille) de l'industrie, tandis qu'en Angleterre, par exemple, l'industrie occupe 415 personnes sur mille habitants, et l'agriculture seulement 73.

Vers le milieu du siècle dernier, l'Irlande était encore un pays de petite culture. Mais lorsque la concurrence ruineuse des blés du Canada commença à se faire sentir, les propriétaires anglais entreprirent de remplacer la culture par la pâture, plus rémunératrice. Aussi, depuis 1848, la superficie des terres cultivées a-t-elle décliné de 48 pour 100, tandis que, par une conséquence nécessaire, la population de l'île passait de 8 millions à 4 millions et demi. Aujourd'hui, la seule grande industrie de l'Irlande du Sud est l'élevage, dont les produits constituent 72 pour 100 du commerce d'exportation du pays.

Au moment où l'État libre prit naissance, l'élevage passait par une période de dépression due aux destructions de deux guerres, au malaise économique qui régnait en Europe, à la concurrence victorieuse que faisaient les produits danois aux produits irlandais sur le marché anglais. Grâce à une politique énergique, qui mit les produits irlandais en mesure de soutenir la lutte, il semble que dès aujourd'hui cette ère soit close : de juin 1927 à juin 1928, on notait une augmentation de 2 pour 100 sur le cheptel, de 1,2 pour 100 sur la superficie des terres cultivées. Les exportations de 1928 marquaient un progrès de 3,2 pour 100 sur celles de 1927, elles-mêmes en progrès sur 1926.

On ne peut guère escompter de résultats aussi rapides pour ce qui est de l'industrie; seul pourtant le développement d'une industrie nationale permettrait de comprimer les importations (qui se montent à 18 livres 18 shillings par tête, contre 10 livres 10 shillings en France), et de réduire le chômage qui

sévit dans une mesure difficile à préciser en l'absence de chiffres officiels, mais certainement excessive et ruineuse.

Aussi le jeune État n'a-t-il pas tardé à inaugurer une politique protectionniste. Progressivement furent établis des droits sur la plupart des produits manufacturés, et même sur quelques articles d'alimentation. Ces droits, institués en vue de la protection, mais d'un rapport élevé, sont indispensables à l'équilibre budgétaire; aussi, tout porte à croire qu'ils n'iront qu'en augmentant. Récemment, M. Mac Gilligan, ministre des Affaires étrangères, défendait à Genève le droit des pays non développés, dont les tarifs ne sont point encore adaptés aux nécessités nationales, à se tenir à l'écart de vacances douanières éventuelles. L'État va même jusqu'à subventionner une industrie, celle du sucre.

Ces mesures paraissent au reste efficaces : des industries locales, margarine, vêtements confectionnés, tabacs, savons, confiserie, se développent lentement. Si parfois des maisons étrangères installent des filiales à l'intérieur de l'enceinte douanière, du moins donnent-elles du travail à la main-d'œuvre irlandaise. C'est sans doute au développement des industries autant qu'à la baisse du pouvoir d'achat du pays qu'il faut attribuer la baisse des importations, de 60,8 millions de livres en 1927 à 59,8 en 1928 (contre 68,9 en 1924). Baisse qui concourt avec la hausse des exportations agricoles à diminuer le déficit de la balance commerciale qui se trouve ramené à 13,5 millions de livres (importations 59,8 contre exportations 46,3), alors qu'il atteignait en 1926 le chiffre maximum de 19,3 millions.

Un des principaux obstacles qui s'opposaient au développement économique du pays était le manque de charbon, et partant de force. Un effort grandiose a été fait pour y remédier, par l'électrification du Shannon. L'entreprise, commencée en 1925, confiée à une maison allemande, doit s'accomplir en trois étapes, dont la première, qui devait coûter 5 200 000 livres et fournir de force et de lumière Dublin et le Sud-Est, vient d'être achevée. L'entreprise, une fois complétée, distribuera par toute l'Irlande plus de pouvoir que le pays n'en peut actuellement utiliser. Mais on escompte un développement parallèle de l'industrie et des transports.

D'autres difficultés restent à vaincre. Les chefs d'entreprise

se plaignent de la main-d'œuvre, chère, mal entraînée et peu spécialisée. Pourtant l'expérience de l'usine Ford à Cork prouve que l'ouvrier irlandais peut s'adapter aux exigences d'une production rationalisée.

La question du capital est plus grave. Tandis que la prédominance du capital anglais dans de nombreuses firmes irlandaises inquiète l'opinion, ou du moins certains éléments de l'opinion, pour des raisons faciles à concevoir, l'Irlande continue à placer la majeure partie de ses capitaux de l'autre côté du canal Saint-Georges. Il faut ici tenir compte du rôle des banques qui sont des établissements de traditions anglaises, ayant pour la plupart leur siège social à Londres ou à Belfast. Une tentative a bien été faite pour constituer une banque proprement irlandaise, la *National Land Bank*, ancienne banque du parti Sinn-Fein, fondée avec le reliquat des fonds envoyés par les Irlando-Américains en vue de la guerre d'indépendance. Cette tentative a dû être abandonnée en 1926. En 1923, on considérerait que 44 pour 100 seulement du portefeuille irlandais étaient placés en Irlande, le reste à peu près exclusivement en Angleterre. En 1927-1928, le revenu des capitaux investis à l'étranger était officiellement évalué à 12 500 000 livres, le revenu des capitaux étrangers investis en Irlande, en revanche, à 5 700 000.

Par ailleurs, l'exode de la classe possédante entraîne un exode de capitaux, dont les pouvoirs se sont alarmés; c'est ainsi qu'en 1927, le ministre des Finances fit un effort héroïque pour arrêter le flot en abaissant le taux de l'impôt sur le revenu de 4 shillings à la livre à 3 shillings, c'est-à-dire au-dessous du taux anglais (3 s. 6 d.).

Cette mesure était rendue possible par l'assainissement des finances qui aboutissait en 1927 au vote d'un budget en équilibre (à vrai dire grâce à quelques artifices de trésorerie), ensuite progressivement comprimé jusqu'au chiffre actuel de 22 433 099 livres. Chiffre encore considérable pour un pays de 3 millions d'habitants, où l'impôt sur le revenu n'atteint que 60 000 contribuables, dont 15 000 seulement ont un revenu dépassant 500 livres.

A deux reprises l'État libre a fait appel au crédit. Une première fois en 1923, afin de régler les réparations des guerres : un emprunt de 10 000 000 de livres fut lancé sur le marché national et aussitôt absorbé. En 1927, un emprunt de 7 000 000

de livres, destiné à financer l'équipement économique de la nation, fut lancé avec succès à la fois à Dublin et à New-York (pour 3 000 000). Le choix de New-York, plutôt que de Londres, est significatif au point de vue de la politique extérieure : il offrait de plus l'avantage d'encourager les Irlando-Américains (trop enclins à soutenir la politique de leur compatriote Valera) à s'intéresser pécuniairement à la stabilité du vieux pays.

La dette contractée par l'État libre se monte donc à un chiffre des plus modérés : environ 21 000 000 de livres, tout compris, soit moins d'une année de revenus. Mais encore faut-il faire entrer en ligne de compte un autre élément : le service fait à l'Angleterre, en vertu du Règlement financier définitif de 1926, des annuités agraires payées par le fermier pour le rachat de sa terre, soit environ 3 000 000 de livres par an. Si l'on ajoute à cette somme les pensions faites par le gouvernement à l'ancienne police anglaise (*Royal Irish Constabulary*) et divers postes de moindre importance, on arrive à environ cinq millions de livres par an, plus d'un cinquième du budget total. Fardeau comparable à celui des plus écrasantes dettes de guerre, et qui jette une ombre menaçante sur une situation où nous avons eu à signaler bien des raisons d'optimisme.

M. de Valera expose sa politique. — Aussi la suppression des versements faits à l'Angleterre au titre d'annuités agraires figure-t-elle en première ligne sur le programme de Fianna Fail. Comme j'avais récemment l'occasion de m'entretenir avec le député Sean Lemass, qui représente bien les éléments les plus modernes et les plus réalistes du parti : « Si Fianna Fail parvenait demain au pouvoir, que feriez-vous? » lui demandai-je. La réponse vint, catégorique :

— La première chose à faire serait de reviser cette question des annuités agraires : il n'est pas question pour l'État de remettre au fermier le loyer que celui-ci paie actuellement pour le rachat de sa terre, comme on a affecté de le comprendre, mais bien d'en conserver le montant par devers soi. On pourrait au reste envisager la possibilité de le réduire, soulageant le fermier d'autant. Notre refus de verser ces annuités à l'Angleterre est fondé juridiquement et nous sommes en mesure de le démontrer.

L'argumentation du parti de Valera peut se résumer ainsi :

1^o Le rachat des terres irlandaises sous le régime des différentes lois agraires s'est fait sous le contrôle et par l'intermédiaire du gouvernement du Royaume-Uni qui, d'une part, percevait les annuités des fermiers rachetant et, d'autre part, garantissait aux propriétaires vendant le service de l'indemnité correspondante (*Guaranteed land Stock*). Le fermier irlandais était donc débiteur du Royaume-Uni, dont le propriétaire était, à son tour, créancier;

2^o En vertu de la loi sur le gouvernement de l'Irlande de 1920, l'État irlandais a droit de percevoir sans compensation les annuités agraires. Au reste, en qualité d'État successeur, il hérite naturellement de l'actif de l'État auquel il succède;

3^o D'autre part, l'article 5 du traité, par quoi l'État libre s'engageait à prendre sa part de la Dette publique du Royaume-Uni, dont faisait partie le *Guaranteed land Stock*, ayant été abrogé en 1925, en échange de diverses concessions faites par cet État, celui-ci est libéré de toute obligation de ce chef.

Donc, d'une part l'État irlandais a le droit de percevoir les annuités agraires; d'autre part c'est à l'Angleterre de faire le service de l'indemnité correspondante aux propriétaires. Si le règlement financier de 1926 en a décidé autrement, ayant été conclu sans consulter le Parlement, il ne peut être accepté comme définitif par la nation.

Quelle que soit la valeur des arguments juridiques invoqués (valeur qu'il ne nous appartient pas d'apprécier), l'argument sentimental à lui seul a une puissance singulière sur l'opinion. Quand le sénateur Maurice Moore s'écrie : « Est-il croyable que, quand enfin l'Irlande a chassé l'envahisseur par la force, elle se voit obligée de payer un énorme tribut à ses agresseurs? » nul doute que ses paroles n'éveillent un écho dans bien des cœurs irlandais.

Un autre point essentiel du programme de l'opposition est ce qu'on appelle maintenant couramment à Dublin la politique économique de Valera.

C'est au siège du parti que je retrouvai dernièrement, peu avant son récent départ pour l'Amérique, celui que les républicains appellent encore le Président. Eamonn de Valera peut sans doute se flatter d'être l'homme vivant d'Irlande qui a sus-

cité le plus de dévotions et le plus de haines. Un de ses collaborateurs me disait un jour, en me montrant le portrait du « chef » trônant à la place d'honneur : « Voilà celui pour qui tous dans cette maison nous sommes prêts à mourir. » Un autre jour, en visite chez une dame anglo-irlandaise, veuve d'un officier de l'armée des Indes, j'eus le malheur de mentionner le nom du leader républicain. Un sursaut : « Vous le connaissez ? » Il semblait qu'un souffle de panique eût envahi le paisible salon, et je me sentis d'emblée classée, malgré mes apparences inoffensives, dans la catégorie des gens dangereux. Profondément ignorante des choses politiques, cette honnête bourgeoise n'en avait retenu qu'un nom, celui de l'Antéchrist irlandais.

Et vraiment, à voir le « président », on comprend que cette personnalité fermée et, dirait-on, rigide sous l'exquise affabilité des manières, cette longue figure d'où émane un magnétisme un peu inquiétant, soit faite pour inspirer des sentiments extrêmes.

Un court entretien avec M. de Valera confirme en moi l'impression qu'il y a quelque chose de changé dans les préoccupations du pays. Laissant dans l'ombre les questions hier encore à l'ordre du jour, et qu'on sent toujours présentes à l'arrière-plan de son esprit, il me parle de l'Irlande gaélique qui s'en va, sans que rien soit fait pour la rappeler à la vie : « Et pourtant, c'est de là qu'il faudrait partir » ; de l'émigration, problème primordial : « Comment voulez-vous qu'un pays parvienne à opérer son redressement, alors que le meilleur de ses forces est détourné vers l'étranger ? » Il affirme presque brutalement la suprématie de l'économique : « On a dit qu'une armée marche avec son ventre ; c'est aussi vrai d'une nation. »

Tout à l'heure, M. Lemass me tenait un semblable langage :

— Notre entrée au Parlement a-t-elle provoqué une évolution dans la politique du parti ? Certainement non. Mais on peut dire que durant ces deux années nous avons été amenés à nous préoccuper davantage des questions économiques et à préciser tout un programme, que vous connaissez ; nous voulons faire de l'Irlande une nation capable de se suffire à elle-même. Nos moyens : une politique protectionniste, générale et systématique, substituée à la politique fragmentaire

actuelle; le développement de la culture et de l'industrie à l'abri de cette barrière.

Ce sont bien là les principes directeurs de la politique exposée par M. de Valera à la tribune de la Chambre, et qui vise à transformer les bases mêmes de l'économie nationale.

— Le pays vit actuellement, nous dit-il, de l'exportation des produits de l'élevage, et importe, non seulement des produits manufacturés, mais de nombreuses denrées alimentaires: 95 pour 100 de ces exportations vont à l'Angleterre ou à l'Irlande du nord; 74 pour 100 des importations proviennent de ces pays. Or, si l'Irlande veut soutenir sur le marché anglais la concurrence des grands pays éleveurs, il lui faudra rationaliser son élevage, ce qui entraîne une économie de main-d'œuvre, donc une recrudescence de l'émigration. A devenir pays d'élevage l'Irlande a perdu, en quatre-vingts ans, la moitié de sa population. Faudra-t-il donc sacrifier encore la moitié de ce qui lui en reste? Il est vrai qu'une industrie développée pourrait absorber la main-d'œuvre superflue. Mais quelles chances un petit pays nouveau venu a-t-il de pouvoir lutter sur le marché extérieur avec les vieilles puissances industrielles? Une seule chance de salut subsiste: le marché intérieur. Réserver d'une part ce marché aux produits irlandais, en l'entourant d'un « mur d'airain »; organiser d'autre part la production nationale, en subventionnant certaines cultures, de façon qu'elle puisse suffire à tous les besoins de ce marché; réduire les échanges extérieurs au minimum. Culture et industrie absorberont une main-d'œuvre accrue, le pays gardera ses enfants et apprendra à se suffire à lui-même. S'il en résulte une baisse générale du train de la nation, qu'importe?

Valera insiste sur la nécessité de retrancher toutes les superfluités auxquelles ne peuvent suffire les ressources d'un pays pauvre, et de renoncer aux habitudes à l'anglaise, pour adopter un train de vie à l'irlandaise, c'est-à-dire l'acédémonien, économie dont l'État devrait tout le premier donner l'exemple.

On a beaucoup raillé dans le camp opposé ce système que l'éminent éditeur de l'*Irish Statesman*, A. E., baptise « la politique de l'astéroïde », plaisantant l'isolement à quoi serait condamné le pays. Système hardi et cohérent en tout cas. Réalisable? C'est une autre question.

L'IRLANDE DANS LE MONDE DE LANGUE ANGLAISE

« Nous n'avons pas d'autre politique extérieure que notre politique vis-à-vis de l'Angleterre. » Cette formule, qui me revient de ma conversation avec M. de Valera, résume bien, à condition de l'adoucir quelque peu, l'impression qu'on remporte d'un séjour en Irlande.

La politique de l'État libre vis-à-vis de l'Angleterre est dans une large mesure fonction de la politique intérieure irlandaise; en retracer ou en prédire les fluctuations entraînerait trop loin. On ne peut mieux en définir l'esprit actuel qu'en citant les paroles prononcées en 1928 par M. Blythe : « Ce pays peut jouir, à l'intérieur du *Commonwealth* britannique, d'une liberté et d'une sécurité plus grandes qu'en dehors de celui-ci », paroles dont il faut rapprocher celles de Kevin O'Higgins, à la veille de la dernière conférence impériale : « L'Empire britannique de la reine Victoria et de John Mitchell est aussi mort que cette grande reine et que ce grand homme d'État. » Accepter comme définitif le statut de Dominion accordé par le traité, mais en sauvegardant et développant dans toute la mesure possible l'indépendance de l'État libre dans le cadre du *Commonwealth*. Dès 1925, un *Land Bill* est introduit à seule fin d'empêcher le Conseil privé d'intervenir dans une affaire irlandaise; depuis la Conférence des Dominions de 1927, le gouverneur général d'un Dominion n'est plus que le représentant, non du gouvernement anglais, mais de la personne du Roi; le gouvernement de l'État libre en profite pour désigner au choix royal, pour le poste de gouverneur, un Irlandais, ancien fonctionnaire de l'État libre, M. James Mac Neill.

Enfin, à la dernière session de la Société des nations, les représentants de Dublin, MM. Mac Gilligan et O'Sullivan, se séparèrent de l'Angleterre et signèrent la clause optionnelle d'arbitrage sans les réserves faites par celle-ci, affirmant ainsi à la fois la volonté du pays de soumettre même les affaires impériales au tribunal de La Haye, en même temps que sa volonté de maintenir à la Société des nations une attitude indépendante de l'Angleterre. « En agir autrement, commente l'*Irish Statesman*, serait justifier l'objection américaine, que l'Empire britannique possède six voix à la

Société des nations, quoique n'étant qu'une seule nation. »

Il va de soi que l'opposition républicaine, qui considère la question nationale comme non encore réglée, ne saurait se rallier à la politique du gouvernement vis-à-vis de l'Angleterre. Il faut retenir cependant les paroles prononcées par M. de Valera à Boston en 1928, lorsqu'il déclara que les républicains, s'ils arrivaient au pouvoir, « hériteraient du traité » et ne poursuivraient sa révision que par des négociations pacifiques.

Il est impossible, envisageant les relations de l'État libre avec ses voisins, de passer sous silence la question la plus irritante de toutes : celle des relations avec Belfast. Mais qu'en dire, dans l'impossibilité d'entrevoir une solution ? Il n'est peut-être pas un Irlandais qui puisse accepter au fond de son cœur la *Partition* comme définitive. Les partisans du traité ne peuvent que souhaiter, sans trop y croire, que le Nord désire un jour, de lui-même, se rattacher à Dublin. La plus grande partie de l'opposition paraît avoir enfin compris que le problème n'est pas de ceux qu'on résout par la force :

— Envisagez-vous la réunion de l'Irlande du nord à l'État libre ? demandais-je à un leader de Fianna Fail.

— Certainement pas par la violence. Certains, dans le parti, croient qu'on pourrait amener le Nord à se réunir par une pression purement économique. Je ne le crois pas, car aussi bien l'Angleterre le soutiendrait.

Il est, en dehors des Îles britanniques, un pays qui n'est pas pour l'Irlande un pays étranger, un pays où vit une population irlandaise plus nombreuse qu'en Irlande, où se dressent des villes irlandaises plus grandes qu'aucune ville d'Irlande, où presque chaque famille irlandaise a quelqu'un de ses membres. Les États-Unis d'Amérique étaient unis à l'Irlande par les liens de la sympathie autant que du sang, pourrait-on dire, « dès avant que de naître » : dès 1775 les Colonies Unies, au seuil de la guerre d'indépendance, adressaient un appel solennel au peuple d'Irlande, qui devait répondre un siècle et demi plus tard, par l'appel au président Wilson de la Conférence de *Mansion House*, en 1918. L'appui moral de l'Amérique non plus que les contributions des Irlando-Américains ne devaient pas manquer à l'Irlande durant la lutte qui commençait. Tout porte à croire que, demain autant qu'hier, la nation continuera de se tourner

vers une puissance qu'elle considère comme parente, et dont l'amitié est regardée par beaucoup comme un utile contre-poids à l'exclusive influence anglaise : entrée de l'État libre sur le marché financier international sous l'égide de New-York, à l'occasion de l'emprunt de 1927 ; visites répétées aux États-Unis de Valera (qui va recueillir les fonds nécessaires à la presse républicaine), et même, en janvier 1928, du président Cosgrave escorté de diverses personnalités officielles.

En août 1928, M. Kellogg, revenant de Paris après la signature du Pacte, rend sa visite au président Cosgrave, et débarque à Kingstown, port de Dublin, venant directement de Cherbourg et sans avoir passé par Londres. La presse de Dublin appréciait l'événement en ces termes : « Nous voici entrés dans les relations internationales sur un pied privilégié vis-à-vis de l'Europe. »

Enfin, tout récemment, commentant à un meeting les conceptions dernièrement exposées par M. Briand à la Société des nations, M. Patrick Mac Gilligan, ministre des Affaires étrangères, mettait en relief la place à part qu'occuperait dans un pareil système l'Irlande, pays intermédiaire entre les États-Unis d'Europe et ceux d'Amérique.

M.-L. SJOESTEDT.

LA PASSION ET LA RAISON CHEZ DELACROIX

A PROPOS DE L'EXPOSITION DU LOUVRE

I

Il se passe, en ce moment, au Musée du Louvre, ce qui se passe dans une église lorsqu'on y célèbre la fête votive d'un saint. Sans que le culte soit interrompu dans le reste de l'édifice, sa chapelle est ornée de fleurs et de tentures nouvelles, des offices particuliers y sont célébrés, ses reliques exposées à la vénération des fidèles. Quelque chose d'insolite dans l'aspect des lieux désigne, dès l'entrée, le coin du sanctuaire où doit s'acheminer la foule des pèlerins venus de toutes parts pour profiter des indulgences. Et, pendant tout le temps que dure l'exposition des reliques, il semble qu'on découvre les vertus éminentes de ce saint là même où il fut de tout temps honoré et qu'on le canonise une seconde fois.

Ainsi fait le Louvre pour Delacroix. Il n'a jamais cessé d'y être, mais on s'est avisé tout d'un coup qu'il n'était pas honoré comme il fallait. On a décrété son jubilé. L'occasion est le Centenaire du Romantisme, et il est vrai qu'il nous apparaît à nous comme l'un des pôles de cette planète disparue, l'autre étant Hugo. Il est vrai aussi qu'il ne se croyait pas romantique et que tous les deux se détestaient cordialement. Mais à quoi servirait la postérité, sinon à combler les abîmes qu'il y eut entre les sommets ? On a donc rapproché leurs autels, et il se

trouve que ce sont les mêmes desservants qui célèbrent les deux cultes, car le conservateur de la maison de Victor Hugo, qui a conté sa « vie héroïque », M. Raymond Escholier, est aussi l'auteur du plus monumental ouvrage que nous ayons sur Delacroix et l'un des organisateurs de son exposition.

Pour la faire, on a rassemblé dans une grande salle du Louvre, — j'allais dire : la nef, — les principales œuvres du Maître et dans les cabinets construits à la suite, — j'allais dire : les bas-côtés, — ses tableaux de dimensions moindres, ses aquarelles, ses pastels, ses dessins, ses agendas, ses souvenirs. On y voit jusqu'à une quittance et un fichu, reliques destinées à satisfaire la pitié des fidèles. Il a fallu, sans doute, une grande foi en leur vertu et un grand amour du maître pour retrouver presque toutes les œuvres d'un si fécond génie. En tout cas, MM. les Conservateurs du Louvre et leurs collaborateurs y sont parvenus. Ils en ont tiré de New-York et de Washington, de Chicago, de Boston, de Cleveland, de Baltimore comme de Vienne, de Berlin, de Potsdam, de Copenhague, d'Ajaccio, de Dresde, d'Oslo, de Genève. Ils en ont même tiré de France, et le triste M. Bruyas, qu'on croyait indéracinable de Montpellier, a quitté son esplanade et son Peyrou peut-être pour la première fois.

Avec beaucoup de raison, l'on a mis les études qui ont précédé les grandes œuvres à côté de ces œuvres mêmes. Il y a ainsi, parfois, cadre à cadre, la figure telle que le peintre l'a tirée de la nature et la même figure telle qu'il l'a transformée pour jouer sa partie dans un ensemble. On a même mis des figures qui n'ont aucun rapport avec les grandes œuvres et sont d'une facture toute différente, ce qui brise très heureusement la trame des longs poèmes et rend saisissante, chez le même artiste et souvent au même moment, la simultanéité des impressions et des désirs. L'occasion est donc unique de les confronter, de les interroger, de s'en instruire. De longtemps, sans doute, jamais peut-être, elle ne se représentera.

Elle est d'autant plus précieuse que, par une fortune singulière, les prestiges les plus incontestés et les plus caractéristiques de cet art sont précisément ceux qui manquent le plus au nôtre, en ce moment. Il tranche aussi nettement sur les écoles modernistes et « d'avant-garde » d'aujourd'hui qu'il tranchait sur les écoles académiques de son temps. Ses idées

s'opposent également aux unes et aux autres. En lisant les notes, le *Journal* de ce grand philosophe que fut Delacroix et qui eût laissé dans les Lettres un nom et une œuvre admirable, « s'il n'eût pas choisi d'être un grand peintre », — c'était l'opinion de George Sand, — nous voyons combien pauvres sont les théories qu'on imagine aujourd'hui pour masquer l'absence de puissance et le défaut d'originalité.

Avant d'entrer, saluons donc le maître. Il est là, lui aussi, sous tous les aspects, à tous les âges, en travesti, en homme du monde, en rapin, en dandy. Son portrait-type, celui qu'il fit de lui-même dans la force de l'âge (N° 84), est éclairé pieusement comme l'image du saint patron dont on célèbre la fête. Et ce n'est pas un saint, assurément, mais une grande âme inquiète, une des plus nobles qui aient passé en ce monde et déchirée par le conflit le plus tragique qui puisse ravager une substance humaine, un conflit perpétuel entre la passion et la raison. Oh ! je ne veux pas dire les passions amoureuses. On les connaît, d'ailleurs ; elles ont été racontées, parfois ici même, et il est bien clair que la raison en a triomphé, que l'esprit en est resté libre, — sans quoi cette œuvre immense ne serait point là. Elle témoigne assez que toutes les grandes forces de sa vie furent consacrées à l'art. Mais c'est pour cet art même et dans l'élaboration de cette œuvre que la passion et la raison se sont affrontées. C'est là qu'il y eut tentations, crises, chutes, scrupules, retours. D'une part, Delacroix ne pouvait créer que dans la passion, dans un état de transe. « Si je ne suis pas agité comme le serpent dans la main de la pythonisse, disait-il, je suis froid. » D'autre part, une fois retombé de son rêve, il percevait, de l'œil le plus pénétrant qui fut jamais, toutes les fautes, toutes les erreurs, tous les vides.

Il en poursuivait les causes, en cherchait les remèdes, découvrait l'antinomie de ces remèdes, en proposait la synthèse, et ainsi, jour par jour, il édictait les préceptes les plus sages qu'il était incapable de suivre et qui auraient paralysé son œuvre, s'il les avait suivis. Pareil à ces grands mystiques fondateurs d'ordre qui furent troublés toute leur vie par d'étranges visions ou dévorés de tentations furieuses et qui pourtant créèrent des règles et des disciplines, construisirent des monastères, il a, dans l'intervalle des emportements de son génie, rassemblé les éléments d'une esthétique sévère, austère,

tout illuminée par la froide raison. Les deux valent la peine qu'on s'y arrête. Rappelons son œuvre, n'oublions pas sa pensée.

I. — LE SUJET, LA COMPOSITION ET LE DESSIN

A peine entré, on se sent entouré par une humanité frénétique. La passion souffle en tempête. Les figures sont agitées par un double orage : l'orage intérieur, l'agression des êtres ou des choses. Elles se ruent sur une barricade, elles s'arrachent la possession d'un pont, elles se jettent sous les pieds des chevaux des vainqueurs, elles se tordent dans les convulsions du désespoir, de la faim, de la haine, de l'envie, du suicide. Elles s'exaltent ou s'abiment pour la destruction des autres ou pour leur propre destruction. Et c'est *la Liberté guidant le peuple*, 28 juillet 1830, le *Pont de Taillebourg*, l'*Entrée des Croisés à Constantinople*, la *Justice de Trajan*, le *Massacre de Scio*, le *Naufrage de don Juan*, la *Barque de Dante*, les *Combats du Giaour et du pacha*; c'est l'*Assassinat de l'évêque de Liège*, c'est *Ugolin*, c'est le *Prisonnier de Chillon*, c'est *Médée*, ce sont les *Convulsionnaires de Tanger*, c'est la *Mort de Sardanapale*. Les animaux eux-mêmes sont pris de cette furie. Ils sont tous sauvages ou le deviennent au contact de ce pinceau. Les chevaux se mordent comme des carnassiers. Les anges mêmes se battent : ils se battent comme des portefaix. Il n'y a guère que les bêtes féroces, les lions et les tigres qui se tiennent quelquefois à peu près tranquilles. Hommes, anges, démons, bêtes, dieux,

La bufera infernal che mai non resta

les emporte. Tel, tout d'abord, est le sujet.

On a beaucoup dit que c'était, là, de la peinture littéraire et, à de certaines époques soumises à d'autres modes, on l'en a méprisée. Mais il faut, quand on le dit, savoir ce qu'on veut dire. C'est vrai, en ce sens que Delacroix recherchait l'expression psychologique et aussi un ordre d'impressions que la littérature peut aussi bien et souvent mieux nous donner. Pour lui, un tableau n'était pas une simple juxtaposition de lignes et de couleurs comme un tapis persan, si beau qu'il puisse être. Mais ce n'était pas davantage une description d'ordre inte-

lectuel. « Les gens se trompent étrangement s'ils pensent que quand ils ont écrit *un pied* ou *une main*, ils ont donné à mon esprit la même émotion que celle que j'éprouve quand je vois un beau pied ou une belle main... », disait-il. Son imagination était plastique et pittoresque avant tout, et avant tout, il ressentait, il voulait faire ressentir et il a produit ces joies enivrantes de la vue et des sens que seul l'Art peut donner. Ce sont celles-là qui rendent émouvantes ses œuvres à ceux d'entre nous, et ils sont nombreux, qui ne comprennent plus rien à ses Sardanapales, à ses Trajans, à ses Olindes et ses Sophronies, à ses Angéliques et ses Médors, — ou en tout cas, ne s'y intéressent guère, mais demeurent bouleversés par cet orage humain, éblouis par cette couleur. « Ce genre d'émotion propre à la peinture est *tangible* en quelque sorte, nous dit-il; la poésie et la musique ne peuvent le donner. Vous jouissez de la représentation réelle de ces objets comme si vous les voyiez véritablement... Le signe visible, hiéroglyphe parlant, signe sans valeur pour l'esprit dans l'ouvrage du littérateur, devient chez le peintre une source de la plus vive jouissance, c'est-à-dire la satisfaction que donnent, dans le spectacle des choses, la beauté, la proportion, le contraste, l'harmonie de la couleur et tout ce que l'on considère avec tant de plaisir dans le monde extérieur et qui est un besoin de notre nature. » Ainsi, ceux qui voient dans son œuvre surtout ce qu'elle a de littéraire, témoignent, par là, qu'ils ne voient pas ce qu'elle a de spécifiquement puissant et de vivant.

Ce qui est vrai aussi, c'est que l'artiste vise la figure en action, en action collective et en action passionnée. S'attacher à une physionomie, la scruter lentement comme un palimpseste, n'est pas son affaire. C'est toute une foule qu'il s'agit de manœuvrer, d'animer, de conduire. Il court à cette tâche, il ne s'arrête pas à déchiffrer l'énigme d'une individualité. A quoi bon? Quelle qu'elle puisse être, voici l'orage qui l'emporte, la passion qui la soulève, la douleur qui la transfigure. Le voilà, son sujet. Le reste n'est que moyen de l'exprimer. Il prend des figures dans la foule comme un chef d'orchestre prend des instrumentistes : il le faut bien pour composer son ensemble, mais il les plie à n'être plus qu'une partie dans la grande symphonie qu'il rêve. Au repos absolu, c'est-à-dire dans son état le plus personnel et laissant transpa-

raître ce quelle a de plus secret, la figure ne l'intéresse pas.

Aussi, ne fait-il pas de portraits. S'il peint cette tête de vieille femme encapuchonnée de noir, et sur un fichu blanc, qu'on peut voir sous le N° 164, et qui vaut les plus beaux portraits de Raeburn, c'est dans le même esprit qu'il a peint cet étal de boucherie, d'après Rembrandt (N° 228 A), séduit par ces colorations sanguinolentes de chairs, ces sillons de rides, ces paupières usées, ces gercures. S'il peint Chopin (N° 87), c'est le portrait de l'Inspiration qu'il fait et s'il peint George Sand (N° 88), c'est l'état de transe où la musique peut mettre un être passionné qui l'écoute. Si l'on voit, çà et là, quelques têtes de femmes comme la « Massacrée » de Scio (N° 16), ou la *Piéta* (N° 97), ce sont des études d'expression tragique au paroxysme. Ce sont des portraits de l'Épouvante ou de la Douleur. Secouées et littéralement « hors d'elles-mêmes », ces figures ne sont plus des miroirs d'âmes capables de refléter les multiples sentiments qui, tour à tour, les animent, mais des projections d'un sentiment unique et qui annihile jusqu'à la possibilité de tous les autres dans la même âme. Rien n'est plus loin du portrait.

Non qu'il ne puisse, mais il ne daigne. Aussi, les seules physionomies qu'il prenne la peine de déchiffrer, et alors il le fait profondément, sont celles de sa famille : de son frère Charles Delacroix (N° 536), de sa grand tante M^{me} Bornot (N° 2), d'un cousin M. Henri Hugues (N° 94). Il se met aussi très souvent devant une glace et fait son propre portrait. Jamais homme ne s'est tant peint lui-même, mais ce n'est nullement une physionomie qu'il scrute, c'est un jeu de lumière et d'ombre qu'il étudie. Il se traite comme un modèle gratuit, docile et toujours à sa portée. S'il peint M. Bruyas (N° 130), c'est comme il ferait une limande et le modèle ne vaut pas plus, car il est d'une rare insignifiance, et cette image n'est due qu'à une obligation de l'amitié. Aussi le peintre n'a-t-il mis en relief que le costume et le mouchoir que tenait à la main ce Mécène égrognant et toulant. Ces gens qui restent, là, dans leur fauteuil, portant la tête comme un objet de vitrine, qui ne sont ni assassins, ni assassinés, ni inspirés, ni en extase, qui ne se ruent sur aucune proie, ni ne se tordent dans aucune souffrance, ces cordes immobiles qui ne vibrent ni sous l'archet de la passion, ni sous l'archet de la douleur, ne l'intéressent pas.

* * *

Mais aussi les autres, de quel œil il les regarde vivre et comme il les fait vivre ! Avec l'art académique de son temps, quel contraste ! Les Davidiens prenaient des statues antiques et les aplatissaient sur la toile en les écartelant en des gestes désignant les quatre points cardinaux. Lui, il ramasse tout son monde en tas ou le roule en grappes, l'enchevêtrant parfois dans un inextricable fouillis de chairs pantelantes et de tissus somptueux. Ses modèles, au lieu d'être contraints à des gestes en extension extrême soutenus par des ficelles qui pendent du plafond, comme chez David, sont courbés en des flexions, des pliements et des repliements jusqu'à l'invagination. Les gens de M. Ingres étaient nus : il couvre les siens d'une éblouissante défroque de bazar oriental, de bijoux ruisselants, de panoplies sanguinaires. C'est tout l'Orient qui se rue sur l'Acropole et fait sauter le Parthénon. Il pleure sur les Grecs, mais c'est les Turcs qu'il aime, parce qu'ils ont de la couleur plein leurs poches : les carmins, les ocres, les jaunes de Naples, les laques, les émeraudes ruissellent, rebondissent comme piastres et sequins, réjouissent ses yeux longtemps attristés par la parcimonie de M. de Girodet-Trioson. Hélas ! il ne sait pas encore, il ne saura peut-être jamais combien il y a, là dedans, de fausse monnaie. Certes, il sent bien la noblesse et la pureté de l'Antique, mais il est exaspéré par les pastiches qu'on en fait et il ne se réconcilie avec les héros de David que le jour où il les retrouve au Maroc, sous des hardes éclatantes et un soleil qui les brûle. Même les chevaux, qui traversent son œuvre en tempête, sont arabes ou s'efforcent de l'être. En tout cas, leur horde barbare fait fuir la cavalerie courte et râblée de Phidias. Et, par là-dessus, des ciels mouvants et diaprés passent avec le flottement des destinées humaines. Il abrisé le cristal immobile et froid qui fermait les *Sabines* ou le *Triomphe d'Homère* et rétabli la communication avec l'infini.

Ce n'est pas que nous nous sentions en présence d'un bien grand visionnaire. Il n'y a pas, là, de messages d'un monde inconnu, ce qu'il y a chez un Léonard de Vinci ou un Albert Durer ou un Rembrandt, ou même parfois chez des gens infiniment inférieurs comme William Blake ou Gustave

Doré. Dans la composition proprement dite, la mise en cadre, l'effet total, en grandes lignes et en valeurs, point de troupes. Rien de plus banal que ses compositions d'après Dante, Shakespeare, Goethe ou Byron. C'est ce que peut imaginer, le thème étant donné, tout homme qui tient un crayon.

Il n'a même pas, dans ces scènes idéales, le don de crédibilité. Ses figures sont en scène. Le rideau que soulève Hamlet pour regarder Polonius mort (N° 163) est un décor. Le pilier du prisonnier de Chillon (N° 69), celui de Lady Macbeth sont des portants. La fosse d'où l'on tire le crâne du pauvre Yorick est une trappe et l'on cherche le trou du souffleur. Le geste du fossoyeur (N° 93) est celui que doit faire l'acteur pour être bien compris du poulailler : emphatique et banal. Celui de Lady Macbeth ne l'est pas moins. Hamlet et Horatio posent manifestement et ont l'air d'être en travesti bien plus que le portrait de l'artiste lui-même (N° 5) en costume d'Hamlet. Tout cela, les Macbeths comme les Prisonniers de Chillon, les Christophes Colombes, les Olindes et les Sophronies, les Angéliques et les Médors, c'est du théâtre. Il y a de l'action dramatique, mais l'accent de vérité manque. Une fois qu'on s'en est aperçu, on est poursuivi par cette obsession : Théâtre! Théâtre! Théâtre! Et l'émotion qu'aurait produite leur geste est perdue.

Voilà pour les thèmes d'imagination pure, et surtout lorsqu'ils s'incarnent dans des figures immobiles. Tout autre est le prestige des figures en mouvement jouant une tragédie réelle et contemporaine — la *Liberté guidant le peuple*, le *Massacre de Scio*, le *Naufrage de don Juan*, les scènes du *Maroc*. Là, nous croyons, ou nous pouvons croire, que nous avons une humanité vivante sous les yeux. La conception est personnelle, la composition est vibrante et articulée, l'ensemble fait bloc dans notre mémoire, et nous ne saurions plus imaginer que la scène évoquée se soit passée autrement. C'est le triomphe de Delacroix.

Il triomphe pour deux raisons que nous verrons toujours décisives à quelque instant que ce soit de son œuvre. D'abord, parce qu'il s'agit d'êtres qu'il a vus ou pu voir et qu'au moins il imaginait dans une très proche réalité. Et Delacroix est un réaliste. Il se croyait idéaliste, parce qu'il se passionnait pour les sentiments et les idées, mais c'était l'homme, en lui, qui était idéaliste, ce n'était pas le peintre. Ensuite, parce que ces êtres sont en mouvement et en mouvement géographique.

Et Delacroix est le D miurge du mouvement. Le mouvement domine tout : conception, composition, dessin ; tient lieu de tout : vérité, vraisemblance, correction, nouveauté, esprit ; sauve tout. Les mêmes figures qui, prises isolées et au repos, seraient inexpressives et banales, mises ensemble et en mouvement, prennent un caractère h ro ique que seul à notre époque il a su leur donner. Tout est contestable dans sa composition, son geste, son dessin, sauf cela qu'il a donné la vie. Dans les gestes de ses gens, il n'y en a peut-être pas un qui soit tout à fait juste et précis, sauf celui de la main au fusil et du doigt sur la gâchette, dans le bourgeois montant à l'assaut, — Delacroix lui-même dit M. Escholier, — mais tous, jusqu'aux à peu près, si fréquents dans ses figures, concourent à la vie.

Passons à ses scènes animales : c'est la même chose. Ses chevaux sont extravagants : leurs encolures en couss de cygnes d  baignoires, leurs pattes recourbées en griffes (N  189), leurs postures de rage et de désespoir torses et retorses, qui auraient atterré un Solleysel, semblent appartenir à une espèce inconnue jusqu'ici d'*hippo-ophidiens* (Né 639). Il n'est peut-être pas une de ces attitudes que les expériences de Muybridge et de Marey ou du cinéma justifieraient. Mais jamais chronophotographie, ni image du cinéma, si elle est arrêtée et vue seule, n'a donné ni ne donnera à ce point la sensation du mouvement.

* * *

Quel est maintenant le dessin qui le fixe ? Ce n'est pas un dessin d limitatif des silhouettes et fondé sur la pureté d'une ligne. « Ce fameux Beau que quelques-uns voient dans la ligne serpentine, les autres dans la ligne droite, ils ne le voient tous que dans les lignes. Je suis à une fenêtre et je vois le plus beau paysage. L'idée d'une ligne ne me vient pas à l'esprit. L'alouette chante, la rivière r il chit mille diamants, le feuillage murmure. » Ainsi parle Delacroix dans une de ses lettres et toute son œuvre témoigne que sans échapper tout à fait à la convention de la ligne, parce que c'est une convention nécessaire, comme la touche et comme la peinture elle-même, il conçoit la construction d'une figure par le dedans, par l'ossature, la musculature et les model s, non par le dehors. « Le sculpteur ne commence pas son ouvrage par le contour », disait-il, et cette vérité première qui semble bien

naïve était nécessaire à rappeler au temps de M. Ingres. Il est évident qu'alors non seulement on commençait le dessin par le contour mais qu'on n'imaginait pas au mot « dessin » un autre sens, car on n'y mettait rien dedans. Or, continue le Maître, « le contour est aussi idéal et conventionnel dans la peinture que dans la sculpture. Il doit résulter naturellement de la bonne disposition des parties essentielles... » Et encore : « Les coloristes doivent masser avec la couleur comme le sculpteur avec la terre, le marbre ou la pierre. » Il peint donc ce qui est à peindre dans sa figure ou son objet. Le contour se fait de lui-même par l'intersection de cette figure avec d'autres masses, d'autres plans, d'autres couleurs. Quand il y a quelque chose d'appuyé dans son dessin, c'est la charpente interne des figures et non la délimitation de leurs silhouettes. Et ceci est le fait de tous les grands coloristes. L'actuel parti pris des modernistes, qui consiste à ceinturer d'un lourd trait noir les objets ou les figures, n'a pas plus de raison d'être aujourd'hui que du temps où les élèves de David les ceinturaient d'une ligne déliée : il est seulement à la mode, comme il l'a été.

Ainsi, que le contour se perde dans l'ambiance colorée, qu'il soit indistinct çà et là et que l'œil hésite à reconnaître le tracé de la place qu'une figure occupe dans l'espace, peu importe. Mais que la charpente en soit solide, les parties bien proportionnées et bien attachées les unes aux autres et que le geste en soit juste, c'est-à-dire produit par la structure interne et significatif de cette structure, voilà qui est nécessaire et suffisant pour que cette figure puisse être dite « bien dessinée ». Ici, l'est-elle ?

Lorsqu'on discute si un homme comme Delacroix « sait dessiner », on pose très mal une question très juste et nullement oiseuse. Ses panégyristes croient y répondre en produisant des études ou des portraits d'une correction impeccable, sinon d'un trait fort révélateur. Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Et il va de soi que devant un modèle, à l'atelier, dans la rue ou à l'écurie, un maître de cette trempe sait mesurer les proportions, saisir l'attitude, marquer les modelés, et aussi comme les différents plans sont intersectés, en un mot dessiner. Quand Delacroix cherche à dessiner sans plus, il dessine bien. Mais son œuvre, lorsqu'elle vit non plus de la vie du modèle, mais de sa vie propre, avec les caractères nouveaux acquis en passant par son appareil transformateur, conserve-

t-elle cette vertu qu'on voit à ses études ou n'en a-t-elle point perdu et des plus nécessaires ? Voilà le point.

Or, il est évident, d'abord, que dans les gestes proprement dits, ou les attitudes prises isolément, il n'y a pas là de grandes trouvailles. Le dessin n'est jamais « spirituel », c'est-à-dire traduisant d'une façon à la fois précise, brève et inattendue une nuance myologique, quelque chose d'à peine sensible et pourtant de révélateur. Chose curieuse, on le verrait plutôt dans ses études de chevaux, qu'il semble avoir observés avec plus de curiosité que les hommes.

Ensuite, le dessin de ses figures est très inégal. Chez les unes, le geste en extension, le corps en flexion sont ce que donne ou peut donner la Nature. Mais chez d'autres, le geste est faux ou au moins très forcé. Un geste faux est celui que la machine humaine ne peut donner, un geste forcé est celui qu'elle ne donne pas naturellement et qu'on lui impose : une acrobatie. Il faut un corps disloqué pour le produire. Dans *l'Entrée des Croisés*, le *Sardanapale*, et nombre d'autres scènes pathétiques, on retrouve ce parti pris : un geste en extension en même temps qu'une attitude en flexion. Une tête animée par un mouvement diamétralement opposé à celui du corps : le buste projeté en avant, les coudes ramenés en arrière, des épaules effacées sur un dos rond, le cou tendu d'un côté, et le crâne renversé de l'autre et, si par hasard la tête suit l'élan général du corps, les bras extraordinairement détachés du tronc faisant encore pointer les coudes en anses de panier dans un mouvement contraire à tous les deux.

Le vieillard qui supplie les Croisés dans l'Entrée à Constantinople, le Prisonnier de Chillon, mainte autre figure d'expression désespérée s'infligent ainsi des tortures myologiques pour nous émouvoir. Le mal est que précisément on soupçonne qu'ils se les infligent et ils font penser, sans le vouloir, aux stropiats des Pardons de Bretagne étalant leurs membres bistournés pour exciter la pitié. On le soupçonne, parce que cette gesticulation forcée qu'on retrouve à tout bout de champ n'est pas un accident qu'on peut attribuer à une inspiration irrésistible, mais semble un système et même une recette. Lorsque Rodin nous dit : « Le dessin de Delacroix se marie merveilleusement avec sa couleur : comme elle il est saccadé, fiévreux, exalté ; il a des vivacités et des emportements ; comme

elle, il est parfois dément et c'est alors qu'il est le plus beau », il vise sans doute des anomalies prestigieuses comme celle du *Cheval effrayé par l'orage* (N° 639). Mais comment qualifier ainsi un excès réitéré dans les rencontres les plus diverses? On ne peut plus parler alors de « démence »; c'est une formule que l'artiste a trouvée, qui n'est pas excellente, mais à laquelle il revient, faute de mieux.

L'outrance et l'incorrection seraient-elles donc les rançons nécessaires du génie? Ses admirateurs le disent, mais Delacroix ne le dit pas. Il plaide coupable. Dès le *Massacre de Scio*, il répond à Gros qui lui demande devant la mère mourante et son enfant : « Pourquoi ne terminez-vous pas cet œil si expressif? » — « Parce que je ne serais pas sûr de ne pas perdre cette expression qui vous frappe. » Mais il ne prétend nullement qu'un grand maître n'eût pu le faire. « On ne gâte pas en finissant quand on est grand artiste », dit-il plus tard. Seulement, c'est là le grand problème.

D'une part, « la difficulté de conserver l'impression du croquis primitif », d'autre part, l'évidence que, chez les grands maîtres, rien d'essentiel ne manque, voilà l'objet de ses méditations pendant toute sa vie. « Michel Ange doit une partie de son effet au manque de proportions... L'antique ne surprend jamais, ne montre jamais le côté gigantesque et outré. On se trouve comme de plain pied avec ces admirables créations. La réflexion seule les grandit et les place à leur incomparable élévation. » Delacroix sait très bien que dans les chefs-d'œuvre, tout : composition, dessin, valeur, couleur, facture, est porté à un très haut degré de puissance. Il y a prééminence d'un caractère sur les autres, sans doute, et c'est même ce qui signe l'œuvre, mais il n'y a fléchissement d'aucun. Dans son œuvre à lui, il ne prétend pas qu'il n'y ait aucun fléchissement. Il ne défend pas tout dans son dessin, mais il a trouvé ce qu'il cherchait : le mouvement. Et il va trouver autre chose qu'il cherche du même train et qu'il réalisera bien mieux encore : la couleur.

ROBERT DE LA SIZERANNE.

(A suivre.)

AUX MORTS DES DARDANELLES

DISCOURS PRONONCÉ LE 9 JUIN

À L'INAUGURATION DU MONUMENT DE SEDDUL-BAHR

MES BONS COMPAGNONS DE GUERRE,

QUELLE émotion profonde pour nous tous de nous retrouver devant ces horizons qui n'ont pas changé depuis les jours tragiques !

Derrière nous, Seddul-Bahr et ses plages, où les obus tombaient comme dans les premières lignes ; là-bas, les cyprés où nous enterrâmes un jour de juin le général Ganeval, au son d'une canonnade furieuse sur le front anglais ; les pylônes, la ferme Zimmermann ; à nos pieds, la baie de Morto, les grottes où j'ai passé en revue le magnifique 6^e Colonial du colonel Noguès, la crête d'Eski-Hissarlick où tombaient les marmites dans la beauté des soirs d'Orient ; et plus au nord, ces coins du champ de bataille qui furent si ardemment disputés : le « Rognon », le « Quadrilatère », le « Haricot », aux abords du Kerevez-Déré.

Plus loin, ce piton d'Achi-Baba qui nous surveillait si bien, qu'il me fallait passer les revues de nuit pour remettre les décorations gagnées au feu, et là-bas, sur la côte d'Asie, les batteries sous tunnel d'In-Tépé, qui achevaient autour de nous le demi-cercle de feu.

Ah ! certes, durant les années qui nous séparent de ces temps héroïques, notre pensée était souvent revenue vers ceux de nos camarades qui reposent en terre turque ; mais la nation se devait à elle-même d'élever un monument à leur mémoire. Et nous, les survivants, c'est un devoir aussi que nous accomplissons. Vous me permettrez de remercier votre dévoué président, le colonel Weisweller, d'avoir si bien organisé notre pèlerinage, et de féliciter M. André George, l'architecte-conservateur de l'Ambassade de France ; le monument que son art lui a inspiré est vraiment digne de nos Morts.

Désormais, les bateaux qui passeront au large verront s'élever sur cette terre arrosée de tant de sang français cette haute stèle qui dira à jamais la fidélité de la France à ceux qui se sont sacrifiés pour elle.

Tous, ceux du 175^e, du 176^e, zouaves, légionnaires, coloniaux du 4^e et du 6^e, Sénégalais, chasseurs d'Afrique, artilleurs des batteries de 75, de 155, de 240, des crapouillots, sapeurs, aviateurs, marins ; tous ces braves, soldats du général Masnou, tué à l'ennemi avec son admirable chef d'état-major le commandant Romieux, du colonel Vendenberg, blessé, du général Bailloud, du général Ganeval, tué, du général Girodon, blessé ; marins de l'amiral Guépratte, marins du *Bouvet*, du *Jauréguiberry*, du *Henri IV*, du *Latouche-Tréville*.

Nous venons déposer plus que la palme matérielle, nous venons nous recueillir dans la pensée du sacrifice de nos morts, pour rester dignes d'eux dans l'amour de la patrie.



Aussi bien, comme nos morts, nous avons le droit d'être fiers d'avoir combattu ici, sur ce terrain qu'un de nos adversaires décrit ainsi :

« L'étroite presqu'île de Gallipoli est un véritable pays de montagnes, couvert de chaînes de hauteurs escarpées, aux versants profondément ravinés et déchiquetés par de profondes crevasses.

« De rares buissons sur le flanc des collines, sur les bords des ruisseaux et des petites rivières, pour la plupart desséchés en été, forment avec quelques plantations de pins rabougris la seule végétation de ce paysage généralement désertique. »

Nous rendrons hommage tout à l'heure aux morts du *Bouvet* et à tous ceux dont l'effort fut brisé le 18 mars par les mines sous-marines.

La vaillance de l'armée turque se manifesta sur cette terre dès le débarquement du 25 avril, qui demanda à la brigade française du général Ruef un magnifique courage à Koum-Kaleh. A la veille de quitter Paris, je recevais de l'architecte de l'École polytechnique, une lettre me signalant la bravoure de la compagnie d'assaut à laquelle il appartenait, à l'attaque de Koum-Kaleh, où il resta le soir le seul survivant des chefs de section.

A la même heure, la 29^{me} division anglaise du général Hunter-Weston débarquait dans les fils de fer de Seddul-Bahr et ne les enlevait qu'au prix d'un héroïque sacrifice, et les Australiens et Néo-Zélandais du général Birdwood enlevaient la crête de Gaba-Tépé.

Il nous fallut trois jours de combat pour prendre pied solidement sur la presqu'île, puis, les réserves turques arrivées, il nous fallut résister aux furieuses attaques des 1^{er}, 3, 6, 7 et 8 mai. Le général d'Amade pourrait dire mieux que moi toutes les qualités de courage et de ténacité déployées dans ces combats où le sort de l'expédition était engagé.

Plus tard, le 4 juin, le 21, le 28, le 30, le 12 juillet, de nouveaux progrès furent accomplis jusqu'à border le Kerevez-Déré, tandis que les lignes anglaises s'approchaient de Krithia; mais la presqu'île était barrée et nous étions retombés dans la lutte d'usure, lutte inégale, puisque l'armée turque pouvait se renouveler et que les divisions alliées n'avaient que leurs propres forces et luttaient loin de leur pays, avec toutes les privations que l'éloignement rend inévitables. Je dois pourtant reconnaître que l'Intendance et le Service de santé se surpassèrent en dévouement, comme les marins de l'amiral de Boisanger chargés du débarquement des vivres et des munitions. Tous travaillèrent si souvent sous les obus!

Vint le jour où, après l'échec de la bataille de Suvla-Anaforta, les gouvernements alliés décidèrent de reporter leur effort vers Salonique et la Serbie. Successivement les deux divisions des Dardanelles allèrent se fondre dans l'armée d'Orient. Aussi suis-je si heureux, poilus d'Orient, soldats de Macédoine et d'Albanie, de vous saluer ici, vous qui, après les

combats de la presqu'île, avez connu les plaines marécageuses et fiévreuses de Macédoine, la vallée glaciale du Vardar et qui avez conquis les lauriers de Florina, de Monastir et de cette offensive victorieuse de septembre 1918, qui vous porta jusqu'au Danube.

Je suis heureux de vous saluer à leur tête, Monsieur l'ancien Ministre des pensions Antériou; vous qui avez eu l'honneur d'être frappé au feu, vous avez eu encore la belle et généreuse charge de veiller sur nos blessés, nos veuves et nos orphelins.



LE monument qui rend un pieux hommage à nos morts s'élève sur une terre déjà remplie de vieux souvenirs historiques. Cette côte d'Asie, de l'autre côté du Bosphore, est la plaine de Troie; les rivières qui l'arrosent s'appelaient le Simois et la Scamandre; les canons turcs étaient en position derrière les tumuli d'Achille et de Patrocle. Sur la presqu'île, mon poste de commandement était dans le tumulus où tomba Protésilas; les tranchées que nous creusâmes sur cette crête ouvrirent le cimetière d'Éléonthe où Alexandre le Grand s'était embarqué pour l'Asie, et derrière nous, de l'autre côté de la presqu'île, s'élève de la mer cette île de Samothrace, piédestal de la Victoire.



NOUS avons encore d'autres devoirs à remplir. Tout d'abord d'aller rendre le même hommage au cimetière où reposent nos vaillants camarades de combat britanniques. Et puis, nous irons aussi déposer la palme due au sacrifice pour la patrie au cimetière où reposent nos courageux adversaires de ces temps tragiques.

Car, non seulement nous avons tous connu ici la bravoure et la ténacité du soldat turc, mais la particularité de la guerre sur ce point de l'immense front de bataille est qu'il n'y avait ici entre combattants des deux côtés aucun sentiment de haine. Parmi nos soldats, nombreux étaient ceux qui avaient été mobilisés à Constantinople et qui se lamentaient que la Turquie ait eu le malheur de se trouver contre nous.

L'un des souvenirs les plus émouvants que je garde d'alors, c'est un soir où, après un des combats de juin, l'on vint me

prévenir que, dans le flux et reflux de la journée, on avait ramassé dans la même tranchée un capitaine turc et un soldat français blessés, étendus côte à côte. Le soldat ramené à l'ambulance raconta aussitôt qu'il devait la vie au capitaine turc, parce que lui-même ayant perdu son pansement individuel, le capitaine, qui en avait deux, lui en avait donné un et lui avait ainsi permis d'arrêter l'effusion du sang.

J'allai aussitôt à l'ambulance voir ce capitaine et le remercier. Le visage déjà pâli par la mort prochaine, il me dit que je lui apportais la dernière joie de sa vie, parce que, comme beaucoup de Turcs, il aimait la France, qu'il déplorait que la guerre l'ait contraint à défendre son pays contre elle, qu'il mourrait dans l'espoir que, la guerre finie, l'amitié des deux peuples refleurirait.

Je n'ai pas oublié non plus que, si les blessés pouvaient trouver aussitôt des soins sur les transports-hôpitaux et rentrer en France, c'est que les canons turcs établis à 3 kilomètres sur la côte d'Asie, qui battaient si souvent nos plages de débarquement, ne tirèrent jamais sur les transports-hôpitaux portant ce drapeau de la Croix-Rouge respecté de toutes les nations civilisées.

Mais tout cela est le passé glorieux pour les deux adversaires qui se rencontrèrent en ce champ clos. C'était écrit.

Aujourd'hui, c'est dans le même sentiment que celui que m'exprimait le capitaine turc mourant du mois de juin 1915, que nous saluons, dans le traité d'amitié et d'arbitrage du mois de février dernier, la renaissance des liens d'amitié séculaires entre les deux pays, tradition historique et gage d'avenir.

GÉNÉRAL GOURAUD.

QUESTIONS SCIENTIFIQUES

LES SOURCES D'ÉNERGIE

Si, d'un point de vue purement matériel, on cherche à caractériser la différence essentielle qui existe entre nos conditions d'existence et celles d'il y a seulement deux siècles, on peut la définir ainsi : nous avons à notre disposition des machines produisant du travail mécanique en quantité illimitée, tandis que nos ancêtres ne disposaient guère pour cela que de la force musculaire de l'homme et de celle des animaux. Élever de l'eau, soulever des fardeaux, mettre en mouvement de lourdes masses, actionner des outils, tout cela exige, avant tout, une dépense d'énergie mécanique ; il y a deux cents ans, à part la force du vent et celle de quelques chutes d'eau très mal utilisées, c'est l'effort musculaire qui faisait tout, tandis qu'aujourd'hui cet effort ne compte que pour une part infime dans notre consommation totale du travail. Cette possibilité du travail mécanique sans fatigue nous a peu à peu conduits à un véritable gaspillage d'énergie mécanique, dont nos ancêtres ne pouvaient avoir aucune idée.

Cependant, la Physique enseigne que l'énergie mécanique ne peut être créée, qu'elle ne fait que se transformer ; nous *utilisons* de l'énergie, nous ne la *créons* pas. Sans vouloir entrer dans le détail technique des machines employées pour cela, et restant dans le domaine des généralités, je voudrais examiner ici ce que sont ces sources d'énergie, et ce que nous pouvons attendre d'elles dans le présent et dans l'avenir.

QU'EST-CE QU'UNE SOURCE D'ÉNERGIE ?

Tout d'abord, que faut-il entendre par une *source d'énergie*? Il y a, dans celles que nous utilisons, une telle variété, il y a si peu d'analogie entre la marche d'un moulin à vent et celle d'une machine à vapeur, entre le mécanisme musculaire d'un cheval et celui d'une turbine hydraulique, que l'on peut se demander si quelque chose de général peut être dit. Or il y a une science qui a justement pour rôle de s'occuper des effets de toutes les transformations, sans vouloir en considérer le détail ni le mécanisme intime; et ses principes s'appliquent également aux dispositifs infiniment divers qui nous servent pour produire du travail mécanique. C'est à cette science, la thermodynamique, dont l'origine remonte à l'immortel ouvrage de Sadi Carnot sur la *Puissance motrice du feu* (1827) qu'il faut demander une réponse à la question que nous venons de poser. Voici ce qu'elle répond.

Tout changement qui se produit spontanément sous nos yeux, sans notre intervention, si ce n'est par une action infiniment petite pour le déclencher, *aurait pu* servir à produire du travail, et par suite est une source d'énergie utilisable. Les changements dont je parle peuvent être d'espèces infiniment diverses: ils peuvent être de simples changements de place ou de forme de certains objets; ils peuvent être plus complexes et comprendre des transformations chimiques qui ne laissent rien subsister de l'aspect de ce qui s'est transformé. De ces différences, la thermodynamique n'a aucun souci et elle affirme, considérant seulement que la transformation s'est faite toute seule, que nous aurions pu en tirer parti pour produire du travail mécanique. Comment fallait-il s'y prendre? Consultez les ingénieurs. La réalisation était-elle avantageuse? Demandez-le aux hommes d'affaires. Nous disons seulement que l'utilisation était possible.

Ainsi, la pierre qui roule sur la pente de la montagne, l'eau du torrent qui bondit dans la vallée, la forêt ou le tas de charbon qui brûle, la pluie qui tombe, la décharge électrique qui produit le coup de foudre, la marée qui monte et qui descend, le vent qui souffle, l'eau bouillante qui se refroidit ou le morceau de glace qui fond, l'explosif qui saute, chacune de ces transfor-

mations est une *source d'énergie* possible, et plusieurs d'entre elles sont effectivement utilisées.

Reprenons ces diverses transformations d'une manière un peu plus détaillée.

LA « HOUILLE BLANCHE »

Une pierre est en équilibre instable au bord d'un précipice; le moindre choc la fera rouler jusqu'en bas. Qu'y aurait-il de changé après cet accident? D'une part, la figure de la Terre aura été très légèrement modifiée. En même temps, la pierre s'est légèrement échauffée, par les frottements qui ont fini par l'arrêter; mais bientôt ce léger écart de température avec le milieu ambiant sera dissipé, amenant, si l'on veut, une élévation parfaitement négligeable et indifférente de la température moyenne de notre planète. Finalement, la seule modification appréciable de l'accident qui s'est produit est celle-ci : une pierre s'est spontanément rapprochée de la surface terrestre. Il aurait été facile d'imaginer un dispositif utilisant ce changement spontané pour produire du travail mécanique, par exemple pour faire monter, au moyen d'une corde passant sur une poulie, le pain ou les objets nécessaires aux habitants de la montagne.

Personne ne pensera sérieusement à une telle utilisation; elle peut cependant servir de type à l'une des plus puissantes sources d'énergie dont nous disposons, celle que l'on a pittoresquement désignée sous le nom de « houille blanche ». Un lac ou un réservoir artificiel est situé dans la partie haute d'une vallée; il est susceptible de se vider spontanément, comme la pierre tombe, rapprochant un peu la planète Terre de son état d'équilibre le plus stable. C'est ce changement qu'utilise la turbine hydraulique pour actionner une usine. D'un autre point de vue, on peut comparer la descente de l'eau à la détente d'un ressort qui peut lancer une flèche ou faire marcher une horloge; quand le ressort s'est détendu ou que le lac s'est vidé, la source d'énergie est épuisée.

Mais ce qui est vraiment merveilleux, c'est que le lac, à mesure que nous le vidons, se remplit tout seul par l'eau de la pluie qui a ruisselé sur les flancs de la montagne, si bien que l'usine hydraulique donne l'illusion du « mouvement perpé-

tuel », ou, plus exactement, du travail obtenu sans dépense. Nous reviendrons un peu plus loin sur le mécanisme de cette merveille, et nous verrons que l'usine hydraulique utilise un peu de l'énergie venue du soleil à travers l'espace.

LE MOTEUR THERMIQUE

Nous venons d'utiliser, pour produire du travail, le simple déplacement de corps qui reviennent à leur position d'équilibre. Mais nous disposons de bien d'autres changements spontanés, et tout d'abord de ceux qui sont des retours à l'équilibre thermique, le corps chaud qui se refroidit ou le corps froid qui s'échauffe, en prenant finalement l'un et l'autre la température ambiante.

La chaleur, en elle-même, est sans aucune valeur, si elle n'est accompagnée d'une différence de température; de même que l'eau de mer ne peut actionner une usine hydraulique, la chaleur ne sert à rien si elle nous est livrée à la température ambiante. Mais, dans un cas comme dans l'autre, le sens de l'écart importe peu. La descente vers la mer de l'eau des glaciers fait fonctionner nos usines hydrauliques; à son tour, l'eau de la mer pourrait servir aux mêmes usages, s'il était possible de la jeter dans un gouffre situé à un niveau plus bas. Et cela est si vrai qu'un projet, peut-être plus hardi que pratique, mais en tout cas irréprochable du point de vue de la thermodynamique, consiste à jeter l'eau de la Méditerranée dans la Mer Morte, à quelque quatre cents mètres au-dessous de son niveau, pour alimenter en puissance mécanique un pays dépourvu de charbon et de chutes d'eau.

De même, découvrir des corps à température différente de la température ambiante, c'est trouver le moyen de produire du travail. C'est de cette manière que nous utilisons le charbon et les autres combustibles dans nos « moteurs thermiques » qui sont en réalité des « moteurs chimiques », si on les regarde dans leur ensemble. Le vrai moteur thermique serait celui qui utiliserait une inégalité de température existant dans la nature; là encore, le sens de l'écart est indifférent et la découverte d'une source de froid serait, en principe, aussi efficace que celle d'une source de chaleur. Le jour où nos combustibles seront épuisés, il ne serait pas théoriquement absurde

d'exploiter les glaces polaires pour remplacer le charbon dans tous ses usages, y compris le chauffage; car, lorsqu'on a du travail mécanique à sa disposition, le problème du chauffage est aisément résolu.

C'est à ces remarques presque banales que se rattache la très belle idée de MM. Georges Claude et Boucherot conduisant à l'utilisation des différences de température qui existent dans l'eau des océans (1). L'eau des mers polaires est glacée, celle des mers tropicales est tiède à la surface; il se trouve que le jeu naturel des courants marins amène, en certains lieux, l'eau froide au fond des mers chaudes. Dans les pays chauds, l'eau de mer superficielle atteint et dépasse parfois la température de vingt-cinq degrés; à un ou deux milliers de mètres coule une nappe froide, venue des mers polaires, dont la température n'est que de quelques degrés au-dessus de zéro. C'est cette différence de température qu'il s'agit d'utiliser pour faire fonctionner un moteur à vapeur, l'eau de la surface servant de chaudière et celle du fond jouant le rôle de condenseur. L'eau tiède est à portée de la main; quant à l'eau froide, on ira la chercher au fond, au moyen d'un large tuyau immergé, venant s'ouvrir à la surface. Si l'on puise l'eau à l'ouverture libre, l'eau froide montera spontanément et sans dépense de travail; la machine à vapeur fonctionnera sans dépense de charbon.

La réalisation, actuellement commencée, de cette belle idée sera, cela va sans dire, fort difficile. La partie que l'on peut appeler thermodynamique du problème est déjà résolue; les inventeurs ont construit et fait fonctionner le moteur qui utilise la différence de température relativement faible dont on pourra disposer. En ce moment, M. Claude est en train de résoudre la partie hydrographique du même problème, qui nécessite la mise en place d'un immense tuyau destiné à conduire à la surface l'eau du fond de la mer. Il y a seulement quelques jours, M. Claude informait l'Académie des Sciences, du succès de cette entreprise difficile. Un énorme tube d'acier, de deux mètres de diamètre et de deux mille mètres de longueur est maintenant immergé dans la baie de Matanzas, à Cuba; une extrémité débouche sur la côte, dans l'eau tiède de la mer des Antilles, tandis que l'autre bout plonge dans le courant polaire.

(1) Voyez l'article de M. Georges Claude sur *l'Utilisation de l'énergie thermique des mers* paru dans la *Revue* du 1^{er} janvier 1927.

Avec sa modestie habituelle, M. Claude ajoute : « Le plus difficile reste à faire. » Il n'en reste pas moins qu'un pas décisif est accompli vers la mise en œuvre d'une très belle idée.

Là encore, comme pour le moteur utilisant une chute d'eau, on pourra avoir l'illusion du travail perpétuel, et, du point de vue de l'ingénieur, cette illusion est une réalité; ce qu'on utilise est de l'énergie solaire qui ne nous coûte rien.

LE MOTEUR CHIMIQUE

Le moteur de MM. Claude et Boucherot sera le vrai « moteur thermique », utilisant, pour la première fois, une différence de température naturelle à la production de puissance motrice. Cependant, on donne le plus souvent ce nom de « moteur thermique » aux machines qui fonctionnent par la combinaison d'un combustible solide ou liquide, charbon ou pétrole, avec l'oxygène de l'air. Cet ensemble, combustible et oxygène, est en état d'équilibre instable; une étincelle suffit à mettre le feu et à tout transformer en gaz carbonique et vapeur d'eau; de cette transformation spontanée on peut profiter pour produire du travail, et l'on voit que la « machine à feu » est, en réalité, un moteur chimique. On passe, il est vrai, par la forme thermique de l'énergie, mais ce détour n'est pas, théoriquement, nécessaire. En creusant la question, on peut même voir que le passage par la forme thermique est la principale cause du gaspillage de combustible que nous faisons; car, en dépit des remarquables progrès qui ont été faits dans la construction des moteurs, la consommation de charbon ou de combustible liquide est loin d'être réduite à son minimum. Si l'on consulte la thermodynamique, on trouve qu'un kilogramme de charbon ou un litre d'essence devrait suffire pour actionner un moteur de dix chevaux, donnant sa pleine puissance, pendant plus d'une heure; tous les conducteurs d'automobile savent que nous sommes loin de cet idéal.

Il est à craindre que longtemps encore, peut-être jusqu'à l'épuisement des mines de charbon et des puits de pétrole, on soit obligé de brûler les combustibles en dégageant de la chaleur pour, ensuite, transformer une partie de cette chaleur en travail. Il n'est cependant pas sans intérêt de se demander si cette nécessité est vraiment inéluctable, si l'on ne pourrait pas

utiliser le phénomène chimique pour produire du travail sans passer par la forme calorifique. Pour cela, il suffit de regarder les autres « moteurs chimiques » et de voir comment ils procèdent.

Le plus extraordinaire de ces moteurs est certainement le moteur animal. C'est bien un moteur chimique; l'animal consomme des aliments et de l'oxygène, et les transforme, avec divers résidus, en gaz carbonique et vapeur d'eau; il peut utiliser ces transformations pour produire du travail mécanique, et en cela on peut le comparer à nos machines qui usent du combustible et de l'oxygène. Mais le moteur animal n'est pas un moteur thermique; il s'y dégage bien de la chaleur, mais ce n'est pas cette chaleur qui produit le travail, elle n'est qu'un résidu ou une nécessité biologique. A ce moteur on peut appliquer les lois de la thermodynamique, comparer ce qu'il dépense à ce qu'il produit, calculer son rendement; et ce rendement est supérieur à celui de nos meilleures machines à feu. Il est vrai que la nourriture des animaux coûte, à énergie utilisable égale, beaucoup plus cher que le charbon ou le pétrole; mais de cela, la thermodynamique n'a cure. S'il était possible d'avoir un animal qui se nourrirait de charbon et l'utiliserait aussi bien qu'il le fait pour le foin ou l'avoine, ce serait le plus économique des moteurs.

Sera-t-il possible de construire un jour un moteur dont l'organe essentiel serait un muscle artificiel, qui consommerait du combustible à bas prix et l'oxyderait *sans feu*? C'est très douteux et, en tout cas, pour chercher la solution du problème, il nous manque une donnée importante: le travail mécanique chez l'animal est produit par la contraction musculaire, mais nous ne savons pas avec certitude quel est le mécanisme de cette contraction: nous ne pouvons pas dire, sans être contredit par quelqu'un, quelles sont les forces qui agissent. Je n'ignore pas que plusieurs théories ont été émises sur cette importante question, mais je ne crois pas me tromper en disant qu'aucune n'est admise par tous les physiologistes. Il sera sans doute bien difficile d'imiter le mécanisme du muscle quand nous le connaissons; pour le moment, on ne peut même pas poser le problème.

Un autre moteur, chimique et non thermique, est le moteur électrique actionné par une pile. L'ensemble ainsi constitué *se nourrit*, par exemple, de zinc et d'acide sulfurique,

qu'il transforme en hydrogène et sulfate de zinc, et profite de cette transformation pour produire du travail. Malheureusement, ce moteur, théoriquement presque parfait, n'a jamais actionné que des jouets; sa nourriture est faite de produits trop coûteux et trop peu maniables. Les services rendus sont plus importants lorsque la pile est remplacée par un accumulateur électrique; mais le problème ainsi résolu n'est plus le même; et d'ailleurs l'accumulateur a, lui aussi, déçu bien des espoirs.

Sera-t-il possible de changer un jour cette situation peu brillante du moteur « électro-chimique »? Il faudrait trouver le moyen d'y oxyder du charbon ou des produits qu'on puisse obtenir à peu de frais, au lieu d'y utiliser du zinc ou des sels de plomb. Bien des inventeurs se sont attaqués à ce problème; jusqu'ici on ne voit poindre aucun espoir sérieux de solution. Les réactions chimiques qui se produisent dans la pile font intervenir des corps solubles dans l'eau, ou susceptibles de se dissoudre sous l'action des ions; jusqu'ici nos combustibles échappent à ce moyen d'action. Les plus optimistes peuvent seulement dire que l'espoir n'est pas interdit.

Pour le moment, la seule politique sage et immédiate est dans le perfectionnement des diverses « machines à feu » existantes, afin d'économiser les combustibles et retarder l'époque où ces combustibles manqueront; car diminuer notre consommation de puissance motrice, restreindre la circulation sur les routes ou les voies de chemin de fer, affaiblir l'éclairage de nos rues, pour conserver à nos arrière-neveux un peu d'essence et de charbon, on ne peut y songer sérieusement. La crise la plus prochaine sera celle des combustibles liquides naturels, dont la consommation se développe à une allure vertigineuse, et dont les réserves sont très limitées. Il est vrai qu'en ce moment l'industrie du pétrole se plaint d'un excès de production et non d'un manque de matière première; mais cet excès est signe d'imprévoyance, non de richesse. Pour arriver à la disette, les plus pessimistes parlent de quelques dizaines d'années, les optimistes de quelques siècles; l'accident est, en tout cas, très proche. Pour le retarder on devra, par raison ou par nécessité, diminuer la consommation des combustibles liquides naturels, en utilisant à leur place le charbon, soit directement sous forme de charbon pulvérisé presque aussi maniable qu'un liquide, soit en produisant réellement du combustible liquide

avec du charbon. Cela d'ailleurs ne fera que retarder la catastrophe, de quelques milliers d'années tout au plus (qu'est-ce que cela dans l'histoire de notre globe?), les réserves de charbon devant, à leur tour, s'épuiser.

LES SOURCES INÉPUISABLES D'ÉNERGIE

En même temps, il importe d'utiliser les autres sources d'énergie dont l'emploi n'implique pas la destruction de réserves accumulées. L'aménagement des chutes d'eau, déjà commencé, est la tâche la plus urgente, et la possibilité, dès maintenant acquise, de transporter l'énergie par le courant électrique jusqu'à un millier de kilomètres, permet l'emploi de l'énergie des chutes d'eau, dans des pays fort éloignés des montagnes. Cependant, longtemps encore, probablement toujours, les chutes d'eau ne fourniront qu'une partie de l'énergie nécessaire à nos besoins, et beaucoup de régions du globe seront privées de leurs services. Il est donc prudent d'examiner toutes les autres sources d'énergie et de voir ce qu'on peut en tirer. Il en est qui, connues depuis longtemps et mal utilisées, presque tombées dans l'oubli, méritent cependant d'attirer notre attention.

Proche parente de l'énergie des chutes d'eau, celle des marées a été utilisée autrefois; des « moulins à marée », très judicieusement installés, existaient au ^{xviii}^e siècle sur les côtes de la mer du Nord. Ils ont disparu devant la machine à vapeur qui, au siècle suivant, régnait en maîtresse sur toute l'industrie; on essaie en ce moment de les ressusciter. Il n'y a, à cela, aucune difficulté théorique; mais, pour obtenir une puissance intéressante, des travaux énormes et coûteux sont nécessaires; seuls, les marins et les spécialistes des travaux maritimes se rendent bien compte de la puissance destructrice de la mer et des difficultés que l'on éprouve à modifier, si peu que ce soit, ses habitudes. Il faudra soigneusement comparer la dépense probable avec le résultat escompté avant de se lancer dans des travaux terriblement coûteux.

Enfin, la puissance du vent a été probablement la première source d'énergie utilisée par l'homme, d'abord dans la navigation à voiles, ensuite dans les moulins à vent employés pour la mouture des grains et pour élever de l'eau. Nous assistons, à la

grande tristesse des marins fidèles aux vieux souvenirs, à la mort du navire à voiles; le moulin à farine actionné par le vent a presque disparu, et la Hollande, le pays classique du dessèchement des marais par le vent, craint de voir disparaître ses pittoresques moulins, dont beaucoup ne sont plus que des objets d'ornement. Entre la voile et la vapeur, entre le moulin à vent et le moteur électrique, la lutte est trop inégale. Mais voici que le vieux moulin esquisse un mouvement de revanche, avec l'électricité comme alliée; de divers côtés on étudie l'emploi du moteur éolien pour actionner des dynamos, servant à leur tour à distribuer l'énergie électrique. Des moteurs à vent ont été construits qui donnent une puissance de soixante-dix chevaux; des formes entièrement nouvelles sont étudiées, et rien ne s'oppose à la multiplication presque indéfinie de ces moteurs, dont chacun ne gêne pas les voisins, à la condition qu'ils ne soient pas trop rapprochés. Quelle puissance peut-on, théoriquement, obtenir ainsi? La question a été examinée par M. Maurain dans une très sérieuse enquête sur les sources d'énergie; la conclusion est que, même par vent modéré, on peut arriver à des valeurs énormes de la puissance, à la condition de répartir les moteurs éoliens sur une ligne très étendue. Malheureusement, ce sont là des conditions directement opposées aux tendances actuelles de l'industrie, de plus en plus centralisatrice; la division du travail entre un grand nombre de petites unités lui apparaît comme une complication insupportable. Et de plus, l'énergie du vent est trop variable; toute organisation fondée sur l'emploi du vent restera inerte les jours de calme, comme l'étaient les navires à voile par « calme plat ». Et l'on arrive alors au problème capital, et jusqu'ici mal résolu, de l'accumulation, de la mise en réserve de l'énergie. Mais c'est un problème trop vaste pour que je puisse le traiter ici en passant. Il n'est cependant pas absurde de penser qu'un jour nos descendants, ayant résolu ce problème, et privés de combustibles par notre prodigalité, utiliseront le vent comme source importante d'énergie pour les besoins de leur industrie.

L'ÉNERGIE DE LA FOUDRE ET DE LA PLUIE

On ne peut énumérer les sources d'énergie liées à l'activité de notre atmosphère sans penser à celle qui se manifeste de la

manière la plus grandiose et la plus brutale, la foudre. Depuis près de deux siècles, on sait que l'éclair est une immense étincelle électrique, mais pendant longtemps on n'a guère dépassé cette indication sommaire; dans ces dernières années, on est allé beaucoup plus loin, à la suite des travaux des physiciens anglais, en particulier ceux de M. Simpson, chef actuel du service météorologique de Grande-Bretagne, et de M. C. T. R. Wilson qui, avant de devenir un spécialiste de la foudre, avait été l'un des fondateurs de la physique des ions. Nos connaissances commencent à devenir quantitatives. Les tensions électriques mises en jeu dans un orage sont de l'ordre du milliard de volts, environ mille fois plus grandes que celles dont disposent les laboratoires les plus puissamment outillés. Chaque coup de tonnerre, d'après M. Wilson, dépenserait une énergie d'environ quatre mille kilowatts-heures, qui vaudrait, au prix où l'on vend l'énergie aux consommateurs parisiens, six à sept mille francs.

D'autre part, le nombre de coups de tonnerre qui retentissent sur toute la surface du globe serait, d'après une statistique évidemment incertaine, d'au moins une centaine par seconde. S'il était possible de capter et de centraliser l'énergie de ce feu roulant, on aurait une puissance, sensiblement constante, d'un milliard de chevaux, bien plus que suffisante pour remplacer tous les moteurs existant sur la terre.

Voilà de précieuses indications numériques, mais il reste deux graves questions à résoudre : d'où provient cette formidable énergie, et par quel mécanisme se transforme-t-elle en énergie électrique?

Sur le premier point, la réponse est facile : c'est la chute de la pluie qui fournit l'énergie nécessaire à la production de la foudre. La pluie tombe de nuages élevés, généralement de plusieurs milliers de mètres; elle nous arrive avec une faible vitesse à cause de la résistance de l'air, mais s'il était possible de recueillir l'eau des nuages dans une conduite comme on recueille l'eau d'un lac élevé, et de la faire passer dans des turbines, on aurait une énergie formidable. Admettons que l'eau tombe de mille mètres, ce qui est un extrême minimum; il est alors facile de calculer que l'eau qui tombe sur la région parisienne, comprenant les départements de la Seine et de la Seine-et-Oise, pourrait donner, d'une manière ininterrompue, une

puissance de dix millions de chevaux, bien plus que suffisante pour tous les besoins de la région. D'ailleurs, c'est une toute petite partie de l'énergie de la pluie, arrêtée en chemin sur les montagnes, que nous utilisons dans nos usines hydrauliques.

Quant au mécanisme de la transformation de cette énergie en énergie électrique, quant au fonctionnement de la « fabrique de tonnerre », on commence à le deviner, mais sa description sort du cadre de cette étude, où je veux rester dans les généralités. Je dirai seulement qu'il est très différent de celui de nos usines hydro-électriques qui, elles aussi, transforment l'énergie de chute de l'eau en énergie électrique. Dans celles-ci, la pesanteur de l'eau engendre d'abord du travail mécanique dans la turbine, qui actionne à son tour la dynamo où l'énergie électrique est engendrée par induction électro-magnétique. Dans l'usine à foudre de la nature, les deux fonctions *mécanique* et *électrique* ne sont pas séparées; les phénomènes sont purement électrostatiques, et tout le mécanisme, répété des milliards de fois, tient dans une goutte d'eau.

Serait-il possible de capter cette énorme énergie électrique, ou tout au moins d'imiter dans des usines le mécanisme de sa formation?

Sur le premier point, quelques tentatives sont faites en ce moment, non pas pour une utilisation commerciale, mais en vue de recherches scientifiques. En divers lieux du globe, et en particulier dans une vallée de Suisse où les orages sont fréquents, on a construit des dispositifs permettant de répéter d'une manière grandiose, à chaque orage, la célèbre expérience de Franklin. On espère ainsi obtenir à peu de frais des tensions électriques extrêmement élevées en vue de recherches scientifiques.

Quant à la réalisation artificielle de l'usine à tonnerre, elle n'est pas théoriquement impossible. Il y a déjà longtemps, l'illustre physicien anglais lord Kelvin s'était amusé à construire une petite machine électrique fonctionnant par la simple chute de gouttes d'eau; il ne serait pas théoriquement impossible d'amplifier un mécanisme analogue et d'utiliser les chutes d'eau, sans turbine ni dynamo, par le simple jeu de la pesanteur et des forces électrostatiques. Récemment, M. Chaumat rappelait l'attention des techniciens sur l'importance que

pourraient avoir ces forces en électrotechnique pratique, où on les avait un peu oubliées. Serait-il possible de réaliser une usine hydraulique où l'on ne verrait rien de plus que de l'eau tombant en pluie? La réalisation est, en tout cas, bien lointaine.

LE SOLEIL, SOURCE D'ÉNERGIE

J'ai déjà fait remarquer que certaines sources d'énergie, de toute évidence, usent des réserves (particulièrement celles de combustibles), tandis que d'autres donnent l'impression qu'elles ne coûtent rien et pourront durer indéfiniment. Cependant l'énergie se transforme et ne se crée pas : il faut bien que celle des chutes d'eau et des autres « moteurs perpétuels » vienne de quelque chose. Si l'on excepte le cas des marées où nous utilisons, par l'intermédiaire de l'attraction lunaire, un peu de l'énergie de rotation de la terre, il est facile de voir que tout ce que nous utilisons comme énergie a son origine dans le rayonnement solaire.

L'énergie émise par le soleil est, en effet, immensément grande. Lancée dans toutes les directions, elle traverse en huit minutes la distance qui nous sépare du soleil ; notre minuscule Terre n'en reçoit qu'une infime partie, et de ce qu'elle a reçu elle transforme la plus grande partie en chaleur ; car le rayonnement ne devient chaleur que par son anéantissement. Par une belle journée d'été, aux environs de midi, quand les rayons tombent presque verticalement sur le sol, chaque hectare de terrain reçoit du soleil un rayonnement, qui, si nous savions le transformer intégralement en travail, produirait une puissance de douze à quinze mille chevaux. En réalité, la plus grande partie de cette énergie est transformée en chaleur sur le sol, la surface des mers et dans l'atmosphère ; c'est elle qui crée les grands mouvements atmosphériques, les vents, l'évaporation des mers, par suite la pluie et, indirectement, les cascades et la foudre. C'est elle, aussi, qui produit les grands courants des océans. Même nos réserves de charbon, même la nourriture du moteur animal proviennent de l'énergie solaire, mais par un mécanisme différent, d'ordre photochimique et non thermodynamique. Nous sommes ainsi ramenés, pour expliquer la perpétuité de certaines de nos

sources d'énergie, au terrible problème de l'explication du rayonnement solaire, maintenu invariable pendant des temps presque infinis par rapport à la vie humaine; sur ce problème, on a dit bien des choses ingénieuses, mais, en somme, rien de définitif.

Ce rayonnement, n'est-il pas possible de l'utiliser directement à la production de la puissance motrice? Théoriquement, il ne serait pas nécessaire, ni même désirable, de le transformer d'abord en chaleur; en réalité, aucun autre moyen pratique ne s'offre à nous, et nous sommes conduits à faire fonctionner un moteur à vapeur dont la chaudière est chauffée par le soleil. Des essais dans cette direction ont été faits depuis plus de cinquante ans, mais les premiers inventeurs ne semblent pas avoir bien compris la nécessité d'utiliser de grandes surfaces pour recueillir beaucoup d'énergie solaire; des essais plus rationnels ont été faits récemment en Égypte et en Californie. Naturellement, l'eau chauffée au soleil ne peut atteindre une température très élevée, et tandis que les techniciens de la machine à feu continuent la course vers les températures et les pressions de plus en plus élevées, nous retombons ici sur la nécessité d'utiliser de faibles différences de température, comme dans le moteur de MM. Claude et Boucherot; les essais que poursuit M. Claude ont montré la parfaite réalisation du « moteur à eau tiède » et ne manqueront pas de faire progresser la technique de ce moteur. En somme, l'emploi du rayonnement solaire comme source de force motrice dans certains pays soulève des problèmes difficiles, mais n'apparaît pas comme une utopie.

CONCLUSION

Si, faisant abstraction des contingences passagères, on regarde les choses d'un point de vue élevé, notre situation future ne paraît pas inquiétante en ce qui concerne les sources d'énergie. Par rapport à l'ensemble des puissances motrices existant sur notre planète, ce que l'homme utilise est infime, réellement négligeable. Il paraît certain que le rayonnement solaire est resté le même pendant un passé très étendu, et ce passé peut nous donner confiance pour un très long avenir. Sauf des changements locaux, souvent dus à l'imprévoyance

des hommes, la plupart des sources d'énergie actuelles, je veux dire celles qui n'usent pas les réserves, resteront à notre disposition.

Mais le « point de vue de Sirius » n'est pas celui des ingénieurs, ni des hommes d'affaires; l'épuisement des réserves de charbon et de pétrole est, pour eux, un légitime sujet d'inquiétude. On peut penser que l'âge de la machine à feu, qui est encore le nôtre, où l'on ne peut se passer d'une orgie de combustible, aura une fin, soit par raison, soit par nécessité; peu à peu, les diverses sources inépuisables d'énergie seront aménagées et diminueront la dépense. Nous assistons, avec l'aménagement des chutes d'eau, au premier acte de cette transformation. Elle sera longue, très longue; pour le moment, la courbe de consommation de combustible, et en particulier du plus précieux, continue à monter rapidement. Toute la question est de savoir si, avec les réserves existantes, nous pourrons *tenir* jusqu'au jour où les autres forces motrices seront assez bien utilisées pour satisfaire nos besoins toujours croissants.

CHARLES FABRY.

A L'EXPOSITION BOILLY

Dans les ultimes années de l'ancien régime, vers 1788, un gentilhomme amateur d'art, M. de Lapalun, s'intéresse à un jeune peintre en qui il a reconnu les signes d'un véritable talent, Louis-Léopold Boilly. Né à la Bassée le 5 juillet 1761, et d'abord fixé à Douai, puis à Arras, celui-ci n'est installé à Paris que depuis 1785, mais il a eu tôt fait d'y prendre le ton de la galanterie à la mode, et les tableaux qu'il exécute sur les indications de son protecteur satisfont pleinement au goût du jour.

« Bien que fixé dans le Midi, écrivait en 1907 le baron J. du Teil dans *les Arts*, M. Calvet de Lapalun fut, au début de la carrière de Boilly, son mentor en même temps que son mécène. Il s'était établi entre le collectionneur comtadin et le peintre parisien un commerce épistolaire et linéaire dont celui-ci bénéficia largement. Lapalun suggérait à Boilly des sujets dont les croquis, parfois remaniés avant l'exécution du tableau, lui étaient communiqués. »

Or, voici que ces œuvres choisies, dont les unes étaient allées au musée de Saint-Omer, grâce au legs du Teil-Chaix-d'Est-Ange, et dont les autres appartiennent au comte de Bozas, voici que cette collection Lapalun, pour la première fois reconstituée, peut être en ce moment admirée à Paris. En elle réside bien, en effet, le principal attrait de l'exposition extrêmement curieuse et diverse organisée à l'ancien hôtel de Sagan tant par les maîtres de céans, MM. Seligmann, que par MM. Jean Robiquet et François Boucher, conservateurs du musée Carnavalet. L'occasion est bonne de prendre une idée d'ensemble de l'œuvre d'un peintre qui fut, pendant tout le cours de sa longue vie, un véritable miroir de la vie pari-

sienne. Forcés de faire un choix, nous nous attacherons surtout ici au petit maître galant que fut Boilly au temps des « délices de vivre », avant de devenir le maître du *Triomphe de Marat* et le spirituel anecdotier d'une société nouvelle.

* * *

Pénétrons dans la salle principale et allons droit au panneau du fond. La place d'honneur y est occupée par un tableau que chacun peut admirer au Louvre, *l'Atelier d'Isabey*; mais à droite et à gauche, voici des toiles connues seulement jusqu'ici de quelques favoris à qui furent ouverts les salons de M. de Bozas.

L'Amant constant est debout, non loin de celle qu'il courtise, agréable brune assise près de la table où est posé son ouvrage, et étalant au premier plan une jupe d'un bleu céleste qui contraste avec son fichu blanc, aussi bien qu'avec l'habit marron clair de son soupirant. D'un air ambigu, celui-ci lui montre du doigt la statue de l'Amour qui préside au décor, en attendant qu'elle voie la défaite de la belle.

Son pendant, *l'Instruction maternelle*, nous montre, au contraire, des amours instables et malheureuses. Une femme d'âge mûr se tient derrière une jeune personne assise, dolente et songeuse, auprès d'un poêle de faïence qui sert de socle à un groupe, *l'Hymen et l'Amour*. La mère chapitre sa fille; elle lui fait lire l'inscription gravée à la base de ce groupe :

Vois le perfide Amour étouffant son flambeau
Quand l'Hymen de ses yeux enlève le bandeau.

Et cette philosophie désenchantée vise bien une inclination contrariée, car, dans le fond, s'enfuit un prétendant qui joint les mains de désespoir.

Le même panneau présente à la cimaise les quatre délicieuses toiles du musée de Saint-Omer. Sur ces tableaux demeurés d'une fraîcheur, d'un éclat inaltérés, la facture de Boilly, à cette époque, peut être étudiée mieux que sur aucun autre. Comme les Hollandais, un Mieris, un Metsu, un Gérard Dou, que lui ont assurément fait connaître les cabinets des riches magistrats de Douai et d'Arras, il peint lisse, sans qu'on voie la touche, et ses figures sont parfois presque porcelainées. Tels détails apparaissent particulièrement savoureux : Chardin

n'eût pas mieux rendu la croûte brune d'un pain qui figure sans raison particulière au premier plan de *la Visite reçue*.

Exécutée en 1789, cette œuvre montre en tête-à-tête une jeune femme et un officier, ce dernier peu visible dans l'ombre. Mais à la porte surgit un petit commissionnaire qui apporte, — ou reçoit, — une lettre.

Une certaine ambiguïté, en effet, règne dans cette scène. Qui est en visite? cette jolie blonde? ou l'officier? Celui-ci plutôt, croirait-on. L'enfant est resté dans l'entrebâillement de la porte, d'où il jette des regards curieux dans la direction du séducteur que la jeune femme s'efforce de masquer. Sur le billet qu'elle tient, on peut lire : *A monsieur...*, il ne lui est donc point destiné. Le serait-il au galant ici présent? Ou partirait-il à destination d'un autre? J'incline à croire que si la maligne créature veut laisser ignorer au commissionnaire la visite reçue, c'est que celle-ci lui est agréable, et que pour être sûre de ne pas la voir interrompre, elle écrit en hâte à quelque possible trouble-fête.

L'officier joue du clavecin, sa belle amie va l'accompagner sur la guitare. Délicieusement vêtue d'un corsage bleu dont les manches sont roses, un léger fichu de gaze laisse entrevoir sa gorge; et la longue jupe de satin blanc qu'elle laisse traîner à terre, est traitée de cette manière brillante dont Boilly se verra reprocher d'abuser par ces éternels mécontents qui se plaignent toujours que la mariée soit trop belle.

Ce qui allume l'amour l'éteint, — dénommé encore *la Moraliste*, ou *les Plaisirs de chaque âge*, ou *la Jeune philosophe*, — porte au revers du châssis la date de 1790. On s'étonne qu'une pensée assez osée, voire cynique, préside à une scène où la vieillesse et l'enfance sont représentées auprès de la jeunesse ardente au plaisir; mais la recette à la mode mêlait volontiers alors le sentimental Greuze au voluptueux Fragonard, et la « philosophie » couvrait toute marchandise de son triomphant pavillon.

A en juger par son expression, il faut voir un soupirant naïf dans le godelureau placé au centre. Mais qui est la belle qui le prend par la main pour lui désigner, d'un air à la fois langoureux et provocant, la rose aux pétales ouverts placée sous les pieds de l'Amour? Elle n'a rien d'une vierge timide; nous la croirions de ces rouées qui aiment à faire des éduca-

tions; mais non, M. de Lapalun a prétendu faire représenter dans le cadre de sa famille une jeune femme aussi sage que belle. Voyons plutôt le programme donné par lui à l'artiste :

Une femme de cinquante à soixante ans est assise sur un fauteuil... elle regarde en riant une petite fille qui est debout à côté d'elle, à qui elle a eu la complaisance de prêter ses lunettes...

La dame d'un certain âge doit être placée de manière qu'elle ne puisse pas voir l'action que je vais décrire : sur une table de marbre de couleur placée, suivant l'usage, au-dessous d'un trumeau, est une statue de marbre blanc, l'Amour, de grandeur naturelle, proportionnellement aux personnages du tableau. Cet Amour tient d'une main son arc, et de l'autre son flambeau renversé. Sur le piédestal qui porte cette statue est écrite la devise connue de tout le monde : *Ce qui m'allume m'éteint*. Une jeune femme très jolie est debout, assez près de la table sur laquelle est la statue de l'Amour; elle a auprès d'elle un jeune homme de qui on peut facilement supposer qu'elle est recherchée. Cette jeune femme, voyant que la grand maman est occupée de la petite fille, et, par sa situation, ne peut guère la voir, d'une main prend le bras du jeune homme, et de l'autre lui montre la devise qui est sur le piédestal de l'Amour; c'est lui dire : « Voilà le motif de mes refus », ou bien : « La vérité de cette devise suffit à me rendre sage. »

Pour *Ce qui allume l'amour l'éteint*, Boilly s'est conformé exactement aux directives de son protecteur; il a pris plus de liberté quand il s'est agi de représenter *le Vieillard jaloux*.

Celui-ci, qu'un somptueux habit de velours rouge ne rend pas plus séduisant, doit être un proche parent du Bartholo de la comédie, « qui guette, furète, gronde et geint tout à la fois », mais que Figaro saura aider sa pupille à jouer. Il doit avoir eu vent des infidélités de sa belle, car, à peine entré dans la chambre où s'est glissé un amoureux, il écrase rageusement sous le talon une miniature, tandis que d'un portefeuille tombé à terre s'échappent les billets doux reçus par la trompeuse. Elle lui fait face, et entend bien tout nier en dépit de la collation préparée, du vin qui rit dans les verres, du paravent qui dérobe mal son galant aux regards. Même, non contente de se défendre, elle attaque; il faut que la retiennent la mère complaisante, et la jeune sœur à laquelle son exemple ne saurait manquer d'être pernicieux. La duplicité, l'effron-

terie sont peintes sur son visage, mais les plus charmants dehors servent à les dissimuler.

Lapalun voulait que cette scène violente s'achevât sur l'apparition d'une amie, de derrière le paravent; ainsi eût éclaté l'injustice des reproches du vieux jaloux. Mais Boilly tint à la plaisante opposition du visage rieur du greluchon, visible à gauche pour le spectateur, et de la figure courroucée du vieillard.

En provoquant le succès, ce sujet devait d'ailleurs amener plus d'une réplique. Celle de la collection Lœwenstein, qui fait également partie de l'exposition Boilly, a été gravée par Petit sous ce titre : *Ah! qu'il est sot!* La jeune femme y est en déshabillé du matin; auprès d'elle, une moqueuse amie nargue le vieillard.

Et nous voici au *Concert improvisé*, une merveille!

« C'est à l'âge de la sensibilité qu'on sent la force de l'harmonie. La vieille dort, l'enfant badine », a écrit Lapalun au revers du tableau avec cette mention : « Peint par Louis Boilly en 1790. »

Un second amateur s'était joint au premier pour diriger l'artiste, car le baron du Teil cite cette lettre du marquis de Tulle au collectionneur comtadin : « La scène se passe dans une rotonde, à la clarté des flambeaux; le jeune homme sera vêtu d'un habit d'officier; nous tâcherons d'engager le peintre à faire renverser la vieille sur son fauteuil pour lui donner l'attitude du sommeil et non de l'attention. »

Boilly n'a pas refusé d'interpréter ce thème, mais combien n'y a-t-il pas ajouté de lyrisme et d'émotion!

La musicienne en robe de satin jaune autour de laquelle s'organise le concert, est une admirable jeune femme dont la chevelure rousse fait une ardente lionne. Transfigurée par l'éclairage, mais davantage par la passion, sa figure sensuelle s'empourpre sous l'auréole des cheveux vaporeux. Son sein se soulève, elle tourne des yeux remplis d'amour vers le jeune officier debout près d'elle, à qui sied bien un uniforme bleu à parements écarlates, et dont les traits fins sont mis en relief par le visage poupin d'un abbé de cour placé à l'arrière-plan. Visiblement séduit, il semble agité par un combat intérieur; ce n'est pas un héros des *Liaisons dangereuses*, il hésite devant la proie qui s'offre. Ou peut-être son choix n'est-il pas fait, car il regarde aussi une autre jeune femme, chanteuse dont

nous ne voyons que le profil et qui ne semble pas moins jolie. Laquelle aimer?

L'effet d'éclairage produit par les bougies posées sur le pupitre à musique, invisibles elles-mêmes, est digne de l'école hollandaise ; c'est lui qui pose cet ardent reflet sur le visage de la harpiste. D'une façon générale, une extraordinaire virtuosité se montre ici chez le peintre âgé de moins de trente ans, mais qui, pour n'être à Paris que d'hier, n'en est pas moins déjà d'apprenti passé maître.

* * *

On ne peut rien voir de plus beau que *le Concert improvisé* à l'exposition Boilly, mais tout y retient l'attention. A ne pas sortir du XVIII^e siècle, quel air de vénusté répandu sur les traits de cette jeune fille qui refuse de boire dans la tasse de son pressant amoureux : *Tu saurais ma pensée* (1) ! Et l'admirable chose que la peinture intitulée : *L'Instant de la Toilette* (2) !

Vêtue d'un corsage de taffetas mauve, et d'une jupe de tarlatane passée par-dessus une autre de soie rose, une élégante essaie l'effet d'une écharpe de tulle devant sa toilette. Son regard interroge sa mère, assise à gauche, dont elle attend un verdict infailible. La vieille dame, en effet, est habillée elle-même avec un goût des plus sûrs : robe de taffetas gorge de pigeon, fichu blanc, bonnet de dentelle. De l'autre côté de la toilette, la jeune servante qui tient le tampon au rouge et que coiffe un haut bonnet normand, regarde, elle aussi, avec une naïve expression d'attente, la vieille dame, arbitre des élégances.

Le peintre a voulu confronter chez la mère et la fille l'automne et le printemps de la femme, voire une saison plus précoce, car une fillette qui joue au volant apparaît à l'arrière-plan. L'exécution de ce tableau, enfin, vaut son inspiration, tant la couleur en est belle.

Hélas ! redoutable présage, un large pan de draperie vermeille s'étale derrière la vieille dame noble. L'heure vient où, pour cette aristocratie raffinée, l'horizon n'aura plus la nuance de la rose, mais la couleur du sang.

(1) Au baron H. de Rothschild.

(2) Au marquis Dadvisard.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Les régimes monarchiques comportent certains avantages que l'histoire atteste; ils ne vont pas sans de sérieux inconvénients. Tragédie ou comédie, il arrive que l'État soit troublé par les discordes qui naissent autour des trônes et qu'il pâtisse des fautes des princes comme il se fortifie de leurs vertus. Mais quels qu'en puissent être les hasards, il est plus prudent de se conformer à la règle successorale, dès qu'on l'a une fois acceptée, que de chercher à la corriger, car les hommes ou les partis ne manquent pas de se prévaloir des embarras dynastiques pour pousser leur fortune et favoriser leurs ambitions. La règle du jeu, dans les monarchies héréditaires, est l'ordre de primogéniture.

L'avènement du roi Carol II, au lieu et place de son fils Michel, ramène la Roumanie, après de romantiques péripéties, dans la voie normale, et c'est un premier avantage; il substitue un prince dans la force de l'âge à un enfant de huit ans, et c'est, dans les circonstances difficiles que traverse le pays, un second bénéfice. La dynastie des Hohenzollern-Sigmaringen, étrangère d'origine, est devenue, surtout depuis la grande guerre, nationale et populaire; elle apparaît comme le lien visible et fort qui unit solidement les diverses branches du peuple roumain que les invasions et les guerres avaient séparées et que la victoire des Alliés a rassemblées. La Roumanie a besoin d'une autorité légale, mais active et incontestée. Il n'est pas un ami de la Roumanie, — donc pas un Français, — qui n'espère la consolidation d'un trône qui est, pour elle, une condition de cohésion, de force et de prospérité, et qui ne souhaite un heureux et paisible règne au roi Carol II.

Personne n'a oublié comment et à propos de quelles aventures d'ordre privé, le roi Ferdinand, par l'acte du 4 janvier 1926, excluait son fils aîné, le prince Carol, de la succession au trône et y appe-

lait son petit-fils, le prince Michel. Dans quelle mesure le parti libéral, qui resta presque constamment au pouvoir de 1916 à 1927, se servit-il des entraînements de jeunesse d'un prince de vingt ans pour l'écartier du pouvoir, il est difficile de le préciser. Le président du Conseil, Jean Bratiano, passait pour redouter l'avènement du prince Carol; mais, après le scandale du divorce, le roi Ferdinand qui, dans le privé, s'en affligeait jusqu'aux larmes, jugea nécessaire d'imposer à son fils la renonciation au trône et de l'éloigner du pays. Quoi qu'il en soit, lorsque, le 20 juillet 1927, mourut le roi, le petit prince Michel, âgé de cinq ans, monta sur le trône, assisté d'un conseil de régence composé de trois personnes : le prince Nicolas, frère puîné du prince Carol, le patriarche Miron Christea et le président de la Cour de cassation, Georges Buzdugan. Le prince Carol fit de la France son séjour de prédilection, paraissant accepter le fait accompli et se désintéresser, sinon de sa patrie, du moins de la politique.

Tant que la forte main de Jean Bratiano tint le gouvernail, tout alla sans trop de heurts ou de difficultés. Mais, après sa mort prématurée, à la fin de 1927, les passions des partis se déchaînèrent; la popularité de l'exilé s'accrut de leurs querelles; sa personne bénéficia de toutes les fautes que l'opinion publique attribuait aux politiciens. Contre le parti libéral, dirigé par M. Vintila Bratiano, le parti « tsaraniste » ou paysan se servit du nom du prince absent qui symbolisait le mécontentement populaire et la résistance aux abus. Le parti libéral, dirigé par un état-major d'hommes expérimentés, trouvait ses meilleurs soutiens dans les deux principautés de l'ancienne Roumanie, la Moldavie et la Valachie. Il était vivement combattu par une coalition composée du parti national roumain de Transylvanie, qui avait naguère mené la lutte contre la Hongrie et qui reprochait aux libéraux de ne pas faire aux nouvelles provinces une part suffisante dans le gouvernement, et du parti paysan (tsaraniste) qui, dans tout le royaume, poursuit l'organisation d'une démocratie rurale. Quand, il y a un an, cette coalition arriva au pouvoir avec le ministère présidé par M. Maniu, il fut question de rappeler le prince Carol. Un homme de l'autorité et de la respectabilité du professeur Iorga, si connu et aimé à Paris, déclarait qu'il ne considérerait pas comme définitifs les actes de renonciation imposés au prince Carol et qu'il serait équitable de lui rendre ses droits. Mais le Conseil de régence, institué par la volonté du feu roi, prétendait rester fidèle à ce qu'il considérerait comme son devoir et

faire respecter l'acte du 4 janvier 1926 et le trône de l'enfant confié à sa vigilance. La forte personnalité de M. Buzdugan s'opposait à toute tentative pour appeler au trône le prince Carol. Mais lorsque, le 7 octobre 1929, le plus écouté des régents mourut prématurément, le gouvernement de M. Maniu choisit pour le remplacer un homme tout dévoué à la politique du parti au pouvoir, M. Sarteano, ancien ministre de l'Intérieur et conseiller à la Cour de cassation; le patriarche entendait n'être pas mêlé à la politique; et quant au prince Nicolas, il allait devenir le plus actif agent du retour de son frère aîné.

Les chefs de la coalition « nationale-tsaraniste », animés d'intentions réformatrices généreuses et hardies, manquaient peut-être de l'expérience du gouvernement; ils se trouvèrent aux prises avec les plus graves difficultés économiques, financières, politiques, que l'opposition libérale ne manquait pas d'exploiter contre eux; il leur fallait, en même temps, se prémunir contre certaines influences de Cour et contre des infiltrations bolchévistes facilitées par quelques complicités irrédentistes. Les efforts du ministère national-paysan ne restèrent pas stériles; il réussit à mener à bien, dans des conditions délicates, la stabilisation monétaire, à réaliser des réformes administratives et économiques, à poursuivre l'assainissement des administrations publiques, à assurer un meilleur fonctionnement des chemins de fer. Mais, tandis que cette œuvre de longue haleine n'est encore qu'ébauchée, la crise agricole, la baisse du blé, du maïs, du sucre, est venue désorganiser l'économie roumaine mal remise du désarroi social qui a suivi le partage des grands domaines. M. Maniu et ses amis jugèrent le moment venu de réaliser le coup d'État dynastique qui avait toujours fait partie de leur programme et par lequel ils espéraient, tout en revenant à l'ordre normal de succession, bénéficier de la popularité du prince et introniser un souverain dont les dispositions seraient favorables à leur politique.

M. Maniu et ses amis ont remarquablement organisé le retour de l'exilé. Un avion, parti de Paris, amena le 7 juin le prince en Transylvanie où il rencontra à point nommé des avions roumains qui le menèrent à Bucarest; tombant inopinément du ciel, il trouva les régiments alertés pour le recevoir, son palais de Cotroceni préparé, le gouvernement averti, la Régence gagnée; il n'eut qu'à se jeter dans les bras de son frère, à embrasser son fils joyeux de retourner aux jeux de son âge, et à commencer l'exercice de la souveraineté.

Par une fiction sanctionnée par l'Assemblée, le règne de Carol II est réputé avoir commencé du jour de la mort de son père; le règne du roi Michel se trouve donc légalement annulé en même temps que ses actes sont ratifiés par un décret du nouveau gouvernement. Le divorce même du prince Carol est déclaré nul; la princesse Hélène reçoit le titre de Majesté sans que l'on sache encore, d'ailleurs, si elle consentira à une réconciliation; le petit roi Michel devient prince héritier.

C'est là, il n'en faut pas douter, un événement d'une portée considérable qui peut devenir l'origine d'une heureuse rénovation politique en Roumanie, si, comme on peut l'espérer, le nouveau roi prend à cœur son métier de souverain et se donne sans réserve à la grande tâche qui s'offre à lui. La faveur presque universelle de l'opinion publique qui a aplani tous les obstacles sous ses pas, l'intention gouvernementale qui a inspiré le complot des ministres avec le prince exilé, la ferveur patriotique de Carol II lui-même et son zèle pour le bien du pays sont d'heureux symptômes d'un redressement de l'esprit public en présence du danger extérieur.

Le premier acte du nouveau souverain fut naturellement de constituer un ministère. Faut-il voir dans ses tentatives pour composer un Cabinet de concentration, où les nuances diverses de l'opinion seraient représentées, une initiative de sa volonté, ou bien n'était-ce qu'un scénario préparé d'avance pour aboutir à la reconstitution presque intégrale du cabinet Maniu? Il est difficile de le dire. En tout cas, la coalition nationale-tsaraniste, qui dispose à la Chambre d'une majorité formidable, était seule en état de faire vivre un ministère dont les éléments ne pouvaient donc être pris que dans son sein. Une scission s'est produite, dès la première heure, parmi les libéraux. Tandis que M. Georges Bratiano, fils de Jean Bratiano, s'empressait de faire acte d'allégeance envers le nouveau roi, M. Vintila Bratiano, son oncle, ancien président du Conseil, ainsi que les principaux chefs de parti, tels que MM. Duca, Argeloyano, se tenaient à l'écart et refusaient d'accepter le fait accompli. Le cas est symptomatique. Le nouveau gouvernement paraît avoir pour lui la jeunesse, c'est-à-dire l'avenir, tandis que les états-majors chevronnés restent fidèles au passé. M. Georges Bratiano serait, semble-t-il, approuvé en Moldavie, tandis que la Valachie et l'Oltenie suivraient M. Vintila Bratiano.

Au moment où Carol II rentre en triomphateur dans un pays qui a mis, en la jeunesse et l'énergie de son roi, sa confiance et son

espoir, c'est une politique d'union nationale qui s'impose à lui. « Le roi de France ne venge pas les injures du duc d'Orléans. » On regrettera que, dans l'émoi des premiers instants de son règne, le nouveau roi, oubliant la noble maxime de Louis XII, ait rappelé brusquement le ministre qui représentait si dignement la Roumanie à Paris et mis en disponibilité six généraux. Ils sont rares, dans tous les pays, les hommes de la valeur et du caractère de M. Diamandy. Son successeur, M. Dinu Cesiano, député, ami personnel du roi, sera naturellement accueilli comme un ami, mais il lui faudra quelque temps pour retrouver à Paris la situation hors de pair que son éminent prédécesseur avait su s'y assurer.

L'avènement de Carol II n'apportera aucune modification à la politique générale de la Roumanie. Le nouveau roi, qui est un officier, apportera tous ses soins à rehausser le moral de l'armée et à compléter son équipement matériel; il a tenu, dès la première heure, à adresser au Président de la République un télégramme particulièrement amical; il a réservé au général Gouraud, qui passait par Bucarest en revenant des Dardanelles, l'accueil le plus chaleureux, et il a n'a manqué aucune occasion de témoigner à la France sa reconnaissante prédilection. A la Pologne et aux deux puissances de la Petite Entente, il a exprimé la fidélité des Roumains à leurs amitiés et à leurs engagements : les intérêts, d'ailleurs, ne sont-ils pas strictement conformes aux traités aussi bien qu'aux sentiments? C'est donc bien vainement que certains journaux nationalistes allemands et quelques feuilles italiennes, prenant leurs désirs pour des réalités, ont voulu voir, dans le coup d'État pacifique qui replace le prince Carol sur le trône auquel sa naissance le destinait, un échec pour la politique française et une étape vers la destruction ou la revision des traités de paix. Le jeu de la politique italienne, s'il en faut croire un article de M. Alfredo Signoretti dans la *Stampa* du 11 juin, serait d'inaugurer, sous les auspices de l'Italie, une entente entre la Pologne et la Hongrie et, par l'intermédiaire de la Pologne, entre la Roumanie et la Hongrie. Ainsi se préparerait et la restauration de l'archiduc Otto, fils du défunt empereur et roi Charles, sur le trône de Saint Étienne, et la revision des frontières de la Hongrie. Sont-ce de telles perspectives que M. Grandi a développées à Varsovie? Son langage est aussi prudent et pacifique qu'étaient enflammées et violentes, en ces dernières semaines, les harangues de M. Mussolini. Encore faudrait-il savoir si c'est le ministre des Affaires étrangères ou le chef

du gouvernement qui exprime la véritable politique de l'Italie?

Il y a, en Europe, deux camps et deux seulement : ceux qui veulent et préparent, par tous les moyens, la revision des traités et le remaniement des frontières de 1919, ceux qui ne travaillent qu'à les maintenir dans l'ordre et la paix. Par le traité de Locarno, l'Allemagne s'est engagée à ne pas recourir à la violence pour modifier ses frontières orientales, mais elle peut souhaiter que, dans une nouvelle catastrophe européenne, les traités se trouvent déchirés ou que la haute valeur de son alliance engage la Pologne à la payer un jour d'importantes concessions. Le langage de M. Mussolini et de sa presse, son alliance avec la Hongrie qui, de tous les pays de l'Europe, est évidemment celui qui a le plus grand intérêt à la destruction des traités et qui n'en fait pas mystère, laissent à penser que l'Italie voudrait prendre l'initiative et la direction de la politique revisionniste. Que ce soit l'antipode de ses véritables intérêts, cela ne fait pas de doute, mais que ce soit pourtant, pour des raisons qu'il ne serait pas difficile de deviner, la tendance actuelle de la politique de M. Mussolini, c'est un fait indéniable. La Roumanie et la Pologne savent aussi de quel côté est, pour elles, la sécurité et l'intégrité territoriale. Le roi Carol II n'a pas attendu d'avoir constitué un ministère pour affirmer, sur ce point, sa volonté; dès le 8 juin, lorsqu'il a paru, pour la première fois, devant l'Assemblée nationale, il a voulu affirmer la fermeté de ses intentions : « Je suis résolu, a-t-il déclaré, à maintenir sans hésitations mon serment de conserver inviolable l'intégrité du territoire national. » Sa proclamation à son peuple reprend la même formule comme un engagement solennel. On n'en saurait souhaiter de plus net, de plus définitif. Un tel langage est d'un heureux augure au premier jour d'un règne dont le peuple roumain attend la sécurité, la prospérité, la liberté, c'est-à-dire l'avenir qu'il mérite.

Les États du Levant placés sous mandat français viennent de franchir une étape décisive de leur organisation politique. Leur statut organique est maintenant complet, sous réserve des retouches que l'expérience pourrait démontrer opportunes. Il comprend, outre la constitution du Liban qui est en vigueur depuis le 23 mai 1926, cinq textes qui ont été promulgués le 22 mai dernier. Ce sont : la constitution de l'État de Syrie, le règlement organique du sandjak d'Alexandrette, le statut organique du gouvernement de Lattaquieh, le statut organique du gouvernement du Djebel Druse,

le règlement organique de la conférence des intérêts communs.

L'article 1^{er} de l'Acte de mandat, du 24 juillet 1922, fait obligation à la puissance mandataire d'élaborer un statut organique, c'est-à-dire d'organiser politiquement les pays confiés à sa tutelle. Ce statut ne doit pas seulement définir le régime politique, mais les principes du droit public (liberté individuelle, liberté de conscience, etc.) et du droit international (répartition des territoires entre les divers États ou gouvernements, rapports avec la puissance mandataire, etc.). Les textes promulgués le 22 mai satisfont pleinement à ces prescriptions dont, on le sait, la commission des mandats de la Société des nations est la gardienne vigilante, parfois même exigeante. La France mandataire est donc, vis-à-vis de la Société des nations, parfaitement en règle, et l'on sait de reste que, si le statut n'a pas été établi plus tôt, ce sont les révoltes et les difficultés de toute nature qui en sont responsables.

Aux termes de l'article 1^{er}, « le mandataire favorisera les autonomies locales ». Le système du mandat, en effet, est d'inspiration démocratique; il n'a pas pour objet de favoriser la domination d'une oligarchie, quels que puissent être, d'ailleurs, ses mérites, sur la masse du peuple, ni la suprématie d'une ville ou d'un canton sur tout un pays, mais bien l'exhaussement du plus grand nombre. Le mandataire doit donc tenir grand compte des aspirations locales et employer les moyens les mieux adaptés aux diverses régions dont il a la charge. En Syrie, la France a soigneusement observé cette règle sage : les États de Syrie et du Liban, les gouvernements de Lattaquieh et du Djebel Druse sont politiquement indépendants les uns des autres, et le sandjak d'Alexandrette voit confirmer, dans le cadre de l'État de Syrie, son autonomie administrative et financière. Cette solution est vivement critiquée par les nationalistes de Damas, qui se sont faits les champions d'une unité syrienne dont ils seraient les bénéficiaires. La faculté d'opprimer les autres est, surtout dans le Levant, plus précieuse que la liberté de n'être pas opprimé soi-même. Mais le Liban, les Alaouites, les Druses, les populations d'Alexandrette tiennent essentiellement à leur indépendance et la France n'a aucune raison de les soumettre à une domination qu'ils repoussent. La loi de la vie politique, en Syrie, depuis les temps anciens, a toujours été le particularisme politique et religieux. Le mandat est la garantie des autonomies légitimes.

L'acte de 1922 prévoit que « le Statut organique sera préparé d'accord avec les autorités indigènes » : la Constitution de Syrie,

comme celle du Liban, est l'œuvre des intéressés eux-mêmes. La Commission de 1925, présidée par M. Paul-Boncour, obtint des réponses si contradictoires que M. Henry de Jouvenel, alors Haut-Commissaire, décida, non sans quelque précipitation, de promulguer, dans le Liban, la Constitution préparée par le Conseil représentatif (23 mai 1926) et de procéder, en Syrie, à des élections sur la base du suffrage universel. L'insurrection, le boycottage des élections et de la puissance mandataire par une minorité peu nombreuse, mais très active, ne permirent pas, en Syrie, de résoudre immédiatement le problème. Une Constitution fut cependant élaborée en cent quinze articles, par l'Assemblée constituante, mais sans tenir aucun compte des droits de la puissance mandataire. On chercha, pendant dix-huit mois, une conciliation qui échoua devant l'intransigeance d'une faible minorité nationaliste; on se décida alors à promulguer le texte élaboré par la Constituante qui institue en Syrie, comme dans le Liban, un gouvernement républicain avec une Chambre élue au suffrage universel à deux degrés et un ministère responsable. Mais on ajouta un article 116, conforme à l'esprit et à la lettre de l'acte de 1922 et de l'article 22 du pacte de la Société des nations, qui réserve expressément les droits de la puissance mandataire. « Aucune disposition de la présente Constitution, dit cet article, n'est et ne peut être en opposition avec les obligations contractées par la France en ce qui concerne la Syrie, particulièrement envers la Société des nations. Cette réserve s'applique spécialement aux articles qui touchent au maintien de l'ordre, de la sécurité et à la défense du pays, et à ceux qui intéressent les relations extérieures, etc... » Les protestations que cet article a suscitées, parmi les éléments les plus agités de Damas, ont surtout pour effet de montrer combien il était indispensable de l'insérer dans la Constitution et combien la conception du mandat, pourtant si nécessaire à la masse indigène, est étrangère à leur esprit.

Il n'est pas démontré, loin de là, que l'institution du suffrage universel soit la plus favorable au développement du Liban et de la Syrie; mais il est certain qu'on n'y pouvait songer en pays Alaouite et au Djebel Druse, où dominent les mœurs féodales; elle n'aurait abouti qu'à fortifier la domination des grands propriétaires sur la masse inculte et misérable des fellahs. Le Haut-Commissariat s'est chargé lui-même de recueillir les vœux des populations. L'État des Alaouites s'appelle désormais « gouvernement de Lattaquieh ». Le « vocable » Alaouite désigne une secte dissidente de l'Islam et cette

dénomination pouvait sembler préjuger la suprématie de cette fraction de la population sur les autres. Dans ce petit pays, moins grand qu'un département français, très pauvre et arriéré, un régime parlementaire aurait été très dangereux pour son évolution sociale, trop onéreux pour son budget et d'ailleurs tout à fait ridicule (1). Il sera administré par un gouverneur nommé par le Haut-Commissaire et assisté d'un conseil général élu. Chez les Druses, le gouverneur français est entouré d'un comité de directeurs et d'un conseil de dix notables. Depuis la fin de l'insurrection, la montagne Druse a fait de très rapides progrès sous la direction ferme et éclairée du colonel Clément-Grandcourt, en parfait accord avec les notables du pays et à leur satisfaction. Ces populations intelligentes et braves ont compris tous les avantages que leur apporte la présence de la puissance mandataire ; leur concours actif lui est acquis. Fortement établie dans les deux massifs de montagnes des Druses et des Alaouites, la France n'a rien à craindre d'une agitation parmi les gens de Damas ou les Bédouins.

Une conférence des intérêts communs réunit les représentants des divers États ou gouvernements pour l'étude des questions économiques qui intéressent l'ensemble des territoires du Levant : douanes, monnaie, voies de communication, irrigations, etc. Il n'y faut point voir l'embryon d'un État unitaire ou d'une fédération ; mais le morcellement politique, adopté par la puissance mandataire, pour répondre au vœu des populations, ne pourra nuire à la prospérité matérielle des pays confiés à sa tutelle.

Tel est le statut organique des pays du Levant. Il entrera en vigueur pratiquement dans quelques mois par l'élection d'une Chambre dans l'État de Syrie. Il est extrêmement libéral ; on ne peut lui reprocher que de l'être trop. Le régime parlementaire ne convient guère à ces pays où l'intérêt personnel prime tout et où la notion de l'intérêt général ne pouvait pas s'acclimater tant que le pays tout entier était soumis à la domination turque. Il faudra longtemps pour faire l'éducation technique, politique et morale de ces populations dont les élites, sous prétexte qu'elles sont instruites, se croient aptes à toutes les fonctions. En Syrie, on peut s'attendre à plusieurs crises ministérielles par an. C'est déjà le cas au Liban où, il y a quelques semaines, le cabinet présidé par M. Eddé, qui avait commencé d'utiles créations, a été renversé. Les abus du

(1) Voici les chiffres de la population dans les divers États : Liban, 597 789. — Syrie, 1 120 792. — Gouvernement de Lattaquieh, 277 946. — Djebel Druse, 50 328

parlementarisme, plus nuisibles parmi ces populations sans expérience que dans nos pays occidentaux, auront pour résultat l'impossibilité de constituer un pouvoir exécutif assez fort pour gouverner, sans arrière-pensée, dans l'intérêt général. Au lieu d'introduire le système parlementaire, au moment où on cherche presque partout à en corriger les vices, n'eût-il pas été préférable de proclamer, comme statut organique, après quelques retouches, le régime représentatif tel qu'il existait en 1925? Le pouvoir exécutif était alors exercé par un Président responsable devant la puissance mandataire, assisté de ministres responsables devant lui seulement. N'est-il pas regrettable, au Liban, de n'avoir pas conservé le gouverneur français? N'avons-nous pas exagéré nos scrupules vis-à-vis de la Société des nations? L'œuvre de civilisation accomplie dans nos colonies était un titre suffisant pour obtenir que Genève nous laissât les mains plus libres. L'idéologie wilsonienne a inspiré le système des mandats, mais on peut craindre qu'elle ne l'ait faussé. La Syrie sera la première à en subir les fâcheuses conséquences. Mais on peut craindre que nos colonies et protectorats de l'Afrique du Nord ne soient dupes des apparences et ne réclament comme un avantage des privilèges qui auront surtout pour effet de retarder le développement de la Syrie. Aussi était-il particulièrement nécessaire de maintenir intacts les droits de la puissance mandataire inscrits dans l'article 116. Nous ne saurions porter des responsabilités sans avoir les moyens d'action nécessaires pour y faire face.

Les politiciens nationalistes sont les adversaires professionnels du mandat. L'agitation est devenue pour eux un métier, un métier souvent lucratif. C'est une idée qui n'a pas encore pénétré dans le Levant que les élites ne se forment pas seulement par l'instruction et l'intelligence, mais surtout par l'élévation du niveau moral et que le pouvoir ou la richesse aux mains de quelques-uns ne contribue pas au bonheur de tous. Le système parlementaire, en Syrie, ne sera pas plus favorable aux masses que le système soviétique en Russie, dont les nationalistes syriens adoptent volontiers le langage et les formules, même quand ils n'en reçoivent pas les directions et les subsides. Beaucoup d'hommes raisonnables, dans le Levant, se rendent compte que les pays sous mandat ne possèdent ni le personnel politique, ni le personnel technique, ni l'organisation militaire, ni les ressources financières indispensables à un État moderne qui veut garder son indépendance et développer sa prospérité. Les Syriens ont, au plus haut degré, l'instinct du lucre et le goût des

affaires; ils commencent à comprendre que l'agitation nationaliste est le plus dangereux obstacle à l'enrichissement du pays. La publication du statut organique, quels que puissent être ses défauts, a l'avantage de mettre fin aux incertitudes propices aux intrigues. Il ne faut pas espérer l'adhésion des agitateurs nationalistes du comité syro-palestinien de Genève, mais on peut attendre que les Syriens se rendent compte que leur intérêt n'est pas avec les intransigeants et contribuer à les éclairer.

Au point de vue matériel, sous l'administration active et éclairée de M. Ponsot, les États du Levant sous mandat français ont fait des progrès très rapides. Jusqu'au cœur du pays des Alaouites et du Djebel Druse, jusqu'au Tigre et aux confins de la Transjordanie sous mandat britannique, pénètrent d'excellentes routes goudronnées qui transforment les conditions économiques du désert lui-même. Le Bédouin, dont la vie et les mœurs n'avaient pas changé depuis Abraham et Mahomet, vend maintenant à la ville, par camionnettes, la laine et le beurre de ses troupeaux. Le tourisme, d'autre part, fait pénétrer partout la vie européenne. Le développement économique du pays est très satisfaisant.

Sécurité, prospérité, progrès matériels : le contraste est frappant entre ces avantages tangibles du système du mandat français et l'agitation de quelques professionnels de la politique et du nationalisme. Il faut laisser aux pays du Levant le temps de faire, même à leurs dépens, leur éducation politique. A la différence des droits et des intérêts que la France doit sauvegarder dans ses colonies et protectorats, ceux qu'elle possède au Levant sont essentiellement d'ordre intellectuel et moral; elle a donc moins besoin de s'y assurer la garantie d'une forte emprise politique et administrative que d'y implanter ses écoles et d'y répandre ce que sa civilisation a créé de plus élevé et de plus désintéressé. Il faudra nous réserver sur la côte un port d'attache qui soit en même temps une puissante base navale. La France doit être présente dans le Levant. Et ne sera-ce rien si les civilisations originales qui, avec le temps, se développeront dans la région syrienne, portent à jamais la marque de la pensée et du génie français?

RENÉ PINON.

**t
r
y
e
e
. .
si
S
n**